UNIV.OF
TORONTO
LIBRARY

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/messagesdiscours01poin

MESSAGES

DISCOURS -- ALLOCUTIONS

Lettres et Télégrammes

DE

M. RAYMOND POINCARÉ

Président de la République

SOUS PRESSE :

Messages, Discours et Allocutions

de M. Raymond **POINCARÉ.**

—

TOME II

—

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE

10 exemplaires sur papier Japon .

et

100 exemplaires sur papier Hollande.

HMad
P 7519m

31 Juillet 1914 — 17 Novembre 1918

MESSAGES

DISCOURS - ALLOCUTIONS

Lettres et Télégrammes

DE

M. RAYMOND POINCARÉ

Président de la République

★

H6237.5
28.5.47

PARIS
BLOUD & GAY, Éditeurs
3, Rue Garancière, 3
1919

D
621
F8P6
t.1

Lorsque Monsieur le Président de la République Française voulut bien nous autoriser à imprimer le présent Recueil de ses Messages, discours et allocutions des années 1914 à 1918, rien ne laissait encore prévoir l'approche de la paix.

C'est donc la cause de la France en guerre que nous nous proposions de servir en sollicitant l'honneur d'entreprendre cette publication.

Le cours heureux des événements a devancé la réalisation de notre projet. On jugera sans doute avec nous que son intérêt et son opportunité demeurent.

Nous avons la ferme confiance que les lecteurs des pays étrangers, — particulièrement ceux des nations amies et alliées à qui, dans notre pensée, ce recueil s'adressait d'abord, — nous approuveront d'avoir persévéré dans le dessein de mettre à leur portée ces documents primordiaux jusqu'ici dispersés et, dans leur ensemble, d'un accès relativement difficile.

En France même, l'absence d'une édition complète

des Discours de guerre de Monsieur Raymond Poincaré a maintes fois été signalée par la presse des différents partis, comme une regrettable lacune. Nous avons donc cru répondre aussi à l'un des vœux les plus chers et les plus certains de nos compatriotes en leur présentant cet ouvrage, souvenir précieux d'une période exceptionnellement glorieuse et tragique de notre vie nationale.

Et n'est-ce pas enfin à l'heure des suprêmes délibérations qu'il convenait d'appeler à nouveau l'attention publique sur ces textes désormais historiques où, par l'organe de son représentant le mieux qualifié, la pensée et les aspirations de la France ont trouvé pendant toute la durée de la guerre leur expression la plus continue et la plus authentique ?

Décembre 1918.

LES ÉDITEURS.

MESSAGES, DISCOURS, ALLOCUTIONS,
LETTRES ET TÉLÉGRAMMES

DE

M. RAYMOND POINCARÉ

Président de la République.

1914-1918.

Lettre au roi George V (1).

Paris, 31 juillet 1914.

CHER ET GRAND AMI,

Dans les circonstances graves que traverse l'Europe, je crois devoir communiquer à Votre Majesté les renseignements que le gouvernement de la République a reçus d'Allemagne.

Les préparatifs militaires auxquels se livre le Gouvernement impérial, notamment dans le voisinage immédiat de la frontière française, prennent chaque jour une intensité et une accélération nouvelles.

---

(1) Cette lettre, publiée seulement au mois de février 1915, fournissait une nouvelle preuve des efforts tentés jusqu'à la fin pour maintenir la paix, et le roi d'Angleterre, dans sa réponse datée de Buckingham Palace, le 1er août 1914, tout en réservant l'avenir sur la démarche sollicitée, promettait de continuer à chercher une solution « pour laisser aux puissances le temps de discuter entre elles avec calme. »

La France, résolue à faire jusqu'au bout tout ce qui dépendra d'elle pour maintenir la paix, s'est bornée jusqu'ici aux mesures de précautions les plus indispensables. Mais il ne semble pas que sa prudence et sa modération ralentissent les dispositions de l'Allemagne, loin de là.

Nous sommes donc, peut-être, malgré la sagesse du Gouvernement de la République et le calme de l'opinion, à la veille des événements les plus redoutables.

De toutes les informations qui nous arrivent, il résulte que, si l'Allemagne avait la certitude que le Gouvernement anglais n'interviendrait pas dans un conflit où la France serait engagée, la guerre serait inévitable, et qu'en revanche, si l'Allemagne avait la certitude que l'Entente cordiale s'affirmerait, le cas échéant, jusque sur les champs de bataille, il y aurait les plus grandes chances pour que la paix ne fût pas troublée.

Sans doute, nos accords militaires et navals laissent entière la liberté du Gouvernement de Votre Majesté, et, dans les lettres échangées en 1912 entre sir Edward Grey et M. Paul Cambon, l'Angleterre et la France se sont simplement engagées, l'une vis-à-vis de l'autre, à causer entre elles en cas de tension européenne et à examiner ensemble s'il y aurait lieu à une action commune.

Mais le caractère d'intimité que le sentiment public a donné dans les deux pays à l'entente de l'Angleterre et de la France, la confiance avec laquelle nos deux Gouvernements n'ont cessé de

travailler au maintien de la paix, les sympathies que Votre Majesté a toujours témoignées à la France m'autorisent à lui faire connaître en toute franchise mes impressions, qui sont celles du Gouvernement de la République et de la France entière.

C'est, je crois, du langage et de la conduite du Gouvernement anglais que dépendent désormais les dernières possibilités de solution pacifique.

Nous avons nous-mêmes, dès le début de la crise, recommandé à nos alliés une modération dont ils ne se sont point départis. D'accord avec le Gouvernement royal et conformément aux dernières suggestions de sir Edward Grey, nous continuerons à agir dans le même sens.

Mais si tous les efforts de conciliation partent du même côté, et si l'Allemagne et l'Autriche peuvent spéculer sur l'abstention de l'Angleterre, les exigences de l'Autriche demeureront inflexibles, et un accord deviendra impossible entre la Russie et elle.

J'ai la conviction profonde qu'à l'heure actuelle, plus l'Angleterre, la France et la Russie donneront une forte impression d'unité dans leur action diplomatique, plus il sera encore permis de compter sur la conservation de la paix.

Votre Majesté voudra bien excuser une démarche qui n'est inspirée que par le désir de voir l'équilibre européen définitivement raffermi.

Je prie votre Majesté de croire à mes sentiments les plus cordiaux.

Proclamation du Président de la République.

Paris, 1er août 1914.

A la Nation Française.

Depuis quelques jours, l'état de l'Europe s'est considérablement aggravé, en dépit des efforts de la diplomatie. L'horizon s'est assombri. A l'heure présente, la plupart des nations ont mobilisé leurs forces ; même des pays protégés par la neutralité ont cru devoir prendre cette mesure à titre de précaution. Des puissances dont la législation constitutionnelle ne ressemble pas à la nôtre ont, sans avoir pris un décret de mobilisation, commencé et poursuivi les préparatifs qui équivalent, en réalité, à la mobilisation même et qui n'en sont que l'exécution anticipée.

La France, qui a toujours affirmé sa volonté pacifique, qui a dans des jours tragiques donné à l'Europe des conseils de modération et un vivant exemple de sagesse, qui a multiplié ses efforts pour maintenir la paix du monde, s'est elle-même préparée à toutes les éventualités et a pris dès maintenant les premières dispositions indispensables à la sauvegarde de son territoire. Mais notre législation ne permet pas de rendre ces préparatifs complets s'il n'intervient pas un décret de mobilisation.

Soucieux de sa responsabilité, sachant qu'il manquerait à son devoir sacré s'il laissait les

choses en l'état, le Gouvernement vient de prendre les décrets qu'impose la situation. La mobilisation n'est pas la guerre; dans les circonstances présentes elle apparaît au contraire comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur. Fort dans son ardent désir d'aboutir à une solution pacifique de la crise, le Gouvernement, à l'abri de ces précautions nécessaires, continuera ses efforts diplomatiques et il espère encore réussir.

Il compte sur le sang-froid de la noble nation pour qu'elle ne se laisse pas aller à une émotion injustifiée; il compte sur le patriotisme de tous les Français et sait qu'il n'en est pas un seul qui ne soit prêt à faire son devoir.

A cette heure, il n'y a plus de partis, il y a la France éternelle, la France pacifique et résolue. Il y a la patrie du droit et de la justice tout entière unie dans le calme, la vigilance et la dignité.

Lettre à Mme Jaurès.

2 août 1914.

MADAME,

J'apprends l'abominable attentat dont votre mari a été la victime. Jaurès avait été souvent mon adversaire, mais j'avais une grande admiration pour son talent et son caractère, et, à une heure où l'union nationale est plus nécessaire que jamais, je tiens à vous exprimer les sentiments que j'avais pour lui.

Je vous prie, Madame, de croire, dans le deuil

qui vous frappe, à ma profonde et respectueuse sympathie.

Message du Président de la République (1).

4 août 1914.

Messieurs les Sénateurs,
Messieurs les Députés,

La France vient d'être l'objet d'une agression brutale et préméditée, qui est un insolent défi au droit des gens. Avant qu'une déclaration de guerre nous eût encore été adressée, avant même que l'ambassadeur d'Allemagne eût demandé ses passeports, notre territoire a été violé. L'empire d'Allemagne n'a fait hier soir que donner tardivement le nom véritable à un état de fait qu'il avait déjà créé.

Depuis plus de quarante ans, les Français, dans un sincère amour de la paix, ont refoulé au fond de leur cœur le désir des réparations légitimes.

Ils ont donné au monde l'exemple d'une grande nation, qui, définitivement relevée de la défaite par la volonté, la patience et le travail, n'a usé de sa force renouvelée et rajeunie que dans l'intérêt du progrès et pour le bien de l'humanité.

Depuis que l'ultimatum de l'Autriche a ouvert une crise menaçante pour l'Europe entière, la France s'est attachée à suivre et à recommander

(1) Lu au Sénat et à la Chambre dans leur séance du 4 août.

partout une politique de prudence, de sagesse et de modération.

On ne peut lui imputer aucun acte, aucun geste, aucun mot qui n'ait été pacifique et conciliant.

A l'heure des premiers combats, elle a le droit de se rendre solennellement cette justice qu'elle a fait, jusqu'au dernier moment, des efforts suprêmes pour conjurer la guerre qui vient d'éclater et dont l'empire d'Allemagne supportera devant l'Histoire l'écrasante responsabilité.

Au lendemain même du jour où nos alliés et nous, nous exprimions publiquement l'espérance de voir se poursuivre pacifiquement les négociations engagées sous les auspices du cabinet de Londres, l'Allemagne a déclaré subitement la guerre à la Russie; elle a envahi le territoire du Luxembourg, elle a outrageusement insulté la noble nation belge, notre voisine et notre amie, et elle a essayé de nous surprendre traîtreusement en pleine conversation diplomatique.

Mais la France veillait. Aussi attentive que pacifique, elle s'était préparée; et nos ennemis vont rencontrer sur leur chemin nos vaillantes troupes de couverture, qui sont à leurs postes de bataille et à l'abri desquelles s'achèvera méthodiquement la mobilisation de toutes nos forces nationales.

Notre belle et courageuse armée, que la France accompagne aujourd'hui de sa pensée maternelle, s'est levée, toute frémissante, pour défendre l'honneur du drapeau et le sol de la patrie.

Le Président de la République, interprète de l'unanimité du pays, exprime à nos troupes de terre et de mer l'admiration et la confiance de tous les Français.

Étroitement unie en un même sentiment, la nation persévérera dans le sang-froid dont elle a donné, depuis l'ouverture de la crise, la preuve quotidienne. Elle saura, comme toujours, concilier les plus généreux élans et les ardeurs les plus enthousiastes avec cette maîtrise de soi qui est le signe des énergies durables et la meilleure garantie de la victoire.

Dans la guerre qui s'engage, la France aura pour elle le droit dont les peuples, non plus que les individus, ne sauraient impunément méconnaître l'éternelle puissance morale.

Elle sera héroïquement défendue par tous ses fils, dont rien ne brisera devant l'ennemi l'union sacrée et qui sont aujourd'hui fraternellement assemblés dans une même indignation contre l'agresseur et dans une même foi patriotique.

Elle est fidèlement secondée par la Russie, son alliée ; elle est soutenue par la loyale amitié de l'Angleterre.

Et déjà de tous les points du monde civilisé viennent à elle les sympathies et les vœux. Car elle représente aujourd'hui une fois de plus, devant l'univers, la liberté, la justice et la raison.

Haut les cœurs et vive la France !

Télégramme à Sa Majesté Albert Ier, roi des Belges, qui, de Bruxelles, le 6 août 1914, a remercié la France de répondre à l'appel de la Belgique envahie.

Paris, 7 août.

Je remercie Votre Majesté de son télégramme. J'avais eu l'occasion de lui donner naguère l'assurance précise des sentiments de la France pour la Belgique. L'amitié de mon pays pour le peuple belge s'affirme aujourd'hui sur les champs de bataille. Les troupes françaises sont fières de seconder la vaillante armée belge dans la défense du sol envahi et dans la glorieuse lutte pour l'indépendance.

Lettre à M. René Viviani, président du Conseil, en faveur des Italiens résidant en France.

Paris, 10 août 1914.

Je me suis entretenu depuis quelques jours avec vous de la situation créée par la guerre à la population italienne qui réside sur notre territoire et y travaille. Je suis certain que les mesures ont été prises pour la soustraire aux conséquences néfastes d'une agression monstrueuse qui la frappe dans ses moyens de vie et de travail.

Je vous serais obligé de vouloir bien me renseigner sur ce qui a déjà pu être fait.

La France, qui est, par tradition, le pays de la

générosité humaine, a le devoir de mettre, autant que possible, à l'abri de la misère les fils de la grande nation latine, qui lui donne, en ce moment, un témoignage de fidèle amitié.

Croyez, mon cher président, à mes sentiments dévoués.

Télégramme au roi d'Angleterre, en réponse aux vœux adressés à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du Président.

22 août 1914.

Je remercie Votre Majesté de ses souhaits cordiaux et je la prie de recevoir la nouvelle assurance de mon amitié. J'ai la même confiance que Votre Majesté dans l'issue de la guerre qui nous a été imposée et que nous poursuivrons, avec le concours de l'Angleterre et de nos autres alliés, jusqu'à la victoire définitive du Droit et de la Civilisation.

Texte de la protestation adressée par le gouvernement français aux puissances signataires des conventions de La Haye.

Le Gouvernement de la République française a l'honneur de porter à la connaissance des puissances signataires des conventions de La Haye les faits ci-dessous exposés, qui constituent de la part des autorités militaires allemandes une violation des conventions signées, le 18 octobre 1907, par le gouvernement impérial allemand.

Suivant rapport du 10 août 1914, transmis par le général commandant en chef de l'armée de l'Est, les troupes allemandes ont achevé un nombre important de blessés par des coups de feu tirés à bout portant dans le visage, ainsi que peut en faire foi la dimension de la blessure ; d'autres blessés ont été piétinés intentionnellement et labourés à coups de talon ; à la date du 10 août, les fantassins allemands, des Bavarois, ont, dans la région de Barbas, Harbomey, Montigny, Montreux, Parux, systématiquement incendié les villages qu'ils ont traversés, alors que, durant l'action, aucun tir d'artillerie, de part et d'autre, n'avait pu provoquer d'incendie ; dans la même région, ils ont obligé les habitants à précéder leurs éclaireurs.

Suivant rapport du 11 août 1914, transmis comme ci-dessus, les troupes allemandes brûlent les villages, massacrent les habitants, font marcher devant eux les femmes et les enfants pour déboucher des villages sur le champ de bataille (à Billy notamment, dans le combat du 10 août), ils achèvent les blessés et tuent les prisonniers.

Le Gouvernement de la République, en présence de semblables procédés, que réprouve la conscience universelle, laisse aux puissances civilisées l'appréciation complète de ces faits criminels, qui déshonorent à jamais un belligérant.

Proclamation du Gouvernement.

Le 2 septembre 1914.

Le Président de la République et les ministres adressent au pays la proclamation suivante :

FRANÇAIS,

Depuis plusieurs semaines, des combats acharnés mettent aux prises nos troupes héroïques et l'armée ennemie. La vaillance de nos soldats leur a valu, sur plusieurs points, des avantages marqués. Mais, au nord, la poussée des forces allemandes nous a contraints à nous replier.

Cette situation impose au Président de la République et au Gouvernement une décision douloureuse. Pour veiller au salut national, les pouvoirs publics ont le devoir de s'éloigner, pour l'instant, de la ville de Paris.

Sous le commandement d'un chef éminent, une armée française, pleine de courage et d'entrain, défendra contre l'envahisseur la capitale et sa patriotique population. Mais la guerre doit se poursuivre, en même temps, sur le reste du territoire.

Sans paix ni trêve, sans arrêt ni défaillance, continuera la lutte sacrée pour l'honneur de la nation et pour la réparation du droit violé.

Aucune de nos armées n'est entamée. Si quelques-unes d'entre elles ont subi des pertes trop sensibles, les vides ont été immédiatement com-

blés par les dépôts, et l'appel des recrues nous assure pour demain de nouvelles ressources en hommes et en énergies.

Durer et combattre, tel doit être le mot d'ordre des armées alliées, anglaise, russe, belge et française!

Durer et combattre, pendant que sur mer les Anglais nous aident à couper les communications de nos ennemis avec le monde!

Durer et combattre, pendant que les Russes continuent à s'avancer pour porter au cœur de l'Empire d'Allemagne le coup décisif!

C'est au Gouvernement de la République qu'il appartient de diriger cette résistance opiniâtre.

Partout, pour l'indépendance, les Français se lèveront. Mais pour donner à cette lutte formidable tout son élan et toute son efficacité, il est indispensable que le Gouvernement demeure libre d'agir.

A la demande de l'autorité militaire, le Gouvernement transporte donc momentanément sa résidence sur un point du territoire d'où il puisse rester en relations constantes avec l'ensemble du pays.

Il invite les membres du Parlement à ne pas se tenir éloignés de lui pour pouvoir former, devant l'ennemi, avec le Gouvernement et avec leurs collègues, le faisceau de l'unité nationale.

Le Gouvernement ne quitte Paris qu'après avoir assuré la défense de la ville et du camp retranché par tous les moyens en son pouvoir.

Il sait qu'il n'a pas besoin de recommander à l'admirable population parisienne le calme, la résolution et le sang-froid. Elle montre, tous les jours, qu'elle est à la hauteur des plus grands devoirs.

Soyons tous dignes de ces tragiques circonstances. Nous obtiendrons la victoire finale. Nous l'obtiendrons par la volonté inlassable, par l'endurance et par la ténacité.

Une nation qui ne veut pas périr et qui, pour vivre, ne recule ni devant la souffrance ni devant le sacrifice, est sûre de vaincre.

Réponse à M. le Lieutenant général M^is^ de Valtierra, ambassadeur d'Espagne, successeur du M^is^ de Villa Urrutia, à la remise de ses lettres de créance.

Bordeaux, 6 septembre 1914.

Monsieur l'Ambassadeur,

Je suis très heureux de recevoir de vos mains les lettres par lesquelles Sa Majesté Catholique vous accrédite auprès du Gouvernement de la République. Je suis profondément touché de la délicate attention qu'a eue votre Auguste Souverain de choisir, pour le représenter en France, un homme éminent, avec qui j'ai eu le plaisir de nouer des relations personnelles et dont j'ai pu apprécier les hautes qualités. Je sais, monsieur l'Ambassadeur, quels sont vos sentiments pour la France; je sais qu'ils reflètent exactement ceux de la noble

nation espagnole : je sais en particulier qu'ils sont en parfaite harmonie avec ceux de S. M. le roi Alphonse XIII, qui n'a cessé de donner à mon pays les témoignages de sa fidèle amitié. Je vous remercie des vœux que vous formez pour le rétablissement de la paix. La France n'a pas voulu la guerre ; elle a tout fait pour l'éviter ; elle a maintenant le devoir de la poursuivre avec ses alliés jusqu'à la victoire et jusqu'à la réparation du droit.

Je vous prie de vouloir bien être, auprès de votre Auguste Souverain, l'interprète de ma reconnaissance et de mon affection, et de lui transmettre mes souhaits les plus sincères pour la prospérité de l'Espagne.

Télégramme
de protestation contre un mensonge allemand.

Bordeaux, 11 septembre 1914.

A Son Excellence M. Woodrow Wilson, Président de la République des Etats-Unis, à Washington.

Monsieur le Président,

Je suis informé que le gouvernement allemand a cherché à surprendre la bonne foi de Votre Excellence en alléguant que des balles dum-dum auraient été fabriquées dans les ateliers de l'Etat français et utilisées par nos soldats.

Cette calomnie n'est qu'une audacieuse tentative

d'interversion des rôles : l'Allemagne a, depuis le commencement de la guerre, employé des balles dum-dum et a commis de continuelles violations du droit des gens. Dès le 18 août, et à plusieurs reprises depuis lors (1), nous avons eu à signaler ces attentats à Votre Excellence, ainsi qu'aux puissances signataires de la Convention de La Haye.

L'Allemagne, qui a eu connaissance de nos protestations, cherche aujourd'hui à donner le change et à se ménager des prétextes mensongers pour se livrer à de nouveaux actes de barbarie.

Au nom du droit méconnu et de la civilisation outragée, j'envoie à Votre Excellence ma protestation indignée.

Au ministre de la Guerre, M. Millerand, après la victoire de la Marne.

Bordeaux, 11 septembre 1914.

Mon cher Ministre,

Vos vaillantes armées ont de nouveau donné, dans les quatre dernières journées de combat, des preuves éclatantes de leur bravoure et de leur entrain.

L'idée stratégique que le général commandant en chef avait conçue avec tant de clairvoyance et réalisée avec tant de sang-froid, de méthode

(1) Voir, plus haut, p. 10, la protestation officielle du gouvernement. Une autre fut adressée encore le 11 septembre.

et de résolution, s'est traduite dans les opérations récentes par une tactique impeccable.

Loin d'être fatiguées par de longues semaines de marches et de batailles incessantes, nos troupes ont montré plus d'endurance et de mordant que jamais.

Avec le vigoureux concours de nos alliés anglais, elles ont refoulé l'ennemi à l'est de Paris, et les brillants succès qu'elles ont remportés, les magnifiques qualités qu'elles ont déployées sont le gage certain des victoires définitives.

Je vous prie, mon cher Ministre, de vouloir bien transmettre au général commandant en chef, aux officiers et aux soldats, avec l'expression émue de mon admiration et avec mes vœux les plus ardents, les félicitations et les encouragements du Gouvernement de la République.

Croyez, mon cher Ministre, à mes sentiments affectueux et dévoués.

Télégrammes en réponse aux félicitations pour la victoire de la Marne.

Bordeaux, 15 septembre 1914.

A Sa Majesté le roi Albert.

Je remercie vivement Votre Majesté des félicitations qu'Elle veut bien adresser aux chefs et aux soldats de l'armée française. Nos troupes sont fières de combattre aux côtés des vaillantes

armées belge et anglaise pour la civilisation et pour la liberté. A l'heure de la justice réparatrice, personne ne pourra oublier ce que Votre Majesté et l'admirable peuple belge auront fait pour le triomphe de la cause commune.

Au Tsar de Russie l'Empereur Nicolas.

Bordeaux, 15 septembre 1914.

Je remercie Votre Majesté de ses félicitations, dont la France et son armée seront profondément touchées.

La grande victoire que les troupes russes ont remportée en Galicie a réjoui tous les cœurs français, et le Gouvernement ne doute pas qu'elle ne soit bientôt suivie en Allemagne et en Autriche d'autres succès éclatants.

La France, résolue à poursuivre elle-même la lutte avec toute son énergie, envoie à la noble alliée l'expression de toute son admiration et de ses vœux les plus confiants.

A S. A. R. le Prince Alexandre, Régent de Serbie, qui a envoyé, de Valdoja, le 14 septembre, « l'expression de son admiration pour l'héroïsme traditionnel français ».

Bordeaux, 15 septembre 1914.

Je remercie Votre Altesse Royale de ses félicitations et la prie de recevoir les miennes et celles du Gouvernement de la République pour la

bravoure et pour les belles qualités militaires dont l'armée serbe donne des preuves quotidiennes.

Télégrammes au Préfet de la Meuse et au Maire de Commercy.

20 septembre 1914.

Je reçois avec autant d'émotion que d'indignation les tristes renseignements que vous avez bien voulu m'envoyer. Je vous prie d'être mon interprète auprès de mes compatriotes meusiens dans la cruelle épreuve qu'ils traversent et de les féliciter de leur admirable esprit de sacrifice et de leur indomptable courage.

Vous remercie de votre télégramme et vous prie de dire à nos compatriotes toutes mes sympathies et tous mes vœux dans les cruelles épreuves qu'ils traversent avec tant de patriotisme et de confiance dans la victoire finale.

Télégramme de condoléance sur la mort du comte Albert de Mun (mort à Bordeaux, le 6 octobre 1914).

A Madame la Comtesse de Mun.

Madame,

Profondément affligé par la mort du grand patriote, je vous prie d'agréer l'expression de ma douloureuse et très profonde sympathie.

Télégrammes à l'occasion d'un voyage aux armées. A M. Millerand, ministre de la Guerre, après la visite au G. Q. G. français.

Lundi, 5 octobre 1914.

Mon cher Ministre,

La visite que nous venons de rendre aux armées a été profondément émouvante.

Jamais ne se sont épanouies plus complètement que dans la guerre actuelle les impérissables vertus militaires qui ont fait, depuis de longs siècles, la force de notre race et la grandeur de notre pays ; et la vue de ces troupes magnifiques, synthèse vivante de l'énergie nationale, éveille dans l'esprit les souvenirs les plus glorieux de notre histoire.

Elles ont autant d'endurance que de flamme, autant d'opiniâtreté que d'élan. Elles savent que la victoire ne sera pas seulement le prix de la bravoure, mais celui de la persévérance et de la ténacité ; et les nombreux succès qu'elles ont déjà remportés et qu'elles ont dus à une heureuse alliance de ces qualités diverses, leur ont inspiré une légitime confiance dans le triomphe définitif.

Elles ont des officiers résolus, fiers eux-mêmes de les conduire au feu sous les ordres de généraux qui ont fait leurs preuves sur les champs de bataille, et sous le commandement suprême d'un chef dont la méthode et l'impassibilité sont un

objet d'admiration pour tous ceux qui le voient à l'œuvre.

Je vous serais reconnaissant, mon cher Ministre, de vouloir bien transmettre mes nouvelles et très vives félicitations au général en chef, aux commandants d'armée, aux commandants de corps, à tous les officiers, sous-officiers et soldats.

Tous, ils servent la France avec le même dévouement; tous, ils méritent sa gratitude la plus ardente.

Croyez, mon cher Ministre, à mes sentiments les plus dévoués.

A S. M. le roi Georges V, après une visite au G. Q. G. anglais.

Sa Majeste le roi George V,
roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, Londres.

En quittant le quartier général français j'ai eu le grand plaisir de rendre visite aujourd'hui au maréchal French, au quartier général anglais, et aux brillantes troupes britanniques. Je saisis cette agréable occasion pour renouveler à Votre Majesté mes plus cordiales félicitations, et je lui serais reconnaissant de bien vouloir les transmettre à la belle armée qui combat fraternellement aux côtés des Français.

Au Ministre de la Guerre
après la visite du camp retranché de Paris
du mercredi 7 octobre 1914 (1).

Mon cher Ministre,

La tournée que nous venons de faire dans le camp retranché de Paris nous a permis d'apprécier les excellentes mesures qu'a prises le général Galliéni pour assurer plus complètement la défense éventuelle de la capitale.

Je vous serais obligé de lui exprimer de nouveau mes meilleures félicitations.

Croyez, mon cher Ministre, à mes sentiments dévoués.

Réponse au télégramme de M. Charles de Brocqueville, président du Conseil de Belgique, adressant de Dunkerque, le 13 octobre, l'hommage du gouvernement de son pays transféré au Havre.

Bordeaux, 13 octobre.

Comme j'en ai donné personnellement l'assurance à Sa Majesté le roi Albert, c'est avec fierté que la France accueillera aujourd'hui sur son sol le gouvernement du noble peuple qui défend avec tant d'héroïsme son indépendance nationale et le

(1) Les journaux du 11 octobre 1914 mentionnent, sans le citer, le télégramme de condoléance adressé de Bordeaux, à l'occasion de la mort du roi Carol Ier de Roumanie, à la reine Elisabeth et au prince Ferdinand, neveu du défunt.

droit public outragé. Le Gouvernement de la République ne sépare pas la cause de la Belgique de celle de la France, et il a pris toutes les dispositions nécessaires pour que le Gouvernement du Roi conserve dans la ville du Havre le libre exercice de ses pouvoirs. La certitude de la victoire finale allégera, pour vous comme pour les départements français encore envahis, une épreuve passagère dont nos pays sortiront plus étroitement unis, plus forts que jamais.

Télégramme de réponse aux remerciements du Gouvernement belge.

16 octobre 1914.

S. Exc. Monsieur Carton de Wiart, ministre de la justice de Belgique, Le Havre.

Je vous remercie, vous et vos collègues du Gouvernement royal, des sentiments que vous voulez bien m'exprimer. La population du Havre s'est faite, par l'accueil qu'elle vous a réservé, l'interprète de la France tout entière.

Nous étions, en vertu des traités, garants de la neutralité belge, et nous ne sommes pas de ceux qui désavouent leur signature. Mais l'héroïsme de votre nation et le sang versé en commun ont rendu notre devoir encore plus sacré, et nous le remplirons jusqu'au bout avec toute l'ardeur d'une fraternelle amitié.

Télégramme de condoléances sur la mort du Dr Reymond, sénateur de la Loire, tué en combat aérien, le 22 octobre 1914.

Mme Emile Reymond, Toul.

Je vous prie d'agréer, Madame, mes respectueuses condoléances dans le deuil qui vous frappe. La mort héroïque et glorieuse du docteur Reymond atteint cruellement tous ses amis, dont j'étais : mais le magnifique exemple de courage qu'il a donné honore le Parlement de France ; et je souhaite que cette pensée vous soit une consolation dans votre immense douleur.

Télégrammes de condoléances sur la mort du Prince Maurice de Battenberg, mort de ses blessures le 29 octobre 1914.

Sa Majesté le roi George V, Londres.

Je suis informé que S. A. le prince Maurice de Battenberg vient de succomber aux blessures qu'il avait reçues en combattant glorieusement pour la cause commune. Je prie Votre Majesté de recevoir l'expression de ma très profonde sympathie.

Son Altesse Royale la princesse Béatrice de Battenberg, Londres.

J'avais eu tout récemment le grand plaisir de voir S. A. le prince Maurice au milieu des belles

troupes britanniques. J'apprends aujourd'hui qu'il est tombé au champ d'honneur. Je prie Votre Altesse de croire dans cette douloureuse épreuve à ma vive et respectueuse sympathie.

Sa Majesté le roi Alphonse XIII, Madrid.

J'apprends avec une vive émotion la mort glorieuse de S. A. le prince Maurice de Battenberg que j'avais vu tout récemment si plein d'ardeur et de bravoure. Je sais la grande affection que S. M. la Reine avait pour son frère et je comprends quelle doit être sa douleur. Je prie Votre Majesté de vouloir bien lui transmettre mes respectueuses condoléances et croire elle-même à toute ma sympathie.

Lettre au ministre de la Guerre (M. Millerand)

Paris, le 6 novembre 1914.

Mon cher Ministre,

Après une longue série de violents combats, nos armées et les troupes alliées ont réussi à repousser les attaques désespérées de l'ennemi. Elles ont fait preuve, dans cette nouvelle phase de la guerre, de qualités aussi admirables que dans la victorieuse bataille de la Marne.

A mesure que se développent les hostilités, le soldat français, sans rien perdre de son ardeur et de sa bravoure, acquiert plus d'expérience et adapte mieux ses vertus naturelles aux exi-

geances des opérations militaires. Il conserve une incomparable force d'offensive et s'accoutume, en même temps, à la patience et à la ténacité.

Sous le feu de l'ennemi, s'établit entre les chefs et les hommes une intimité confiante, qui, loin d'altérer la discipline, l'ennoblit encore par la conscience éclairée de la solidarité dans le dévouement et dans le sacrifice.

Chaque fois qu'on revient au milieu des troupes on est émerveillé par cette abolition totale de l'intérêt personnel, par ce glorieux anonymat du courage, par la grandeur de cette âme collective où se fondent tous les espoirs de la race.

Et lorsque à portée des projectiles, devant un horizon que les éclatements d'obus couvrent de fumée où déchirent de lueurs, on voit des paysans tranquilles pousser leur charrue et ensemencer leur sol, on comprend mieux encore combien sont inépuisables, sur notre vieille terre de France, les provisions d'énergie et de vitalité.

Je vous prie, mon cher Ministre, de vouloir bien transmettre mes nouvelles félicitations au général en chef, aux commandants d'armées, aux commandants de corps d'armées, à tous les officiers, sous-officiers et soldats. Je les enveloppe tous dans une même admiration.

L'armée est digne du pays, comme le pays est digne de l'armée. La France est invincible, parce qu'elle est sûre de son droit et qu'elle a foi dans son immortalité.

Croyez, mon cher Ministre, à mes sentiments dévoués (1).

Télégramme au tsar Nicolas II pour le 20e anniversaire de son avènement au trône.

Sa Majesté l'Empereur de Russie, Peterhof.

Jamais l'anniversaire de Votre Majesté au trône n'a fourni au Président de la République française une occasion plus émouvante d'exprimer les sentiments de la France vis-à-vis de l'empereur de Russie et du vaillant peuple allié. Je prie Votre Majesté d'agréer mes vœux les plus chaleureux pour Elle, pour sa Majesté l'impératrice, pour Son Altesse le grand-duc héritier et pour la famille impériale.

Je ne doute pas que la Russie ne célèbre votre prochain anniversaire dans la joie d'une paix fermement établie par la victoire.

Télégramme pour la fête du roi Albert Ier.

15 novembre 1914.

Sa Majesté Albert Ier, Roi des Belges, Furnes.

En exprimant à Votre Majesté, à l'occasion de sa fête patronale, mes vœux les plus cordiaux, je tiens à lui redire quel souvenir ému je garde de

(1) Un télégramme de félicitations adressé de Bordeaux à l'Empereur du Japon sur la prise de Tzing-Tao, est mentionné mais non cité dans les journaux du 11 novembre.

notre dernière rencontre dans la libre et immortelle Belgique.

Je lui renouvelle en même temps l'assurance que la France est, comme ses alliés, fermement résolue à ne pas déposer les armes avant d'avoir obtenu, pour le droit violé, des réparations définitives et, pour la paix, des garanties inébranlables.

Je prie Votre Majesté de croire à mon inaltérable amitié.

Discours prononcé au Grand Quartier général le jeudi 27 décembre en remettant la médaille militaire au général Joffre.

Mon cher général,

Il m'est très agréable de vous remettre aujourd'hui, en présence de MM. les présidents des Chambres, de M. le président du Conseil et de M. le ministre de la Guerre, cette simple et glorieuse médaille qui est l'emblème des plus hautes vertus militaires et que portent avec la même fierté généraux illustres et modestes soldats.

Veuillez voir dans cette distinction symbolique un témoignage de la reconnaissance nationale.

Depuis le jour où s'est si remarquablement réalisée, sous votre direction, la concentration des forces françaises, vous avez montré, dans la conduite de vos armées, des qualités qui ne se sont pas un instant démenties ; un esprit d'organisation, d'ordre et de méthode, dont les bienfaisants effets se sont étendus de la stratégie à la tactique ; une sagesse froide et avisée, qui sait toujours parer à l'imprévu ; une force d'âme que rien n'ébranle ; une sérénité dont l'exemple salutaire répand partout la confiance et l'espoir.

Je répondrai, j'en suis sûr, à vos désirs intimes en ne séparant pas de vous, dans mes félicitations, vos fidèles collaborateurs du grand quartier général, appelés à préparer, sous votre commandement suprême, les opérations de chaque jour et absorbés,

comme vous, dans leur tâche sacrée. Mais par delà les officiers et les hommes qui m'entourent en ce moment, ma pensée va rejoindre sur toute la ligne de front, des Vosges à la mer du Nord, les admirables troupes auxquelles je dois rendre, demain et les jours suivants, une nouvelle visite, et je traduirai certainement, mon cher généra[l] votre propre sentiment, si je reporte sur l'ensem[ble] des armées une partie de l'honneur que vous av[ez] mérité.

Dans les rudes semaines que vous venez de passer, vous avez consolidé et prolongé, par la défense des Flandres, la brillante victoire de la Marne; et grâce à l'heureuse impulsion que vous avez su donner autour de vous, tout a conspiré à vous assurer de nouveaux succès : une parfaite unité de vues dans le commandement, une solidarité active entre les armées alliées, un judicieux emploi des formations, une coordination rationnelle des différentes armes; mais, ce qui a plus particulièrement servi vos nobles desseins, c'est cette incomparable énergie morale qui se dégage de l'âme française et qui met en mouvement tous les ressorts de l'armée.

Irrésistible force d'idéal, qui, depuis le début de la campagne, a permis à nos troupes de développer leurs qualités acquises et d'en gagner de nouvelles, de s'adapter à la pratique de l'organisation défensive sans perdre leur mordant, de résister également à la fatigue des combats ininterrompus et à la courbature des longues immobilités,

de se perfectionner, en un mot, sous le feu de l'ennemi, tout en conservant, au milieu des mille nouveautés de la guerre, leur entrain, leur fougue et leur bravoure.

Le jour où il deviendra possible de passer en revue quelques-uns des actes de dévouement et de courage qui s'accomplissent quotidiennement [illegible] armi vous, il sera démontré par les faits que [illegible] amais, au cours des siècles, la France n'a eu une armée plus belle et plus consciente de ses devoirs. Cette armée, d'ailleurs, ne se confond-elle pas avec la France elle-même? Et n'est-ce pas la France, la France tout entière, sans exception de partis ou de conditions sociales, qui s'est levée à l'appel du Gouvernement de la République pour repousser une agression perfidement préméditée? Tous les citoyens groupés sous les drapeaux n'ont plus qu'un cœur et qu'un esprit, et les vies individuelles sont prêtes à s'anéantir devant l'intérêt général. Dans ce sublime élan du peuple libre, les représentants du pays n'ont pas été les moins jaloux de payer leur dette à la patrie; et les présidents qui sont venus offrir aujourd'hui à l'armée les vœux des deux assemblées souffriront que je me joigne à eux pour envoyer d'ici un souvenir ému aux membres du Parlement tombés, morts ou blessés, sur les champs de bataille.

Les deuils et les horreurs de cette guerre sanglante n'attiédiront pas l'enthousiasme des troupes; les pertes douloureuses que subit la nation ne troubleront pas sa constance et ne feront pas

chanceler sa volonté. La France a épuisé tous les moyens pour épargner à l'humanité une catastrophe sans précédent : elle sait que, pour en éviter le retour, elle doit, d'accord avec ses Alliés, en abolir définitivement les causes ; elle sait que les générations actuelles portent en elles, avec le legs du passé, la responsabilité de l'avenir ; elle sait qu'un peuple ne tient pas tout entier dans une minute, si tragique soit-elle, de son existence collective et que, sous peine de désavouer toute notre histoire, nous n'avons pas le droit de répudier notre mission séculaire de civilisation et de liberté.

Une victoire indécise et une paix précaire exposeraient demain le génie français à de nouvelles insultes de cette barbarie raffinée qui prend le masque de la science pour mieux assouvir ses instincts dominateurs. La France poursuivra jusqu'au bout, par l'inviolable union de tous ses enfants, et avec le persévérant concours de ses Alliés, l'œuvre de libération européenne qui est commencée, et, lorsqu'elle l'aura couronnée, elle trouvera, sous les auspices de ses morts, une vie plus intense dans la gloire, la concorde et la sécurité.

Réponse au discours de M. William G. Sharp, présentant ses lettres de créance comme ambassadeur des États-Unis à Bordeaux, le 4 décembre 1914.

Monsieur l'Ambassadeur,

Je suis très touché des sentiments que vous voulez bien m'exprimer. Je sais que vous êtes résolu à suivre dans l'accomplissement de votre haute mission les excellentes traditions qu'ont établies vos prédécesseurs. J'ai eu personnellement avec les deux derniers, MM. Bacon et Herrick, les relations les plus cordiales, et j'ai pu apprécier les grands services qu'ils ont rendus à la fraternelle union de nos deux républiques. Je sais aussi que vous venez de traduire fidèlement les sympathies de M. le Président des États-Unis et la pensée de votre nation. Je puis vous assurer que, de son côté, la France tout entière a l'admiration la plus vive pour la magnifique civilisation américaine et pour les éminentes qualités de M. Wilson.

Je vous remercie des vœux que vous faites pour le rétablissement d'une paix longue et heureuse. S'il n'avait dépendu que du Gouvernement français, la paix n'aurait jamais été troublée. A une attaque brutale nous avons répondu avec ce patriotisme et cette bravoure auxquels vous voulez bien rendre hommage.

Nous sommes déterminés à remplir jusqu'au bout le devoir qui nous a été imposé. Pour qu'elle soit longue et heureuse, pour qu'elle ne soit pas

illusoire et trompeuse, il faudra que la paix soit garantie par *la réparation intégrale* des droits violés et prémunie contre des attentats futurs.

Je vous prie de recevoir vous-même, monsieur l'Ambassadeur, les souhaits que je forme pour la prospérité et la grandeur des Etats-Unis d'Amérique, ainsi que pour le bonheur personnel de votre illustre Président.

Télégramme au général Ricciotti Garibaldi, sur le glorieux trépas en Argonne de son fils Bruno Garibaldi.

28 décembre 1914.

Au moment où les troupes françaises rendent les derniers honneurs à l'un de vos nobles fils, je tiens à vous exprimer, en même temps que ma douloureuse sympathie, ma reconnaissante admiration pour les vaillants héritiers de l'illustre nom de Garibaldi et pour leurs camarades italiens qui sont volontairement venus s'enrôler en France et qui combattent à nos côtés pour la civilisation latine. Ils défendent ici, avec nos traditions communes, notre vieille et immortelle culture, l'idéal d'honneur et de liberté qui a toujours été si cher à l'Italie, et ils rendent encore plus étroits et plus solides les liens d'affection qui unissent à jamais nos deux nations sœurs.

ANNÉE 1915

Télégrammes en réponse aux vœux de nouvelle année.

31 décembre 1914.

Sa Majesté Albert Ier, roi des Belges, Grand Quartier général belge.

Je remercie Votre Majesté et Sa Majesté la Reine des vœux qu'Elles veulent bien m'adresser et auxquels Mme Poincaré et moi nous avons été très sensibles.

Je saisis, à mon tour, avec empressement, l'occasion de redire à Votre Majesté tous les souhaits que nous formons pour Elle, pour Sa Majesté la Reine et pour la famille royale.

En vous exprimant de nouveau, avec ma vive admiration, le ferme espoir de voir bientôt la vaillante armée belge rentrer victorieuse dans la capitale de votre pays libéré, je suis sûr d'être l'interprète des sentiments de la France entière, qui considère comme un devoir sacré d'assurer, avec ses alliés, l'affranchissement de la noble Belgique et le triomphe de ses droits imprescriptibles.

31 décembre 1914.

Sa Majesté le Roi Pierre, Nich.

La France, qui se rappelle que Votre Majesté a combattu pour elle, sera très sensible aux vœux que vous lui adressez. Je prie Votre Majesté d'agréer Elle-Même mes vives félicitations, ainsi que mes souhaits pour Elle et pour la vaillante Serbie.

31 décembre 1914.

S. A. R. le prince Alexandre,
prince régent de Serbie, Krajoujevatz.

Les vœux de Votre Altesse Royale m'ont vivement touché. Je lui adresse moi-même mes souhaits fervents pour Elle, pour la glorieuse nation serbe et pour son héroïque armée.

1er janvier 1915.

S. M. le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande,
Empereur des Indes, Londres.

Je remercie Votre Majesté de ses vœux et je la prie de recevoir les souhaits ardents que je forme pour Elle et pour la grande nation britannique, amie et alliée de la France. J'ai pleine confiance dans le succès complet de nos armes. La France, résolue à lutter jusqu'au triomphe total pour la cause commune, est fière de défendre aujourd'hui, avec l'Angleterre et nos alliés,

la liberté des peuples et le patrimoine moral de l'humanité (1).

Réponse aux vœux du Corps diplomatique exprimés à l'Élysée le 1er janvier 1915, à dix heures, par S. E. sir Francis Bertie, ambassadeur d'Angleterre, doyen d'âge.

Monsieur l'Ambassadeur,

Je vous remercie des souhaits que vous voulez bien m'exprimer au nom du corps diplomatique. Ceux que nous formions, le 1er janvier 1914, pour le maintien de la paix répondaient au commun désir de toutes les nations qui sont représentées ici. Ils ne se sont malheureusement pas réalisés. Je ne doute pas que l'an prochain, à cette réception traditionnelle, nous ne célébrions ensemble l'établissement d'une paix bienfaisante qui, solidement appuyée sur le droit et sur le respect des traités internationaux, donnera aux peuples la sécurité nécessaire.

Réponse à un télégramme du tsar Nicolas II daté de Tsarskoié-Sélo.

2 janvier 1915.

Sa Majeste l'empereur de Russie,
Tsarskoié-Sélo.

J'ai été vivement touché des vœux que Votre

(1) Les journaux signalent également, sans citer les textes, un télégramme du général Joffre, auquel M. R. Poincaré « a répondu en lui exprimant ses félicitations et ses vœux ». (*Journal des Débats*, 2 janvier 1915).

Majesté a bien voulu m'adresser en rentrant à Tsarskoié-Sélo. Je la remercie également de l'aimable message radiotélégraphique qu'elle m'a envoyé à son passage à Moscou.

Je prie Votre Majesté de recevoir mes souhaits chaleureux pour elle, pour S. M. l'impératrice, pour la famille impériale ainsi que pour le noble peuple russe et pour sa vaillante armée.

La France a, elle aussi, pleine confiance dans la victoire des alliés et dans le triomphe de notre cause commune (1).

Condoléances sur la mort de Constantin Garibaldi.

6 janvier 1915.

Général Ricciotti Garibaldi, Rome.

A peine ai-je reçu votre noble télégramme que j'apprends la mort glorieuse d'un autre de vos fils dans cette forêt d'Argonne où la légion italienne fait tous les jours preuve de bravoure et d'héroïsme.

Recevez mes nouvelles et ardentes sympathies.

---

(1) Le *Journal des Débats* du 4 janvier qui publie ce texte ajoute que « les remerciements de M. Poincaré au sultan du Maroc et au bey de Tunis » ont été transmis par le général Lyautey et le résident général de Tunisie, M. Alapetite.

Allocution prononcée à Dunkerque le lundi matin, 11 janvier 1915, en remettant aux combattants de l'Yser le drapeau des « Régiments de marins ».

Fusilliers marins, mes amis,

Le drapeau que le Gouvernement de la République vous remet aujourd'hui, c'est vous-mêmes qui l'avez gagné sur les champs de bataille. Vous vous êtes montrés dignes de le recevoir et capables de le défendre. Voilà de longues semaines qu'étroitement unis à vos camarades de l'armée de terre, vous soutenez victorieusement, comme eux, la lutte la plus âpre et la plus sanglante. Rien n'a refroidi votre ardeur, ni les difficultés du terrain, ni les ravages qu'a d'abord faits parmi vous le feu de l'ennemi; rien n'a ralenti votre élan, ni les gelées, ni les pluies, ni les inondations. Vos officiers vous ont donné partout l'exemple du courage et du sacrifice, et partout vous avez accompli, sous leurs ordres, des prodiges d'héroïsme et d'abnégation.

Le drapeau que je vous confie représentera désormais à vos yeux la France immortelle, la France, c'est-à-dire vos foyers, le lieu où vous êtes nés, les parents qui vous ont élevés, vos femmes, vos enfants, vos familles et vos amis, tous vos souvenirs, tous vos intérêts et toutes vos affections; — la France, c'est-à-dire le pays de grâce, de douceur et de beauté, dont une partie est encore occupée par un ennemi barbare; — la

France, c'est-à-dire tout un passé d'efforts communs et de gloire collective, tout un avenir d'union nationale, de grandeur et de liberté.

Mes amis, ce sont les plus lointaines destinées de la patrie et de l'humanité qui s'inscrivent, en ce moment, sur le Livre d'or de l'armée française. Notre race, notre civilisation, notre idéal sont l'enjeu sacré des batailles que vous livrez. Quelques mois de patience, de résistance morale et d'énergie vont décider des siècles futurs. En conduisant ce drapeau à la victoire vous ne vengerez pas seulement nos morts, vous mériterez l'admiration du monde et la reconnaissance de la postérité.

Vive la République! Vive la France!

Télégramme au roi Victor Emmanuel II sur la catastrophe italienne.

14 janvier 1915.

Sa Majesté le roi d'Italie, Rome.

J'apprends avec une profonde émotion les ravages et les deuils que les tremblements de terre viennent de causer dans plusieurs régions de l'Italie.

Je prie Votre Majesté de recevoir l'expression de ma douloureuse sympathie. La France est tout entière de cœur avec l'Italie en cette cruelle épreuve.

Télégramme envoyé le 22 janvier 1915, après une visite au Petit-Palais des envois de la Belgique à l'exposition de San-Francisco.

Sa Majesté le Roi des Belges,
Quartier général belge.

Je viens d'admirer au Petit-Palais des Champs-Élysées les envois préparés par la Belgique pour l'exposition de San-Francisco, et j'ai retrouvé dans les œuvres des artistes flamands et wallons, ainsi que dans les délicieuses dentelles de Bruges et de Malines, un magnifique témoignage du goût, de la vitalité et de la gloire de votre immortel pays. Je prie Votre Majesté de recevoir mes vives et cordiales félicitations.

Le *Journal Officiel* du 15 février 1915 relate le voyage de M. Poincaré dans les Vosges et en Alsace et mentionne, sans en citer le texte, la harangue dans laquelle le Président de la République confirma les promesses faites par le généralissime à l'Alsace redevenue française.

« A Saint-Amarin, les maires de plusieurs communes de la vallée, sont accourus au-devant du Président. Le doyen a voulu adresser à M. Poincaré des souhaits de bienvenue, mais l'émotion lui a étreint la gorge et il a dû s'arrêter. Le Président lui-même, profondément remué, a répondu qu'il venait confirmer aux populations d'Alsace

les déclarations que leur avait faites le général Joffre » (1).

Allocution prononcée le dimanche 25 avril 1915 aux armées entre l'Oise et l'Aisne, en remettant des drapeaux à des régiments de formation nouvelle.

Officiers, sous-officiers et soldats,

J'apporte à vos formations nouvelles le salut cordial de la patrie.

Recrutés tout à la fois dans les régions du Nord, du Centre et du Midi, vos régiments reflètent en leur constitution l'étroite solidarité des diverses parties du pays.

Composés de jeunes gens et d'anciens, ils rapprochent intimement dans un même devoir et dans une même espérance les générations succes-

---

(1) Lors de la chute de Przemysl (25 mars 1915), on lisait au *Journal des Débats* à propos des félicitations officielles que le Président de la République, avait adressées à l'empereur de Russie et au grand-duc Nicolas, à l'occasion de la prise de Przemysl, les réponses suivantes, dont le texte seul a été publié.

« *Président de la République, Paris.*

« Très sensible à vos amicales félicitations, je vous prie, Monsieur le Président, d'accepter l'expression de ma sincère reconnaissance ainsi que les assurances réitérées des sentiments fidèles et amicaux qui unissent la Russie et moi à la vaillante nation française et à sa glorieuse armée.

« NICOLAS. »

« Profondément touché par votre aimable télégramme à l'occasion de la prise de Przemysl, je vous prie, Monsieur le Président, de recevoir mes sincères remerciements et les plus chaleureux vœux pour la France, amie et alliée, et sa glorieuse armée.

« Grand-duc Nicolas. »

sives et montrent, en d'émouvants exemples, que l'unité de la France est indestructible dans le temps comme elle l'est dans l'espace.

Au nom de cette France indivisible et immortelle, que beaucoup d'entre vous défendent déjà si vaillamment depuis plusieurs mois et pour qui les autres brûlent d'aller combattre à leur tour, je vous confie les drapeaux qui seront désormais votre signe de ralliement et que vous conduirez bientôt à la victoire.

Gardez les yeux fixés sur ces trois couleurs. Elles sont l'emblème de l'honneur militaire et de l'indépendance nationale. Elles symbolisent tout ce que vous avez aujourd'hui a sauvegarder ou à venger par les armes : votre terre natale encore souillée par la rage impuissante d'un ennemi déjà paralysé, avant d'être abattu; vos foyers où vous rentrerez un jour, illuminés de gloire; vos pères, vos mères, vos femmes, vos enfants, qui vous suppléent, avec un tranquille courage, dans les travaux des champs ou de l'atelier; et aussi les provinces qui nous ont été arrachées autrefois par la violence et qui attendent leur libération ; et aussi le grand passé dont vous êtes les dignes héritiers, et le dépôt sacré de nos traditions, et le libre génie de notre race et l'avenir de notre civilisation.

La splendide armée où vous allez prendre place sait qu'elle se bat pour le salut de la France et pour la liberté du monde. C'est la conscience très claire de cette noble mission qui lui a donné

une foi si robuste et des élans si sublimes.

Allez, mes amis, grossir le nombre de ces héros et recevez ici, avec les vœux de votre général en chef et avec l'expression de ma reconnaissante admiration, les vives félicitations du Gouvernement de la République.

Réponse à l'adresse remise le 30 avril à l'Elysée par la délégation irlandaise.

Je suis heureux de vous souhaiter la bienvenue sur cette terre de France qui n'a jamais laissé dépérir, sous la riche floraison de la civilisation latine, la puissante sève de notre race commune et dont les habitants ont, comme nous, conservé intacts, à travers les âges, les traits essentiels du caractère celte.

Les souvenirs que vous évoquez nous sont aussi chers qu'à vous-mêmes. L'histoire a resserré, entre l'Irlande et la France, les liens noués par la parenté, et chaque siècle, en passant, nous a plus étroitement unis.

La guerre actuelle sera la consécration définitive et solennelle de notre fraternité. Ce sang que nous ont donné les mêmes ancêtres, les enfants de nos pays le versent aujourd'hui avec le même courage, dans les mêmes combats, contre les mêmes ennemis, pour la même cause sacrée, celle de l'honneur national et de la liberté. Ils seront bientôt récompensés par les mêmes victoires.

Recevez, Messieurs, mes meilleurs vœux pour

vos personnes, ainsi que pour la belle et vaillante Irlande.

Article pour l'*Écho des Tranchées*, journal du 17e territorial, paru le 15 mai 1915 (1).

Vous m'avez invité, mes amis, à suivre l'exemple qu'ont heureusement donné plusieurs membres de l'Académie française et à charger l'*Écho des Tranchées* de vous communiquer un mot d'encouragement et de souvenir. Vous n'avez pas besoin d'être encouragés. C'est de vous qu'émane le courage dont est enflammée toute la nation. Un témoignage lointain de sympathie ne vous apporterait, d'ailleurs, que l'expression refroidie de mes sentiments! J'aime mieux profiter d'un de mes prochains séjours au milieu des armées pour vous remercier verbalement de m'avoir envoyé votre journal et pour vous dire combien j'admire votre intarissable bonne humeur.

Cette gaîté que vous conservez en face du

---

(1) M. Paul Reboux, rédacteur en chef de ce journal, faisait précéder l'article du Président de quelques mots de remerciement, dont voici la fin : « Nos lecteurs éprouveront, devant ces lignes, autant d'émotion, d'orgueil et de gratitude que nous en avons ressenti nous-mêmes en ouvrant la lettre de deux grandes pages autographes écrites par M. Raymond Poincaré pour le 17e territorial. » Il serait intéressant de relever dans ce journal du front, polygraphié tous les dix jours, dont le n° 7 de la seconde année contenait l'article ci-dessus, les noms de collaborateurs célèbres : Faguet (n° 2, le 25 mars 1915. Le journal avait paru pour la première fois le 30 novembre 1914). Paul Deschanel (n° 5), Henri de Régnier (n° 11), Hervieu (n° 13). MM. Millerand (n° 17), Ernest Lavisse (n° 23. Lettre aux Boches), G. Hanotaux (n° 26), Victor Margueritte (n° 30), etc.

danger est une des formes les plus charmantes de la crânerie française. Chaque fois que je me retrouve parmi vous, votre héroïsme me paraît plus grand par tout ce qu'il contient de spontané, de libre, de joyeux. L'horrible guerre dont la France a vainement tenté d'écarter le fléau et que l'ennemi a déchaînée avec une préméditation criminelle, vous l'avez acceptée résolument et vous la soutenez aujourd'hui avec un si généreux entrain que vous la forcez à produire, malgré tout, des effets salutaires. Sur les ruines qu'elle accumule et sur les tombes qu'elle creuse, vous faites fleurir les plus belles vertus de notre race.

Vous élevez et purifiez l'âme du pays.

De la mer du Nord aux plaines d'Alsace, vous n'avez plus, tous tant que vous êtes, qu'une idée et une volonté : l'idée du devoir et la volonté de vaincre.

Je vous ai vus dans les dunes de Nieuport, sur le sol crayeux de la Champagne, sous les falaises de l'Oise et dans les taillis de l'Argonne; je vous ai vus en hiver dans l'humidité des terres flamandes et dans la neige des Vosges ; vous m'êtes partout apparus avec la même fierté au front et le même sourire aux lèvres. Il y a, parmi vous, des riches et des pauvres, des ouvriers et des paysans, des bourgeois et des hommes du peuple, des fonctionnaires et des artistes, des écrivains et des commerçants, et cette infinie diversité de professions, de goûts et d'habitudes se fond dans la splendide unité de votre patriotisme.

Puisse l'*Echo des Tranchées* se faire entendre, non seulement jusqu'aux extrémités du territoire français, mais dans toutes les parties du monde! Il réconfortera et réjouira partout les amis de la France; il révélera aux autres la grandeur et la beauté de vos actions quotidiennes; il annoncera à tous la victoire prochaine de la justice et du droit.

26 mai 1915.

A Sa Majesté Victor-Emmanuel,
roi d'Italie, Rome.

A l'heure solennelle où l'Italie entre résolument dans la voie glorieuse que lui tracent ses destinées, la France entière se réjouit de penser que les deux nations sœurs vont lutter une fois de plus pour la défense de leur civilisation commune et pour l'affranchissement des peuples opprimés.

Rapprochées déjà par la parenté, par leurs traditions, par la force immortelle du génie latin, l'Italie et la France s'unissent à jamais par cette nouvelle fraternité d'armes et par cette consécration réfléchie de leurs relations naturelles.

J'exprime à Votre Majesté mes vœux les plus fervents pour la victoire de ses vaillantes troupes, avec lesquelles les armées alliées seront fières de combattre jusqu'au bout les ennemis de la Justice et de la Liberté.

Je souhaite à la noble Italie l'heureuse réalisation de ses aspirations nationales et je prie Votre Majesté de croire à mes sentiments d'amitié dévouée.

Au roi d'Angleterre, à l'occasion de l'anniversaire de sa naissance.

Paris, 2 juin.

A Sa Majesté le roi George V, Londres.

C'est avec un vif plaisir que je saisis l'heureuse occasion de l'anniversaire de Votre Majesté pour lui exprimer les vœux que je forme de tout cœur pour son bonheur et celui de son auguste famille ainsi que pour la grandeur de son royaume et la gloire de sa valeureuse armée (1).

Allocution prononcée le 9 juillet 1915 à l'inauguration de l'hôpital musulman de Neuilly.

MON CHER PRÉSIDENT,

MESDAMES, MESSIEURS,

Je n'aurais pas voulu laisser s'ouvrir la première ambulance fondée sous les auspices des

---

(1) Il n'est pas superflu de conserver le souvenir de divers traits qui indiquent la popularité de notre Président. On lisait au *Journal des Débats* du 1er juillet 1915 :

LE TRÈFLE A QUATRE FEUILLES DE M. POINCARÉ.

Nancy, le 29 juin. — Un ouvrier nancéen, M. André Krier, avait trouvé dans les champs un trèfle à quatre feuilles, considéré par une superstition populaire comme un porte-bonheur. Il l'a aussitôt envoyé au chef de l'Etat. M. Poincaré, en lui adressant un petit souvenir, l'a fait remercier en ces termes :

« Monsieur,

« Le Président de la République a reçu le trèfle porte-bonheur que vous lui avez adressé. Il m'a chargé de vous faire parvenir le souvenir ci-joint, qu'il vous prie d'accepter, avec ses remerciements pour votre aimable attention.

« Veuillez agréer, etc.

« *Le secrétaire général civil de la Présidence,*
FÉLIX DECORI. »

Amitiés musulmanes sans apporter à votre association, à tous ses collaborateurs et, en particulier, au personnel médical et hospitalier de cet établissement, l'expression de la reconnaissance et les félicitations du Gouvernement de la République.

Le programme que vous vous êtes tracé et que M. Raynaud vient de rappeler en termes élevés n'est pas seulement conforme aux traditions françaises de justice et de liberté; il est inspiré par une claire compréhension de nos intérêts nationaux et par une sage pensée d'avenir.

Le vaste empire musulman sur lequel la France exerce une souveraineté bienfaisante est, en même temps qu'un grand réservoir de richesse, un immense foyer d'énergie humaine. Nous y avons trouvé, au cours de cette guerre, des soldats admirables. L'odieuse et perfide propagande de nos ennemis s'est brisée contre la loyale fidélité de nos troupes africaines.

J'ai eu maintes fois l'occasion de voir, sur le front des armées, des indigènes d'Algérie, de Tunisie ou du Maroc. Partout, ils se sont signalés par leur dévouement et par leur vaillance. Tout récemment encore, la division marocaine se couvrait de gloire au nord d'Arras.

J'adresse à tous ces braves gens le salut de la France. Ils ont aujourd'hui une part dans nos deuils et dans nos sacrifices; ils auront une part dans la victoire; ils devront aussi avoir une part dans la gratitude du pays.

Réponse à l'allocution de M. Tittoni, ambassadeur d'Italie, remettant le 13 juillet 1915, au Président de la République, le collier de l'Ordre de l'Annonciade.

Monsieur l'Ambassadeur,

Je suis profondément touché de l'amicale pensée qu'a eue Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel, lorsqu'il a décidé de me faire remettre, à l'occasion de la fête de la République et au lendemain du jour où l'Italie vient de prendre courageusement les armes, l'ordre le plus ancien et le plus élevé de la glorieuse maison de Savoie.

Il m'est très agréable de recevoir ces insignes de vos mains et de pouvoir vous renouveler aujourd'hui l'expression de mes sentiments affectueux.

Vous connaissez les vœux que je forme pour votre noble pays. J'ai pleine confiance que la victoire de notre cause commune lui permettra de réaliser entièrement ses aspirations nationales. Nous sommes fiers de combattre, avec lui et avec tous nos Alliés, pour la défense de la liberté et pour le triomphe du droit.

Discours prononcé le mercredi 14 juillet 1915 à l'Hôtel des Invalides à l'occasion du transfert des restes de Rouget de l'Isle.

Messieurs,

En décrétant que les cendres de Rouget de l'Isle seraient solennellement ramenées à Paris, le jour de la Fête nationale, au cours d'une guerre qui décidera du sort de l'Europe, le Gouvernement de la République n'a pas seulement entendu célébrer la mémoire d'un officier français par qui s'exprima, en une heure tragique, l'âme éternelle de la patrie ; il a voulu rapprocher sous les yeux du pays deux grandes pages de notre histoire, rappeler à tous les fortes leçons du passé et pendant que de nouveau la France lutte héroïquement pour la liberté, glorifier l'hymne incomparable, dont les accents ont éveillé, au cœur de la nation, tant de vertus surhumaines.

La sublime improvisation de Rouget de l'Isle a été, en 1792, le cri de vengeance et d'indignation du noble peuple qui venait de proclamer les Droits de l'homme et qui se refusait fièrement à ployer le genou devant l'étranger. Les armées prussiennes s'avançaient sur le Rhin. Par le Nord et par l'Est, les Autrichiens menaçaient nos frontières. Le 20 avril, l'Assemblée nationale avait voté la guerre et, suivant le mot d'un des orateurs, elle avait émis le vœu que les feux des dis-

cordes intestines s'éteignissent aux feux des canons.

La nouvelle était parvenue, dès le 25, en cette loyale Alsace qui, le 14 juillet 1790, unie aux fédérations de toutes les provinces, avait à jamais juré fidélité à la France indivisible. Et voyez, messieurs, comme aussitôt tout conspire à faire du chant guerrier, composé par Rouget de l'Isle, une œuvre magnifiquement symbolique.

C'est un modeste enfant du Jura, devenu simple capitaine et affecté à la défense de Strasbourg, qui, au moment fixé par les destinées du pays, va être inopinément l'interprète de tous les citoyens. C'est le maire de la grande ville alsacienne qui va conseiller au jeune officier d'écrire une marche pour l'armée du Rhin; et bientôt, lorsque les strophes enflammées de Rouget de l'Isle se seront envolées jusque dans le Midi, ce seront des volontaires marseillais qui, prêts à mourir pour la patrie, les chanteront joyeusement sur les routes de France, les feront applaudir par Paris enthousiasmé et leur laisseront un nom impérissable. Si bien, messieurs, que dans la genèse de notre hymne national, nous trouvons tout à la fois un splendide témoignage du génie populaire et un exemple émouvant de l'unité française.

Qu'importe, après cela, que Rouget de l'Isle ait achevé dans l'ombre une existence médiocre et qu'il n'ait reçu qu'après la Révolution de Juillet une croix et une pension ! Qu'importe qu'il ait entendu la calomnie lui contester la paternité

de son chef-d'œuvre et que des organistes allemands, élevés à l'école du mensonge, aient cyniquement prétendu le dépouiller de sa gloire ! Son chant immortel, adopté par tout un peuple, couvre désormais, de ses sonorités puissantes, les murmures de l'envie et les clameurs de la haine.

Partout où elle retentit, la *Marseillaise* évoque l'idée d'une nation souveraine qui a la passion de l'indépendance et dont tous les fils préfèrent délibérément la mort à la servitude. Ce n'est plus seulement pour nous autres Français que la *Marseillaise* a cette signification grandiose. Ses notes éclatantes parlent une langue universelle et elles sont aujourd'hui comprises du monde entier.

Messieurs, il fallait un hymne comme celui-là pour traduire, dans une guerre comme celle-ci, la généreuse pensée de la France.

Une fois de plus, l'esprit de domination est venu menacer la liberté des peuples. Depuis de longues années, notre démocratie laborieuse se plaisait aux travaux de la paix; elle ne cherchait qu'à entretenir avec toutes les puissances des relations courtoises; elle aurait considéré comme un criminel ou comme un insensé tout homme qui aurait osé nourrir des projets belliqueux. Malgré des provocations répétées, malgré les coups de théâtre de Tanger et d'Agadir, elle est restée volontairement silencieuse et impassible. Lorsque les premiers nuages s'étaient amoncelés sur les

Balkans, elle avait tout fait pour conjurer l'orage menaçant; c'était elle qui, la première, avait cherché à organiser et à maintenir le concert européen. Lorsque, en dépit de ses efforts inlassables, la guerre avait éclaté en Orient, elle avait tâché de localiser et d'éteindre l'incendie qui s'était déclaré. Lorsque enfin le calme s'était rétabli, elle s'était aussitôt prêtée à de nouvelles négociations pour étouffer, entre elle et l'Allemagne, les dernières causes latentes de difficultés et de conflits. Et, c'est au lendemain du jour où venait d'être signé un accord franco-allemand qui réglait, à la satisfaction des deux pays, les questions orientales, c'est à un moment où l'Europe rassurée commençait à reprendre haleine, qu'un coup de tonnerre imprévu a fait trembler les colonnes du monde.

L'histoire dira la suite. Elle dira comment l'Autriche, malgré les avertissements réitérés de l'Italie, a prémédité une attaque contre la Serbie. Elle dira comment cette petite et vaillante nation a, sur les conseils de la Russie et de la France, répondu dans les termes les plus conciliants à un ultimatum injurieux. Elle dira comment l'Autriche, au lieu de se laisser désarmer par cet exemple de modération, a persévéré dans son dessein meurtrier. Elle dira comment, depuis le début de cette crise redoutable, le Gouvernement de la République n'a cessé d'agir, auprès de tous, et avec une volonté tenace, dans le sens de la paix.

Mais l'impérialisme militaire des pays germaniques était résolu à défier le jugement des peuples civilisés. La guerre a été brusquement déclarée à la Russie; elle a été, sous des prétextes hypocrites, déclarée à la France, et la postérité apprendra avec stupéfaction qu'un jour l'ambassadeur d'Allemagne, après avoir vainement cherché à se faire insulter par la population parisienne, a présenté sans rire, comme un *casus belli*, au ministre des affaires étrangères de France, une fable imaginée dans les bureaux de la Wilhelmstrasse, le raid d'un de nos aviateurs qui serait allé jeter des bombes sur Nuremberg sans y être, et pour cause, aperçu par personne.

Et l'histoire vengeresse dira également le reste : l'ignominie et la lâcheté des propositions faites à l'Angleterre et dédaigneusement repoussées par l'honneur britannique, la neutralité de la Belgique outrageusement violée, les traités les plus solennels et les plus sacrés impudemment déchirés comme des chiffons de papier, les moyens les plus barbares employés pour terroriser, dans les régions traversées, des habitants inoffensifs, la science déshonorée au service de la violence et de la sauvagerie.

Chacun de nous, messieurs, peut, en toute sérénité, ranimer ses souvenirs et interroger sa conscience. A aucun moment, nous n'avons négligé de prononcer le mot ou de faire le geste qui aurait pu dissiper les menaces de guerre, si un fol attentat contre la paix européenne n'avait

été, depuis longtemps, voulu et préparé par des ennemis implacables. Nous avons été les victimes innocentes de l'agression la plus brutale et la plus savamment préméditée.

Mais, puisqu'on nous a contraints à tirer l'épée, nous n'avons pas le droit, messieurs, de la remettre au fourreau, avant le jour où nous aurons vengé nos morts et où la victoire commune des alliés nous permettra de réparer nos ruines, de refaire la France intégrale et de nous prémunir efficacement contre le retour périodique des provocations.

De quoi demain serait-il fait, s'il était possible qu'une paix boiteuse vînt jamais s'asseoir, essoufflée, sur les décombres de nos villes détruites? Un nouveau traité draconien serait aussitôt imposé à notre lassitude et nous tomberions, pour toujours, dans la vassalité politique, morale et économique de nos ennemis. Industriels, cultivateurs, ouvriers français, seraient à la merci de rivaux triomphants et la France, humiliée, s'affaisserait dans le découragement et dans le mépris d'elle-même.

Qui donc pourrait s'attarder un instant à de telles visions? Qui donc oserait faire cette injure au bon sens public et à la clairvoyance nationale? Il n'est pas un seul de nos soldats, il n'est pas un seul citoyen, il n'est pas une seule femme de France qui ne comprenne clairement que tout l'avenir de notre race et non seulement son honneur, mais son existence même, sont suspendus

aux lourdes minutes de cette guerre inexorable. Nous avons la volonté de vaincre, nous avons la certitude de vaincre. Nous avons confiance dans notre force et en celle de nos alliés, comme nous avons confiance en notre droit.

Non, non, que nos ennemis ne s'y trompent pas! Ce n'est pas pour signer une paix précaire, trêve inquiète et fugitive entre une guerre écourtée et une guerre plus terrible, ce n'est pas pour rester exposée demain à de nouvelles attaques et à des périls mortels que la France s'est levée tout entière, frémissante, aux mâles accents de la *Marseillaise*.

Ce n'est pas pour préparer l'abdication du pays que toutes les générations rapprochées ont formé une armée de héros, que tant d'actions d'éclat sont, tous les jours, accomplies, que tant de familles portent des deuils glorieux et font stoïquement à la patrie le sacrifice de leurs plus chères affections. Ce n'est pas pour vivre dans l'abaissement et pour mourir bientôt dans les remords que le peuple français a déjà contenu la formidable ruée de l'Allemagne, qu'il a rejeté de la Marne sur l'Yser l'aile droite de l'ennemi maîtrisé, qu'il a réalisé, depuis un an, tant de prodiges de grandeur et de beauté.

Mais ne nous lassons pas, messieurs, de le répéter : la victoire finale sera le prix de la force morale et de la persévérance.

Employons tout ce que nous pouvons avoir de calme, de vigueur et de fermeté à maintenir

étroitement dans le pays l'union de toutes les provinces, de toutes les classes et de tous les partis, à protéger attentivement l'opinion contre l'invasion sournoise des nouvelles perfides, à fortifier sans cesse l'action gouvernementale et l'harmonie nécessaire des pouvoirs publics, à concentrer sur un objet unique toutes les ressources de l'État et toutes les bonnes volontés privées, à développer sans relâche notre matériel de guerre et nos moyens de résistance, à ramasser en un mot, la totalité des énergies nationales dans une seule pensée et dans une même résolution : la guerre poussée, si longue qu'elle puisse être, jusqu'à la défaite définitive de l'ennemi et jusqu'à l'évanouissement du cauchemar que la mégalomanie allemande fait peser sur l'Europe.

Déjà, le jour de gloire que célèbre la *Marseillaise* a illuminé l'horizon; déjà, en quelques mois, le peuple a enrichi nos annales d'une multitude d'exploits merveilleux et de récits épiques. Ce n'est pas en vain que se sont levées en masse, de tous les points de la France, ces admirables vertus populaires. Laissons-les, messieurs, laissons-les achever leur œuvre sainte : elles frayent le chemin à la victoire et à la justice.

Lettre à M. Terquem, maire de Dunkerque, qu avait écrit au Président de la République, que les guirlandes de 1914 ont orné, le 14 Juillet 1915, la tombe des soldats.

Paris, le 15 juillet.

Mon cher Maire,

Votre lettre m'a profondément ému et je vous prie de remercier les enfants de Dunkerque de leur pieuse pensée. Les guirlandes qu'ils avaient préparées l'année dernière à mon intention et que vous n'avez pu disposer sur mon passage à l'heure tragique de mon retour de Russie, trouvent aujourd'hui le plus noble emploi et le plus patriotique si, transformées en couronnes, elles ornent les tombes des soldats français et alliés.

Je suis très touché que les écoliers de Dunkerque aient rendu en mon nom cet hommage à nos glorieux morts.

Chaque fois que je suis allé à Dunkerque, depuis le début de la guerre, la vaillante population de la ville m'a montré, par son chaleureux accueil, qu'aucune épreuve ne pouvait l'abattre et qu'elle était animée d'une ardente confiance en la victoire.

En attendant que j'aie l'occasion de lui apporter de nouveau l'expression de ma reconnaissance, je vous prie, mon cher Maire, de recevoir, avec mes remerciements, mes meilleurs souvenirs.

Allocutions prononcées sur le front des troupes, le dimanche 1er août 1915, à la remise du drapeau au 4e régiment mixte de tirailleurs et de zouaves.

Officiers, sous-officiers, zouaves et tirailleurs,

Au nom du Gouvernement de la République, au nom de la France, je vous confie la garde de ce drapeau. Il sera désormais le signe sacré de votre régiment. Groupés autour de lui, vos bataillons qui, tous déjà, se sont signalés par leur bravoure, à Canny, à Lassigny, à Roclincourt, ou même dans les gigantesques batailles de la Marne et de l'Yser, apporteront dans cette formation récente l'esprit qui les a toujours animés, trouveront dans la réunion de leurs éléments un stimulant nouveau et poursuivront, avec un redoublement d'énergie contre l'ennemi qui souille encore le sol de la Belgique et une partie de notre terre natale, une guerre sans trêve et sans merci.

Au 3e régiment *bis* de zouaves.

Officiers, sous-officiers et zouaves,

J'ai voulu vous remettre moi-même, au nom de la nation, le drapeau qui consacre et qui symbolise la formation de votre nouveau régiment. Votre passé n'est pas très ancien, mais il est déjà très rempli. Sur la Marne, sur l'Aisne, sur l'Yser, aux environs d'Arras, partout où vous avez livré

bataille, vous avez rivalisé de courage avec les vieux régiments; vous avez su maintenir et rehausser encore la renommée des zouaves. Je vous souhaite d'ajouter bientôt à la jeune histoire de votre régiment de nouvelles pages d'honneur, de vaillance et de gloire.

Au 3e régiment mixte de tirailleurs et de zouaves et au 2e régiment *bis* de zouaves.

OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS, ZOUAVES ET TIRAILLEURS,

Recevez et gardez ces drapeaux comme l'image de la patrie et comme l'emblème de l'honneur militaire. Je sais que votre héroïsme les protégera toujours d'un rempart infranchissable. Sur la Marne et sur l'Yser, sous Arras et sous Soissons, vous avez pris déjà une part glorieuse à de rudes batailles. Vous méritez tous les félicitations du pays et je vous les apporte aujourd'hui. J'adresse des compliments particuliers au 2e régiment *bis* de zouaves, qui a pris d'assaut Etrepilly, qui a été cité, d'abord, à l'ordre de la brigade, après s'être distingué dans les combats de la Targette et de la Maison-Blanche, puis à l'ordre de l'armée, après s'être illustré, au mois de mai, sur les rives ensanglantées de l'Yser. Ces grands souvenirs sont les meilleurs garants de vos succès futurs. Sûrs de vous-mêmes, fiers de vos exploits, confiants en votre force, allez, mes amis, défendre et sauver la patrie.

Pour le drapeau décoré de la Croix de guerre remis au régiment de marche d'infanterie coloniale du Maroc.

Officiers, sous-officiers et soldats,

Le drapeau dont j'ai tenu à vous faire aujourd'hui la remise officielle, déjà vos mains l'ont décoré d'une gloire éclatante. A peine votre régiment était-il constitué qu'il méritait, par sa magnifique conduite aux combats de Mametz, une citation à l'ordre de l'armée. Plus tard, pendant un mois, il a pris part, sur l'Yser, à des batailles incessantes, qui n'ont pas éteint son ardeur. Il a ainsi gagné, en un bref espace de temps, une légitime réputation de valeur guerrière. A l'abri de ces trois couleurs, vous accomplirez, mes amis, de nouvelles actions d'éclat et vous préparerez, par la victoire définitive de la France et de ses alliés, une paix fermement appuyée sur la liberté des peuples et sur le droit restauré.

Message du Président de la République.

4 août 1915.

MESSIEURS LES SÉNATEURS,
MESSIEURS LES DÉPUTÉS,

Vous trouverez naturel qu'après une année de guerre le Président de la République tienne à honneur de s'associer au Gouvernement et aux Chambres pour rendre un hommage d'admiration et de reconnaissance à la nation et à l'armée.

Lorsque, il y a douze mois, j'ai recommandé au pays cette union sacrée qui était et qui demeure une des conditions de la victoire, je ne doutais pas que mon appel ne fût immédiatement entendu.

Seuls, nos ennemis, qui ont toujours méconnu la France, pouvaient croire que nous offririons à leur brutale agression le concours de nos dissentiments.

A l'heure précise où ils annonçaient audacieusement que Paris était en proie à l'émeute, la capitale prenait cette physionomie grave et sereine où se révélait la froide résolution des esprits. Des plus grandes villes au plus petits villages passait un grand courant de fraternité nationale, qui, dans la population comme dans le Parlement, emportait jusqu'au souvenir des querelles civiles. Ouvriers et patrons, paysans et bourgeois, le peuple tout entier faisait face à l'ennemi.

Depuis une année, cette volonté de concorde ne s'est pas démentie. Rien ne l'affaiblira.

Si l'Allemagne compte sur le temps pour nous diviser, elle se trompe aujourd'hui aussi grossièrement que l'an dernier. Le temps ne relâchera pas les liens de la famille française. Il les resserrera sans cesse davantage.

Parce qu'elle est unie, la France est grande et forte; parce qu'elle est unie, elle est confiante et calme.

Chaque jour, dans les moindres communes, la collaboration spontanée des vieillards, des femmes, des enfants, assure le cours régulier de la vie locale, prépare l'ensemencement, la culture de la terre, l'enlèvement des moissons, contribue, par l'organisation du travail, à maintenir, dans l'âme populaire la patience et la fermeté.

Chaque jour, des Français de tous partis et de toutes confessions apportent leur offrande au Trésor, et des mains qui gardent la noble trace du labeur quotidien déposent aux guichets des banques des pièces d'or péniblement épargnées.

Partout, le pays donne l'exemple sublime d'une même pensée et d'une même résolution.

La généreuse émulation qui excite toutes les activités françaises à s'employer dans l'intérêt de la défense, et que le Parlement a le patriotique souci d'encourager, fortifie elle-même l'union publique, puisqu'en s'exerçant sur l'objet le plus élevé qui puisse solliciter l'attention des citoyens,

elle se dépouille aisément de toute arrière-pensée personnelle. Elle peut donc et elle doit favoriser non seulement cette pleine harmonie des pouvoirs politiques, sans laquelle tous les désordres seraient à redouter, mais la coopération nécessaire des bonnes volontés privées.

Des énergies individuelles qui savent se discipliner elles-mêmes, c'est, de tout temps, la grande force d'une nation. En temps de guerre, les énergies ne sont jamais trop nombreuses ni trop puissantes. Jamais non plus elles n'ont besoin, pour produire leur effet intégral, de mieux coordonner leur action.

La beauté du peuple s'est lumineusement reflétée dans l'armée.

L'armée, que la nation a formée de sa propre substance, a tout de suite compris la grandeur de son rôle. Elle sait qu'elle combat pour le salut de notre race, de nos traditions et de nos libertés. Elle sait qu'à la victoire de la France et de ses alliés sont soumis l'avenir de notre civilisation et le sort de l'humanité.

Dans le cœur du plus modeste de nos soldats et de nos marins a pénétré, sans effort, le sentiment très vif de ce grand devoir historique. Chacun d'eux s'absorbe entièrement dans la France maternelle et ceux qui tombent ne craignent pas de mourir, puisque, par leur mort, la France vit et vivra éternellement.

De ces officiers et de ces hommes, constamment exposés au danger, rayonnent sans cesse la

confiance et l'espoir. Hier encore, des permissionnaires, qui avaient apporté à leurs foyers le réconfort de leur bonne humeur et de leur légitime fierté, revenaient au front plus ardents que jamais et plus résolus.

Dans l'égarement de son orgueil, l'Allemagne s'était représenté une France légère, impressionnable, mobile, incapable de persévérance dans les desseins et de ténacité dans l'effort. Le peuple et l'armée continueront d'opposer à ce jugement calomnieux la réalité de leur force tranquille.

Ils ne se laisseront troubler, ni par les nouvelles mensongères qui cherchent à faire, dans l'ombre, le siège des âmes faibles, ni par les bruyantes protestations pacifiques des manifestes ennemis, ni par les paroles doucereuses et perfides que des agents suspects murmurent parfois aux oreilles des neutres.

Naïfs conseils de lâcheté, vaines tentatives de démoralisation. Personne en France ne s'en émeut.

La seule paix que puisse accepter la République est celle qui garantira la sécurité de l'Europe, qui nous permettra de respirer, de vivre et de travailler, qui reconstituera la patrie démembrée, qui réparera nos ruines et qui nous protégera avec efficacité contre tout retour offensif des ambitions germaniques.

Les générations actuelles sont comptables de la France vis-à-vis de la postérité. Elles ne lais-

seront pas profaner ou amoindrir le dépôt que nos ancêtres ont confié à leur garde passagère.

La France veut vaincre, elle vaincra (1).

Remise de drapeaux.

Au front, 23 août 1915.

Officiers, sous-officiers, soldats,

Je serai certainement l'interprète de vos sentiments unanimes en remerciant Sa Majesté le roi des Belges d'avoir bien voulu parcourir aujourd'hui quelques-unes de vos organisations défensives, visiter plusieurs de vos cantonnements et assister à la remise solennelle de vos drapeaux.

L'armée française est reconnaissante et fière de l'honneur qui lui est fait.

Le noble souverain qui a donné au monde l'exemple d'une inflexible droiture et chez qui la bravoure militaire s'allie si étroitement au courage civique, vous offre ici la vivante image des vertus que ces drapeaux doivent constamment représenter à vos yeux.

Depuis que vos régiments sont formés, vous avez montré que vous étiez dignes de recevoir, à votre tour, la garde de ces glorieux emblèmes. Sur l'Ourcq ou à Chaudun, en Champagne ou aux Eparges, à Chavonne ou à Soissons, à Angres ou

(1) Ce message a été lu à la Chambre par M. Viviani, président du Conseil; au Sénat, par M. Aristide Briand, garde des sceaux.

à Mesnil-les-Hurlus, à Notre-Dame-de-Lorette ou à la tranchée des Saules, beaucoup d'entre vous ont déjà bravé la mort; vos unités nouvelles ont rivalisé avec les vieilles troupes les plus renommées; le 3e bataillon de tirailleurs a été cité à l'ordre de l'armée après une série d'exploits héroïques; et lorsque la 48e division tout entière a été l'objet d'une même citation, le 2e régiment mixte de zouaves tirailleurs et le 174e régiment d'infanterie ont pris leur large part des efforts, des sacrifices et des succès communs.

Recevez aujourd'hui, mes amis, les félicitations du Gouvernement de la République et les vœux du pays. Votre tâche est loin d'être terminée. Elle peut être encore longue et ardue. Vous l'accomplirez vaillamment jusqu'au bout et un jour viendra où vous rapporterez dans les plis de ces drapeaux la victoire du droit et de la liberté des nations.

Remise de drapeaux à la 3e brigade du Maroc.

Au front, 24 août 1915.

Officiers, sous-officiers et soldats,

Ce n'est pas sans une profonde émotion que je remets aujourd'hui à la 3e brigade marocaine, en présence de Sa Majesté le roi des Belges, les drapeaux où votre bravoure a dès maintenant épinglé tant de glorieux souvenirs.

Carlepont et Tracy-le-Val, Bailly et Quenne-

vières, le Bois-Saint-Mard et la route de Nampcel, tous ces noms s'étaient déjà inscrits, en traits de feu, aux premières pages de vos annales, lorsque, dans une lutte pied à pied qui a duré plus de seize jours, vous avez enlevé à l'ennemi tous les points d'appui fortifiés qu'il tenait à l'ouest du canal de l'Yser et l'avez définitivement rejeté sur la rive orientale.

Vous avez ainsi victorieusement commencé, avant de revenir vous battre aux environs d'Arras, la libération de cette généreuse Belgique, dont l'auguste souverain a tenu à vous apporter lui-même aujourd'hui ses remerciements et ses félicitations.

Avec l'aide des héroïques troupes belges et de nos vaillants alliés, vous achèverez votre œuvre de délivrance et de salut. La France ne sépare pas sa cause de celle de ses amis. Honneur et loyauté sont, comme le sol même de toutes nos provinces, partie intégrante et inaliénable de notre patrimoine national.

Recevez ces drapeaux, couvrez-les d'une gloire nouvelle et faites-les flotter bientôt, avec ceux de toutes les nations alliées, sur l'Europe affranchie.

Télégramme adressé par M. le Président de a République au roi des Belges.

27 août 1915.

A Sa Majesté le roi des Belges,
Quartier général de l'Armée belge, Belgique.

Je remercie Votre Majesté de son télégramme, dont l'armée française sera profondément touchée. Les troupes qui ont eu la joie de recevoir la visite de Votre Majesté garderont le souvenir ému de l'intérêt qu'Elle leur a témoigné. Elles se félicitent de coopérer étroitement avec la vaillante armée belge dans la longue lutte que les nations alliées, indissolublement unies, soutiennent contre l'ennemi commun et elles ont, comme Votre Majesté, une foi absolue dans la victoire totale (1).

---

(1) *Aux petits boulangers d'Exoudun.*

Une cérémonie tout intime et des plus touchantes a eu lieu hier (21 septembre 1915) à Exoudun, petit village des Deux-Sèvres, où le préfet du département, M. Banc des Adrets, est venu remettre à deux braves enfants de cette localité, Madeleine Daniau, fillette de quatorze ans, et son frère, âgé de dix ans, un bijou de la part du Président de la République, en récompense de leur conduite vraiment admirable, qui lui avait été signalée.

Ces deux braves enfants s'étant trouvés seuls, par suite de la mobilisation de leur père, le boulanger Daniau, qui avant la guerre fournissait à lui seul presque tout le pain à la population d'Exoudun et dans les environs, ils résolurent, malgré leur jeune âge, de se substituer à lui et de poursuivre son commerce.

Aussi bien, la petite Madeleine, pour être descendue, maintes fois au fournil, avait gardé dans sa mémoire les gestes répétés de son père, pétrissant la pâte, allumant le four, enfournant, puis, après la cuisson, manœuvrant la

Télégramme au tsar Nicolas II en réponse à celui du 6 septembre 1915 daté de Zarskoe Stawki.

Paris, 7 septembre 1915.

Sa Majesté l'Empereur de Russie,
Zarskoe Stawki.

Je sais qu'en prenant elle-même le commandement de ses héroïques armées, Votre Majesté

---

longue pelle de bois pour retirer du four les miches odorantes. Et, quoique le travail du pétrin fût bien dur pour ses petits bras, et bien lourde la pelle longue de sept mètres qu'il faut manier devant l'ouverture brûlante du four, elle se mit courageusement à l'œuvre; et, sur pied dès quatre heures du matin, aidée de son jeune frère, dont le dévouement et le courage sont égaux aux siens, elle a continué de faire tous les jours les quatre cents kilos de pain que réclame la clientèle de son père.

Ces faits ayant été portés à la connaissance du Président de la République, M. Poincaré, ému d'une telle vaillance chez de si jeunes enfants, leur a fait tenir par le préfet des Deux-Sèvres deux bijoux; et en les leur remettant hier, M. Ranc des Adrets leur a remis également les deux lettres suivantes de M. Félix Decori, secrétaire général de la Présidence de la République :

« Paris, le 31 août 1915.

« Mademoiselle,

« M. le préfet des Deux-Sèvres m'a signalé la vaillance avec laquelle vous suppléez, dans l'exercice de sa fatigante profession de boulanger, votre père actuellement mobilisé et les laborieux efforts grâce auxquels, malgré votre très jeune âge, vous assurez quotidiennement du pain aux habitants de votre commune d'Exoudun.

« M. le Président de la République, à la connaissance de qui j'ai porté votre belle initiative, en a été sincèrement touché. Il a constaté avec grand plaisir le salutaire exemple et les services que vous rendez autour de vous avec tant de bonne humeur et de courage. Il m'a chargé de vous en faire ses biens sincères compliments et de vous envoyer de sa part ce petit bijou, cette croix de Lorraine qui dira à la vail

entend poursuivre énergiquement jusqu'à la victoire finale la guerre qui a été imposée aux nations alliées. Je lui adresse, au nom de la France, mes souhaits les plus chaleureux.

---

lante enfant des Deux-Sèvres qu'elle est aussi bonne Française que ses petites sœurs de la Meuse.

« Je m'acquitte avec grand plaisir de cette agréable mission et vous prie d'agréer, Mademoiselle, l'expression de mes plus distingués sentiments.

« *Le secrétaire général civil*
« *de la Présidence de la République,*
« Félix Decori. »

« Paris, le 29 août 1915.

« Mon jeune ami,

« Vous aidez votre sœur dans son œuvre patriotique avec une ardeur et un courage bien au-dessus de votre âge et comme un brave petit Français.

« M. le Président de la République, à qui votre belle conduite a été signalée, me charge de vous en féliciter et de vous envoyer, comme à votre sœur, un petit souvenir. Il est assuré qu'un enfant aussi laborieux et aussi courageux que vous ne pourra manquer d'être plus tard un vaillant soldat et un bon serviteur de la Patrie.

« Je vous fais tous mes compliments et vous envoie mes souhaits les meilleurs.

« *Le secrétaire général civil*
« *de la Présidence de la République,*
« Félix Decori. »

Ajoutons que M. Vesque, conseiller municipal d'Exoudun, faisant fonction de maire, avait, à l'occasion de la petite cérémonie d'hier, organisé dans la salle de la mairie une réunion des habitants d'Exoudun, qui témoignèrent leur gratitude à ces deux admirables enfants et les félicitèrent d'avoir compris d'instinct que la vie du pays ne doit jamais s'interrompre et de leur avoir donné à eux-mêmes le plus magnifique exemple d'énergie.

Allocution prononcée à Belfort le lundi 13 septembre 1915 en remettant plusieurs drapeaux à de nouveaux régiments de la division marocaine, dans la région de Belfort, en présence des généraux de Maud'huy et Demange.

OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS, SOLDATS, ZOUAVES ET TIRAILLEURS,

Le lendemain du jour où la France fut odieusement attaquée par un empire qu'elle n'avait jamais provoqué et dont la folie d'orgueil était une perpétuelle menace pour la paix du monde, vous avez, à l'appel du Gouvernement de la République, quitté la belle colonie naissante que l'Allemagne nous a si âprement disputée, et vous êtes venus participer à la défense de la mère patrie.

Durant l'année qui a suivi et qui a enrichi de tant d'épisodes sublimes notre histoire nationale, la division marocaine n'a pas un instant cessé d'être à la peine et à l'honneur.

Dans cette gigantesque bataille de la Marne, où tous les efforts harmonieusement groupés sous la direction du général en chef ont brisé l'offensive allemande, vous avez lutté, du 6 au 10 septembre, au sud des marais de Saint-Gond, vous avez repoussé les assauts opiniâtres de la garde prussienne et prêté à la victorieuse manœuvre de la 9e armée un concours d'une valeur capitale.

Plus tard, au mois de janvier, une de vos brigades combattait héroïquement dans la région de

Nieuport; le 7e tirailleurs pénétrait d'un bond dans les tranchées du polder et une de ses sections, qui avait enlevé la Grande-Dune, se faisait tuer sur place jusqu'au dernier homme, pour ne pas reculer.

Vos exploits n'ont pas été moins éclatants dans la bataille d'Arras, puisqu'à deux reprises, le 9 mai et le 16 juin, vous avez, dans un irrésistible élan, percé les lignes allemandes, puisque, malgré la formidable organisation des ouvrages blancs, malgré les feux croisés des mitrailleuses, malgré la mort glorieuse de vos deux commandants de brigade, vous avez ouvert dans les positions ennemies deux brèches successives, profondes, l'une de 3 kilomètres, l'autre de 1,500 mètres, et atteint triomphalement les hauteurs de Givenchy.

Des ordres élogieux ont rendu hommage à votre inlassable énergie, à votre vaillance, à votre ténacité, et mes félicitations ne font aujourd'hui que consacrer celles de vos chefs.

Les drapeaux que je confie à la garde vigilante de vos régiments ne peuvent être remis à des mains plus sûres et plus fermes que les vôtres. La France, qui est fière de votre bravoure et de vos succès, est certaine que ces enseignes conduiront vos belles troupes à des victoires nouvelles.

Allocution prononcée le 17 septembre 1915 sur l'esplanade des Invalides, à la remise des drapeaux des 230e et 237e régiments territoriaux d'infanterie.

Officiers, sous-officiers et soldats,

Les drapeaux que je vous remets sont la représentation symbolique des nouveaux corps de troupes que composent désormais vos bataillons. La fierté de garder ces enseignes développera en vous cette confiance mutuelle et cet esprit collectif qui feront de vos unités de grandes familles militaires et qui centupleront vos énergies.

Mais ces drapeaux ne consacrent pas seulement la formation de vos régiments. Ils sont destinés à rendre la France elle-même constamment présente et visible au milieu de vous; ils évoqueront devant vous ces belles contrées du Maine, de l'Anjou, de la Touraine, du Perche et du Poitou, dont vous êtes, pour la plupart, originaires, et dans lesquelles vous avez laissé vos plus chères affections: ils vous montreront aussi la douloureuse image des provinces martyres, de celles qui sont encore envahies par l'ennemi ou dévastées par les combats; ils figureront à vos yeux le grand et magnifique pays que nous avons à défendre et à reconstituer.

Ils vous rappelleront en même temps tout cet ensemble de force morale dont est faite l'âme de la patrie: traditions communes, souvenirs d'une

longue histoire, indomptable volonté de transmettre aux générations futures l'héritage d'honneur et de gloire laissé par les ancêtres, conscience des devoirs qu'a la nation vis-à-vis d'elle-même, vis-à-vis de l'avenir, vis-à-vis de l'humanité.

Ces devoirs, le peuple français les remplit aujourd'hui avec un héroïsme qui lui vaut l'admiration du monde. Qu'on tourne les regards vers cette population parisienne, si courageuse et si digne, vers les autres cités, vers les campagnes, c'est partout la même résignation et la même fermeté. Qu'on parcoure, d'une extrémité à l'autre, le front des armées, c'est la même foi et le même enthousiasme.

Jamais la France n'a été plus belle ; jamais elle n'a mieux mérité d'être passionnément aimée et vaillamment servie.

Lettre au chef de bataillon du 11e Alpins.

Paris, 27 septembre 1915.

Mon cher Commandant,

Laissez-moi une fois de plus vous envoyer mes vives félicitations, à vous, à vos officiers et à vos braves chasseurs. Je sais que votre brave bataillon s'est encore tout récemment couvert de gloire, que vous avez vous-même dirigé les opérations de la manière la plus brillante, et qu'avec vous le commandant Forêt, les capitaines d'Auber, de Peyrelongue, Belmont et Mazade ont mérité de magnifiques citations à l'ordre de l'armée.

Je suis fier de mon ancien bataillon et de mes vaillants camarades. J'ai appris aussi avec joie la belle conduite du sergent Johanny, des chasseurs Billot et Perrier et de tant d'autres.

Recevez mes plus chaleureux compliments et croyez à mes sentiments dévoués.

Réponse au télégramme du tsar Nicolas II.

Paris, le 28 septembre 1915.

Sa Majesté l'Empereur de Russie,
Grand Quartier général russe.

Je remercie Votre Majesté des félicitations qu'elle veut bien adresser à nos armées à l'occasion des beaux succès qu'elles viennent de remporter avec le concours de nos alliés sur l'ennemi commun. Je prie Votre Majesté de recevoir elle-même mes plus chaleureux compliments pour la magnifique vaillance dont les troupes russes donnent l'exemple quotidien et qui fait l'admiration du monde entier.

Paris, le 29 septembre 1915.

Au ministre de la guerre (M. Millerand).

Mon cher Ministre,

Les magnifiques résultats qu'ont produits nos opérations en Artois et en Champagne nous permettent de mesurer l'étendue de la victoire que viennent de remporter les armées alliées.

Nos admirables troupes ont donné, dans ces rudes combats, de nouvelles preuves de leur incomparable ardeur, de leur esprit de sacrifice et de leur sublime dévouement à la patrie.

Elles ont définitivement affirmé leur supériorité sur l'ennemi.

Je vous prie de transmettre au général en chef, aux généraux commandant les groupes d'armées et les armées, à tous les généraux, officiers, sous-officiers et soldats, les félicitations les plus chaleureuses et les plus émues.

Croyez, mon cher ministre, à mes sentiments dévoués.

Télégramme en réponse à des félicitations datées de Londres, le 30 septembre.

Sa Majesté le roi d'Angleterre, Londres.

En lisant l'élogieux message de Votre Majesté, les armées françaises et leur général en chef éprouveront un profond sentiment de gratitude et de fierté. Ils savent combien la confiante coopération des troupes alliées et la brillante offensive du maréchal French ont contribué aux communs succès de ces derniers jours. Je suis l'interprète de la nation française tout entière en exprimant à Votre Majesté et à la vaillante armée britannique mes plus vives félicitations.

Allocution prononcée le 8 octobre 1915, aux environs de Gonesse, en présence des généraux Gallieni et Clergerie pour remettre des drapeaux à deux régiments de formation nouvelle, le 232e et le 285e d'infanterie territoriale.

Officiers, sous-officiers et soldats,

Je confie à votre garde ces jeunes drapeaux, signes sacrés de l'honneur et de la patrie.

Je sais que vous les entourerez d'un culte fervent et que vous serez fiers de les conduire à la victoire.

Pour former, dans le camp retranché de Paris, vos nouveaux régiments, vous êtes venus des régions les plus diverses, Normandie, Maine, Anjou, Vendée, Bretagne, d'autres encore. Vos unités sont comme un raccourci de la France tout entière.

Beaucoup d'entre vous n'ont pas reçu le baptême du feu ; certains, au contraire, couverts de blessures glorieuses, sont revenus du front et, versés dans vos régiments, y ont apporté l'actif ferment d'un courage déjà plusieurs fois éprouvé.

Mais, quelles que soient vos origines, quels que soient vos services, quel que soit votre âge, vous n'avez tous ici qu'un seul cœur, une seule passion, une seule volonté.

Comme vos camarades qui, en Champagne et en Artois, donnent de si éclatantes leçons à l'orgueil germanique, vous êtes résolus à terrasser l'ennemi

sauvage qui s'est jeté sur nous et qui connaît maintenant la vigueur de notre étreinte.

Nous aurons raison de lui, mes amis ; violence et injustice seront maîtrisées par la souveraine alliance de la force et du droit.

Allocution prononcée aux environs de Pont-à-Mousson (1) le 15 novembre 1915 dans un champ d'aviation, en présence du sous-secrétaire d'État de l'aéronautique militaire, pour remettre de nouveaux drapeaux à l'aérostation et à l'aviation.

OFFICIERS, SOUS-OFFICIERS, MÉCANICIENS ET PILOTES,

Le drapeau que le Gouvernement de la République avait attribué en 1912 à l'ensemble des troupes de l'aéronautique militaire va être déposé, comme un glorieux souvenir, au musée de l'armée. Dorénavant, aérostiers et aviateurs, vous aurez respectivement vos enseignes, et votre émulation fraternelle ajoutera bientôt des inscriptions nouvelles à celles qui mêlent déjà ici leurs lettres d'or aux couleurs nationales.

Sur le drapeau que je remets à l'aérostation flamboient des mentions rétrospectives : Fleurus, Extrême-Orient, Maroc. Sur le drapeau que je

(1) Sur la visite de cette ville éprouvée, on lit à l'*Officiel* du 16 novembre, p. 8275 :

« Il s'est arrêté, pendant un certain temps à Pont-à-Mousson, où il a été reçu par le maire, le conseiller général, le curé et les fonctionnaires. La ville, qui a subi 178 bombardements depuis le début des hostilités, est en grande partie déserte. Le Président a parcouru les quartiers dévastés et a laissé 2.000 francs pour les pauvres qui sont restés en ville. »

confie à l'aviation est évoquée la mémoire des expéditions aériennes entreprises dans les régions d'Oudjda et de Tazza. Mais que sont ces opérations passées auprès des actions d'éclat que vous accomplissez maintenant tous les jours ?

Dans les diverses missions que vous remplissez, observations, reconnaissances, réglage de tir, chasse, bombardement, votre esprit de résolution, votre force d'endurance, votre merveilleuse agilité, trouvent sans cesse l'occasion de s'exercer. Pendant que les pouvoirs publics travaillent, comme ils le doivent, à vous fournir des appareils de plus en plus nombreux et de plus en plus perfectionnés, entretenez et développez vos magnifiques qualités militaires. Votre rôle, déjà grand, grandira encore dans les prochains combats et, en assurant définitivement à la France et à ses alliés la maîtrise de l'air, vous contribuerez, pour une large part, à rapprocher l'heure de la victoire (1).

---

(1) On lisait au *Journal des Débats* du 11 décembre 1915 :

UN HOMMAGE AU MAIRE DE REIMS

Ainsi que nous l'avons annoncé hier, le docteur Langlet, maire de Reims, a reçu la grande médaille d'or de la Ligue de l'enseignement, au Siège social, rue Récamier.

M. Dessoye, président de la Ligue, a pris le premier la parole. En quelques mots émus il a rappelé l'admiration de tous devant le courage des habitants de la ville de Reims et la conduite héroïque de leur maire.

Après M. Dessoye, le ministre de l'instruction publique, M. Painlevé, a dit que « l'œuvre et le nom du docteur Langlet, qui a su unir la fermeté et l'intrépidité devant l'ennemi à la plus admirable douceur pour ceux qui souffraient, resteront pour les générations futures comme le plus pur des symboles. »

M. Raymond Poincaré, président de la République, en remet-

Réponse à un télégramme du tsar Nicolas II du 22 décembre 1915.

Paris, le 23 décembre 1915.

Sa Majesté l'Empereur Nicolas II,
Zarskoiéselo, Russie.

J'ai transmis à l'armée française l'aimable message de Votre Majesté. Il ira au cœur de nos officiers et de nos soldats, et je prie Votre Majesté de recevoir l'expression de leur gratitude.

---

tant, aux applaudissements de l'assistance, la grande médaille d'or au docteur Langlet, a évoqué l'entrevue qu'il eut autrefois avec le maire de la ville martyre.

Très ému, M. Langlet a remercié le Président de la République et la Ligue de ce témoignage, qu'il acceptait, a-t-il dit, comme un hommage à tous ses concitoyens.

M. Léon Bourgeois, ministre d'État, assistait à la cérémonie. Au cours de celle-ci, une fillette de Reims est venue exprimer au docteur Langlet l'affectueuse gratitude de tous les petits Rémois.

Au 22 décembre, on lit :

LE MARÉCHAL FRENCH A L'ÉLYSÉE

Le général Joffre lui remet la Croix de Guerre.

Le Président de la République a reçu, hier après-midi, le maréchal sir John French, venu prendre congé de lui avant de quitter la France, et qui lui a présenté les officiers qui l'accompagnent.

M. Poincaré a remercié le maréchal des éminents services rendus par lui à la cause des alliés.

Dans la matinée, le général Joffre avait remis la Croix de Guerre au maréchal.

Paris, le 23 décembre 1915.

Au ministre de la guerre général Galliéni.

MON CHER MINISTRE,

Je vous prie de vouloir bien communiquer au général en chef le télégramme que je viens de recevoir de Sa Majesté l'Empereur de Russie et dont notre vaillante armée sera, j'en suis sûr, profondément touchée.

Croyez, mon cher Ministre, à mes sentiments dévoués.

ANNÉE 1916

Télégrammes du 31 décembre 1915 et 1er janvier 1916.

Paris, 31 décembre 1915.

Sa Majesté le roi des Belges,
Grand Quartier général belge.

Je remercie Votre Majesté de ses vœux et je la prie de recevoir ceux que je forme du fond du cœur pour Elle, pour Sa Majesté la reine et pour la famille royale.

L'année qui commence apportera, je n'en doute pas, à la vaillante et loyale Belgique, l'éclatante réparation à laquelle elle a droit et que tous les alliés considèrent comme un des objets essentiels de leur action commune.

Paris, 31 décembre 1915.

Sa Majesté le roi d'Italie, Rome.

Très sensible aux vœux de Votre Majesté, je Lui adresse mes souhaits chaleureux pour Elle-même, ainsi que pour la grandeur de l'Italie et pour la gloire de son armée.

Paris, le 31 décembre 1915.

Sa Majesté le roi de Serbie, Brindisi.

En remerciant Votre Majesté de ses souhaits, je la prie de croire à mes vives sympathies et de recevoir l'expression des vœux ardents que je forme, en toute confiance, pour le noble peuple et pour l'héroïque armée serbes.

Paris, le 1er janvier 1916.

Sa Majesté l'Empereur de Russie, Grand Quartier général russe.

L'armée française sera très reconnaissante à Votre Majesté de ses félicitations et de ses souhaits. Elle est fière de coopérer avec la vaillante armée russe à la défense des droits de l'Europe et elle est résolue à lutter jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à la victoire totale, avec nos fidèles alliés. Je prie Votre Majesté de recevoir tous mes vœux pour son bonheur personnel et pour celui de la famille impériale, ainsi que pour la grandeur de la Russie.

Paris, le 1er janvier 1916.

Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes, Londres.

Je suis très touché du message de Votre Majesté et je m'empresse de le communiquer à la nation et à l'armée françaises. Je partage la confiance de

Votre Majesté dans le triomphe de la cause sacrée que nous défendons en commun et qui intéresse non seulement le sort de nos pays amis et alliés, mais la liberté de tous les peuples. Je prie Votre Majesté de vouloir bien transmettre à la grande nation britannique et à sa valeureuse armée les souhaits ardents que je forme pour elles au nom de la France tout entière et j'exprime à Votre Majesté ainsi qu'à la famille royale mes meilleurs vœux personnels.

Letrre à l'armée française.

1er janvier 1916.

Aux Officiers et Soldats de France,

Comme vous, mes nobles amis, j'ai lu avec émotion, dans le *Bulletin des Armées,* les messages que vous ont adressés, à la veille de l'année nouvelle, les maires de nos grandes villes. Le même langage, à peine nuancé par quelques différences d'accent, vous a été tenu par toutes les cités françaises et il m'est aisé d'extraire aujourd'hui de ces nombreux témoignages la pensée unanime du pays.

Partout, vous l'avez vu, se maintient sans effort cette union sacrée qui s'est spontanément établie, il y a dix-sept mois, sous la menace de l'ennemi. Comment la population civile ne suivrait-elle pas l'exemple d'entente et d'harmonie que vous lui donnez ? Dans les tranchées et sur les champs de

bataille, vous ne songez guère, n'est-ce pas? à vous demander compte de vos opinions personnelles. Le souvenir importun des discordes civiles ne vient pas troubler la fraternité d'armes qui vous lie les uns aux autres, dans le sentiment du danger commun et dans la conscience du devoir identique.

Vous avez les yeux fixés sur un idéal qui détourne constamment votre attention des objets secondaires et vous savez que votre patriotique mission ne souffre point de partage. Pendant que vous vous sacrifiez ainsi tout entiers au salut de la nation, n'est-il pas naturel que ceux des Français que leur âge, leur santé ou leurs fonctions empêchent d'affronter à vos côtés les fatigues et les périls de la guerre travaillent, du moins, à repousser les mauvaises suggestions de la haine et à conserver jalousement la paix publique?

Les maires de France vous ont énuméré quelques-unes des œuvres charitables qui sont nées de cet heureux rapprochement des cœurs. La plupart de ces institutions sont destinées à vous secourir, vous, vos vieux parents, vos enfants, vos femmes, vos frères blessés ou prisonniers. Dans les villes les plus éloignées du front, votre image demeure ainsi continuellement présente à tous les esprits et concentre, au besoin, sur les tragiques réalités du moment, la pensée de ceux qui seraient enclins à les oublier. Les deuils qui ont assombri tant de foyers imposent d'ailleurs aux familles qui ont le privilège d'être moins cruellement frappées une

pieuse obligation de recueillement et de gravité. Tous les Français réconciliés communient dans les mêmes épreuves et il n'en est pas un qui n'écoute avec respect la mâle leçon des morts.

Leçon de courage, de patience et de volonté, leçon de calme, de confiance et de sérénité.

Vous avez vu passer devant vous, le long cortège des départements et des villes. Vous avez entendu leurs acclamations. Il ne s'est pas élevé une voix discordante. C'est partout la même résolution, froide et réfléchie, de tenir, de durer et de vaincre. Tout le monde comprend que l'enjeu de la guerre est formidable et qu'il y va non seulement de notre dignité, mais de notre vie. Serons-nous demain les vassaux résignés d'un empire étranger? Notre industrie, notre commerce, notre agriculture deviendront-ils à jamais tributaires d'une puissance qui se flatte ouvertement d'aspirer à la domination universelle? Ou bien sauvegarderons-nous notre indépendance économique et notre autonomie nationale? Problème terrible, qui n'admet pas de solution moyenne.

Toute paix qui viendrait à nous avec une figure suspecte et des propos équivoques, toute paix qui nous offrirait des transactions louches et des combinaisons bâtardes ne nous apporterait, sous de trompeuses apparences, que le déshonneur, la ruine et l'asservissement. Le libre et pur génie de notre race, nos traditions les plus vénérées, nos idées les plus chères, nos goûts les plus délicats, les intérêts de nos concitoyens, la fortune de

notre pays, l'âme de la patrie, tout ce que nous ont légué nos ancêtres, tout ce qui nous appartient, tout ce qui fait que nous sommes nous-mêmes serait la proie de la brutalité germanique. Qui donc voudrait, par impatience ou par lassitude, vendre ainsi à l'Allemagne le passé et l'avenir de la France?

Oui, certes, la guerre est longue, et elle est rude, et elle est sanglante. Mais combien de souffrances futures ne nous sont pas épargnées par les souffrances présentes! Cette guerre, aucun Français ne l'a voulue, aucun n'aurait commis le crime de la souhaiter. Tous les gouvernements qui se sont succédé en France depuis 1871 se sont efforcés de l'éviter. Maintenant qu'on nous l'a, malgré nous, déclarée, nous nous devons de la mener, avec nos fidèles alliés, jusqu'à la victoire, jusqu'à l'anéantissement du militarisme prussien et jusqu'à la reconstitution totale de la France. Nous laisser aller à une défaillance momentanée, ce serait être ingrats envers nos morts et trahir la postérité.

La persévérance obstinée dans la volonté de vaincre n'est-elle pas, du reste, le plus sûr moyen d'enchaîner la victoire? Dans la guerre que vous soutenez si vaillamment en France, en Belgique et en Orient, le rôle des engins destructeurs a pris une importance essentielle, et le devoir impérieux des pouvoirs publics est de vous fournir, tous les jours, un matériel plus puissant et des munitions plus abondantes. Mais la force morale, elle aussi, est une condition maîtresse du succès final. Le

peuple vaincu ne sera pas nécessairement celui qui aura subi le plus de pertes, ce ne sera pas celui qui aura eu à endurer le plus de misères; ce sera celui qui se sera lassé le premier.

Nous ne nous lasserons pas. La France a confiance parce que vous êtes là. Que de fois ai-je entendu vos officiers me répéter : « Jamais, en aucun temps, nous n'avons eu une plus belle armée; jamais des hommes n'ont été mieux entraînés, plus braves, plus héroïques que les nôtres!... »

Partout où je vous ai vus, je me suis senti tressaillir d'admiration et d'espoir. Vous vaincrez. L'année qui s'ouvre vous apportera, mes amis, la fierté d'achever la défaite de l'ennemi, la joie de rentrer à vos foyers et la douceur d'y fêter la victoire auprès de ceux que vous aimez (1).

Réponse à l'allocution du marquis del Muni (2) remettant le 26 janvier 1916 ses lettres de créance à l'Élysée.

Monsieur l'Ambassadeur,

Il m'est particulièrement agréable de recevoir

---

(1) Une relation abrégée du voyage à Nancy reproduite par le *Journal des Débats* du 9 janvier 1916) signale, sans les citer, deux allocutions prononcées dans cette ville le vendredi 6, l'une aux réfugiés hospitalisés dans une des casernes, l'autre au Conseil municipal auquel M. Poincaré « a rappelé les liens très anciens et très chers qui l'unissent à la ville de Nancy ». Voir plus bas p. 121).

(2 Le marquis del Muni avait été nommé et agréé le 26 décembre précédent. Voir plus haut, au 6 septembre 1914, l'intronisation de son prédécesseur, le lieutenant général marquis de Valtierra.

de vos mains les lettres qui vous accréditent auprès du Gouvernement de la République.

Le choix qu'a fait Sa Majesté le roi d'Espagne en vous nommant à Paris a été accueilli avec une vive satisfaction par l'opinion française. Les excellents souvenirs que vous avez laissés parmi nous, les éminentes qualités que vous avez déployées dans l'accomplissement de vos missions précédentes, les sympathies que vous avez toujours professées pour la France, tout vous désignait pour le poste où vient de vous appeler, de nouveau, la confiance de votre Auguste Souverain.

Vous retrouverez dans ce pays les dispositions les plus cordiales pour la noble et chevaleresque nation espagnole. Les grands devoirs que remplit en ce moment la France ne lui font oublier aucune de ses amitiés traditionnelles. Celle qui nous unit à l'Espagne a été nouée, tout à la fois, par la nature et par l'intérêt mutuel. Nous serons toujours heureux de la resserrer et de la fortifier.

Réponse à un télégramme daté de Lyon le 27 janvier 1915.

A Sa Majesté le roi Nicolas de Monténégro, Lyon.

Je remercie Votre Majesté de son aimable télégramme et lui renouvelle l'assurance que la France lui donnera de grand cœur l'hospitalité, à Elle et à la famille royale, jusqu'à l'heure où la victoire des Alliés sur les puissances germaniques libérera les peuples opprimés.

Discours prononcé au Trocadéro le 1 février 1916, pour la fête des Croix de guerre.

MESSIEURS,

Laissez-moi remercier de leur heureuse initiative les organisateurs de cette réunion. La manifestation grandiose qu'ils ont préparée en l'honneur du courage militaire et à laquelle tant d'artistes parisiens se sont empressés d'offrir leur généreux concours laissera dans l'âme de ceux qui auront pu voir cette vaste salle, toute peuplée de héros, un souvenir impérissable.

C'est pour le Président de la République un incomparable sujet d'émotion et de fierté que de vous trouver, mes amis, aussi nombreux devant lui et de pouvoir vous adresser quelques paroles de reconnaissance, à vous qui avez déjà versé votre sang pour le pays et qui attendez impatiemment la guérison pour retourner sur les champs de bataille, à vous qui êtes venus passer quelques jours de repos dans vos foyers et qui demain repartirez sur le front avec une ardeur nouvelle, à vous que des blessures trop graves tiennent désormais éloignés des combats et qui vous consolez de votre inaction en suivant de la pensée les exploits de vos frères d'armes; à vous aussi, mesdames, qui en prodiguant, sous la mitraille, vos soins aux soldats blessés, avez montré, une fois de plus, tout ce que le cœur de la femme

française contient de dévouement, de vaillance et de bonté.

La plupart d'entre vous, mes amis, portent sur la poitrine l'emblème de leur bravoure, et par-là même, ils ne sont pas pour moi des inconnus. J'ai lu les citations qui attestent leur belle conduite au feu, comme j'ai lu les citations méritées par ceux de vos camarades qui ne sont plus, qui reposent là-bas dans les terres ensanglantées et que je salue avec un douloureux respect.

Je ne sais pas de lecture plus fortifiante que celle de ces ordres du jour laconiques où, dans la brève simplicité des mots, apparaît l'immortelle beauté des faits. Tous les récits classiques qui ont jadis enchanté notre enfance, toutes les mâles leçons des âges disparus, toutes les légendes dorées de l'antiquité grecque et latine pâlissent auprès des réalités présentes de l'Histoire que vous écrivez. Les générations futures auront reçu de vous des modèles dont aucun texte ancien ne supportera la comparaison; et si elles continuent à chercher dans le passé lointain les premières fleurs des grandes vérités humaines, elles trouveront plus près et parmi vous les exemples les plus sublimes de patriotisme, de résignation stoïque et de sacrifice virilement accepté.

Comment toutes ces vertus se sont-elles si magnifiquement épanouies sous le ciel de France? Comment le peuple entier s'est-il élevé, d'un seul élan, à cette haute sérénité?

C'est, d'abord, assurément que notre vieille

race gauloise, enrichie par les siècles, contient d'inépuisables forces latentes d'exaltation et d'idéal. C'est aussi que jamais guerre plus injuste et plus féroce n'a été déclarée à une nation laborieuse et pacifique. Sous le coup d'une attaque brutale, la France s'est redressée, et elle a été emportée par un même mouvement de révolte indignée, qui a haussé son âme et centuplé ses énergies.

Elle s'est rappelé toutes les concessions que, durant tant d'années, elle avait volontairement faites à la paix européenne; elle s'est rappelé avec quel soin elle avait, depuis 1870, comprimé les battements de son cœur, étouffé ses sentiments intimes, avec quelle patience elle avait supporté les provocations et les défis; elle s'est rappelé que, jusqu'à la dernière heure et à la veille même de la guerre, elle avait encore multiplié les démarches pour éviter la catastrophe, qu'elle n'avait pas voulu désespérer du bon sens et de la raison, mais que tous ses efforts de conciliation s'étaient brisés contre le parti pris d'allumer l'incendie. Déclaration de guerre à la Serbie; déclaration de guerre à la Russie; invasion de la Belgique; déclaration de guerre à la France : peut-il y avoir plus nombreux et plus cyniques aveux de la savante préméditation germanique?

Ce sont là des évidences qu'aucun mensonge allemand ne saurait obscurcir. Elles ont suffi pour faire, en un instant, l'union de tous les Français.

Cette union sacrée que je m'honore d'avoir, dès le premier jour, recommandée au pays, a réservé à l'ennemi, au cours de cette guerre, les plus amères déceptions. Il avait compté que nos divisions intestines, favorisant ses projets de conquête, lui livreraient une France impuissante et déchirée. Aujourd'hui que sa rage s'épuise contre une armée qu'il sent invincible, et qu'il en est réduit à tourner sa fureur contre les femmes et les enfants, il renouvelle des tentatives désespérées pour énerver notre volonté de concorde, inquiéter notre confiance et amollir notre fermeté. Tous ces faux bruits qui rasent le sol et qui volent dans l'ombre à la façon des oiseaux de nuit, toutes ces nouvelles trompeuses qui font succéder à l'illusion du matin le désenchantement du soir, vous ne les entendez guère passer, mes amis, dans la zone des armées; ils ne se glissent pas jusqu'à vous; ils ne se hasardent qu'à l'intérieur; ne craignez pas qu'ils puissent égarer l'opinion et troubler l'esprit public. Non! La France entière a compris, comme vous, que l'ordre, le calme, le sang-froid, sont, autant que l'activité persévérante, les conditions nécessaires de la victoire, et elle a compris aussi que de cette victoire dépendent nos destinées nationales.

Il s'est levé, au cœur de l'Europe, un empire qui, dans l'ivresse de sa force militaire, s'est cru l'empire élu, privilégié, appelé par une vocation miraculeuse à la domination universelle. Convaincu que la fin la plus insensée justifie les

moyens les plus infâmes, il emploie, pour remplir sa prétendue mission divine, tantôt la cruauté systématique, tantôt la cautèle et l'hypocrisie. La France ne veut être ni sa dupe ni sa victime; elle ne veut pas être réduite à l'état de vassale humiliée et complaisante; elle veut conserver non seulement sa souveraineté politique, mais son indépendance économique, morale et intellectuelle; elle veut garder intacts sa civilisation, son esprit et ses mœurs.

Et si l'enjeu de cette guerre est, pour nous, formidable, il ne l'est pas moins pour nos alliés qui n'entendent pas, eux non plus, devenir la proie des convoitises germaniques. Que dis-je? Les neutres eux-mêmes, s'ils ont la claire notion de leurs intérêts permanents, ne sauraient se désintéresser entièrement du conflit où tant de nations sont engagées. Ceux d'entre eux qui nous marquent des sympathies discrètes ou déclarées, ceux mêmes dont les préférences paraissent incertaines ou mal fixées, ont tous à notre victoire un intérêt vital. Ni nous, ni nos alliés, nous ne nourrissons contre aucun d'eux des préventions ou des arrière-pensées; ils ont, en revanche, tout à redouter de puissances envahissantes et perfides, qui ne voient dans les traités signés par elles que des chiffons de papier et qui trouvent une volupté sauvage à l'écrasement des petits peuples.

C'est vous, mes amis, qui donnerez la sécurité du lendemain aux nationalités qui vivent aujourd'hui sous la menace ou l'oppression des empires

germaniques ; vous êtes les ouvriers d'un monde nouveau ; vous êtes les précurseurs d'une humanité affranchie ; et dans l'univers rajeuni, la place de la France sera, grâce à votre héroïsme, une des plus belles et des plus grandes.

Déjà vous avez élevé, éclairé, épuré la conscience française ; vous avez donné au pays le sentiment exact de sa force et de sa valeur ; vous l'avez soulagé du lourd cauchemar qui pesait sur lui depuis quarante-cinq ans, et qui paralysait ses efforts les plus généreux ; vous avez relevé nos fronts, vous avez chassé de nos imaginations le spectre de la défaite.

Vous achèverez bravement votre œuvre de délivrance et de réparation nationale. Qui de vous souffrirait qu'elle demeurât incomplète ? Qui de vous se résignerait à une demi-victoire, qui serait une demi-capitulation, et qui, après tant d'épreuves et de sacrifices, n'apporterait à la France qu'une trêve éphémère ?

Les moindres moments de ces jours tragiques tiennent en suspension le germe des siècles futurs. Notre avenir sera ce que nous l'aurons fait. Nous voulons tous qu'il assure à notre pays la liberté, le travail et la prospérité. Pour que se réalisent nos vœux unanimes, il faut que la paix, imposant nos conditions à nos ennemis vaincus, nous rende les provinces dont nous a dépouillés la violence, reconstitue intégralement la France démembrée et nous offre des garanties sérieuses contre la folie guerrière de l'Allemagne impériale.

C'est à cette paix victorieuse, à cette paix forte et tranquille, que vous aurez frayé, mes amis, un chemin triomphal, et le jour où vous la ramènerez souriante dans le décor des avenues pavoisées, nous aurons le bonheur de voir étinceler dans vos yeux la fierté du devoir totalement accompli, et la France reconnaissante pressera sur son cœur les fils qui l'auront sauvée (1).

Réponse à un télégramme du tsar Nicolas II du 15 février.

Paris, le 16 février.

Sa Majesté l'Empereur de Russie, Grand Quartier général russe.

Notre mission militaire et notre marine, qui, d'accord avec les autorités navales anglaises et italiennes, ont réalisé, malgré de grandes difficultés, le complet sauvetage de l'armée serbe, seront très sensibles aux félicitations de Votre Majesté. La France est fière d'avoir contribué à conserver intactes les vaillantes troupes qui ont dû céder momentanément à la supériorité du nombre et qui coopéreront avec les Alliés à la libération de leur patrie.

---

(1) Il faut signaler, au 11 février 1916, les paroles prononcées à l'occasion de la visite de l'hôpital du Panthéon pour « remercier M. Chautemps, sénateur de la Haute-Savoie ». (Voir le récit au *Journal des Débats* du 12 février.)

Réception à l'Élysée de la délégation anglaise du Comité interparlementaire franco-anglais, le 21 février 1916.

(Analysé) (1).

Les membres de la délégation anglaise, en compagnie des membres du bureau français de la Commission, se sont ensuite rendus à l'Élysée où ils ont été reçus à onze heures par le Président de la République. M. Aristide Briand avait tenu à se joindre à eux pour cette réception. M. Raymond Poincaré, dans une allocution qui a produit une très grande impression, a rappelé le rôle joué par la Grande-Bretagne depuis la guerre. Il a montré que si la France a fait d'héroïques sacrifices pour repousser un ennemi dont le monstrueux effort est brisé désormais, l'Angleterre a fait plus encore en bouleversant ses traditions et en devenant une grande puissance militaire, comme elle était une grande puissance maritime.

— Cela, a dit le Président de la République, nous ne l'oublierons jamais !

M. Raymond Poincaré a terminé en déclarant

---

(1) *Le Temps* du 22 février, après avoir raconté la réception des délégués au ministère des Affaires étrangères et analysé ensuite le discours prononcé à l'Elysée, ajoute :

« Lord Bryce, dans une réponse émouvante, a célébré le passé glorieux de la France et l'œuvre de civilisation universelle accomplie au cours des siècles par l'université de Paris. Il a fait ressortir la différence du rôle joué dans l'Histoire par l'Allemagne, dont il a flétri, en termes véhéments, « les méthodes de guerre honteuse, qui sont une offense à la dignité du genre humain. »

que les bonnes relations entre les alliés avaient pour premier résultat de permettre une poursuite toujours plus énergique du but commun.

Réponse à l'Ambassadeur du Japon S. E. M. Kusiro Matsai présentant à l'Elysée, le 25 février 1916, ses lettres de créance.

Monsieur l'Ambassadeur,

Je suis heureux de vous adresser mes souhaits de bienvenue. Les excellents souvenirs qu'a laissés parmi nous votre honorable prédécesseur, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, la flatteuse désignation dont vous avez été l'objet de la part de votre Auguste Souverain, vos éminentes qualités personnelles, que nous avons déjà pu apprécier à Paris, tout vous assure, auprès du Gouvernement de la République, dans la haute mission qui vous est confiée, l'accueil le plus cordial.

Je vous prie de transmettre à S. M. l'Empereur mes meilleurs remerciements pour la marque d'amitié qu'il veut bien me donner aujourd'hui et pour les sentiments qu'il témoigne envers mon pays.

La guerre actuelle contribuera certainement à resserrer encore les relations du Japon et de la France. Nous avons le même ennemi. Nous nous sommes promis de ne déposer les armes qu'ensemble, et après qu'il aura été définitivement abattu. Nos nations, qui soutiennent une cause

commune, trouveront dans une commune victoire une nouvelle garantie d'union durable et féconde.

Allocution adressée au prince Alexandre de Serbie reçu à l'Élysée le 21 mars 1916.

MONSEIGNEUR,

Le peuple de Paris s'est porté, d'un mouvement unanime et spontané, sur les pas de Votre Altesse royale pour lui exprimer les sentiments de la France.

Cette ville, que la fourberie de nos ennemis représente tous les jours sous les aspects du découragement ou du désordre, vous l'avez traversée au milieu d'une foule enthousiaste, fière d'offrir l'hospitalité à un jeune prince qui ne s'est pas laissé abattre par la fortune et qui n'a pas désespéré de la justice.

Une aussi émouvante manifestation vous en a dit, Monseigneur, plus que tous les discours. Votre Altesse a pu voir par elle-même tout ce qu'il y a dans l'âme française de calme résolution et de confiance réfléchie.

Dans cette froide volonté de tenir et de vaincre, nous ne séparons pas votre cause de celle de nos alliés et de nos amis.

A la veille de la guerre, la Serbie a répondu à un ultimatum insolent par de suprêmes sacrifices à la paix européenne; elle n'en a pas moins été l'objet d'une perfide agression, depuis longtemps préméditée; elle a résisté à la force

avec un courage héroïque. Sa vaillante armée a échappé aux prises de l'ennemi, elle s'est rapidement reconstituée et elle est prête maintenant pour de nouveaux combats. Avec elle, les alliés libéreront le territoire serbe, rétabliront, sur des bases solides, l'indépendance et la souveraineté de votre noble pays et vengeront le droit opprimé.

Je lève mon verre en l'honneur de Sa Majesté le roi Pierre, qui s'est battu, en 1870, sous nos drapeaux et qui est resté un fidèle ami de la France.

Je lève mon verre en l'honneur de Votre Altesse royale, digne fils du valeureux roi-soldat.

Je bois à la grandeur et à la gloire de la Serbie.

A S. A. R. le prince Alexandre de Serbie.

Paris, le 25 mars 1916.

MONSEIGNEUR,

Je remercie Votre Altesse du message qu'elle a bien voulu m'adresser et que je m'empresse de communiquer à l'armée française.

Les troupes qui déploient aujourd'hui tant d'héroïsme dans la défense de Verdun ont été très heureuses de recevoir hier la visite de Votre Altesse; elles ne seront pas moins fières de ses félicitations.

Elles savent qu'elles ne se battent pas seulement pour le salut de la France, mais pour la liberté du monde, et elles n'oublient pas que,

dans cette lutte sublime, elles ont pour alliés les vaillants soldats de l'immortelle Serbie. Vous avez vu vous-même, Monseigneur, avec quel calme et quelle confiance elles préparent notre commune victoire.

Je prie Votre Altesse Royale de croire à ma fidèle amitié.

Le Président a communiqué la lettre du prince au ministre de la Guerre avec ce mot :

Paris, le 25 mars 1916.

Mon cher Ministre,

J'ai le très grand plaisir de vous transmettre, en vous priant de la communiquer au Général en Chef, l'émouvante lettre que je viens de recevoir de S. A. R. le prince Alexandre de Serbie.

Croyez, mon cher Ministre, à mes sentiments dévoués.

A madame Driant.

3 avril 1916.

Madame,

J'ai le profond regret de vous transmettre un télégramme que le roi d'Espagne vient d'envoyer au chef du protocole (1) et qui paraît malheureusement nous enlever désormais tout espoir. Je

(1) Voici le télégramme adressé à M. William Martin, chef du protocole, par S. M. le roi d'Espagne :

Madrid, le 3 avril, 15 h. 10.

Martin, chef protocole, Paris.

On mande de Berlin que pas loin de Beaumont et de Caures on a trouvé sépulture colonel Driant à côté de celle commandant du 59e chasseurs et de sept hommes. Amitiés.

m'étais refusé jusqu'ici à admettre la douloureuse vérité, et je n'avais pas voulu vous importuner d'une démarche indiscrète. Mais en présence de ce nouveau renseignement qui ne semble que trop certain, je tiens à vous exprimer, Madame, en même temps que ma vive admiration pour la noble et glorieuse conduite du colonel Driant, ma très respectueuse sympathie dans le deuil qui vous atteint (1).

Réponse au télégramme du prince Alexandre de Serbie daté de Modane, 15 avril 1916.

Son Altesse Royale le prince Alexandre, prince régent de Serbie, Rome.

La France et ses vaillants soldats seront très touchés des sentiments que Votre Altesse Royale veut bien leur exprimer, au moment où Elle va reprendre, aux côtés des Alliés, le commandement de l'héroïque armée serbe. La population parisienne, qui s'est faite vis-à-vis de vous l'interprète du pays entier, et les troupes, qui ont été heureuses de recevoir, à Verdun, les félicitations de Votre Altesse Royale, garderont le souvenir reconnaissant d'une visite qui les a profondément émues. Les vœux ardents de tous les Français vous accompagnent, Monseigneur, vous et votre armée.

---

(1) On lisait au *Journal des Débats* du 9 avril 1916 : « A l'occasion de l'anniversaire de la naissance du roi des Belges, le Président de la République a adressé à Sa Majesté les vœux les plus chaleureux. »

Discours prononcé le 27 avril 1916, à la réception des membres de la Conférence interparlementaire du Commerce.

MESSIEURS,

Il m'est très agréable de vous recevoir aussi nombreux et de vous adresser à tous mes souhaits de bienvenue. La France est heureuse et fière d'offrir l'hospitalité à tant d'hommes éminents, — législateurs, jurisconsultes, commerçants, économistes — qui appartiennent tous à des nations amies et qui veulent employer leur libre activité à rendre plus vivantes encore et plus fécondes des alliances grandies dans la guerre et destinées à fructifier dans la victoire et dans la paix.

Sans doute, vous ne revendiquez pour vos assises volontaires aucun caractère officiel; votre conférence, que vous appelez surtout à étudier des questions de droit commercial, se propose de rechercher des solutions, et non pas d'arrêter des résolutions; vous ne songez à empiéter ni sur l'indépendance parlementaire, ni sur les responsabilités gouvernementales; mais, dans les limites que vous vous êtes spontanément tracées, vous pouvez faire œuvre d'avenir et jeter les premières semences des moissons futures. C'est déjà chose excellente que de multiplier les occasions de rencontre entre les nationaux des pays alliés et

d'accoutumer les peuples qui luttent pour une même cause à confondre leurs sentiments et à concentrer leurs volontés.

La fréquence de ces rapprochements et de ces entrevues est un signe des temps. Cette guerre universelle enfantera un monde nouveau. Ce ne sera pas le monde de la force aveugle et de la férocité systématique : ce sera le monde du droit souverain et de la raison triomphante.

Rappelez-vous, Messieurs, la première session de votre conférence. Vous vous étiez réunis dans un pays paisible, qui n'était pas seulement protégé contre les agressions par sa faiblesse sacrée, qui avait été déclaré inviolable et qui était solennellement garanti par des traités internationaux. Vous vous êtes trouvés sur cette terre d'asile avec des délégués allemands. Ils ont participé à vos travaux; ils ont affecté de s'y intéresser; ils ont prononcé avec onction les mots de justice et de concorde; ils ont remercié comme vous le gouvernement belge de son accueil et de sa courtoisie. Quelques mois plus tard, ils revenaient en Belgique : leurs soldats y massacraient des femmes, y égorgeaient des enfants et incendiaient Louvain.

Comment veulent-ils que nous n'ayons pas constamment sous les yeux le contraste de ces deux tableaux? Comment peuvent-ils penser qu'un retour d'hypocrisie suffise jamais à effacer les traces sanglantes de la barbarie? Non : la

conscience humaine révoltée ne sera pas dupe des mensonges et des échappatoires. Les Empires du Centre en ont trop fait.

Flottilles de Zeppelins qui jetez, dans la nuit, des bombes explosives sur les cités endormies, sous-marins qui torpillez traîtreusement les navires de commerce et qui livrez à l'abîme des passagers inoffensifs, bandes d'espions stipendiés qui sillonnez le globe et cherchez à semer partout la corruption, soudards grossiers qui fusillez de nobles infirmières, vous vous êtes chargés vous-mêmes de montrer aux puissances neutres pour qui et pour quoi, contre qui et contre quoi nous nous battons.

Nous ne combattons pas seulement pour nos nations respectives, pour leur indépendance, leur avenir et leurs traditions; nous ne combattons pas seulement contre des voisins agressifs et contre leurs insolentes entreprises; nous combattons contre l'orgueil envahissant et contre la rage forcenée des ennemis du genre humain.

Et ce combat, nous le mènerons jusqu'au bout, sûrs que nous sommes d'avoir de plus en plus pour nous l'opinion de tous les hommes qui pensent. Pendant que vous venez ici rechercher ensemble des solutions de justice, c'est la justice armée qui se bat sous vos drapeaux et sous les nôtres, aux lignes de l'Yser et du Carso, c'est elle qui barre la route de Salonique, pénètre dans Trébizonde et défend glorieusement les avancées de Verdun. Elle ne déposera pas le glaive avant

d'avoir réduit le mal à l'impuissance et brisé l'iniquité.

Messieurs, vivent les Alliés !

Réponses aux félicitations de la Chambre des Communes et de la Douma.

Paris, le 11 mai.

M. James W. Lowther, speaker de la Chambre des Communes, Londres.

Je vous remercie vous, les honorables membres de la Chambre des Communes, les honorables membres du Conseil de l'empire russe et de la Douma, de votre message, auquel seront très sensibles la nation et l'armée françaises. Les relations de plus en plus intimes entre les représentants des pays alliés sont le signe visible d'une union que rien ne rompra et qui est le meilleur gage de la victoire.

Discours prononcé le 11 mai 1915 à l'inauguration du monument élevé à la mémoire des Auteurs et Compositeurs dramatiques tombés au Champ d'honneur.

Messieurs,

Je vous remercie de vous être rappelé, en ce jour de deuil et de fierté, que j'ai été, pendant de longues années, le conseil de votre Société, que j'en suis resté l'ami fidèle et que je n'ai pas perdu le droit de partager vos tristesses et vos émotions. Plus cette cérémonie commémorative est intime et familiale, plus il m'est doux d'y avoir été convié. Aucun de vos morts ne m'est étranger et je veux, comme vous, mon cher Président, (1) leur apporter à tous mon tribut d'admiration.

Peut-être l'hommage le plus éloquent et le plus digne de leur mémoire serait-il une méditation silencieuse devant le nouveau chef-d'œuvre du grand artiste qui a su faire passer dans le marbre et dans la pierre, avec tous les frémissements de la vie, le pathétique mystère et la sombre beauté de la mort. Il faut bien cependant que la parole s'essaie à exprimer la ferveur de notre culte et la grandeur de notre reconnaissance.

Hélas ! mon cher Président, celui qu'après vous j'aurais voulu pouvoir écouter aujourd'hui, celui qui aurait été si naturellement désigné pour tra-

(1) M. Maxime Lecomte.

duire ici nos regrets unanimes et notre patriotique confiance, Paul Hervieu n'est plus. Nous ne reverrons plus parmi nous sa figure pensive. Lui aussi, il a été frappé par la guerre et, s'il n'est pas tombé au Champ d'honneur, il a vécu ses derniers mois dans l'attente fiévreuse de la victoire et s'est endormi dans l'espérance.

Combien de fois, depuis le début des hostilités, ne m'avait-il pas confié la souffrance que lui causait son inaction forcée et la généreuse envie qu'il portait aux combattants! Il aurait voulu mourir face à l'ennemi, comme ceux que nous célébrons aujourd'hui.

Mais pourquoi parler de mort? Ni eux, ni lui, ne nous ont quittés. Ils ne survivent pas seulement dans le cœur de leurs parents et de leurs amis; ils ne survivent pas seulement dans les œuvres qu'ils ont laissées : une parcelle inextinguible de leur vie restera également attachée aux œuvres que composera désormais le génie français; car ce sont eux qui auront maîtrisé la tempête qui soufflait sur la flamme dont ils étaient les gardiens, ce sont eux qui se sont sacrifiés pour que la pensée française ne fût pas étouffée. Ils ont accompli leur mission. Pleurons-les; ne les plaignons pas.

Oui, vos jeunes confrères sont partis pour l'armée avec la même ardeur et la même foi que les autres Français, ouvriers, bourgeois et paysans, instituteurs ou prêtres, avocats, fonctionnaires ou artistes. Comment un seul citoyen se serait-il

mépris sur le sens profond de cette guerre et sur les périls qu'elle faisait courir à la France? C'était la terre natale, la terre héritée de ses parents, la terre ensemencée par ses mains, que le cultivateur allait protéger contre l'envahisseur; c'était l'industrie française que l'artisan courait défendre contre la menace de la domination étrangère; c'était la France immatérielle, l'intelligence et la beauté françaises, que l'homme de lettres ou le compositeur de musique, le peintre ou le statuaire, avaient à sauvegarder contre le débordement du flot germanique. La conscience de ce devoir historique a subitement mué en âmes de héros de paisibles âmes de poètes et de penseurs. Devant cette levée en masse de l'esprit français, Gœthe lui-même n'aurait pu s'empêcher de répéter le mot qu'à propos de Napoléon il disait à Eckermann : « Dans les actes aussi, il y a une force productive. » Certes, l'action de ces braves a une énergie créatrice qui dépasse singulièrement les plus puissants effets de l'imagination humaine : ils ont créé la France de demain. Où est l'œuvre d'art qui vaut cette réalité?

Monter la garde autour de nos traditions littéraires, veiller, l'épée à la main, sur notre langue et sur nos méthodes intellectuelles, quel légitime orgueil pour des écrivains! Et comme ce grand rôle s'agrandit encore, lorsqu'on est appelé à le jouer dans la phase suprême d'une lutte engagée, depuis tant de siècles, entre deux civilisations opposées! Vos confrères ont pu, avant de mourir,

se remémorer quelques épisodes de ce conflit millénaire.

Ils se sont rappelé les années glorieuses où la langue française, en son universalité triomphante, véhiculait à travers l'Allemagne toutes nos idées nationales; ils se sont rappelé les efforts violents et maladroits qu'ont fait plus tard, pour s'affranchir de cette influence salutaire, nos voisins enivrés d'une gloire capiteuse; ils se sont rappelé les lentes et insidieuses tentatives auxquelles a fini par se livrer l'Allemagne pour insinuer chez nous et chez les autres peuples sa façon de penser, sa conception de l'histoire, ses procédés scientifiques et jusqu'à son goût barbare du colossal et du désordonné.

Ils ont revu, dans les brumes lointaines du moyen âge, la fleur printanière de notre littérature féodale et chevaleresque transplantée aux champs germaniques, nos fabliaux, nos lais, nos chansons de geste traduits et imités au delà du Rhin, les légendes celtiques et les vieux récits de la France mérovingienne marquant d'une ineffaçable empreinte Gudsen et les Niebelungen, l'Allemagne initiée à l'art ogival et épelant « la Bible d'Amiens » sous la direction de nos Cisterciens, Trèves, Cologne, Magdebourg, Fribourg-en-Brisgau, prenant ouvertement pour modèles de leurs cathédrales les immortels monuments que, plus tard, dans un accès de rage jalouse, les armées impériales chercheront systématiquement à détruire sous la pluie de leurs obus incendiaires.

Ils ont revu, dans la lumière du XVII^e^ et du XVIII^e^ siècle, l'âme de la France rayonnant plus vivement encore sur l'Europe centrale, Corneille et Racine, Molière et Regnard, Voltaire et Marivaux, fournissant matière à tout le théâtre allemand, un roi de Prusse se piquant de poésie française, un Glück demandant à Paris l'inspiration et la consécration de ses opéras, un Gœthe adolescent hésitant entre les routes divergentes des deux civilisations, comme un jeune demi-dieu entre le vice et la vertu.

Puis, ils ont revu, dans la fumée des canons de Rossbach, le commencement de la morgue prussienne; ils ont revu la rapide croissance de l'hostilité tudesque, la vive campagne des Lessing et des Herder contre les lettres françaises, les prétentions graduelles de l'esprit allemand au monopole du sérieux et de la profondeur, la révolte fomentée contre les règles et les disciplines de cet esprit méditerranéen dont Nietzsche s'efforcera vainement un jour de montrer à l'Allemagne la supériorité esthétique et rationnelle.

Ils ont revu la longue impuissance de ce mouvement germanique, les hommages involontaires rendus par les plus grands écrivains de l'Allemagne aux maîtres qu'ils voulaient détrôner, Gœthe reconnaissant qu'il doit à la France une large part de son génie, Schiller traduisant la *Phèdre* de Racine et empruntant à Diderot la formule de ses premiers drames, les pièces de Picard, d'Andrieux, d'Alexandre Duval, mises

en coupes réglées par Iffland et Kotzebue, le pillage de notre littérature si savamment organisé que déjà Méphistophélès risque cette observation, aussi juste au sens propre qu'au sens figuré : « Le vrai Allemand déteste les Français : mais il aime à boire leurs vins. »

Et si, de ces temps éloignés, vos confrères ont reporté leur pensée sur une époque plus récente, ils ont encore eu lieu, sans doute, de se réjouir de la vogue qu'a obtenue et longtemps conservée chez nos ennemis notre théâtre du XIX^e^ siècle et ils ont reconnu, sur la scène allemande contemporaine, à travers des masques transparents, une multitude de personnages familiers. Mais, en même temps, ils ont compris que, dans son aveugle besoin de souveraineté universelle, le nouvel empire germanique ne se bornait pas à dépêcher par le monde ses colons, ses financiers, ses hommes à tout faire; qu'il travaillait à nous enlever les parties les plus vénérables et les plus précieuses de notre patrimoine moral, à supplanter peu à peu notre culture, à dépouiller notre littérature de ses prérogatives séculaires et notre langue de son prestige.

La vaillance de vos morts n'aura pas été stérile. Leur sang versé oppose dorénavant un obstacle infranchissable à ces vaniteuses offensives du pangermanisme intellectuel, conduites par les pâles épigones des Hegel et des Gervinus. Soigneusement exaltés, les souvenirs de 1866 et de 1870 soutenaient l'essor ambitieux de l'impérialisme :

ils sont à jamais abolis par les batailles de la Marne, de l'Yser et de Verdun. Le dieu allemand s'est retiré dans ses nuages. Il ne nous reste qu'à achever notre victoire sur les ennemis de tout ce que nous aimons. C'est affaire de patience, de travail et de volonté.

Messieurs, j'ai eu, tout récemment encore, la sensation très nette des services que rendent à la civilisation latine vos confrères mobilisés. Je m'étais arrêté, en Alsace, sur la tombe de l'un d'eux. Le cimetière où il dort s'étage en terrasses au flanc d'un contrefort vosgien : des croix de bois, couvertes de couronnes fraîches, s'alignent sur chaque palier; les tertres sont jonchés de fleurs et de feuillages ; un grand drapeau tricolore, hissé à un long mât, flotte sur le dernier sommeil des bons Français que leurs compagnons d'armes ont pieusement conduits à ce champ de repos. En bas, dans la vallée, toute verdoyante et animée d'eaux vives qui courent vers le Rhin, les habitants fraternisent, au bruit du canon, avec les troupes françaises ; les villages et les bourgs ont l'aspect du bien-être et de la confiance : les filles d'Alsace piquent la cocarde aux trois couleurs sur leurs grands nœuds de soie noire : les enfants, dans les écoles, chantent la *Marseillaise* et récitent, au mépris de Lessing et de son *Traité de la Fable*, les plus charmantes pages de La Fontaine. Et, dans la jolie symétrie française de ces tombes militaires, dans le réveil de ce pays si longtemps opprimé par l'Allemagne, dans la magnifique

allure des troupes qui occupent ces marches reconquises, dans la joie de cette enfance qui sourit au retour de notre génie national, j'ai trouvé, messieurs, comme une signification symbolique et j'ai répété au fond de moi-même : « Honneur à ceux qui reposent ici! Ils ont sauvé le sens de la composition et de l'harmonie, l'art de la forme et des proportions élégantes, le goût de l'ordre et de la mesure ; ils ont sauvé la grâce et la pureté de l'idée française. »

Discours prononcé le dimanche 14 mai 1916 en remettant la croix de la Légion d'honneur à MM. Simon, maire de Nancy, et Jambois, conseiller général.

Messieurs, en conférant la Légion d'honneur à MM. Simon et Jambois, le Gouvernement de la République n'a pas seulement voulu honorer le dévouement et le courage de deux bons citoyens ; il a eu l'intention de rendre, en même temps, un hommage plus général à la ville de Nancy et aux vaillantes populations des départements ravagés par la guerre.

Depuis près de vingt-deux mois, vous avez, messieurs, connu de cruelles épreuves! elles vous ont trouvés calmes et résolus. Votre conseil municipal, où sont représentées les opinions les plus diverses, a répondu au vœu de tous ses administrés en réalisant cette union sacrée dont j'ai sonné le rappel le jour où l'Allemagne s'est jetée sur nos frontières et qui a si complètement déjoué

les prévisions de nos ennemis. Le maintien de cette heureuse concorde ne vous a coûté aucun effort. Notre Lorraine obligée, depuis tant d'années, à rester sur un perpétuel qui-vive, a toujours aisément compris les grandes nécessités nationales.

Avant l'attaque allemande, elle était peut-être plus fermement attachée à la paix qu'aucune autre province française. Malgré le démembrement dont elle sentait la douleur persistante, elle se serait reproché tout geste agressif ou toute parole imprudente comme un crime contre l'humanité. Elle mesurait mieux que personne les risques d'un conflit. Elle se rappelait les horreurs de l'invasion. Elle savait qu'une guerre nouvelle, non seulement mettrait en deuil les familles lorraines comme les autres familles françaises, mais dévasterait nos terres, détruirait nos foyers, profanerait nos souvenirs les plus chers et couvrirait de ruines nos campagnes désolées. Comment n'aurait-elle pas souhaité que de tels désastres lui fussent épargnés?

Son amour de la paix ne l'empêchait pas cependant d'être prête à supporter, s'il le fallait, toutes ces calamités et toutes ces souffrances. Elle s'est immédiatement trouvée à la hauteur de ses devoirs. Vieille capitale lorraine, Nancy a donné l'exemple de la bravoure et du sang-froid.

En une heure d'angoisse, vous avez entendu, messieurs, l'insolente approche de l'ennemi. Ivre d'un succès éphémère, l'armée allemande se pro-

mettait déjà d'encadrer dans la délicieuse architecture de la place Stanislas l'automatisme arrogant d'un de ses défilés. Elle a dû battre en retraite devant nos troupes victorieuses, évacuer Lunéville et se tapir prudemment au delà du Grand-Couronné.

La fureur qu'a excitée cette déconvenue ne s'est pas encore apaisée. Avions et zeppelins ont, d'abord, tenté de prendre sur Nancy de véritables revanches; puis des obus de gros calibre ont été lancés à longue distance sur de paisibles demeures et sont venus tuer des enfants jusque dans les bras de leurs mères. Désespérant de pénétrer dans la ville, l'ennemi s'est acharné sur elle, comme si, pour se dédommager de n'avoir pu la souiller, il éprouvait le vif besoin de la mutiler.

Hélas! Nancy sait qu'elle n'est pas seule à subir de tels outrages. Elle partage le sort des autres villes martyres. A vivre ainsi dans la continuelle intimité du danger, elle a pris une physionomie plus grave. Mais sa confiance n'est pas ébranlée et sa patience ne se lasse point.

Ce n'est pas ici qu'on pourrait oublier les leçons de la guerre. Elles n'y laissent aucune trêve à l'esprit; elles le tiennent constamment en éveil: elles le détournent à la fois de cet optimisme inactif, qui est une forme inerte et passive de la vie, et de ce pessimisme morbide, qui paralyse l'action ou la fait dégénérer en vaine agitation.

Si jamais, par impossible, un Français se sentait fléchir, il trouverait dans le spectacle de vos

vertus de quoi relever son courage et retremper sa volonté. Mais personne ne fléchira. La France tout entière a entendu la voix de Nancy et de ses sœurs captives ou suppliciées; et la France tout entière leur répond : « Comptez sur moi. Je ne prendrai pas de repos avant l'achèvement de la victoire. Par les héros de la Marne, de l'Yser et de Verdun, je vous jure que vous serez délivrées; je vous jure que vous serez vengées. »

Allocution aux réfugiés lorrains hospitalisés à la caserne Molitor de Nancy (même jour).

Messieurs, c'est avec une vive émotion que je reviens aujourd'hui dans cette caserne, transformée en cité hospitalière, et que j'y retrouve tant de centaines de réfugiés lorrains. J'avais gardé de ma dernière visite un souvenir attendri (1) ; celui que j'emporterai de cette réunion ne restera pas moins profondément gravé dans mon cœur.

A vous tous, qui avez dû abandonner vos communes envahies par l'ennemi ou détruites par les obus; — à vous, messieurs, que l'âge avait empêchés de prendre les armes et qui portez loin de vos domiciles le poids des années alourdi par la souffrance; — à vous, mesdames, que vos maris et vos fils ont quittées pour défendre le pays et qui n'avez pas la consolation de pouvoir envelopper dans l'atmosphère apaisante du foyer

(1) Voir plus haut, p. 8, note 1.

domestique vos inquiétudes et vos deuils; — à vous, mes enfants, qui vivez, depuis de longs mois, en dehors de vos horizons familiers et qui, malgré tous les soins dont vous êtes entourés, éprouvez ici quelque chose des tristesses de l'exil; — à vous tous, j'exprime les sympathies de la France et je renouvelle ses promesses de sollicitude et de protection.

Si nombreux que vous ayez été recueillis dans ces vastes bâtiments, vous ne représentez qu'une bien faible partie des victimes de l'invasion. Vos frères de douleur sont dispersés sur tous les points du territoire et il n'est pas un département qui n'en abrite plusieurs milliers. Partout ils sont, comme vous, patients et résignés; ils attendent, avec une tranquille confiance, l'heure de la délivrance et des réparations nécessaires.

Mais, comme tous ceux qu'a frappés la guerre, comme les familles qui ont donné à la patrie le sang de leurs enfants, ils entendent que leurs sacrifices ne restent pas stériles. Après avoir été si longtemps chassés de leur terre natale, ils désirent, du moins, y trouver au retour la pleine sécurité du lendemain.

Leurs vœux seront exaucés. La France ne livrera pas ses fils aux dangers de nouvelles agressions. Les empires du Centre, hantés par le remord, d'avoir déchaîné la guerre, épouvantés par l'indignation et par la haine qu'ils ont soulevées dans le genre humain, essayent aujourd'hui de faire croire au monde que les alliés sont seuls

responsables de la prolongation des hostilités. Lourde ironie qui ne trompe personne. Ni directement, ni indirectement, nos ennemis ne nous ont offert la paix. Mais nous ne voulons pas qu'ils nous l'offrent : nous voulons qu'ils nous la demandent : nous ne voulons pas subir leurs conditions : nous voulons leur imposer les nôtres ; nous ne voulons pas une paix qui laisserait l'Allemagne impériale maîtresse de recommencer la guerre et qui suspendrait sur l'Europe une menace éternelle : nous voulons une paix qui reçoive du droit restauré de sérieuses garanties d'équilibre et de stabilité.

Tant que cette paix-là ne nous sera point assurée, tant que nos ennemis ne se reconnaîtront pas vaincus, nous ne cesserons pas de combattre.

Allocution prononcée à l'Élysée, le 22 mai 1916, à la réception des membres du Conseil de l'empire de Russie et de la Douma.

Soyez les bienvenus, messieurs, sur cette terre de France, où fraternisent déjà vos soldats et les nôtres. Vos bataillons apportaient, il y a quelques jours, à nos armées un témoignage de camaraderie militaire. Vous venez, à votre tour, nous exprimer fidèlement la pensée de votre grand pays. Cette double preuve d'amitié touchera profondément tous les cœurs français.

Si nous avions été maîtres des événements, nous célébrerions ensemble aujourd'hui, dans la paix et dans la joie, le vingt-cinquième anniver-

saire de la date mémorable où nos deux peuples se sont rapprochés et ont posé les premières bases d'une alliance indestructible. Le Gouvernement de la République compte encore, parmi ses membres les plus éminents, les hommes d'État clairvoyants qui, avec votre noble souverain, l'empereur Alexandre III, ont préparé ces anciens accords. En nouant des liens étroits entre la Russie et la France, ils n'ont eu d'autre volonté que d'assurer l'équilibre des puissances et de travailler à la paix générale.

A aucun moment, l'alliance franco-russe n'a été détournée de cet objet initial. Jamais elle n'a eu de pointe dirigée contre personne. Plusieurs fois, elle a contribué à écarter des risques de guerre. Lorsqu'ont éclaté les incidents de Tanger ou d'Agadir, lorsqu'a été consommée l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, à toutes les heures critiques, nos deux Gouvernements ont trouvé dans leur confiante intimité la principale force de leur diplomatie pacifique.

Pendant les deux longues phases des guerres balkaniques, la Russie et la France, en parfaite entente avec l'Angleterre, ont donné des preuves constantes de leur esprit de conciliation et ont elles-mêmes organisé la collaboration de l'Europe dans l'espoir de conjurer l'extension du conflit.

Mais les empires du Centre poursuivaient secrètement la réalisation de leurs desseins belliqueux. En 1913, l'Autriche essayait vainement d'associer l'Italie à un attentat contre la Serbie ; en 1914,

elle trouvait dans le crime de Sarajevo une nouvelle occasion de chercher non seulement à humilier, mais à écraser sa voisine; et, au moment où semblaient réglées toutes les grandes questions internationales, un assassinat, odieux certes, mais n'engageant aucune responsabilité publique, mettait aux prises, malgré vous et malgré nous, la plupart des puissances européennes.

Quels calculs, messieurs, et quels raffinements dans les préparatifs de cette agression! J'étais allé, comme mes honorables prédécesseurs, rendre la visite traditionnelle du Président de la République française à votre auguste empereur; je devais, au retour, m'arrêter comme eux aussi dans les trois pays scandinaves et y porter l'assurance de l'amitié française; j'étais accompagné du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères. Si nous avions connu l'ultimatum autrichien pendant notre séjour en Russie, les deux Gouvernements alliés, se trouvant en contact immédiat, auraient pu se concerter plus vite et plus aisément sur les mesures à prendre pour éviter une conflagration. Mais la note comminatoire du Ballplatz fut remise assez tard à Belgrade pour que nous n'en fussions pas informés avant notre départ, et ce n'est qu'en mer, et par la télégraphie sans fil, que nous perçûmes, de très loin, les premiers grondements de l'orage. A Peterhof et à Cronstadt, nous n'avions échangé que des paroles de paix; nous avions proclamé publiquement, avec autant de fermeté que jamais,

notre commune résolution de maintenir l'union des deux pays; nous n'avions pu pressentir ni les termes ni l'esprit d'un document qui n'avait pas de précédent dans l'histoire; et lorsque je pris congé de Sa Majesté, c'est avec une sereine confiance en l'avenir qu'elle me promit aimablement de venir en France dans le cours de l'année suivante. Quelques jours après, malgré les efforts combinés à distance par l'Angleterre, la France et la Russie, malgré des tentatives renouvelées de médiation, les empires du Centre précipitaient la catastrophe.

Excusez-moi, messieurs, d'évoquer aujourd'hui ces souvenirs personnels. Mais comment votre présence ne me rappellerait-elle pas le chaleureux accueil que votre empereur et vos compatriotes ont fait naguère au représentant de la France? Vous êtes nos hôtes dans des circonstances plus émouvantes et plus tragiques. Longtemps unis dans la paix, nous voici maintenant unis dans la guerre; mais, dans la guerre même, c'est pour la paix que nous restons unis. On nous a forcés à nous battre; nous nous battrons bravement jusqu'à ce que, par une victoire définitive, nous ayons rétabli le droit et garanti la tranquillité du monde.

Condoléances au roi d'Angleterre à la nouvelle de la perte du croiseur *Hampshire*.

Paris, le 6 juin 1916.

Sa Majesté le roi d'Angleterre, Londres.

J'apprends avec une vive douleur que le croiseur à bord duquel lord Kitchener se rendait en Russie, avec son état-major et M. O'Beirne, a été coulé dans la traversée de la mer du Nord. Je souhaite encore que, malgré les premières nouvelles reçues, les passagers aient pu être sauvés. Si par malheur il en a été autrement, toute la France s'associera au deuil de l'Angleterre et de l'empire britannique. J'avais eu plusieurs fois l'occasion de m'entretenir avec lord Kitchener et j'avais hautement apprécié ses éminentes qualités. J'exprime mes profondes sympathies à Votre Majesté et je la prie de croire à mon fidèle attachement.

Félicitations sur la victoire russe.

8 juin 1916.

Sa Majesté Nicolas II, Empereur de Russie, Grand Quartier général russe.

La belle victoire remportée par la Russie apporte, dans l'ensemble des opérations concertées entre les états-majors alliés, une puissante contribution au succès commun. Pendant que,

devant Verdun, les troupes françaises résistent, avec un courage indomptable, aux assauts répétés des Allemands, les vaillants soldats de Votre Majesté infligent à nos ennemis un sanglant échec. La France a tressailli de joie à cette heureuse nouvelle et je prie Votre Majesté de recevoir, pour Elle et son armée, mes plus vives félicitations.

Télégramme
au roi George après la bataille navale.

Sa Majesté le Roi d'Angleterre, Londres.

Maintenant que sont réunis tous les renseignements authentiques sur la grande bataille qu'une partie de la flotte britannique a livrée à la flotte allemande, la grandeur des résultats obtenus par les braves marins de Votre Majesté apparaît en un jour éclatant.

Le loyal souci de la vérité dont a fait preuve l'Amirauté anglaise rend aujourd'hui plus évidentes encore les heureuses conséquences du succès remporté. Je prie Votre Majesté de recevoir, en même temps que mes sympathies pour les familles en deuil, l'expression de ma profonde admiration pour les victorieux combattants.

Discours prononcé, le vendredi 14 juillet 1916, à l'occasion de la remise des diplômes d'honneur aux familles des officiers, sous-officiers et soldats morts pour la patrie.

Mesdames, Messieurs,

Le Gouvernement de la République a pensé qu'à cette date où la France avait coutume de célébrer tous les ans, dans les joies de la paix, l'origine de ses libertés politiques, elle voudrait encore, malgré les tristesses de la guerre, respecter une tradition qui donne une forme sensible à la conscience nationale et à l'unité de la patrie.

Rien, sans doute, ne pouvait mieux répondre aux sentiments du pays qu'un simple hommage pieusement rendu, dans la sévérité d'une cérémonie militaire, aux soldats qui sont morts à l'ennemi et aux familles qui portent le deuil de ces braves avec une si noble résignation.

En distribuant aujourd'hui ces premiers diplômes commémoratifs, devant les régiments des troupes alliées et devant la population parisienne, — pendant que, dans tous les départements de France, retentissent également les noms de quelques-uns des officiers et des hommes qui, dès le début des hostilités, sont tombés sur les champs de bataille, — nous nous sommes seulement proposé d'exprimer, en des solennités graves et symboliques,

la reconnaissance que gardera la nation aux généreux enfants qui sont morts pour la sauver.

A la voix de la patrie en danger, ils se sont levés, ils ont couru aux armes, ils se sont précipités aux frontières, les jeunes comme les aînés, les fils comme les pères, ceux qui, leur service terminé, avaient repris la vie tranquille du foyer domestique, comme ceux qui s'exerçaient encore dans les casernes et dans les camps, ceux qui travaillaient à l'usine comme ceux qui cultivaient les champs, ceux qui enseignaient la jeunesse comme ceux qui collaboraient à l'administration de la justice, ceux qui pratiquaient un culte religieux comme ceux qui ne priaient pas dans les temples, ceux qui étaient nés sous le ciel du Midi comme ceux qui avaient grandi sur les rives de l'Océan ou dans le voisinage de l'étranger.

Tous ont rivalisé de courage, d'ardeur et d'abnégation ; tous sont dignes de vivre éternellement dans la mémoire de leurs concitoyens. Ils ont versé leur sang pour une cause sublime, le salut de la patrie et l'avenir de l'humanité, et, s'ils sont morts avant d'avoir connu la victoire finale, ils ont eu, du moins, la consolation de l'avoir pressentie et préparée.

Au moment où, frappés d'une balle ou d'un éclat d'obus, ils ont vu approcher la mort, — la mort sereine et glorieuse qui accompagne les drapeaux au combat, — ils ont eu, dans une minute d'émotion suprême, un tendre souvenir pour ceux et celles qu'ils aimaient ; ils ont eu aussi, n'en

doutons pas, une fidèle pensée pour la France à laquelle ils donnaient leur vie et qu'ils ont entrevue maîtrisant les armées allemandes, se relevant de ses blessures et se consacrant de nouveau, dans une paix féconde, aux travaux dont l'a détournée l'agression de l'ennemi.

Avant même que se fussent complètement réalisées leurs espérances, ils ont pu, en mourant, se dire que jamais cette France n'avait brillé, parmi les nations, d'un éclat plus pur, que jamais elle n'avait mieux mérité l'admiration du genre humain et que, fille de tant de siècles, héritière d'une si haute renommée, elle avait encore trouvé dans l'héroïsme de ses soldats un surcroît de grandeur et de beauté.

Vous à qui cette guerre formidable, enfantée par l'exécrable folie de l'impérialisme austro-allemand, a infligé des pertes douloureuses, laissez-moi déposer à vos pieds le tribut de la sympathie publique. Vous aussi, vous avez, à l'égal de vos morts, des droits imprescriptibles à la gratitude du pays ; vous aussi, vous avez contribué à hausser la France dans l'estime universelle. Vieux parents qui aviez concentré dans l'amour de votre fils vos meilleures raisons de vivre, jeunes femmes qui appuyiez votre faiblesse gracieuse au bras d'un mari que vous ne reverrez plus, adolescents qui vous plaisiez à confier vos rêves d'avenir à un père qui ne reviendra point, tous, vous avez sacrifié à l'inexorable devoir les plus chers objets de votre affection. Vous avez supporté ces déchi-

rements intimes, sans bruit, sans ostentation, sans amertume, non pas dans un esprit de renoncement fataliste, mais avec la volonté calme et réfléchie de payer une dette à la patrie menacée. Vous avez, par votre exemple, rappelé au monde ce que vaut la France, quelles sont ses ressources d'action et ses richesses de cœur. Pendant trop d'années, elle avait été calomniée par ses ennemis et par ses rivaux; pendant trop d'années, elle avait été méconnue par ses amis et peut-être par elle-même. Vous avez rétabli pour toujours, dans la lumière de la vérité, sa figure de fierté souveraine et de mâle énergie.

A vous surtout, mesdames, j'adresse les remerciements émus et respectueux du pays. Vous avez montré ce qu'il y a, chez la femme française, de flamme intérieure et d'élévation morale; vous avez prouvé, une fois de plus, qu'elle demeure à jamais la sûre gardienne de nos traditions et l'inspiratrice des grandes vertus populaires.

Les Français avaient trop souvent donné la mesure de leur bravoure pour que personne osât mettre en doute leur valeur militaire. Mais, sur la fois de je ne sais quelles légendes, on les croyait incapables des longs desseins et des efforts obstinés. Deux ans ont passé sans ébranler leur résolution et sans entamer leur constance. Ils ont gardé toutes les qualités qu'on leur reconnaissait; ils y ont ajouté toutes celles que leur refusaient l'injustice et le parti pris.

C'est parce qu'ils se sont révélés patients et

opiniâtres qu'ils ont, dès maintenant, déjoué les plans des puissances de proie. Surprise par une attaque brutale, la France s'est rapidement ressaisie. Sur la Marne et sur l'Yser, elle a victorieusement arrêté et refoulé le flot de l'invasion. Avec l'aide de ses alliés, elle a emprisonné l'ennemi dans un cercle de fer, d'eau et de feu, qu'il a vainement essayé de percer ou d'élargir, et qui commence à se resserrer sur lui. Pendant qu'il se débattait contre notre étreinte, nous nous sommes organisés pour fournir sans cesse aux combattants des canons et des obus; le Gouvernement, les Chambres, les commissions ont stimulé les fabrications nécessaires; les ateliers se sont remplis d'ouvriers et d'ouvrières; les fours se sont allumés; des usines neuves se sont construites; les machines multipliées se sont mises en mouvement; la production s'est accrue : jamais trop, jamais assez! Mais le pays a compris, et le branle est donné.

De leur côté, nos Alliés ont employé les mois qui passaient à former des armées, à les équiper, à les pourvoir d'artillerie et de munitions. La Russie, secondée par les puissances de l'Entente s'est efforcée de donner à ses troupes magnifiques le matériel qui leur avait manqué dans les terribles rencontres de l'an dernier; l'Italie a développé ses moyens de défense; l'Angleterre a réalisé le prodige de faire sortir de terre des divisions nouvelles, splendides de jeunesse et d'entrain.

Les effets de la persévérance française n'ont pas été moins décisifs dans la coordination des efforts militaires. C'est parce que nous avons opposé une résistance invincible, non seulement au choc des armées allemandes, mais aux propagandes suspectes et aux campagnes de démoralisation, que les états-majors ont pu établir entre eux des accords de plus en plus précis, que les Gouvernements se sont plus étroitement rapprochés et que l'action commune a pris, avec le temps, sous d'heureuses impulsions, plus de force et d'efficacité.

Autant le pays a été, pendant ces longs mois, admirable de patience, de recueillement et de sang-froid, autant nos généraux, nos officiers, nos sous-officiers et nos soldats, — que la France aime à unir dans ses éloges, comme ils sont unis dans la gloire des combats, — ont droit qu'il leur soit réservé, aux plus belles pages de notre histoire, un souvenir impérissable.

Ce n'est pas exagérer, par erreur d'optique, l'importance des événements actuels et l'héroïsme dont l'armée française donne l'exemple continu que de constater que jamais, dans les annales du globe, on n'a vu, au milieu de circonstances si tragiques, une telle dépense de vigueur morale, une telle puissance d'exaltation collective, une telle hauteur d'idéal.

Que, durant d'interminables semaines, sous les feux concentrés d'une artillerie de tous calibres, sur un terrain raviné par les pluies et

labouré par les obus, nos bataillons, relevant le défi de l'ennemi, aient défendu pied à pied les avancées de Verdun, sans même savoir, avant ces derniers jours, que leur endurance et leur stoïcisme allaient faciliter ailleurs les opérations combinées des troupes alliées, c'est un spectacle dont la grandeur épique dépasse tout ce qu'avait jusqu'ici connu l'humanité. Comme tant d'autres, hélas! de nos villes du Nord et de l'Est, Verdun n'est plus guère qu'un monceau de ruines; mais, sur les pierres noircies de ses maisons incendiées, l'armée allemande a déjà vu, de loin, planer la victoire française.

Les Empires du Centre ne sauraient, en effet, garder aucune illusion sur la possibilité de réduire les Alliés à merci et d'arracher à leur lassitude une paix qui ne serait, pour le militarisme prussien, qu'un stratagème destiné à masquer les préparatifs d'une nouvelle agression. Vainement nos ennemis se penchent-ils sur cette carte militaire, qu'ils invoquaient naguère avec une orgueilleuse satisfaction; ils s'aperçoivent maintenant avec inquiétude que sur la Somme comme sur le Styr, au pied des Carpathes comme au sommet des Alpes, les lignes de cette carte changeante se sont déjà sensiblement déplacées; et ils savent bien d'ailleurs, qu'il faut, pour la compléter, y joindre la carte des mers qui leur sont fermées et des colonies qui leur sont prises; et ils savent bien aussi que la force des nations belligérantes se calcule moins d'après la position géographique

des tranchées de campagne que d'après l'état des troupes combattantes et des réserves, leur capacité de résistance et d'offensive, la température morale des peuples et des armées.

Nous ne faiblirions pas, quant à nous, alors même que nous lutterions pour l'honneur seul; mais nous luttons pour l'honneur et pour la vie. Être ou ne pas être, voilà le poignant problème qui s'impose à la conscience des grandes nations européennes: et, pour une libre démocratie comme la nôtre, ce serait ne plus être que de végéter péniblement dans l'ombre étouffante et malsaine d'un empire germanique assez fort pour étendre sur l'Europe entière sa lourde hégémonie.

Non! par le deuil des familles françaises, par le long supplice de nos régions occupées, par le sang de nos soldats, non, nous ne laisserons pas nos souffrances amollir nos volontés. Plus nous avons horreur de la guerre, plus nous devons travailler passionnément à en empêcher le retour, plus nous devons souhaiter et vouloir que la paix nous apporte, avec la restitution totale de nos provinces envahies — envahies hier ou envahies depuis quarante-six ans — la réparation des droits violés aux dépens de la France ou de ses alliés et les garanties nécessaires à la sauvegarde définitive de notre indépendance nationale.

Réponses aux félicitations pour le 14 Juillet.

(A un télégramme daté de Corfou le 13 juillet 1916.)

A S. M. le roi Pierre de Serbie.

En prenant part à la célébration de notre fête nationale, Votre Majesté, qui a si vaillamment combattu autrefois sous nos drapeaux, a donné à la France un nouveau témoignage d'amitié dont je la remercie vivement.

Je la prie de recevoir, pour elle et la noble Serbie, mes souhaits les plus fervents.

A Son Altesse Royale
le prince Alexandre de Serbie.

La France et Paris qui ont gardé un si vivant souvenir de la visite de Votre Altesse Royale sont très touchés de votre télégramme.

Nos troupes seront fières de coopérer avec les vôtres à la libération de la Serbie.

Je prie Votre Altesse de vouloir bien exprimer à la vaillante armée serbe mes félicitations et mes vœux.

Général Douglas Haig, commandant
en chef de l'armée britannique.

Je vous remercie, mon cher Général, des vœux que vous adressez à la France et je vous prie

d'être, auprès de la vaillante armée britannique, l'interprète de ma vive admiration.

Les beaux succès qu'elle vient de remporter et qui se sont, ce matin même, si brillamment développés, ont eu un profond écho dans le cœur de tous les Français.

Celles de vos magnifiques troupes, qui ont défilé aujourd'hui avec nos Alliés dans les rues de Paris, ont recueilli sur tout leur passage de vibrants témoignages du sentiment public. Je suis heureux de saisir cette occasion de vous transmettre, à vous et à elles, mes chaleureuses félicitations.

Au tsar Nicolas II.

Je remercie Votre Majesté des vœux qu'elle forme pour la France, des félicitations qu'elle adresse à notre armée et de l'autorisation qu'elle a bien voulu donner à quelques-unes des magnifiques troupes russes de participer, aujourd'hui, à notre Fête nationale. La population parisienne leur a témoigné par ses vivats l'admiration enthousiaste que leur inspire la victorieuse vaillance des soldats de Votre Majesté. La France a comme la Russie une confiance active et résolue dans le succès final.

Au roi Nicolas de Monténégro, à Vichy.

Je remercie Votre Majesté des vœux qu'elle adresse à la France. Je la prie de recevoir tout ceux que je forme pour Elle et pour le vaillant

peuple monténégrin. La France, qui a conscience de lutter avec ses Alliés pour le droit et la liberté des nations, connaît toute la grandeur de la tâche qu'elle accomplit et ne se reposera point avant de l'avoir victorieusement terminée.

Au roi Albert Ier.

Je remercie vivement Votre Majesté d'avoir autorisé des troupes belges à rehausser par leur présence l'éclat de notre Fête nationale. La réception que le peuple de Paris a faite aux valeureux soldats de Votre Majesté leur a prouvé que la France ne sépare pas la cause de la Belgique de la sienne propre et qu'elle est résolue à poursuivre énergiquement avec nos Alliés la lutte contre l'ennemi commun jusqu'à la victoire définitive du droit.

Au ministre de la Guerre, général Roques.

Paris, le 14 juillet.

Mon cher Ministre,

Les troupes françaises et alliées, qui sont venues, entre deux combats, participer à la célébration de notre Fête nationale, ont reçu de la population parisienne un accueil digne de leur vaillance et de leur splendide allure.

Aux braves bataillons français qui ont défilé devant nous au milieu de leurs frères d'armes, je vous prie de vouloir bien transmettre, en même

temps que l'hommage de mon émotion patriotique, l'expression de la confiance et de l'admiration nationales.

Croyez, mon cher Ministre, à mes sentiments dévoués.

Félicitations au tsar.

Paris, 28 juillet 1916.

Sa Majesté l'empereur de Russie,
Grand Quartier général russe.

Je prie Votre Majesté de recevoir mes plus vives félicitations pour la prise d'Erzindjan. Les succès que les vaillantes armées russes continuent à remporter sur tous les théâtres de leurs opérations réjouissent ici les braves soldats qui se battent, aux côtés des belles troupes britanniques, pour le triomphe de la cause commune. La France est, comme la Russie et comme nos Alliés, plus résolue que jamais à poursuivre, contre tous nos ennemis, jusqu'à la victoire définitive, la guerre que les Empires du Centre ont imposée à l'Europe.

Allocution du 18 juillet 1916, aux membres parlementaires des Dominions britanniques.

Messieurs,

C'est avec reconnaissance et avec joie que la France reçoit aujourd'hui tant d'hommes éminents, venus de tous les points du monde pour apporter aux Alliés leurs vœux fraternels.

Votre présence à Paris marque une nouvelle et importante étape sur la voie glorieuse que l'empire britannique et la France parcourent en ce moment côte à côte.

Ensemble, nous nous acheminons vers la victoire du droit et de la liberté ; ensemble aussi nous marchons, d'un pas sûr, à un avenir d'union étroite et de féconde collaboration.

Avant la guerre, nous nous étions déjà rapprochés dans une cordiale entente et nos peuples avaient heureusement appris à se connaître et à s'estimer.

Mais, en affrontant les mêmes périls, en cueillant les mêmes lauriers, en versant le meilleur de leur sang pour une même cause sacrée, nos vaillantes armées ont noué entre nos nations des liens plus intimes encore que rien désormais ne saurait briser.

Je vous remercie de nous offrir un nouveau témoignage de cette indissoluble amitié.

Ce n'est pas seulement la métropole britannique, ce sont toutes les parties de votre immense et indivisible empire qui nous donnent tous les jours des preuves éclatantes de leurs sentiments unanimes.

L'Angleterre a éprouvé une fois de plus, dans des circonstances décisives, le loyalisme chevaleresque de ses colonies et de ses dominions. Dès le début de la guerre, leur esprit de solidarité s'est manifesté sous les formes les plus émouvantes et ce fut un spectacle magnifique que de

voir vos gouvernements et vos assemblées rivaliser d'empressement et de générosité dans le concours militaire, naval et financier que vous avez offert à votre mère patrie.

Mais vous ne vous êtes pas contentés de vous grouper autour d'elle comme une grande famille qui s'assemble pour défendre le foyer domestique : vous avez témoigné aux Alliés une sympathie agissante, dont j'ai cent fois constaté les effets bienfaisants.

Du Canada, de l'Australie, de l'Afrique du Sud, de la Nouvelle-Zélande, de Terre-Neuve, de tout l'empire, me sont venues sans cesse des lettres touchantes, des vœux ardents, de larges offrandes pour nos régions envahies, pour nos blessés, nos veuves et nos orphelins.

Hier encore, après le généreux envoi que la Nouvelle-Galles du Sud avait fait à nos populations du Nord et de l'Est, n'était-ce pas l'État de Victoria qui célébrait notre Fête nationale et recueillait des millions de souscriptions au profit de la Croix-Rouge française?

Entre nos pays, il n'y a plus de distance, l'espace disparaît, les antipodes se confondent : nous sommes à jamais unis par la pensée et par le cœur.

Laissez-moi profiter de votre aimable visite pour vous dire : Merci, merci au nom de la France! (1)

---

(1) Au nom de la délégation, M. N. A. Belcourt, sénateur

Lettre du 4 août 1916, aux armées.

Pour la seconde fois, mes amis, nous avons à commémorer ensemble un émouvant anniversaire. Nous avons vécu, il y a deux ans, des heures inoubliables. Depuis lors, deux parties de l'humanité sont aux prises et s'entrechoquent dans des ruisseaux de sang. Les Empires qui ont déchaîné cette effroyable catastrophe n'ont pas encore complètement expié. Mais la Justice est en marche.

RAPPELEZ-VOUS!

Rappelez-vous ce matin du 24 juillet 1914, où, en se réveillant, le monde étonné apprenait brusquement que l'Autriche avait envoyé à la Serbie une note menaçante et n'avait laissé à ce petit État qu'un délai de deux jours pour s'exécuter.

Il y avait près d'un mois que l'archiduc héritier et sa femme étaient morts, victimes d'un odieux attentat dans une province que l'Empire s'était annexée depuis bientôt six ans. Les meurtriers étaient sujets de l'Autriche-Hongrie. On s'attendait à ce qu'il leur fût infligé, à eux et à leurs complices, un châtiment mérité. Le gouvernement serbe avait, comme tous les représentants des puissances, exprimé sa réprobation contre l'assassinat. Rien ne faisait présager que

---

d'Ottawa, ancien président de la Chambre des Communes, a répondu au Président de la République en termes chaleureux.

de ce douloureux incident dût sortir une guerre générale.

L'Autriche avait soigneusement caché son dessein. Pendant qu'elle endormait, au murmure de paroles doucereuses, la vigilance de l'Europe, elle préparait dans l'ombre le texte injurieux de son ultimatum.

Elle avait tout calculé pour que la violence des termes empêchât la Serbie de céder, et pour que la brièveté du délai enlevât aux autres nations la possibilité d'intervenir.

Sur les conseils de la France, de l'Angleterre et de la Russie, la Serbie eut cependant l'abnégation de s'humilier devant sa puissante voisine. Sa réponse eût désarmé les esprits les plus prévenus. Mais l'Autriche, qui avait compté sur un refus et qui s'était promis de trouver dans la résistance du gouvernement serbe un prétexte pour occuper Belgrade, dédaigna, de parti pris, les concessions faites, rappela son ministre et commença immédiatement de mobiliser.

Rappelez-vous encore, mes amis : aussitôt l'Allemagne, qui affectait de dire qu'elle n'avait pas connu d'avance la note de son alliée, mit autant d'empressement à justifier la démarche autrichienne que si elle l'avait elle-même inspirée.

Un simple mot de Berlin eût rappelé Vienne à la modération. Le mot n'est pas dit.

Trois jours s'écoulent, jours sans fin, jours d'attente et de fièvre. Angleterre, France, Russie, Italie, se concertent pour essayer d'arrêter l'Au-

triche sur la pente fatale. Rien n'y fait. Déjà, dans les provinces germaniques des deux empires centraux, retentissent partout les accents de la *Wacht am Rhein* et du *Deutschland über alles*. Le 28 juillet, la guerre est déclarée à la Serbie.

Si révoltée qu'elle soit par l'iniquité de cette agression, la France reste calme; elle ne désespère pas encore de circonscrire l'incendie; elle s'attache à la paix avec obstination; elle s'ingénie à chercher des solutions conciliantes; elle associe étroitement ses efforts à l'action modératrice du Gouvernement britannique.

Rappelez-vous, rappelez-vous toujours. La France se heurte au parti pris des empires centraux. Ce n'est plus seulement le « brillant second » qui tire l'épée; c'est l'Allemagne elle-même qui s'arme; d'importants mouvements de troupes sont signalés dans la région de Francfort; de son côté, l'Autriche généralise sa mobilisation et transporte de la cavalerie à la frontière russe.

La Russie se trouve forcée de parer au danger et de prendre des précautions militaires. Sur le champ, l'Allemagne l'interpelle et la somme d'assister, les bras croisés, à ces préparatifs belliqueux. La Russie ne croit pas pouvoir se condamner à une telle abdication. L'Allemagne lui déclare la guerre, le samedi 1er août, à sept heures du soir.

Le lendemain, à l'aube, sans que la France ait fait un geste de provocation, les troupes allemandes pénètrent sur le territoire luxembour-

geois et franchissent nos frontières près de Cirey et de Longwy. A la fin de la journée, l'empire d'Allemagne, consommant le forfait, adresse un ultimatum à la Belgique.

Il ne reste plus qu'à couronner, par le mensonge et le parjure, cette œuvre de folie impérialiste. Le 3 août, la neutralité belge est violée et l'Allemagne déclare la guerre à la France en prétextant, d'un ton grave et péremptoire, que des avions français ont survolé l'Eiffel et Nuremberg. Nouvelle absurde, dont l'invraisemblance sautait aux yeux et dont nos ennemis ont été forcés récemment de reconnaître la fausseté. Mais, dans cette invention même, comment ne pas voir l'aveu que l'empire germanique n'avait aucun motif avouable d'attaquer la France et que, pour essayer d'excuser son offensive précipitée, il ramassait au hasard les plus sottes calomnies.

LA LEÇON DU SOUVENIR.

Deux ans ont passé; mais, au milieu des fatigues et des périls, ces souvenirs, mes amis, sont restés brûlants dans vos esprits. Ne les laissez pas s'éteindre. Ce sont eux qui donnent à cette guerre sa claire signification et qui mettent en lumière la beauté de votre tâche.

D'un instinct sûr, la France, la France mutilée, qui, depuis quarante-quatre ans, imposait silence à sa douleur, a compris, en 1914, que l'ennemi qui se jetait sur elle, aveuglé par l'orgueil et fanatisé par la haine, n'avait ni grief à faire

valoir, ni droit à soutenir, ni menace à écarter.

C'est en vain qu'aujourd'hui les agresseurs tentent effrontément de falsifier l'Histoire. Ils ont été, d'abord, moins fourbes ou plus cyniques. A l'heure où ils se flattaient de ne voir dans les traités garantis par eux que de vils chiffons de papier, ils acceptaient eux-mêmes, avec une insolente franchise, la responsabilité de leur crime.

Le peuple français ne s'y est pas trompé ; il s'est senti en état de légitime défense et il a réalisé, d'un mouvement spontané, cette union sacrée, qui est la condition maîtresse de la victoire et qui a trouvé, dans la magnifique séance parlementaire du 4 août, une consécration grandiose. La guerre est immédiatement devenue, dans toute la force du terme, une guerre nationale. Il n'est pas un Français qui ait fermé l'oreille à la voix de la patrie.

En même temps que vous étiez tous appelés à protéger nos frontières et à sauver notre terre natale, vous aviez conscience de n'avoir pas seulement à lutter pour des intérêts matériels. Vous alliez défendre vos foyers ; vous alliez défendre aussi tout ce qui constitue la France, c'est-à-dire un ensemble de traditions, d'idées et de forces morales, conservées et développées par une nation qui ne veut pas mourir.

Et comme, parmi ces idées françaises, l'une des plus anciennes et des plus vivaces est l'horreur de l'injustice, la violence faite à la Serbie et l'invasion de la Belgique ont encore accru l'élan de

votre patriotisme et fortifié votre résolution de vaincre.

Vous vous êtes dit que la cause dont vous deveniez les champions vous dépassait tous, qu'elle dépassait la France elle-même, qu'elle embrassait réellement la civilisation et l'humanité; et c'est une nouvelle croisade que vous avez entreprise, une croisade pour le droit des gens et pour la liberté des peuples.

SIGNES DE VICTOIRE.

La grandeur de votre mission a élevé vos courages. Vous avez révélé au monde, dans un rayonnement de gloire, la vraie France, celle dont la disparition ou l'abaissement serait une calamité universelle et un deuil éternel pour le genre humain.

Votre patience et votre bravoure ont contenu, pendant de longs mois, la pression de l'armée allemande; et les champs de bataille où vous avez refoulé l'ennemi, la Marne et l'Yser, la Champagne et l'Artois, la Meuse et la Somme, marquent les étapes de la victoire.

C'est vous qui avez permis à la France d'organiser son outillage, à la Belgique et à la Serbie de reconstituer leurs armées; c'est vous qui avez donné à l'Angleterre le temps de former les admirables divisions qui se battent maintenant à vos côtés; c'est vous qui avez assuré à la Russie le moyen de fournir fusils et canons, cartouches et obus à ses troupes héroïques.

Aujourd'hui, voyez : les Alliés commencent à cueillir les fruits de votre persévérance. L'armée russe poursuit les Autrichiens en déroute; les Allemands, attaqués à la fois sur les fronts d'Orient et d'Occident, engagent partout leurs réserves; des bataillons anglais, russes et français coopèrent à la libération de notre territoire; le ciel se découvre; le soleil se lève.

La lutte, hélas! n'est pas finie : elle sera rude encore, et tous, tant que nous sommes, nous devons continuer à travailler, à travailler sans trêve, avec passion et avec ferveur. Mais déjà la supériorité des Alliés apparaît à tous les yeux. La balance du Destin a eu de longues oscillations; c'en est fait maintenant; un plateau ne cesse plus de monter; l'autre descend, descend, chargé d'un poids que rien n'allègera plus.

Gloire immortelle à Verdun, qui a préparé l'action commune des armées alliées! Gloire à vous, mes amis, qui aurez sauvé la France et vengé le Droit insulté! (1)

---

(1) On lit au *Journal des Débats* du 4 août 1916, cette note qui vaut d'être rappelée pour son importance d'après-guerre :

« Le Président de la République a reçu une délégation de l'Union nationale intersyndicale des marques collectives, composée de MM. Legouez, président, membre de la Chambre de commerce de Paris; Kempf, vice-président (Association des tissus et textiles); Baudet, secrétaire général (quincaillerie); Lemy (produits alimentaires), Bouhon (bronzes d'art), qui lui a exposé le but pratique et patriotique poursuivi par cette Union.

La marque « Unis-France », destinée à certifier l'origine des produits bien français, a été adoptée par un grand nombre de syndicats de Paris et des départements.

Un objet revêtu de cette marque a été présenté au Prési-

Télégramme en réponse à celui que le roi George V avait adressé à l'occasion du 2e anniversaire de l'ouverture des hostilités.

Sa Majesté le roi George V, Londres.

J'ai trouvé cette nuit le télégramme de Votre Majesté en revenant des champs de bataille où fraternisent les troupes britanniques et françaises. Il est impossible de les voir à l'œuvre sans avoir une confiance absolue dans le succès de la grande cause qu'elles défendent en commun. Je remercie Votre Majesté de ses nouvelles déclarations et je lui donne, avec la même fermeté, l'assurance que, malgré ses droits et ses sacrifices, la France est, comme l'Angleterre et comme nos fidèles alliés, résolue à continuer la guerre jusqu'à la victoire du droit.

Allocution du 5 août 1916 pour la remise d'un drapeau à la deuxième division de cavalerie en présence du général Roques, ministre de la guerre.

Officiers, Sous-Officiers et Soldats.

En vous remettant ce nouvel étendard que je confie à la garde de votre régiment léger, j'adresse

---

dent qui a félicité les membres de la délégation du succès de leurs efforts, et a insisté sur la nécessité pour l'industrie et le commerce français de s'unir et d'agir vigoureusement pour défendre et répandre en France comme à l'étranger les produits français. Le succès ne peut être acquis que par des efforts énergiques, persévérants et concordants comme ceux de l'U. N. I. S. »

à la 2e division de cavalerie tous les vœux du Gouvernement de la République.

Si le 1er régiment à pied est de constitution récente, il se compose d'éléments éprouvés, et les plaines de l'Yser, les champs de Lorraine, les vallées d'Alsace ont déjà retenti du bruit de vos glorieux combats.

Impatients, comme tous les cavaliers français, de remplir les grandes missions réservées à votre arme, vous vous êtes pliés sans effort aux nécessités actuelles de la guerre et vous avez pris place dans les tranchées de première ligne, auprès de vos braves camarades de l'infanterie.

La formation de votre régiment donnera, j'en suis sûr, un supplément de force à l'esprit de solidarité militaire qui anime vos courages et accroît vos énergies.

Vous aurez l'ambition d'honorer cet emblème et d'illustrer le corps où vous allez désormais servir.

Vous vous rappellerez que cet étendard vous a été remis deux ans, jour pour jour, après que la France, assaillie par l'Allemagne, a proclamé l'union sacrée et que ses enfants ont fait le serment solennel de vaincre ou de mourir.

C'est pour cette France unie et résolue que vous continuez, mes amis, à vous battre héroïquement, pour cette France, dont le représentant d'un grand pays neutre me disait récemment : « Elle ne force pas seulement l'admiration, mais l'amour. »

Et vous vous battez pour elle contre un ennemi qui se plaît à maltraiter, dans les régions envahies, des citoyens inoffensifs, qui déporte des femmes et des jeunes filles, qui ne paraît, en un mot, avoir d'autre dessein que d'inspirer au monde la haine et la terreur.

Vous aurez raison de cette barbarie; vous arracherez à la main du bourreau l'innocence martyrisée; vous redoublerez d'ardeur, vous et tous les soldats de France, vous et nos vaillants alliés, pour assurer au droit une victoire éclatante et pour hâter l'heure des réparations nécessaires.

Après la prise de Goritz.

11 août 1916.

Sa Majesté le roi d'Italie.

J'ai appris aujourd'hui dans une ville d'Alsace, reconquise par les troupes françaises, la prise de Goritz par les troupes italiennes, et les acclamations des populations délivrées par nos armées m'ont permis de mieux comprendre encore la joie des Italiens affranchis par la victoire de leurs frères.

Je prie Votre Majesté de recevoir mes chaleureuses félicitations pour le magnifique succès de sa vaillante armée.

Réponse à un télégramme du roi d'Angleterre offrant ses vœux au Président pour son anniversaire de naissance.

Paris, le 20 août 1916.

Sa Majesté le roi George V, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, empereur des Indes.

Je remercie Votre Majesté de ses aimables vœux. J'ai gardé, moi aussi, le meilleur souvenir de notre dernière rencontre. Je me félicite vivement de l'intime accord qui existe entre nos deux pays ainsi qu'entre leurs vaillantes armées. Cette mutuelle confiance et cette étroite coopération sont des gages certains de victoire. Je prie Votre Majesté de croire à ma fidèle amitié.

Paris, le 28 août.

Sa Majesté le roi de Roumanie, Bucarest.

Au moment où le peuple roumain, répondant à l'appel de ses frères opprimés, entre résolument dans la voie glorieuse où il trouvera la certitude de réaliser ses aspirations nationales, je prie Votre Majesté de recevoir pour Elle et pour son noble pays les vœux chaleureux de la France.

Paris, le 28 août.

Sa Majesté le roi d'Italie, Quartier général italien.

La proclamation de l'état de guerre entre l'Italie et l'Allemagne rendra encore plus étroite l'alliance

de nos deux pays et plus intime la fraternité de leurs armées. Elle montrera clairement au monde qu'ayant les mêmes ennemis, les peuples alliés ont le même but : la réparation du droit et la libération de l'Europe. Je prie Votre Majesté de recevoir, avec toutes mes félicitations et tous mes souhaits de victoire pour les vaillantes troupes italiennes, la nouvelle assurance de mon amitié dévouée.

Discours prononcé le 14 septembre 1916 à Verdun, « pour remettre à la ville les décorations qui lui ont été attribuées par les chefs d'État des pays alliés. »

MESSIEURS,

L'idée d'honorer les défenseurs de Verdun en décernant une décoration à la ville qu'ils ont illustrée est venue spontanément à l'esprit de S. M. l'empereur de Russie, au moment où le même projet était formé par le Gouvernement de la République. LL. MM. le roi d'Angleterre, le roi d'Italie, le roi des Belges, le roi de Serbie, le roi de Monténegro se sont immédiatement associés à cette pieuse intention. Si bien qu'aujourd'hui les représentants d'un grand nombre des pays alliés ont pu se donner rendez-vous dans cette citadelle inviolée pour y offrir en commun le tribut de leur reconnaissance aux braves qui ont sauvé le monde et à la fière cité qui aura payé de tant de meurtrissures la victoire de la liberté.

Messieurs, voici les murs où se sont brisées les suprêmes espérances de l'Allemagne impériale. C'est ici qu'elle avait cherché à remporter un succès bruyant et théâtral; c'est ici qu'avec une fermeté tranquille, la France lui a répondu : « On ne passe pas ! »

Lorsque, le 21 février, a commencé l'attaque

de Verdun, l'ennemi s'était proposé un double objectif : prévenir une offensive générale des Alliés ; — frapper en même temps un coup retentissant et s'emparer rapidement d'une place dont le nom historique rehausserait, aux yeux du peuple allemand, l'importance militaire. Les débris de ces rêves germaniques gisent maintenant à nos pieds.

Dans trois conférences tenues les 6, 7 et 8 décembre 1915, au Qrand Guartier général français, sous la présidence du général Joffre, entre commandants en chef ou envoyés de toutes les armées alliées, — britannique, russe, italienne, belge et serbe, — il avait été adopté, sur la proposition de l'état-major général français, un plan d'action pour la campagne de l'année suivante. Il avait été décidé que, sur l'ensemble indivisible des fronts de combats, les troupes de la coalition prendraient, en 1916, des offensives concertées, dont les dates seraient fixées de manière à ne pas laisser les empires du Centre maîtres d'utiliser successivement leurs réserves sur les divers champs d'opérations. Il avait été, en outre, arrêté des mesures éventuelles pour le cas où nos adversaires, en nous devançant, essaieraient d'entraver l'exécution de ce programme commun.

Au lieu de subir notre loi, l'Allemagne a voulu nous imposer la sienne et prendre elle-même l'initiative d'une attaque, dont elle choisirait le lieu et la date. Les admirables troupes qui, sous le commandement du général Pétain et du général

Nivelle, ont soutenu, pendant de si longs mois, le formidable choc de l'armée allemande, ont déjoué, par leur vaillance et leur esprit de sacrifice, les desseins de l'ennemi.

Ce sont elles qui ont permis à tous les Alliés de travailler, avec une activité croissante, à la fabrication du matériel de guerre : ce sont elles qui, en marquant d'un trait lumineux la limite de la force germanique, ont répandu dans tout l'univers la confiance en notre victoire définitive : ce sont elles enfin qui, en assurant la réalisation du plan dressé par les états-majors, ont laissé à la Russie le temps de préparer et d'engager ses triomphantes offensives du 4 juin et du 2 juillet, à l'Italie le temps d'organiser pour le 25 juin sa brillante attaque de Gorizia, aux troupes anglo-françaises le temps d'entreprendre à partir du 1er juillet, sur la Somme, une série ininterrompue d'opérations méthodiques, à l'armée d'Orient le temps d'outiller et de concentrer ses divers éléments, pour prêter à nos nouveaux alliés les Roumains, contre les Germano-Bulgares, un concours fraternel. Honneur aux soldats de Verdun ! Ils ont semé et arrosé de leur sang la moisson qui lève aujourd'hui.

Et voyez, messieurs, le juste retour des choses. Ce nom de Verdun, auquel l'Allemagne, dans l'intensité de son rêve, avait donné une signification symbolique et qui devait, croyait-elle, évoquer bientôt devant l'imagination des hommes une défaite éclatante de notre armée, le décourage-

ment irrémédiable de notre pays et l'acceptation passive de la paix allemande, ce nom représente désormais chez les neutres comme chez nos Alliés, ce qu'il y a de plus beau, de plus pur et de meilleur dans l'âme française. Il est devenu comme un synonyme synthétique de patriotisme, de bravoure et de générosité.

Ah! certes, la fierté que nous inspire cet hommage universel ne va pas sans une grande tristesse. Ceux d'entre nous qui sont attachés à cette ville et à cette région par des liens très chers, ceux qui comptent, parmi ces populations meusiennes si courageuses et si cruellement éprouvées, tant d'amis et de parents, ceux qui rencontrent, à chaque pas, dans les rues incendiées de Verdun, de vivants souvenirs de leurs jeunes années, ne peuvent que ressentir une douleur insurmontable au lugubre spectacle de cette dévastation sauvage.

Mais Verdun renaîtra de ses cendres ; les villages détruits et désertés se relèveront de leurs ruines; les habitants, trop longtemps exilés, reviendront à leurs foyers restaurés; ce pays ravagé retrouvera, à l'abri d'une paix victorieuse, sa physionomie riante des jours heureux. Et pendant des siècles, sur tous les points du globe, le nom de Verdun continuera de retentir, comme une clameur de victoire et comme un cri de joie poussé par l'humanité délivrée.

Messieurs, à la ville de Verdun qui a souffert pour la France, à la ville de Verdun qui s'est sa-

crifiée pour la sainte cause du droit éternel, à la ville de Verdun, dont les héroïques défenseurs auront laissé au monde un exemple impérissable de grandeur humaine, je remets :

Au nom de S. M. l'empereur de Russie, la croix de Saint-Georges ;

Au nom de S. M. le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, la Military Cross ;

Au nom de S. M. le roi d'Italie, la médaille d'or de la valeur militaire ;

Au nom de S. M. le roi des Belges, la croix de Léopold Ier ;

Au nom de S. M. le roi de Serbie et de S. A. le prince régent, la médaille d'or de la bravoure militaire ;

Au nom de S. M. le roi de Montenegro, la médaille d'or Obilitch ;

Au nom du gouvernement de la République, la croix de la Légion d'honneur et la Croix de guerre française.

---

14 septembre 1916.

Sa Majesté le roi d'Angleterre.

Je suis très reconnaissant à Votre Majesté d'avoir bien voulu déléguer le général Sir Arthur Paget pour m'accompagner aujourd'hui à Verdun. J'ai remis à la ville, devant les troupes de la Défense, l'Ordre du « Military Cross » que Votre Majesté a bien voulu lui décerner. L'armée française a reçu

avec fierté ce haut témoignage d'estime donné par l'auguste souverain du grand pays ami et allié.

Réponse à l'allocution du nouveau Ministre de Belgique M. le Baron de Gaiffier d'Hestroy à la remise de ses lettres de créance au palais de l'Elysée, le 27 septembre 1916.

Monsieur le Ministre,

Vous pouvez être assuré de trouver auprès du Gouvernement de la République, dans l'accomplissement de la haute mission dont vous êtes chargé, le concours le plus empressé et le plus chaleureux. Nul n'était plus digne que vous de représenter en France l'auguste souverain qui a refusé d'incliner le droit devant la force brutale et qui est devenu, pour l'histoire, la personnification de l'honneur.

Vous êtes de ceux qui, dans la nuit tragique du 2 au 3 août 1914, n'ont eu, en face du danger, ni trouble, ni hésitation. Vous occupiez alors, au ministère belge des affaires étrangères, le poste éminent de directeur général de la politique.

Lorsque l'odieux ultimatum de l'Allemagne vint mettre brusquement la Belgique en demeure de livrer passage aux armées impériales, votre fierté n'admit pas un instant que votre pays pût accepter cette humiliation et favoriser cette félonie. Vous connaissiez votre roi, vous connaissiez votre Gou-

vernement et vous saviez que, si périlleuses que fussent les conséquences d'une réponse négative, ils ne céderaient pas à la violence. Pendant qu'au palais, sous la présidence de Sa Majesté, les ministres tenaient un conseil nocturne, vous, seul dans votre cabinet, et sûr de leur refus indigné, vous prépariez une note qui résumait, d'avance, les traits essentiels de leur patriotique décision, tant votre pensée se confondait avec celle des hommes de devoir et d'énergie qui présidaient aux destinées de la Belgique et qui, en un tel moment, n'ont voulu ni désespérer de l'avenir, ni douter de leurs concitoyens!

Cette nuit-là, Monsieur le Ministre, l'amitié traditionnelle de la Belgique et de la France a pris un caractère sacré. Nos peuples se sont sentis plus que jamais l'un près de l'autre dès qu'ils ont compris la nécessité de défendre ensemble les grandes idées morales dont la perte entraînerait le recul de la civilisation et l'abaissement de l'humanité. Notre intimité est devenue plus étroite encore dans la communauté de la souffrance et dans la fraternité des armes. Rien de ce qui touche la Belgique ne saurait désormais être étranger à l'âme de la France.

Oui, certes, Monsieur le Ministre, vous pouvez compter qu'au jour de la paix notre mémoire sera fidèle. Ce n'est pas notre esprit seulement qui se souviendra, c'est notre cœur. J'en ai renouvelé l'assurance à vos nobles souverains chaque fois qu'ils ont bien voulu m'offrir l'hospitalité sur le

sol de Belgique, et je n'ai fait qu'interpréter en termes trop faibles l'unanime et ferme résolution de la France et de ses vaillants alliés.

Si la Belgique ne recouvrait pas sa pleine indépendance, si elle ne recevait pas les réparations qui lui sont dues, une honte ineffaçable souillerait les annales de l'Europe et il ne nous resterait qu'à envelopper éternellement d'un voile funéraire les statues de la Justice. Il ne se trouverait pas un Français, il ne se trouverait pas un de nos Alliés qui ne préférât la mort à cette ignominie.

Mais le droit violé sera vengé. Chaque jour nos efforts concertés rapprochent la victoire et hâtent la délivrance. En attendant l'heure glorieuse qui marquera la fin de vos épreuves et des nôtres, la Belgique est chez elle au foyer de la France.

---

5 octobre 1916.

A Son Altesse le prince Alexandre de Serbie, Salonique.

Au moment où la vaillante armée serbe vient de reconquérir sur nos ennemis communs une première partie du territoire national, je suis heureux d'exprimer à Votre Altesse Royale, avec mes meilleurs compliments personnels, les vives félicitations de la France.

Discours prononcé le 28 octobre 1916, dans la salle des conférences de la bibliothèque de l'Ordre, à la cérémonie confraternelle en l'honneur des membres du Barreau de Paris, morts pour la Patrie.

Mesdames, Messieurs, mes Chers Confrères,

Après les trois émouvantes cérémonies que le Barreau de Paris a fait célébrer à la mémoire de ses morts, il a voulu s'assembler au foyer de la maison familiale pour honorer, dans le recueillement de l'intimité, le glorieux souvenir de ceux qu'il a perdus. Je vous remercie de m'avoir convié à cette réunion confraternelle. Pendant de longues années, j'ai partagé vos travaux, j'ai vécu de votre vie, vos joies ont été les miennes. Comment aurais-je pu, dans les jours de deuil, ne pas prendre place à vos côtés?

Patrie, famille, communautés professionnelles, toutes les sociétés humaines connaissent mieux, à l'épreuve de la douleur, la force des liens qui maintiennent leur cohésion et assurent leur unité. Jamais l'Ordre des avocats n'aura senti la puissance vitale de son être collectif comme aux heures tragiques où il a été ravagé par la mort. Chaque perte qu'il a subie, chaque motif de tristesse et de fierté qu'il a trouvé dans la guerre ont immédiatement fait battre chez lui tous les cœurs à l'unisson. Dans cette salle qui abrite votre labeur quotidien, pénètre aujourd'hui, avec l'image de tant d'amis qui ne reviendront plus s'y asseoir,

quelque chose de moins fragile et de moins passager que la vie individuelle, l'âme même de la grande corporation à laquelle ils ont appartenu et qui les pleure comme ses enfants. Demeurer loin de vous en un tel moment, c'eût été renier notre passé commun, trahir mes affections les plus anciennes et rompre avec une partie de moi-même.

J'aurais voulu cependant m'associer en silence aux pieuses émotions que vient d'accroître en vous la beauté des discours entendus. Pourquoi de pâles redites après le noble hommage que M. le Bâtonnier Henri-Robert a su rendre au patriotisme du Barreau? Pourquoi de faibles paroles, si sincères qu'elles soient, après la magnifique éloquence qui éclate dans le langage et dans la mâle conduite de M. le Bâtonnier Théodor? Je n'aurais eu qu'à écouter et à me taire, si je ne vous apportais que le tribut d'une sympathie personnelle; mais j'ai le devoir de féliciter nos hôtes belges au nom de la France et de vous dire à tous la gratitude du pays.

M^me^ Carton de Wiart voudra bien me permettre de déposer, tout d'abord, à ses pieds, la respectueuse offrande de l'admiration publique. Son nom illustre, qui a reçu d'elle un rayonnement nouveau, signifie désormais pour le monde entier la résistance à la force brutale, le dévouement au malheur, la révolte de l'honnêteté devant l'injustice et l'oppression. M^me^ Carton de Wiart a donné à l'héroïsme la parure de la grâce et de

l'esprit. Dans un interrogatoire de quinze heures, que lui a fait subir un tribunal composé de trois officiers ennemis, elle s'est défendue, pied à pied, avec une tranquillité souriante. Ses juges ne lui ont pas pardonné sa vaillante ironie. Mme Carton de Wiart a été emmenée par les Allemands à Berlin. Berlin l'a emprisonnée. Paris comprend mieux sa bravoure charmante. Souffrez, Madame, que les Français vous expriment toute leur vénération.

Parmi les nombreux exemples de courage civique qu'offrent constamment les populations des pays allié, celui qu'a donné, en Belgique, M. le Bâtonnier Théodor, mérite particulièrement de rester gravé sur les tablettes de l'Histoire et proposé comme un ineffaçable modèle à la plus lointaine postérité, Me Théodor s'est sacrifié pour son Ordre, il s'est sacrifié pour sa patrie, il s'est sacrifié pour une idée qui nous dépasse tous, et dont l'empire ne s'arrête ni à la limite d'une association, ni à la frontière d'un peuple, ni à la durée d'une génération, la pure idée du droit souverain.

Dès avant la date fatale de juillet 1914, quelques uns de nos voisins belges avaient pressenti et redouté l'agression de l'Allemagne. Me Théodor était de ceux-là. Député de la ville de Bruxelles à la Chambre des Représentants, il s'inquiétait du sort que réservait à son pays une guerre européenne. En 1912, alors que les premiers nuages s'amoncelaient en Orient, il interpellait son

Gouvernement sur la nécessité de parer, par de promptes mesures militaires, au danger qu'il entrevoyait, et son intervention n'était pas étrangère à l'élaboration et au vote de la loi qui établit le service général et renforça l'armée belge. Ces belles et vaillantes troupes, que j'ai plusieurs fois visitées sur l'Yser et qui, sous la conduite de leur auguste chef, contribueront avec les nôtres à la libération de leur terre natale, c'est la clairvoyante collaboration du Gouvernement royal et de bons citoyens comme Me Théodor qui les a recrutées, équipées et préparées à défendre la loyale Belgique contre la honteuse félonie d'une grande nation garante de son indépendance et de sa neutralité.

Elu bâtonnier en octobre 1913, Me Théodor s'est trouvé à la tête de son Ordre le jour où l'ennemi, après avoir semé, sur son passage, dans les provinces wallonnes et flamandes, la ruine et la désolation, est venu promener dans les rues de Bruxelles son arrogance et ses airs de défi. D'un ton hautain et provocant, l'envahisseur s'arroge le droit de violer, une fois de plus, la convention de La Haye et d'installer, dans la ville occupée, des tribunaux d'exception. Il a le nombre, il a la force, il est le maître de l'heure. Qui osera protester? On n'a qu'à s'incliner et à obéir. Mais un homme se lève, parle, proteste. Est-ce bien seulement la voix d'un homme? C'est le cri d'une corporation courageuse et indignée, c'est le cri d'un peuple libre, qui ne veut pas mourir et qui

ne mourra point, c'est le cri de la liberté elle-même qu'on essaie d'étouffer et qui ne se laissera pas bâillonner. Vainement, la colère du gouverneur prussien se déchaîne-t-elle sur le chef du Barreau bruxellois, vainement Me Théodor est-il arrêté, incarcéré sans jugement, déporté au fond de l'Allemagne. L'écho de sa protestation s'est répercuté chez toutes les nations civilisées et il résonnera, le long des siècles, dans la conscience de l'humanité.

Le Barreau parisien, lui aussi, s'est élevé sans efforts aux plus hautes cimes de la grandeur morale. Certes, il ne revendique pas un chapitre d'exception dans la merveilleuse épopée nationale qui se déroule, depuis plus de deux ans, sous nos yeux éblouis. A l'appel de la patrie en danger, tous les Français ont couru à leur poste de combat et, chaque jour, nous voyons se presser sur le chemin du devoir et de l'honneur le cortège indéfini des plus belles vertus populaires. L'Ordre des Avocats ne tolérerait pas qu'on lui réservât, dans un éloge universellement mérité, une place de faveur ou de complaisance. Comme les autres, il a payé sa dette au pays; comme les autres, suivant la forte parole d'un de vos maîtres, il s'est mis à l'alignement. Mais, puisqu'il m'est donné de passer aujourd'hui devant ses rangs éclaircis par la mort, je le prie de recevoir ici mon salut.

Le Barreau, Messieurs, est une excellente école de patriotisme. N'est-il pas l'asile prédestiné de l'union sacrée? Toutes les classes y sont confon-

ducs, dans l'égalité de la toge ; tous les partis politiques y sont rapprochés ; les diverses régions de France y sont représentées ; les confessions religieuses et les doctrines philosophiques y vivent en paix, à l'abri du respect général. Fidèle image d'une démocratie laborieuse et d'une France indivisible, qui se développent dans l'harmonie et dans la liberté.

Si j'ajoute que cette vaste société professionnelle, qui n'a jamais connu les divisions meurtrières, est groupée autour de la Justice, comme autour d'une même divinité domestique, j'aurai déjà, sans doute, aperçu quelques-unes des raisons maîtresses qui entretiennent, dans cette demeure, l'ardeur inextinguible du sentiment national. Ils auraient la vue bien courte, ceux qui dans les impératifs du droit privé ne découvriraient pas les principes essentiels du droit public et qui croiraient un traité diplomatique moins inviolable qu'un contrat notarié. Non, non, il n'y a pas deux morales, l'une pour les individus, l'autre pour les Gouvernements et les peuples. Vous qui servez la justice, vous avez retenu son enseignement éternel. Elle vous apprend à haïr et à mépriser partout le crime et le parjure.

Mais combien de motifs plus intimes n'avez-vous pas de vous dévouer au pays ! A l'ombre d'une vieille institution qui plonge ses racines dans le passé, ne peuvent germer que de saines idées françaises. Lorsque l'Ordre médite sur ses règles professionnelles, il en retrouve les origines

jusque dans les Établissements de Saint-Louis, il se voit mêlé à toute la vie des Parlements ; il relève son empreinte à chaque page des annales du Tiers état ; ses archives sont pleines de grands souvenirs nationaux. Une aussi riche hérédité lui fournit une défense naturelle qui protège en lui contre tous les sophismes la permanence des traditions patriotiques.

Michelet parle quelque part de cette sève d'esprit bourgeois, qui se forma jadis de bonne humeur gauloise et d'amertume parlementaire entre le parvis Notre-Dame et les degrés de la Sainte-Chapelle. Plus généreuse et plus forte encore qu'il ne l'a cru est la sève humaine que les siècles ont fait sortir ici du vieux sol parisien. A l'intérieur comme aux entours du Palais, vous foulez à chaque pas les vestiges de l'histoire et, dans cette île que vous fréquentez tous les jours et qui a été le berceau de la France, comment votre imagination ne reverrait-elle pas sans cesse le sourire de la patrie naissante? C'est tout près de nous, à la pointe occidentale de la Cité, que sur les ruines de l'antique forteresse romaine s'est dressé le premier Palais des princes capétiens ; c'est ici que, pendant de longues années, vécurent, sous le même toit, la magistrature et la royauté ; c'est à deux pas que se firent autrefois, sous la double voûte en ogive de l'ancienne grand'salle, devant la fameuse table de marbre, les réceptions solennelles des ambassadeurs étrangers et, au lendemain des guerres, la publication

des traités de paix ; c'est dans la Chambre dorée du Parlement que se tinrent tant de lits de justice et que furent enregistrés tant d'édits et d'ordonnances ; c'est sur la place Dauphine, alors appelée place de Thionville — en l'honneur d'une ville française que nous rendra le sang de nos soldats — c'est sur la place Dauphine que la Révolution recueillit, pour lutter contre l'Europe coalisée, tant d'enrôlements volontaires ; c'est dans le sombre décor de la Conciergerie que tant de drames furent montés par la main de la Terreur. Il n'est point, en ce lieu vénérable, un seul pied carré de terre qui n'ait été le théâtre d'événements historiques. Le temps a laissé partout derrière lui, une traînée lumineuse. Chaque âge de la nation s'est, un instant, arrêté entre les deux bras de la Seine pour y contempler l'œuvre des générations précédentes et y élever, à son tour, un monument nouveau. Nulle part, la chaîne qui relie le présent au passé et que nous voulons jeter intacte à l'avenir n'a une continuité plus apparente ni des anneaux plus solides. A ceux qui douteraient de la France, il faudrait conseiller de venir prendre parmi vous des leçons de fidélité, de confiance et d'énergie.

Depuis le début de la guerre, Messieurs, vous n'avez tous eu qu'une pensée, rassembler vos forces pour aider à la défense du pays. Pendant que les anciens se distribuaient les dossiers d'assistance et se partageaient la charge des consultations gratuites, la jeunesse dépouillait la robe et

ceignait l'épée. Avec quelle envie les aînés les ont-ils vus partir, tous ces confrères, favorisés par l'âge, qui ont la fierté de pouvoir offrir leur vie à la patrie menacée! Dans le péril commun, quoi de plus pénible que l'impuissance et l'inaction? Vous qui êtes restés, consolez-vous cependant. Ceux qui ne sont point appelés aux armées ont eux-mêmes, s'ils le veulent, une grande tâche à remplir. Tâche de bienfaisance et de charité, d'abord; mais aussi d'éducation et de propagande patriotique. Ils seront des professeurs de sang-froid et de fermeté. Par la parole et par la plume, ils soutiendront et stimuleront l'esprit public. A eux de dépister et de démasquer ces calomnies allemandes qui se glissent le soir, sous des traits hypocrites, dans l'ombre des rues; à eux de prendre au collet les semeurs de découragement et les marchands de fausses nouvelles; à eux de leur répéter, comme Démosthène à Eschine : « Celui qui trouve son profit du même côté que l'ennemi, celui-là ne saurait aimer sa patrie. Si l'étranger remporte un avantage, on ne me voit pas superbe, et triomphant paraître sur l'Agora, serrer les mains, raconter partout l'événement avec une joie mauvaise. Si c'est à nous qu'un succès arrive, je ne vais pas baissant les yeux, tremblant et gémissant, comme ces hommes dénaturés qui détestent la gloire de leur pays et oublient qu'elle est la leur. » Ah! ces pessimistes, Messieurs, qu'ils seraient mal accueillis parmi vous!

Et tandis que ceux d'entre vous qui ne peuvent porter les armes sont occupés ainsi tout ensemble à soulager la misère et à maintenir le moral du pays; tandis que d'autres prêtent à la justice militaire un concours bénévole; tandis que dans les hôpitaux les mères et les femmes veillent sur les blessés, les plus jeunes membres de l'Ordre, inscrits et stagiaires, donnent sans compter leur dévouement, leurs fatigues, leur sang à la patrie.

Cette liste funèbre, dont nous avons tout à l'heure écouté la lecture dans un silence religieux et qui, hélas! reste ouverte à l'inconnu de demain, qui la pourrait parcourir sans douleur et sans admiration? A moi comme à vous, mon cher Bâtonnier, que de souvenirs ne rappelle-t-elle point! Visages familiers à jamais disparus, espérances fauchées, amitiés brisées, foyers éteints, talents anéantis, tout ce désastre est là devant nous, et il est irréparable, et il nous remplit à la fois d'affliction et d'orgueil. Nous les avons connus, nous les avons eus pour compagnons et pour amis, ces braves qui sont tombés là-bas et qui sont restés ensevelis, auprès de leurs frères d'armes, dans la terre qu'ils ont défendue. Parmi eux j'en retrouve qui appartenaient naguère aux colonnes que je présidais, j'en retrouve même qui ont été mes plus fidèles collaborateurs. Tel, ce charmant Jacques Sabatier qui, à la veille du jour où j'ai dû m'éloigner de vous, était encore auprès de moi, l'une des fleurs les plus vives et les plus brillantes de ces gais parterres de printemps que

la jeunesse du Palais aimait à composer autour des anciens et que la guerre aura si tristement saccagés. Je le revois dans mon cabinet, préparant des notes de plaidoiries qui révélaient un esprit clair, méthodique et réfléchi; je le revois à la barre, déjà maître de son métier; et je relis cette citation qui le dépeint trois ans plus tard : « *Officier d'une valeur et d'une modestie rares, possédant de belles qualités morales et militaires. Blessé une première fois, n'a pas voulu être évacué et a conservé le commandement de sa compagnie. N'a cessé d'être pour ses hommes un exemple d'énergie. A été mortellement blessé à son poste de commandement.* »

Excusez-moi, Messieurs, si parmi les confrères que l'Ordre a perdus, et dans la longue liste des belles citations dont il s'honore, je n'ai pu me défendre d'extraire un nom qui m'est particulièrement cher. La noble conduite de Jacques Sabatier est celle de tous les amis que nous pleurons et les lignes que je viens de rappeler se reproduisent, à quelques nuances près, dans les autres médaillons que l'armée reconnaissante a consacrés à nos morts, comme aussi dans les citations obtenues par ceux qu'a épargnés le sort des combats. Ce sont partout les mêmes constatations, c'est partout le même hommage : « *Est tombé mortellement atteint en entraînant ses hommes au delà des lignes allemandes... Atteint de deux blessures a refusé de quitter son poste et est resté à la tête de ses hommes... Cerné au cours d'une attaque, a*

fait preuve d'initiative, de courage et de sang-froid, en parvenant à dégager ses hommes... Malgré des blessures, dont l'une très douloureuse, a refusé de se laisser évacuer et s'est mis de lui-même à la tête de deux contre-attaques successives... A su inspirer à sa compagnie un entrain et un esprit de sacrifice complet par son exemple et son activité; a été tué en entraînant une de ses sections à l'attaque... A conduit vigoureusement sa section à l'assaut, franchissant d'un seul élan trois lignes de tranchées ennemies... S'est mis spontanément à la tête de quelques chasseurs privés de chef pour marcher en plein jour à l'attaque d'une tranchée qu'il savait très fortement occupée... Est tombé glorieusement en pénétrant, à la tête de sa troupe électrisée, dans l'entonnoir causé par l'explosion d'une mine allemande... » Voilà les plus modestes, les plus simples, les moins exceptionnelles de ces citations innombrables. S'il était vrai que la renommée fût, comme l'a prétendu Richelieu, le seul paiement des grandes âmes, ces brefs et sobres éloges seraient un pauvre salaire pour tant de grandeur et d'héroïque simplicité. Mais cent fois plus hautes et plus généreuses que les âmes en mal de renommée sont celles qui ne quêtent aucune récompense et qui se sentent pleinement satisfaites par la joie sereine du devoir accompli. Seule vraie noblesse, seule ambition qui ait jamais sollicité le cœur de tant des nôtres tombés sur les champs de bataille.

Laissons donc les noms. Ces vaillants sont

légion. Vivants ou morts, ce sont tous autant de Clémenis et de Sabatiers. Mais comment n'être pas frappé de cette louange identique qui revient, sous des formes diverses, dans la plupart des citations et qui met en relief les mêmes qualités de commandement, d'entrain, d'autorité et d'ascendant sur les hommes? Chefs de section, commandants de compagnie, officiers supérieurs, voilà tous ces orateurs d'hier subitement transformés en guerriers accomplis. Ils sont plus que jamais dans la tradition de la France : *Pleraque Gallia duas res industriosissime persequitur, virtutem bellicam et argute loqui.* Ils vivent désormais au milieu de la troupe, ils la comprennent, ils l'aiment, ils l'entraînent, ils la dirigent, ils sont devenus, en un mot, de vrais conducteurs d'hommes. Prestige séculaire de l'officier français! Il ne forme pas une caste, comme l'officier prussien. Il est le chef de ses soldats, il est aussi leur protecteur, leur conseiller, leur camarade, et la discipline trouve, dans l'exemple qu'il leur donne et dans la confiance qu'il leur inspire, un supplément de force, de vertu. Quelle fortune pour une nation, de posséder, aux heures graves, de telles réserves d'intelligence et de valeur morale!

Vous pouvez être fiers, Messieurs, de les avoir formées. Puisse le sentiment des grands services qu'elles rendent à la France adoucir vos regrets et alléger la douleur de tant de familles visitées, souvent plusieurs fois, par la mort! Barreau, magistrature, avocats aux Conseils, compagnies

judiciaires, tout le Palais a été cruellement éprouvé par la guerre. Il a droit, dès maintenant, à une part de la reconnaissance nationale, et lorsque viendra le moment où le pays recueillera le fruit des lourds sacrifices qu'il subit et qui n'altèrent pas sa patience, vous aurez l'inappréciable honneur d'avoir hâté, par le don de vous-mêmes, la victoire et la délivrance. Ce jour-là, sans oublier nos morts, nous nous retrouverons pour fêter ensemble, sous des voiles de deuil, le triomphe de la France et la défaite de ses ennemis. Nous verrons, sur les robes noires, briller des rubans rouges et des croix de guerre. Et nous nous répéterons : « Si notre patrie a, d'accord avec ses alliés, abattu des adversaires puissants et redoutables, si elle a rendu au monde la paix que l'impérialisme allemand lui avait ravie, si elle s'est assuré, au prix de pertes sanglantes, un avenir de calme, de travail et de prospérité, si elle a grandi dans l'univers, si elle a rétabli partout son vieux renom de bravoure chevaleresque, si elle y a ajouté une jeune réputation d'endurance, de froide énergie et d'inlassable ténacité, si elle apparaît désormais, dans le chœur des nations, entourée d'un nouveau nimbe de gloire, c'est à chacun de ceux qui se sont battus pour elle que nous devons le miracle de cette apothéose. » Et, en ouvrant nos bras aux survivants, nous conserverons une pensée très douce à ceux qui ne seront plus.

Paris, le 4 novembre 1916.

Son Altesse Royale, le prince Alexandre de Serbie, Saloniqué.

L'armée française, qui se rappelle la visite que Votre Altesse Royale a bien voulu lui faire sur le champ de bataille où viennent d'être remportées les dernières victoires, sera profondément touchée des félicitations que vous lui adressez. Je prie Votre Altesse de recevoir, pour elle et pour la vaillante armée serbe, mes vœux les plus chaleureux.

Réponse au nouvel Ambassadeur d'Italie, S. E. M. le marquis Salvago Raggi, remettant ses lettres de créance à l'Elysée, le 4 novembre 1916.

Monsieur l'Ambassadeur,

Vous pouvez être assuré de trouver, auprès du Gouvernement de la République, pour l'accomplissement de la haute mission qui vous est confiée, l'accueil le plus cordial et le concours le plus empressé.

Vous arrivez parmi nous à l'heure émouvante où l'Italie et la France combattent ensemble, une seconde fois, pour la liberté des peuples et pour la défense du droit.

Cette nouvelle lutte, soutenue en commun par deux nations que rapprochent si étroitement les traditions latines et les liens du sang, donne à

leur mutuelle amitié une force désormais inébranlable.

Comme vous, Monsieur l'Ambassadeur, le Gouvernement de la République est décidé à resserrer de plus en plus une alliance que la nature et l'histoire ont préparée et qui répond aux sentiments profonds de nos deux pays.

En dépit des perfides tentatives que renouvellent tous les jours nos ennemis, dans le puéril espoir de diviser les puissances de l'Entente, nous resterons unis dans la guerre jusqu'à la victoire, et, après la victoire, unis dans la paix.

A la coopération militaire et à la fraternité d'armes, succéderont, je n'en doute point, une collaboration économique et une intimité intellectuelle d'où l'Italie et la France tireront toutes deux, dans l'avenir, des avantages moraux et des profits matériels.

C'est à cette œuvre essentielle que vous allez travailler dès demain, Monsieur l'Ambassadeur, en prenant part aux nouvelles conférences des Gouvernements alliés.

Au moment où vous entreprenez une tâche que je sais douce à votre cœur, laissez-moi vous prier de transmettre à Sa Majesté le roi d'Italie les vœux que je forme pour lui, pour son pays et pour son armée (1).

---

1) Le *Journal des Débats* du 16 novembre 1916 portait cette information :

« Le Président de la République a reçu aujourd'hui M. Kaddour ben Ghabrit, l'agha Sarhaoui, M. Mustapha-Cherchali, M. Chedly Okby Caïd et Si Larbi Cheikh, M. Ahmed Skiredj,

Télégramme de félicitations, à l'occasion de la reprise de Monastir, à son Altesse royale le prince Alexandre de Serbie à Salonique :

20 novembre 1916.

Au moment où l'armée serbe reprend, avec ses alliés, possession de Monastir et rentre victorieusement sur le territoire national libéré, j'adresse à Votre Altesse royale mes félicitations les plus chaleureuses.

Réponse aux félicitations du roi George V.

17 décembre 1916.

Sa Majesté le roi d'Angleterre.

L'armée française, fière de lutter pour la cause commune aux côtés de la vaillante armée britannique, a reçu avec joie les félicitations que Votre Majesté veut bien lui adresser à l'occasion de ses nouveaux succès.

---

alem de Fez; M. Abdou Kane, cadi de l'Afrique occidentale française, qui reviennent de La Mecque, où ils sont allés, comme délégués des musulmans d'Algérie, de Tunisie, du Maroc et de l'Afrique occidentale, accompagner les pèlerins et saluer le chérif. Ils ont rendu compte au Président de leur voyage et de l'excellent accueil qu'ils ont reçu. Ils lui ont remis une longue et chaleureuse lettre personnelle du chérif.

« *Le Président leur a exprimé tous ses remerciements et toutes ses félicitations pour l'intelligence et le dévouement qu'ils ont montrés dans l'accomplissement de leur mission et pour le zèle avec lequel ils ont servi, tout à la fois, les intérêts de la France et ceux des indigènes d'Afrique.* »

ANNÉE 1917

Télégrammes
en réponse à des vœux de nouvelle année.

31 décembre 1916.

Sa Majesté le roi des Belges
Grand Quartier général belge.

A la veille de la nouvelle année, je prie Votre Majesté de recevoir les vœux ardents que je forme pour elle, pour Sa Majesté la reine et pour la noble Belgique. J'ai le ferme espoir qu'un prochain avenir apportera à Votre Majesté et à son vaillant peuple, si cruellement et si injustement éprouvé, les réparations dont la conscience universelle comprend la nécessité et sans lesquelles il resterait sur l'humanité une tache ineffaçable. Plus grande par sa vertu et par sa loyauté que les empires ennemis par leur force brutale et par le nombre de leurs sujets, la Belgique demeurera devant la postérité, l'irrécusable témoin de la préméditation allemande. La France a la mémoire du cœur. Elle se rappellera toujours que la Belgique a souffert, comme elle et avec elle, pour la liberté, pour le droit et pour l'honneur.

31 décembre 1916.

Sa Majesté le roi d'Italie,
Grand Quartier général italien.

Je remercie Votre Majesté des vœux qu'elle a bien voulu m'adresser et je la prie d'agréer elle-même les souhaits chaleureux que je forme pour sa personne, pour la glorieuse maison de Savoie, le généreux peuple italien, et la vaillante armée royale. La victoire que l'année nouvelle nous assurera, à nous et à nos fidèles alliés, resserrera encore l'intimité de l'Italie et de la France.

31 décembre 1916.

M. le duc de Davonshire,
Gouverneur Général du Canada à Ottawa.

Très sensible aux vœux que vous m'avez adressés au nom du Canada, je vous en remercie et vous prie de transmettre les souhaits très cordiaux du peuple français au peuple canadien, dont les vaillants fils, unis à leurs frères de races française et anglaise, assureront la victoire de la civilisation.

1er janvier 1917.

Sa Majesté l'Empereur de Russie,
G. Q. G. russe.

Je remercie Votre Majesté de ses vœux, ainsi que de la haute confiance qu'elle témoigne à l'armée et au commandement français. La ferme ré-

solution que Votre Majesté affirme dans son télégramme et qu'elle a si lumineusement justifiée dans la belle proclamation adressée aux vaillantes troupes impériales répond aux volontés de tous les alliés, et les lourds sacrifices que cette guerre impose à la France n'entament point sa persévérance. Elle continuera la lutte avec ses fidèles alliés jusqu'à la victoire libératrice. Je prie Votre Majesté de recevoir tous mes souhaits pour elle et pour la grande Russie.

1er janvier 1917 [1].

Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, Londres.

Votre Majesté me permettra de lui adresser, à l'occasion de la nouvelle année, mes vœux les plus sincères pour elle, pour Sa Majesté la reine et pour S. A. le prince de Galles. Je remercie Votre Majesté d'avoir bien voulu me renouveler une fois de plus, dans son télégramme d'avant-hier, l'assurance qu'elle était fermement résolue à poursuivre jusqu'à la victoire, en union intime avec nos alliés, la guerre que l'Allemagne et l'Autriche ont déchaînée sur l'Europe et dont elles porteront seules la responsabilité historique. Le peuple britannique, comme le peuple français, n'a pris les armes que pour répondre à l'agression dirigée par les empires du Centre contre la paix européenne. Nous devons à nos

---

1. Ce télégramme s'est croisé avec la dépêche du roi.

familles en deuil, nous devons à nos morts, de demander à l'ennemi les réparations et les garanties nécessaires pour qu'à l'avenir soit établi dans le monde un ordre solidement pacifique, Votre Majesté peut être convaincue que la France comprend ce grand devoir et qu'elle achèvera de l'accomplir (1).

1er janvier 1917.

Sa Majesté le roi Pierre de Serbie, Salonique.

Je remercie Votre Majesté de ses vœux et je lui adresse tous les miens. Je souhaite que sa santé continue de résister aux cruelles épreuves de la guerre et que la Serbie, défendue par ses vaillantes troupes et par celles des alliés, recouvre bientôt, avec les réparations nécessaires, son indépendance et sa prospérité.

S. A. R. le prince Alexandre de Serbie, Salonique.

Très touché des vœux de Votre Altesse royale, je lui adresse mes souhaits les plus ardents pour elle, pour la valeureuse armée serbe et pour les populations qui attendent des alliés leur prochaine libération.

---

(1) Le *Journal officiel* (3 janvier 1917, p. 51), mentionne sans les citer, des réponses de remerciement aux télégrammes du roi d'Espagne et du roi de Suède.

3 janvier 1917.

Sa Majesté le roi de Roumanie,
quartier royal roumain.

Je remercie vivement Votre Majesté des vœux qu'elle forme pour la France et je la prie de recevoir elle-même tous mes souhaits pour sa personne, pour Sa Majesté la reine et pour le royaume.

J'ai la ferme conviction que l'année 1917 assurera au noble peuple roumain, avec la victoire et la libération de son territoire, les réparations auxquelles il a droit.

Au général Emiliano Chamarro, Président de la République de Nicaragua, à Managa.

En vous exprimant, à l'occasion de votre arrivée au pouvoir, mes vœux les plus sincères pour votre personne et la grandeur de votre pays, je ne puis oublier que votre frère, Salvador Chamarro, est mort au service de la France, après avoir gagné par son glorieux dévouement pour nos soldats la Médaille militaire et la Croix de guerre.

6 janvier 1917.

S. E. M. le Président
de la République portugaise, Lisbonne (1).

Je trouve en revenant de Belgique, l'aimable télégramme de V. E.

(1) La dépêche du président Bernardino Machado est citée dans le même numéro du *Journal officiel* du 6 janvier, p. 255.

Je vous remercie cordialement et je vous prie de recevoir mes meilleurs souhaits pour votre bonheur personnel et pour la gloire du Portugal ami et allié.

Interview du vendredi 12 janvier 1917 à M. Edward Marshall, correspondant d'un journal américain.

Vendredi de la semaine passée, le Président de la République a reçu un journaliste américain, M. Edward Marshall, avec lequel il s'est entretenu de la note du Président Wilson et de la réponse des Alliés. Les déclarations de M. Poincaré à notre confrère sont publiées aujourd'hui. Elles n'ont rien de sensationnel. Analogues à celles de M. Balfour dans la dépêche destinée à M. Lansing que nous commentions hier, elles exposent, sous une forme plus familière, quelques-uns des points de vue plus particulièrement français. C'est ainsi que M. Poincaré a parlé de l'amitié traditionnelle franco-américaine et des marques croissantes de sympathie que nous recevons chaque jour de la population des Etats-Unis. De même M. Poincaré s'est expliqué sur la question d'Alsace-Lorraine. Il a montré très clairement que la France, odieusement attaquée par l'Allemagne, ne pouvait pas ne pas répondre à cette provocation en reprenant les deux provinces qui lui ont été arrachées par la force en 1871. Cette réincorporation de l'Alsace-Lorraine dans la patrie française n'est pas seulement la réparation d'une iniquité, mais une garantie nécessaire contre une nouvelle tentative d'agression. Quoique ces choses aient été maintes fois indiquées au cours de la guerre,

il n'était pas inutile qu'elles fussent dites en ce moment au public américain par une voix aussi autorisée que celle du Président de la République.

— Puis-je, a demandé M. Marshall, dire à l'Amérique que la France est notre amie, bien que nous ne combattions pas avec elle?

— Les États-Unis d'Amérique et la France, déclara M. Poincaré, sont étroitement unis par d'ineffaçables souvenirs communs, par les mêmes traditions politiques, par le même attachement aux institutions libres. Cette guerre, que l'Allemagne a déchaînée sur l'Europe et que la France avait tout fait pour éviter, ne pouvait pas altérer les bonnes relations des États-Unis et de la France. Elle les a même resserrées et fortifiées.

— N'estime-t-on point que nous avons reculé devant notre devoir en restant en dehors de la guerre?

— Les États-Unis sont restés neutres, a répondu M. Poincaré d'un air réfléchi, mais les sympathies individuelles s'y sont manifestées de toutes parts en faveur de la France. Nous avons été profondément touchés de ces innombrables démonstrations d'amitié. Il ne se passe pas de jour où je ne reçoive personnellement une volumineuse correspondance d'Amérique, avec de généreuses offrandes pour nos populations envahies, pour nos veuves et nos orphelins. Les lettres qui accompagnent ces envois émanent de toutes les classes sociales et sont souvent conçues en termes émouvants. D'autres fois, ce sont des vœux chaleureux pour la victoire de la France, des encouragements, des témoignages de solidarité morale.

Votre grand pays comprend assurément que nous ne combattons pas seulement pour notre indépendance et notre honneur national, mais pour une cause beaucoup plus générale, qui dépasse les limites de notre propre intérêt : nous combattons pour le droit des individus et pour la liberté des peuples. La violation de la Belgique par un empire qui avait garanti la neutralité de ce brave petit pays donne à toute la guerre sa signification symbolique.

L'Allemagne ne s'est pas contentée de nous déclarer la guerre sans provocation; elle a voulu nous égorger par

surprise et, pour y réussir, elle a piétiné au passage un petit peuple innocent. C'est assez pour définir le caractère de la lutte où nous sommes engagés. Les États-Unis ne s'y sont pas trompés.

— Êtes-vous disposé à dire quelque chose à propos de la note du Président Wilson?

— Connaissant les sentiments américains, a répondu M. Poincaré, nous ne nous sommes pas mépris sur la pensée qui a inspiré l'initiative de M. le Président Wilson. Nous avons tout de suite été convaincus que la suggestion faite aux nations belligérantes se conciliait, dans l'esprit de l'illustre Président, avec la traditionnelle amitié de nos deux nations. Mais, ayant conscience de lutter pour l'humanité, nous n'avons pas le droit de déposer les armes avant de pouvoir signer une paix véritablement humaine, c'est-à-dire établie sur des principes qui la rendent réellement viable, qui soient conformes aux droits des peuples et qui épargne au monde le retour d'aussi terribles catastrophes.

Il est malheureusement certain que l'Allemagne, qui affecte en ce moment de se dire victorieuse, bien qu'elle ne puisse guère douter de sa défaite prochaine, n'est pas encore mûre pour cette paix nécessaire.

Nous sommes donc condamnés à continuer la guerre jusqu'à ce que nous puissions, nos alliés et nous, obtenir les réparations et les garanties qu'ont rendues indispensables l'agression dont nous avons été victimes, les sacrifices que nous avons subis et les pertes que nous avons souffertes.

La réponse que les pays alliés viennent de faire collectivement à M. le Président Wilson est, à cet égard, parfaitement claire. Nous n'avons, quant à nous, rien à cacher. On nous a attaqués, nous nous défendons, mais nous ne voulons pas avoir à nous défendre perpétuellement contre de nouvelles attaques. Nous voulons donc des réparations pour le passé et des garanties pour l'avenir.

— Votre sentiment est-il que le Président Wilson pouvait, à juste titre, poser aux puissances belligérantes les questions qu'il leur a posées?

— Ce n'est pas de notre part que viendra la résistance

aux généreuses idées du Président Wilson sur les ententes internationales à conclure, au lendemain de la paix, pour assurer le respect des engagements pris. Nous nous associons, au contraire, bien volontiers, à ses nobles intentions. Mais, pour que ces ententes puissent produire plus tard leur effet bienfaisant, il faut commencer par restaurer les droits violés et par prémunir l'Europe contre une paix qui contiendrait le germe de nouveaux attentats.

M. Marshall a demandé au Président Poincaré si la France estimait que la restitution de ses provinces perdues, l'Alsace et la Lorraine, était, comme la reconstitution de la Belgique, essentielle à la conclusion d'une paix satisfaisante :

— Nous avons également parlé dans notre réponse, repartit le Président, de la restitution des provinces autrefois arrachées par la force ou séparées contre le gré des populations. Notez bien que, pendant quarante-quatre ans, la France a étouffé la douleur que lui causaient ses anciennes blessures. L'Allemagne lui avait enlevé, en 1871, l'Alsace-Lorraine, malgré le vœu unanime des habitants.

Quelque cuisant regret qu'elle en eût éprouvé, la France n'aurait jamais voulu faire une guerre de revanche. Elle savait trop, hélas ! ce qu'une guerre coûterait à l'humanité. Elle a attendu, en prenant soin d'écarter de son mieux toutes les occasions de conflit. Elle s'est montrée patiente et résignée. Elle a supporté des provocations comme celles de Tanger, d'Agadir et beaucoup d'autres. Mais aujourd'hui que, sans motifs, on lui a déclaré la guerre ; aujourd'hui que son sang a coulé par la faute d'autrui, comment pourrait-elle ne pas élever une revendication fondée sur le droit et sur la justice?

Le Président Wilson et le peuple des États-Unis comprendront certainement sur ce point, comme sur les autres, la haute portée morale de la réponse des Alliés (1).

---

(1) D'après le *Journal des Débats* du 20 janvier 1917. Il convient d'y ajouter ces commentaires parus les jours suivants :

Londres, le 20 janvier. — Le *Daily Telegraph*, commentant l'interview que M. Poincaré a accordée à M. Marshall, écrit :

« Le Président a parlé au nom de la France. Les neutres seront frappés de la confiance dans la victoire qui émane de ses paroles et de la relation étroite qui existe entre les

29 février 1915.

S. M. le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, Empereur des Indes, Londres.

Je prie Votre Majesté de recevoir mes plus vives félicitations pour les beaux succès remportés par les troupes anglaises sur le front occidental et à Kut-el-Amara. L'écho de ces victoires a joyeusement retenti au cœur de la France amie et alliée.

---

déclarations de M. Poincaré et la note de M. Balfour aux Etats-Unis.

« L'Allemagne fait montre d'une confiance plus bruyante que réelle. Pour elle, il y a trois solutions : la victoire, la défaite, le coup nul. Aux yeux des Alliés, inexorablement déterminés à la guerre, ce ne peut être que la défaite ou la victoire, le coup nul étant l'équivalent de la défaite.

« En parlant de la restitution de l'Alsace-Lorraine comme d'une condition *sine qua non*, M. Balfour a provoqué en Allemagne une explosion de rage. M. Poincaré affirmant que cette restitution est certaine et peu éloignée, les Allemands comprendront qu'il ne s'agissait pas d'une fanfaronnade de la part de M. Balfour. M. Poincaré exprime la conviction que les armées françaises reconquerront l'Alsace-Lorraine. Tous les loyaux alliés de la France partagent entièrement cette conviction. Ce sera le coup le plus sérieux que nous pourrons porter à l'Allemagne. »

New-York, le 21 janvier. — Tous les journaux de New-York publient en place d'honneur les déclarations faites par M. Poincaré à M. Edouard Marshall. Ils soulignent, dans ces déclarations, le passage où le Président de la République française répète que la France continuera la guerre jusqu'à ce qu'elle obtienne les réparations et les garanties rendues indispensables après les pertes qu'elle a subies.

Il faut remarquer le ton entièrement cordial et affectueux avec lequel le Président Poincaré a parlé du Président Wilson et des Etats-Unis.

Discours prononcé à l'inauguration du Congrès du Livre, le 11 mars 1917, tenu à la Sorbonne.

Messieurs,

Je vous remercie de m'avoir invité à présider la première séance de votre congrès. Jusqu'au jour où la France pourra déposer sur son sol affranchi ses armes victorieuses, je me dois surtout à ceux qui la défendent. Mais les braves gens qui versent leur sang pour elle comprendront qu'aujourd'hui je vous considère, vous aussi, comme des combattants. Si votre âge vous retient loin de cette longue ligne de dévastation qui s'étend de Nieuport à l'Alsace, vous êtes, du moins, des mobilisés volontaires au service du pays; vous veillez à la garde des plus grands intérêts nationaux; vous êtes les soldats de la pensée française.

Certes, lorsque nos yeux se fixent sur la douloureuse blessure qui mutile la France du nord à l'est, lorsque nous voyons nos champs bouleversés et nos foyers détruits, nous sentons plus profondément que jamais combien nous est chère la terre où nous sommes nés et où un ennemi sacrilège est venu troubler le sommeil de nos morts. Mais la patrie n'est tout entière ni dans la douceur des horizons familiers, ni dans la paix des tombes. Elle se complète et se vivifie par la mémoire des générations disparues, par la force des traditions, par l'unité de la langue, par la

communauté des mœurs et de la civilisation. Une personnalité géographique indivisible, mais aussi une âme, un esprit vivant, une conscience, voilà ce qu'est la France pour l'héroïque armée qui la protège; voilà ce qu'elle est pour vous, qui travaillez à augmenter son prestige et à grandir sa renommée.

C'est dans le livre que se symbolise l'idée française. Le livre prolonge le passé dans le présent; il ressuscite les siècles défunts; il réveille la voix de nos ancêtres; il nous permet de vivre en leur compagnie et de converser avec eux.

En même temps, le livre enregistre les progrès accomplis, propage les nouveautés fécondes, stimule les imaginations créatrices; il est le messager de la science et le héraut des bonnes lettres; il nous introduit chez les étrangers et il leur ouvre les portes de notre maison.

Comme vous avez raison de vouloir que ce courrier de la France ait toutes les qualités françaises, qu'il soit alerte, élégant, sociable, et qu'il sache nous faire aimer!

Il rencontre, sur tous les marchés du monde, des concurrents redoutables et, dans ces dernières années surtout, il s'est heurté, jusqu'en deçà de nos frontières, aux émissaires de l'Allemagne.

Par le livre, comme par le commerce et la finance, nos ennemis nous ont fait la guerre, avant de nous la déclarer. Le livre allemand a été le porte-parole de l'orgueil allemand, de la science allemande, de la culture allemande. Tantôt il nous

a envahis avec une brutalité tapageuse, tantôt il s'est coulé chez nous avec des airs hypocrites. Nous l'avons vu se glisser dans les mains de nos touristes, s'insinuer dans nos universités et nos lycées. Parfois, pour être plus sûr de trouver bon accueil, il prenait effrontément le masque français. A la veille des hostilités, ne s'est-il pas trouvé, de passage à Paris, un homme qui formait, en l'honneur du livre, un vaste projet de bibliographie nationale? On a eu l'indiscrétion de se renseigner : c'était le courtier d'une grande librairie de Leipzig.

A la faveur d'une propagande méthodique et opiniâtre, l'Allemagne avait réussi à nous faire accepter des quantités croissantes de volumes et de périodiques, édités en Prusse, en Saxe, en Bavière, et souvent imprimés en un idiome qui se donnait pour la langue française et qui en avait quelques apparences. C'est ainsi que passaient en douane, pour venir accaparer l'étalage de libraires complaisants, des quintaux de dictionnaires, d'ouvrages de droit international, — où l'Allemagne nous enseignait le respect des traités ; — de romans populaires et policiers ; de collections musicales, — qui réservaient aux compositeurs d'outre-Rhin une place privilégiée et enveloppaient savamment nos maîtres d'un voile crépusculaire ; — de journaux de modes — qui s'intitulaient cyniquement *la Façon parisienne*, *les Modèles parisiens*, *l'Idéal parisien*, et qui nous donnaient des leçons de grâce françaises méditées sur les bords de la Sprée.

Toutes ces publications germaniques importaient parmi nous de subtiles apologies de l'Allemagne, une littérature lamentable qui usurpait le nom français et jetait le discrédit sur la nôtre, un goût qui aurait fini par altérer notre goût, si nous n'avions été naturellement défendus contre la corruption de notre esprit public par des siècles de vie collective et par d'inépuisables réserves d'énergie intérieure.

La menace cependant se rapprochait. L'Allemagne nourrissait l'ambition de devenir la reine du livre. Rappelez-vous la savante publicité qu'elle a faite en 1899 autour du Musée du livre qu'elle créait à Leipzig ; rappelez-vous le Musée de la pensée allemande, inauguré, en 1910, à Munich ; rappelez-vous l'Exposition du livre, ouverte à Leipzig, au moment où les empires du Centre conspiraient déjà, dans l'ombre, contre la paix universelle. Peu à peu l'Allemagne, puissamment servie par le traité de Francfort et par la clause de la nation la plus favorisée, nous dépouillait d'avantages séculaires, nous chassait outrageusement de nos positions dans le monde et, non contente de se faire sa part dans le commerce des imprimés, s'efforçait, là comme partout, de s'arroger l'empire et de s'attribuer l'hégémonie.

Contre ce danger d'hier, qui serait encore, si l'on n'y parait sans retard, le danger de demain, vous avez groupé ici, messieurs, toutes ces forces d'actions qu'a si éloquemment définies notre ami M. Pierre Decourcelle. Écrivains, éditeurs, impri-

meurs, typographes, bibliophiles, artistes, vous vous êtes réunis pour travailler à la défense et illustration de la langue et du livre français. Il n'est pas de tâche plus noble ; il n'en est pas qui mérite davantage l'approbation et l'encouragement des pouvoirs publics.

Vous savez que c'est le livre qui gouverne les hommes et qu'il est le maître de l'avenir; vous n'entendez pas qu'il intronise partout l'impérialisme germanique et l'esprit de domination.

Vous vous êtes donc assigné comme premier devoir de libérer le livre français des trop nombreuses servitudes étrangères qui en grèvent encore la fabrication. N'est-il pas pénible de constater que notre papeterie, de renom si ancien, de passé si glorieux, ne tire plus de notre pays toutes les matières dont elle s'alimente et se courbe sous la dépendance humiliante de productions exotiques? Notre sol n'est-il plus propice au sapin, au tremble et au bouleau? L'alfa ne pousse-t-il plus sous le ciel de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie? Nos colonies sont-elles donc dépourvues de textiles, de roseaux et de bambous? Pour développer et exploiter nos richesses nationales, vous saurez étudier et recommander tout un ensemble de mesures, qui allégeront le lourd tribut annuel que nous payons fidèlement à nos rivaux et trop souvent à nos ennemis. A l'industrie du livre, à la typographie, à la reliure, il faut des machines. N'est-il pas possible de les construire en France, et à des prix qui soutiennent la

concurrence des machines étrangères? Est-il nécessaire que, pour confectionner la couverture d'un livre, pour coudre, piquer, coller ou plier, l'ouvrier français soit condamné à se familiariser avec un mécanisme allemand?

Vous rechercherez de même si, à cet ouvrier français, qu'aucun ne dépasse en intelligence et en ingéniosité, ne pourraient être offerts des moyens plus efficaces d'améliorer son instruction professionnelle ; vous vous demanderez si l'organisation de notre vente et de notre publicité n'est pas défectueuse, si, en face des longs crédits pratiqués par les Allemands, nos modes habituels de payement ne sont pas un peu timides, si nos répertoires et nos catalogues ne sont pas trop rares et trop modestes, si nous ne devrions pas nous-mêmes préparer des expositions techniques, instituer un musée du livre, former des vendeurs, faire visiter plus régulièrement la clientèle des pays acheteurs, créer à l'étranger des dépôts centraux, bref, rajeunir et compléter nos méthodes, pour coaliser partout, en faveur du livre français, les efforts et les bonnes volontés.

Vous écouterez enfin les conseils éclairés des illustrateurs, des graveurs sur cuivre, de ces charmants aquafortistes, qui sont les héritiers directs de notre XVIII^e^ siècle, de ces admirables graveurs sur bois qui ont rendu la vie à un vieil art national trop longtemps délaissé ; et vous ne refuserez pas même votre sollicitude aux procédés mécaniques de simili-gravure ou d'héliogra-

vure, d'abord parce que vous savez le secours qu'ils prêtent à la diffusion du livre, et aussi parce que beaucoup d'excellentes éditions leur empruntent désormais un supplément de beauté.

Est-ce à dire que tout soit à faire pour relever la prospérité de l'industrie du livre? Loin de moi cette pensée de pessimisme et d'injustice! Quelle qu'ait été, avant la guerre, la progression continue des importations de livres, nos exportations n'ont pas fléchi; elles n'ont même pas cessé de s'accroître et, en 1913, elles distançaient encore de beaucoup les entrées. Nous avions à lutter pourtant contre une invasion lente, sournoise et insidieuse, qui aurait fini par tout emporter, si l'ennemi lui-même n'avait détruit son œuvre de conquête par la guerre qu'il a déchaînée. Dorénavant, la victoire de nos armes nous rendra la liberté commerciale, l'élan nécessaire aux grandes entreprises et la foi en notre génie.

C'est un étrange paradoxe que la prétention de l'Allemagne à la primauté dans la composition du livre. En 1784, l'Académie de Berlin mettait au concours le fameux sujet : « De l'universalité de la langue française, » et elle décernait le prix à Rivarol. La littérature allemande, dans les deux périodes où elle a jeté le plus d'éclat, n'a été que le reflet de la nôtre, et ce n'est pas un Français, c'est Nietzsche qui a écrit : « Tout ce qu'il y a de noble en Europe dans l'ordre des sentiments, des goûts et des mœurs est l'invention de la France. » Ce n'est pas un Français, c'est encore Nietzsche

qui a défini la culture « l'unité de style artistique dans toutes les manifestations de la vie, » et qui a proclamé, sans respect pour sa terre maternelle, que la marque distinctive de l'Allemagne était le chaos dans les tentatives d'art, l'absence de style, le défaut de culture, il a même ajouté : la barbarie. Titres singuliers, si Nietzsche a dit vrai, pour essayer de conduire, par le livre, l'esprit du genre humain!

Le genre humain, l'Allemagne aujourd'hui l'a, en grande partie, soulevé contre elle; et voici que, sur les continents et sur les mers, s'affrontent, non seulement deux groupes de peuples et deux fédérations d'intérêts, mais deux principes et deux civilisations : la souveraineté de la force et la souveraineté du droit, le régime d'oppression et l'esprit de liberté, l'orgueilleuse grossièreté du colossal et le sentiment de la vraie grandeur intellectuelle et morale.

Ce que va décider irrévocablement cette guerre sanglante, ce n'est pas seulement la destinée des nations qui y sont engagées, c'est tout l'avenir de la planète habitée par les hommes. Pour qu'un monde nouveau puisse vivre dans la paix et dans la joie, il faut, hélas! qu'il soit enfanté dans la douleur. Mais, si longue et si cruelle qu'elle soit, la douleur passera et la gloire de la France sera éternelle.

Télégramme à M. Wilson, Président des États-Unis d'Amérique (1).

6 avril 1917.

Au moment où, sous la généreuse inspiration de Votre Excellence, la grande République américaine, fidèle à son idéal et à ses traditions, s'apprête à défendre par les armes la cause de la justice et de la liberté, le peuple français tressaille d'une émotion fraternelle. Laissez-moi vous renouveler, Monsieur le Président, en cette heure grave et solennelle, l'assurance des sentiments dont je vous ai récemment adressé le témoignage et qui trouvent dans les circonstances présentes un accroissement de force et d'ardeur. Je suis sûr d'exprimer la pensée de la France tout entière en vous disant, à vous et à la nation américaine, la joie et la fierté que nous éprouvons à sentir nos cœurs battre, une fois encore, à l'unisson avec les vôtres. Cette guerre n'aurait pas eu sa signification totale si les Etats-Unis n'avaient pas été amenés par l'ennemi lui-même à y prendre part. Dorénavant, il apparaît plus que jamais à tout esprit impartial que l'impérialisme allemand, qui a voulu, préparé et déclaré la guerre, avait conçu le rêve insensé d'établir son hégémonie sur le monde. Il n'a réussi qu'à révolter la conscience de l'humanité. Vous vous êtes fait, devant l'univers, en un

(1) La réponse du Président des Etats-Unis se lit au *Journal officiel* du 11 avril, p. 2848.

langage inoubliable, l'éloquent interprète du droit outragé et de la civilisation menacée. Honneur à vous, Monsieur le Président, et à votre noble pays.

Je vous prie de croire à mon amitié dévouée.

Télégramme de remerciement pour le message du roi d'Angleterre à l'armée française.

23 avril 1917.

Sa Majesté George V, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, empereur des Indes.

Je me fais un plaisir de communiquer le message de Votre Majesté à l'armée française, qui en sera très touchée et qui est fière de poursuivre, dans des opérations concertées avec la victorieuse armée britannique, la lutte libératrice contre l'ennemi commun.

Pour l'Empire-day.

24 mai 1917.

Sa Majesté le roi d'Angleterre.

A l'occasion du jour de l'Empire, je tiens à renouveler à Votre Majesté les vœux ardents que le peuple français forme avec moi pour la prospérité du royaume de Grande-Bretagne et d'Irlande, pour les Dominions et les colonies britanniques, pour l'empire de l'Inde, dont les fils, unis aux enfants de la France, de ses colonies et de ses

protectorats, combattent vaillamment pour la plus noble cause.

Au Président de la République du Brésil (S. E. M. Wenceslas Braz) en réponse au télégramme de remerciement du 26 mai 1917.

La marine française sera très honorée des remerciements de Votre Excellence. En contribuant au sauvetage de l'équipage du *Tijuca*, elle est restée fidèle à ses traditions d'humanité et a été heureuse de témoigner sa sympathie aux citoyens d'une nation amie. Je prie Votre Excellence de croire à mes meilleurs sentiments d'amitié.

Au ministre de la Guerre (M. Painlevé) après la revue du 14 Juillet.

Mon cher Ministre,

La splendide armée dont vous faisiez ces jours-ci l'émouvant éloge aux applaudissements unanimes de la représentation nationale, a recueilli ce matin, dans les rues de Paris, le fervent témoignage de la reconnaissance publique.

Les glorieux détachements qui ont défilé devant nous, les drapeaux noircis et déchirés qui enveloppent dans leurs plis tant de souvenirs illustres, les délégations des corps auxquels leur vaillance collective a valu la fourragère, formaient une synthèse magnifique de toutes les vertus militaires et de toutes les énergies patriotiques.

Étroitement unis dans la même pensée et dans la même volonté, ces officiers et ces soldats offraient à l'incomparable population parisienne d'innombrables exemples vivants d'héroïsme et de grandeur morale.

En retour, le peuple de Paris montrait à ces braves, par ses acclamations enthousiastes, qu'il comprend comme eux la nécessité de poursuivre jusqu'à la victoire définitive l'effort sublime qui les a depuis trois ans signalés à la respectueuse admiration du monde entier.

Les Pouvoirs publics ne peuvent que s'incliner avec une profonde émotion devant ce peuple et devant cette armée qui ne font qu'un seul être, qu'un seul cœur, une seule âme et qui sont la France, la France radieuse et immortelle.

Je vous prie de vouloir bien transmettre à ces superbes troupes les ardentes félicitations que je leur adresse au nom du pays.

Croyez, Mon cher Ministre, à mes sentiments affectueux et dévoués.

Réponses aux télégrammes de fête du 14 Juillet 1917.

13 juillet 1917.

Sa Majesté le roi Alexandre, Athènes.

Je remercie Votre Majesté des vœux qu'elle forme pour la France et je la prie de recevoir mes souhaits les plus vifs pour la prospérité de la Grèce. C'est une grande joie pour le peuple fran-

çais de voir heureusement rétablie entre nos deux pays la confiante amitié qu'a nouée la tradition et que resserrera davantage encore une coopération cordiale dans la grande lutte où se jouera l'avenir du monde.

13 juillet 1917.

Son Excellence M. Bernardino Machado, Président de la République portugaise, Lisbonne.

Très touché des vœux que vous voulez bien m'exprimer, je vous prie de recevoir les souhaits fraternels que forme le peuple français pour la grandeur et la prospérité de la République portugaise. Dans la lutte commune que soutiennent nos deux nations pour le triomphe du droit et de la liberté, elles sentent se fortifier tous les jours davantage les liens qui les unissent.

13 juillet 1917.

Sa Majesté le roi Albert Ier, G. Q. G. belge.

Je remercie Votre Majesté d'avoir bien voulu s'associer aussi chaleureusement à la célébration de notre fête nationale. Les armées de la République seront profondément touchées de votre haute appréciation; elles savent de quel noble soldat leur vient un éloge si vibrant; elles savent aussi quels exploits la vaillante armée belge n'a cessé d'accomplir sur l'Yser à l'école de Votre Majesté. Fières de la fraternité d'armes qui les unit aux troupes alliées, elles continueront de

combattre à leurs côtés pour la délivrance des populations opprimées par l'ennemi et pour la réparation nécessaire des droits violés. Je prie Votre Majesté de présenter à Sa Majesté la reine mes hommages respectueux et de croire à ma fidèle amitié.

14 juillet 1915.

Son Altesse royale le prince Alexandre de Serbie, Salonique.

Je suis très reconnaissant à Votre Altesse royale des vœux qu'elle adresse à la nation française et je la remercie de son cordial souvenir personnel. Je la prie de recevoir mes chaudes félicitations pour les succès de la valeureuse armée serbe, mes souhaits pour la délivrance prochaine de la généreuse Serbie et l'assurance de ma constante amitié.

16 juillet 1915.

Son Excellence M. Woodrow Wilson, Président de la République des Etats-Unis d'Amérique, Washington.

Le peuple français, qui a fait, depuis trois ans, d'héroïques sacrifices pour la défense du droit et de la liberté, accueillera avec une reconnaissante émotion, Monsieur le Président, le fraternel message que vous avez bien voulu m'envoyer à son intention.

Nous serons fiers de continuer jusqu'à la victoire, coude à coude avec la grande et généreuse

nation américaine, la guerre que l'impérialisme de nos ennemis a déchaînée sur le monde, malgré les efforts désespérés que la République française n'avait cessé de faire pour éviter un aussi terrible cataclysme.

Je ne doute pas plus que vous qu'après la défaite de l'autocratie et du militarisme germaniques, un avenir de paix, de travail et de prospérité ne s'ouvre enfin devant l'humanité délivrée.

28 juillet 1917.

Sa Majesté le roi Ferdinand de Roumanie, Jassy.

Je viens d'assister avec émotion à une grandiose manifestation franco-roumaine, au cours de laquelle l'étendard d'Etienne le Grand a été solennellement remis au ministre de Votre Majesté devant un public enthousiaste, fidèle interprète des sentiments du peuple français. L'écho des succès remportés par les vaillantes troupes roumaines a joyeusement retenti au cœur de la foule qui se pressait à cette cérémonie. Je saisis cette occasion d'envoyer à Votre Majesté, avec toutes mes félicitations, mes vœux chaleureux pour elle, pour Sa Majesté la reine et pour la Roumanie, amie, alliée et sœur de la France (1).

---

(1) La réponse du roi de Roumanie, en date du 31 juillet, n'a été publiée que le 7 août.

Réponse au télégramme du roi d'Angleterre daté de Buckingham-Palace.

3 août 1917.

Sa Majesté le roi George V,
roi de Grande-Bretagne et d'Irlande,
empereur des Indes, Londres.

Je puis donner à Votre Majesté l'assurance que les sentiments qu'elle veut bien m'exprimer, au nom de l'empire britannique, correspondent à ceux du Gouvernement de la République et du peuple français.

Les cruels sacrifices imposés aux nations alliées par une guerre dont elles ne portent pas la responsabilité, doivent trouver, dans la victoire définitive, les réparations que réclame le droit.

La France est résolue à poursuivre et à terminer cette œuvre de délivrance et de justice en étroite collaboration avec la Grande-Bretagne et avec les colonies et les dominions qui ont donné, depuis trois ans, comme la métropole, un si admirable exemple d'union patriotique.

Hier encore, la magnifique armée que l'empire britannique a levée, instruite et outillée depuis le début des hostilités, offrait à ses frères d'armes un nouveau témoignage de sa valeur et de son héroïsme. Je saisis bien volontiers l'occasion de ce troisième anniversaire pour prier Votre Majesté de transmettre à ses vaillantes troupes, mes félicitations et mes vœux.

Télégramme après le voyage d'Italie.

19 août 1917.

Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel III,
au front de guerre italien.

Au moment où je quitte la terre d'Italie, je veux remercier encore Votre Majesté de l'accueil si cordial qu'elle m'a fait et dont je lui demeure très reconnaissant.

J'emporte un souvenir ému des trop rapides journées que j'ai passées au milieu des vaillantes troupes de la nation amie et alliée.

Je garde la vision des durs champs de bataille où tant de braves ont versé leur sang pour la rédemption de leurs frères de race.

Il m'a été particulièrement agréable de pouvoir visiter, avec Votre Majesté, Gradisca et Gorizia et d'y voir flotter le drapeau italien.

Je forme les vœux les plus ardents pour que de nouveaux succès viennent récompenser le courage de votre magnifique armée, assurer à votre noble pays l'accomplissement de ses destinées nationales et contribuer à la victoire commune des peuples alliés.

Unies aujourd'hui dans la guerre, l'Italie et la France resteront à jamais unies dans la paix et, fidèles à leurs mêmes traditions, à leur même culture, à leur même idéal, elles travailleront d'un même cœur au progrès de l'humanité.

Réponse à un télégramme du roi d'Angleterre, pour l'anniversaire de naissance du Président (1).

Paris, 22 août 1917.

Sa Majesté le roi George V, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, empereur des Indes, Londres.

Je suis très reconnaissant à Votre Majesté des vœux si affectueux qu'elle m'adresse et je la prie de recevoir ceux que je forme de tout cœur pour elle, pour Sa Majesté la reine et pour la famille royale. Les admirables succès que remportent quotidiennement les vaillantes troupes britanniques, au cours d'opérations méthodiques auxquelles les soldats français sont fiers d'apporter leur part d'efforts, nous permettent de bien augurer de la victoire définitive qui nous assurera une paix durable. Je saisis avec empressement cette occasion de renouveler à Votre Majesté mes vives félicitations pour sa magnifique armée et mes souhaits pour la gloire et la prospérité du grand peuple britannique, ami et allié de la France.

Télégramme de félicitations pour les succès italiens.

23 août 1917.

Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel III, zone de guerre, Italie.

Je suis heureux d'apprendre le beau succès des opérations dont j'ai pu voir ces jours-ci avec

1 Voir plus haut, p. 10 et 149.

Votre Majesté le terrain difficile et dont le magnifique entrain des troupes italiennes m'avait fait présager l'heureux résultat.

J'adresse à Votre Majesté mes vives félicitations pour sa vaillante armée et je la prie de recevoir elle-même mes fidèles souvenirs.

Allocution prononcée à Verdun le 29 août 1917 à l'occasion de la remise au général Pétain de la Grand'Croix de la Légion d'honneur.

Mon cher général,

Dans les belles lettres qu'ils vous ont écrites il y a peu de jours, M. le président du Conseil et M. le ministre de la Guerre vous ont exprimé, avec les félicitations du Gouvernement de la République, la confiance de l'armée et la gratitude du pays. En vous remettant aujourd'hui devant quelques-unes de vos vaillantes troupes, la grand' croix qui vient de vous être décernée, je suis heureux de vous dire, à mon tour, combien la France est fière de vos succès et quelles espérances elle met en vous, en vos généraux, en vos officiers, en vos incomparables soldats.

Depuis le jour où vous avez été appelé à rétablir, devant Verdun, notre situation militaire, l'attention du monde est restée fixée sur cette glorieuse cité et sur la zone de terre lorraine qui entoure ses vieilles murailles et qu'ont ravagée les obus de l'ennemi. L'humanité tout entière a compris que de la partie grandiose et tragique qui

se jouait sur les deux rives de la Meuse dépendaient la liberté des peuples et l'avenir de la civilisation.

Ce sol dévasté que j'ai si souvent parcouru avec vous, — ce sol désolé qui avait pris une valeur symbolique et qui ne formait plus seulement les avancées d'une place célèbre, mais le glacis d'une citadelle idéale où se serait retranché le droit éternel, — ce sol illustré par tant de combats et sanctifié par tant de sang versé, — l'armée française l'a défendu pied à pied et reconquis lambeau par lambeau; et voici qu'aujourd'hui, sous votre commandement suprême et sous la direction des chefs éprouvés, elle vient de reprendre d'assaut, après une savante préparation d'artillerie, les hauteurs si souvent disputées, d'où l'ennemi dominait nos positions, surveillait nos mouvements et réglait le tir de ses batteries. Eclatante victoire qui répond, par un écho retentissant, aux exploits accomplis tous les jours par nos troupes sur le Chemin-des-Dames, aux brillants avantages obtenus par nos divisions dans les plaines de Belgique, aux héroïques batailles livrées dans les Flandres par l'armée britannique, aux importants progrès réalisés par les Italiens sur l'âpre chaîne du Monte Santo et sur les plateaux rocheux du Carso.

Dans l'ensemble de ces opérations concertées, l'armée française a fourni, comme toujours, son large tribut d'efforts. Jamais elle n'a montré plus de courage et plus d'entrain. Trois ans de rudes

combats n'ont ni altéré sa force, ni refroidi son ardeur. C'est qu'elle est soutenue dans cette longue épreuve par la conscience de défendre le pays natal et de ne poursuivre la guerre que pour assurer le triomphe de la paix.

Vainement nos ennemis essaient-ils de défigurer l'histoire et de répandre chez les neutres des fables de commande. Vainement font-ils des efforts désespérés pour se décharger des responsabilités qui les écrasent. Vainement les fabriques de fausses nouvelles, installées dans les villes impériales, dégagent-elles sans trêve des nuages de fumées noires, qu'un vent propice pousse au delà des frontières, mais qui se dissipent, l'un après l'autre, dans le rayonnement de la vérité.

Convaincue elle-même de ne plus pouvoir obtenir sur notre front une victoire militaire, l'Allemagne s'est réfugiée dans une dernière illusion : elle s'imagine avoir raison de nous par des crises intérieures et, depuis quelques semaines, elle les annonce avec fracas. Ni ces puériles manœuvres, ni l'infâme propagande qui les accompagne, — et que la justice réprimera sans faiblesse, chaque fois qu'elle tentera de pénétrer chez nous, — ne réussiront à troubler l'esprit public, qui restera digne de notre cause et des admirables soldats qui la défendent.

La France tout entière est en guerre; nulle part elle ne se laissera entamer.

Confiante en la magnifique armée que vous commandez, mon cher général, avec tant de mai-

trise et qui vient de lui donner de nouveaux motifs d'espoir ; confiante en la loyauté, en l'énergie, en la force croissante de ses alliés, elle vous adresse aujourd'hui, à vous, à vos officiers et à vos hommes, ses félicitations et ses vœux, et elle vous répète : « Comptez sur moi comme je compte sur vous et sur vos soldats. Tous ensemble, nous lutterons jusqu'à la victoire finale. Tous ensemble, nous travaillerons à établir, sur des fondements inébranlables, le règne de la paix et la souveraineté du droit. »

Réponse à un télégramme daté du G. Q. G. roumain du 29 août 1917.

Sa Majesté le roi Ferdinand de Roumanie, G. Q. G. roumain.

Je remercie vivement Votre Majesté des vœux que m'apporte son émouvant télégramme et des félicitations qu'elle adresse a l'armée française. Je lui donne l'assurance que l'héroïsme déployé dans des heures difficiles par les officiers et les soldats roumains a éveillé ici, chez leurs frères d'armes, un sentiment unanime d'admiration et que la France, résolue, comme la Roumanie, à poursuivre la libération des peuples opprimés, partage la ferme confiance de Votre Majesté en la victoire des alliés.

J'exprime à Votre Majesté mes souhaits les plus fervents pour la Roumanie et pour sa vaillante armée.

Extrait de l'allocution prononcée le 6 septembre au G. Q. G. americain pour le double anniversaire de la Marne et de l'Independance Day, se terminant ainsi.

« Les jours que nous vivons unissent deux nations qui font cause commune dans une lutte pour la sauvegarde de la civilisation. Vive le Président Wilson ! Vivent les États-Unis ! (1) »

Télégramme au roi des Belges.

Paris, 23 septembre 1917.

Sa Majesté le roi Albert Ier, G. Q. G. belge.

L'armée française gardera le reconnaissant souvenir de la visite que Votre Majesté a bien voulu lui rendre, et elle sera très fière de l'appréciation que porte sur elle le glorieux chef de la vaillante armée belge.

Je remercie Votre Majesté d'avoir si aimable-

---

1) Du *Journal des Débats* (7 et 10 septembre 1917) :

« M. le Président de la République, accompagné du ministre de la Guerre et du général Pétain, commandant en chef des armées du Nord et du Nord-Est, s'est rendu ce matin au quartier général de l'armée américaine.

A son arrivée au quartier général américain, M. Poincaré a été reçu par le général Pershing; il a visité en détail avec lui les installations des troupes, dont il a admiré la belle tenue.

Sur un large plateau, les troupes américaines défilèrent crânement en tenue de guerre, casque d'acier sur la tête, masque protecteur contre les gaz au côté.

Après la revue, le général Pershing fit rassembler les officiers en demi-cercle autour du Président qui leur dit quelques mots à l'occasion du double anniversaire que les Etats-Unis célébraient aujourd'hui. »

ment accepté de parcourir avec moi un des champs de bataille où nos communs ennemis ont vu s'évanouir leur rêve de domination universelle et je la prie de croire à mon amitié dévouée.

Réponse au télégramme du roi d'Italie du 30 septembre 1917.

Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel III.

Je remercie Votre Majesté d'avoir bien voulu rendre, à l'armée française, la visite que j'avais faite à la vaillante armée italienne, et dont j'avais rapporté une si vive et si profonde impression.

Dans les trois journées que Votre Majesté a passées sur notre front, il ne lui était pas malheureusement possible de le parcourir tout entier.

J'ai pu, du moins, lui montrer successivement les jolies communes d'Alsace, où elle a elle-même constaté l'émouvante fidélité des populations; le champ de bataille de Verdun, où elle a mesuré les magnifiques succès remportés par nos troupes; les villes de Reims, de Soissons, de Coucy, de Chauny, de Ham, de Noyon, où elle a vu les dévastations systématiques accomplies par nos ennemis : triptyque, grandiose et douloureux, où sont fixés trois aspects essentiels de la guerre que nos peuples soutiennent fraternellement pour le droit et la liberté.

La France gardera de l'aimable démarche de Votre Majesté un souvenir ému et reconnaissant.

Allocution prononcée à Lorient le 3 octobre 1917 à l'occasion de la remise de la Croix de la Légion d'honneur au maître d'équipage Monnier, de la goélette *Kléber* et des médailles militaires à plusieurs matelots.

Lorient, 3 octobre 1917.

MESSIEURS,

L'un des devoirs les plus doux et les plus sacrés qui puissent incomber au Président de la République est d'exprimer à tous les défenseurs du pays la reconnaissance nationale. Depuis que l'Allemagne impériale a entrepris contre des peuples innocents et pacifiques cette horrible guerre de conquête et de domination, je me suis rendu le plus souvent possible, trop rarement encore à mon gré, au milieu de nos vaillantes armées de terre; j'ai visité leurs cantonnements et leurs tranchées, j'ai vécu familièrement auprès des troupes et je leur ai ainsi donné un témoignage presque permanent de la sollicitude et de l'admiration des pouvoirs publics.

Combien de fois n'ai-je pas regretté de ne pas trouver aussi facilement l'occasion d'offrir à notre armée navale et à notre marine de commerce le tribut d'hommages qu'elles n'ont cessé de mériter !

Si j'ai envoyé de loin à nos escadres les félicitations de la France et de ses alliés : si j'ai vu à l'œuvre dans les dunes de Belgique, l'héroïque phalange des fusiliers marins, j'ai eu la tristesse

de n'avoir pas, depuis le début des hostilités, partagé la vie de nos équipages. Le dernier souvenir que m'ait laissé la fréquentation de nos marins remonte à la veille de la guerre. J'étais sur la Baltique, à bord d'un cuirassé, lorsque l'Autriche remettait son ultimatum à la Serbie et que les empires du Centre nouaient les suprêmes intrigues pour faire avorter, dans les chancelleries européennes, tous les efforts de conciliation. Aux vagues échos que la télégraphie sans fil nous apportait de la terre, j'ai senti, en ces heures mortelles, vibrer le cœur des officiers et des matelots. Depuis lors, l'espace nous a séparés ; mais ma pensée est restée constamment auprès d'eux.

Comment, en effet, ne pas songer sans cesse à la tâche ingrate et sublime que, sur les petites comme sur les grandes unités, sur les navires marchands comme sur les navires de guerre, ils accomplissent tous au service de la France ! Noble impatience des grands bâtiments à qui pèse l'immobilité des stations prolongées et qui réclament vainement jusqu'ici l'honneur des combats ; attention perpétuellement tendue des torpilleurs, des chalutiers, des patrouilleurs de toutes sortes, qui protègent contre les écumeurs de la mer les transports de nos troupes et le ravitaillement des nations alliées ; audace de nos sous-marins qui vont chercher, au fond de ses rades, l'ennemi qui s'y dérobe ; magnifique courage de tant de braves gens qui exposent leur vie à tout instant sans

avoir à espérer la consolation de la gloire ni même le repos de la tombe : quel mépris du danger, quelle force de dévouement, quel esprit de sacrifice n'exige pas chez nos marins cette lutte de tous les jours et de toutes les nuits contre les pirates de la Méditerranée et de l'Océan !

Un splendide exemple de ces hautes vertus a été donné, le 7 septembre dernier, par l'équipage du trois-mâts *Kléber*, de Cancale. Les braves qui montaient cette goélette bretonne se sont montrés dignes du grand général alsacien dont elle porte le nom glorieux. Le capitaine La Fauve et le second Plessix, tués par les projectiles ennemis, les servants de la pièce de 47 qui armait le navire, le maître Monnier, qui, ayant ordonné une évacuation simulée, est resté à bord avec un seul homme valide, deux blessés et deux morts, pour attendre le sous-marin et ouvrir le feu sur lui, tous se sont conduits en valeureux enfants de la France. J'envoie un pieux souvenir à ceux qui ont payé de leur vie ce bel exploit maritime ; j'adresse aux survivants mes félicitations chaleureuses.

La Bretagne peut être fière de ses fils. Une fois de plus, ils ont bien mérité de la patrie. En leur apportant aujourd'hui l'assurance de la gratitude du pays, je ne les sépare pas de leurs camarades. C'est toute la marine de guerre, c'est toute la marine de commerce que j'ai tenu, messieurs, à venir saluer en vous. Honneur à vous et à tous les marins français !

Réponse au télégramme de S. E. Bernardino Machado, Président de la République portugaise, après son voyage en France (1).

13 octobre 1917.

Je suis heureux, monsieur le Président, que vous gardiez bon souvenir de votre séjour en France et je tiens à vous répéter combien il m'a été agréable de vous accompagner dans votre visite à Verdun et aux régions libérées. L'armée française sera très sensible aux chaleureux éloges que vous lui adressez et dont elle vient encore de se montrer digne dans les victorieux combats d'hier. Je me félicite d'avoir pu, à mon tour, admirer avec vous les belles et vaillantes troupes portugaises qui luttent, comme les nôtres, et comme celles des alliés, pour la liberté du monde et pour le salut de l'humanité. Je vous prie de recevoir mes meilleurs vœux pour la grandeur et la prospérité du Portugal.

Réponse à S. E. M. Antonesco, ministre de Roumanie, présentant ses lettres de créance à l'Élysée, le 29 octobre 1917.

Monsieur le Ministre,

A tout moment, vous auriez été le bienvenu dans ce pays où vous retrouverez tant de souve-

(1) Le Président du Portugal, arrivé à Paris le 10 octobre 1917, s'était rendu aussitôt à Verdun pour conférer à la ville l'Ordre de la Tour et de l'Epée dont la décoration fut remise

nirs et où vous comptez tant d'amitiés. Vous pouvez être sûr d'y recevoir un accueil plus cordial encore et plus chaleureux dans les circonstances tragiques qui rapprochent nos deux nations et unissent nos deux armées.

Tout prédestinait la Roumanie et la France à cette alliance définitive : la parenté latine, les traditions communes, l'identité de la formation intellectuelle et le soin même que la France a mis à veiller, il y a près de soixante ans, sur le berceau des libertés roumaines.

J'ai toujours gardé profondément gravée dans la mémoire une image que je n'évoque pas sans mélancolie aujourd'hui que l'ennemi foule le sol de votre charmante capitale. En arrivant autrefois à Bucarest, après avoir traversé l'Allemagne, l'Autriche et la Hongrie, j'ai eu la sensation très vive de rentrer en France à la sortie des contrées étrangères. J'entendais dans les rues les passants qui parlaient français, je lisais de grands journaux roumains rédigés en français, je voyais fleurir partout l'esprit français.

Cette fraternité, qui m'apparaissait alors avec un visage souriant, prend, en face des terribles événements qui bouleversent le monde, une physionomie grandiose. Nos peuples, debout, luttent côte à côte pour le même idéal; ils endu-

---

devant la citadelle. Il fut reçu à Reims par le cardinal Luçon et le maire M. Langlet, puis parcourut les régions réoccupées, entre l'Oise et Nesles, visitant les troupes du général Tamagnini, commandant du corps expéditionnaire portugais.

rent les mêmes souffrances, consomment les mêmes sacrifices, entretiennent les mêmes espérances et conservent, comme leurs fidèles alliés, la même inébranlable confiance en la victoire d droit.

Leur amitié, désormais consacrée par le sang versé en commun, est maintenant indestructible. Je vous remercie, Monsieur le Ministre, de m'en apporter un nouveau témoignage. Recevez, à votre tour, mes meilleurs vœux pour la réalisation de vos aspirations nationales et veuillez transmettre à votre auguste souverain, qui personnifie si dignement la cause roumaine, les félicitations émues de la France.

ANNÉE 1918

Télégrammes de réponse aux vœux de nouvelle année.

31 décembre 1917.

Sa Majesté le roi d'Italie.

Je remercie Votre Majesté de ses vœux cordiaux et je la prie de recevoir ceux que je lui adresse.

Sa Majesté le roi des Belges.

31 décembre 1917.

Nous sommes très touchés, M^me^ Poincaré et moi, des vœux que Votre Majesté et Sa Majesté la reine veulent bien nous adresser et nous vous prions de recevoir tous deux les souhaits que nous formons de tout cœur pour vous, pour la famille royale, pour votre noble et malheureux pays.

J'espère vivement que l'année nouvelle mettra fin aux cruelles épreuves de la Belgique et lui assurera, avec le rétablissement de sa souveraineté nationale, les réparations auxquelles elle a droit.

La France, aussi fermement résolue que jamais à lutter jusqu'à la victoire finale, ne distingue pas sa propre cause de celle que Votre Majesté personnifie avec tant d'éclat (1).

A Sa Majesté le roi d'Angleterre.

3 janvier 1918 (2).

Je remercie Votre Majesté des vœux qu'elle adresse à la France et je la prie d'agréer ceux que je forme pour la grandeur et la prospérité de l'empire britannique. Plus longue est la guerre, plus ferme est la confiance dans le succès final des armées alliées et dans la solidité des liens qui unissent pour toujours les peuples libres, vaillants défenseurs des droits de l'humanité. L'Angleterre et la France auront appris, dans cette dure épreuve, à se mieux connaître, à s'estimer et à s'aimer; et elles récolteront dans la paix victorieuse le fruit des combats livrés en commun. J'exprime à Votre Majesté mes meilleurs souhaits pour elle, pour Sa Majesté la reine et la famille royale.

Au roi Pierre Ier de Serbie.

Je remercie Votre Majesté de ses vœux et je lui adresse avec l'expression de mes fidèles senti-

(1) Le *Journal officiel* (page 18) publie le télégramme du Président de la République chinoise Pen Kuo Chang et mentionne, sans la citer, la réponse du Président de la République française.

(2) Le *Journal officiel* (numéro du 3 janvier 1918, p. 146) mentionne aussi sans les citer les télégrammes de LL. MM. le roi de Suède, le roi de Danemark et le roi de Monténégro, et les remerciements qui les ont suivis.

ments, tous mes souhaits pour elle et pour la vaillante Serbie.

Au prince Alexandre de Serbie.

J'adresse à Votre Altesse royale, en retour des vœux qu'elle m'exprime, mes meilleurs souhaits pour l'année nouvelle. J'ai, moi aussi, le ferme espoir que la victoire couronnera les magnifiques efforts des armées alliées et que la Serbie trouvera dans une paix réparatrice la récompense de son patriotisme, l'indépendance et la prospérité.

Au roi Alexandre de Grèce.

Très sensible aux vœux de Votre Majesté, je la prie de recevoir tous les miens pour la prospérité de la Grèce amie et alliée et pour la victoire de nos armées sur l'ennemi commun.

Réponse à un télégramme de félicitations, du 5 avril 1918.

Sa Majesté le roi d'Italie, G. Q. G. italien.

La France et son armée seront très touchées du télégramme que Votre Majesté a bien voulu me faire parvenir et des félicitations qu'elle adresse aux héroïques soldats du droit.

Progressivement contenue par l'action méthodique et coordonnée des forces alliées, l'offensive entreprise par l'ennemi lui réserve, à n'en pas douter, une cruelle déception finale.

Résolue, comme la vaillante armée italienne, à lutter jusqu'à la victoire commune, l'armée française a affronté et poursuit ces nouveaux combats avec une sereine et magnifique confiance.

Télégramme à Son Excellence M. Wilson, Président de la République des États-Unis d'Amérique.

7 avril 1918.

Un an s'est écoulé depuis que, sous votre haute et généreuse direction, les Etats-Unis d'Amérique ont pris, avec un splendide enthousiasme, la résolution de participer à la lutte grandiose que soutiennent les peuples libres contre les fureurs déchaînées de l'impérialisme.

Les valeureux soldats américains arrivent, sans relâche, sur le théâtre de la guerre et leur chef éminent a déjà revendiqué pour eux l'honneur de servir, eux aussi, sur les champs de bataille où se joue le sort du monde.

Laissez-moi, Monsieur le Président, saisir l'occasion de cet émouvant anniversaire pour vous dire, une fois de plus, combien, en ces heures graves et solennelles, le cœur de la France se sent près du cœur de l'Amérique.

Nos deux grands pays savent qu'ils combattent ensemble pour la justice et la liberté contre l'esprit de conquête à la fois hypocrite et brutal.

Ils voient clairement devant eux les nobles objectifs dont vous avez donné la définition immortelle et ils sont décidés, non pas, comme

nos ennemis, à feindre de les accepter, pour mieux s'en écarter, mais à en faire, pour un long avenir, des réalités lumineuses.

Côte à côte, nous poursuivrons donc inlassablement jusqu'à la victoire cette guerre de délivrance qui doit fixer les destins de l'humanité (1).

Réponse au télégramme de félicitations de Sa Majesté l'empereur Yoshi Hito.

7 avril 1918.

Sa Majesté l'empereur du Japon, Tokio.

Je remercie Votre Majesté des félicitations qu'elle adresse à l'armée française et qui seront pour les vaillantes troupes qui combattent en Picardie un précieux encouragement.

L'inébranlable fermeté avec laquelle les forces alliées soutiennent le choc ennemi nous donne une pleine confiance dans le succès final de nos armes et dans la complète réalisation de nos espérances communes. Je prie Votre Majesté de recevoir mes meilleurs vœux pour elle et pour le peuple japonais.

---

(1) La réponse du Président Wilson figure à la suite de ce télégramme au *Journal officiel* du 7 avril, p. 3026, et dans le numéro du 10, on lit une lettre de remerciement du roi de Grèce pour les insignes de la grand'croix de la Légion d'honneur et un télégramme du roi Albert Ier en retour des vœux adressés pour son anniversaire (p. 3117).

Réponse à S. E. le comte de Derby (1), ambassadeur d'Angleterre, remettant à l'Élysée ses lettres de créance le 1er mai 1918.

Monsieur l'Ambassadeur,

Vous pouvez être assuré de recevoir ici le meilleur accueil et de trouver auprès du Gouvernement de la République toutes facilités pour l'heureux accomplissement de votre haute mission.

Comme vous avez la délicatesse de le rappeler, vous succédez à un homme qui, depuis nombre d'années, a travaillé, avec infiniment de tact et de bonne grâce, à resserrer l'intimité de nos deux pays.

Sa santé l'empêche d'exercer plus longtemps des fonctions dont il s'est acquitté avec éclat; mais son souvenir demeurera vivant parmi nous. Nous savons que vous continuerez son œuvre dans le même esprit et avec le même cœur.

Vous dites trop modestement que la diplomatie est pour vous un champ nouveau d'activité; mais mieux que personne vous connaissez les grandes questions politiques et militaires; vous occupiez, hier encore, un poste éminent dans le Gouvernement britannique; vous étiez tout qualifié pour représenter en France la grande nation alliée.

Vous vous emploierez, d'abord, à maintenir entre elle et nous cette étroite et féconde collabo-

(1) Le comte de Derby succédait à Lord Bertie of Thame. Cf. plus haut, p. 37.

ration qui a pour garantie, non seulement, sur le front, l'unité de direction stratégique et de commandement, mais, à l'intérieur, la volonté commune de faire la guerre totale et de supporter également jusqu'à l'heure de la victoire les sacrifices nécessaires.

Puis un jour viendra où vous poursuivrez dans le calme de la paix reconquise une mission commencée en des jours tragiques. La Grande-Bretagne et la France recueilleront alors les fruits qu'auront mûris leur patience et leur courage.

Pendant plusieurs années d'épreuves et d'exploits quotidiens, vos vaillants soldats et les nôtres auront vécu ensemble, côte à côte, eux et leurs alliés, dans les campagnes des Flandres, de la Picardie, de la Champagne et de la Lorraine. Ce ne sont pas des armées de métier ou des troupes mercenaires qui se seront trouvées accidentellement rapprochées en une coalition artificielle. Ce sont — fait nouveau dans l'histoire de l'humanité — des peuples entiers qui, librement levés pour la défense d'une même cause, auront longuement mêlé leurs pensées, uni leurs espérances, confondu leurs efforts. Comment ces luttes héroïques, soutenues pour le triomphe d'un idéal commun, ne prolongeraient-elles pas leur influence salutaire sur l'avenir de la France et de la Grande-Bretagne?

Vous saurez, je n'en doute pas, Monsieur l'Ambassadeur, tirer, le moment venu, les bienfaisantes conséquences de ces grands événements,

qui auront à jamais scellé l'amitié de nos deux nations, et le Gouvernement de la République se félicitera de pouvoir rechercher avec vous, au profit de l'une et de l'autre, dans leur alliance indissoluble, des sources nouvelles d'énergie et de prospérité.

Discours prononcé à Paris à l'ouverture du Congrès d'Agriculture Coloniale, le 21 mai 1918.

Messieurs,

Vous vous êtes assemblés, en des heures graves, pour travailler et pour agir. Le présent ne vous détourne pas de l'avenir. Vous songez, dans la guerre, aux nécessités de la paix. Pendant que notre vaillante armée défend contre l'envahisseur notre sol dévasté, vous entendez préparer les lendemains de la victoire. Vous voulez qu'après tant de douloureux sacrifices et d'efforts glorieux la France puisse emprunter à son empire colonial une partie des ressources indispensables à sa reconstitution économique. Comment le Gouvernement de la République se désintéresserait-il de votre initiative bienfaisante? M. le ministre des Colonies (1), qui part ce soir même pour l'Italie, où il va célébrer l'anniversaire de l'entrée en guerre de nos alliés, se serait reproché de quitter la France sans vous avoir témoigné, par sa présence, sa sollicitude et celle de son Administration; et le

(1) M. Henry Simon.

Président de la République, qui a la charge de représenter plus particulièrement les intérêts permanents du pays, vous devait, lui aussi, et vous apporte de grand cœur ses encouragements, ses félicitations et ses vœux.

Votre éminent président (1), qui a consacré à l'étude des problèmes coloniaux tant de science et d'activité, a excellemment défini vos intentions et résumé votre programme. J'ai moi-même lu, avec un vif intérêt, l'ordre du jour de vos séances, ainsi que les brochures de vos rapporteurs. La tâche que vous vous êtes assignée est ample et difficile. Mais vous avez recruté, pour la mener à bonne fin, tant de compétences, de talents et de bonnes volontés qu'il sortira certainement de vos débats, sur les sujets principaux, des clartés précieuses et des conclusions positives.

Quelle que soit la complexité de votre œuvre, vous êtes, du reste, dirigés par une de ces idées simples et lumineuses qui s'accordent naturellement avec le génie français et qui sont faites pour frapper l'opinion publique. La France métropolitaine achète, tous les ans, à l'étranger, un grand nombre de produits nécessaires à sa consommation normale. Elle a des colonies immenses et, en partie, inexploitées, ou mal exploitées, ou trop pauvrement exploitées, qui pourraient lui fournir, sinon la totalité, du moins une bonne portion des

---

(1) M. Joseph Chailley, directeur général de l'Union coloniale française, depuis la mort de M. J. Charles-Roux.

richesses qui lui font défaut. Stimuler la production coloniale, mettre en valeur des territoires qui sont encore restés incultes et qu'on peut réveiller de leur torpeur, étudier, pour chacune de nos possessions, les projets de culture rationnelle, d'élevage, d'hydraulique, de drainage, de transports, qui permettront de féconder les contrées arides, d'y répandre l'aisance, d'y faciliter les échanges, ce n'est donc pas seulement servir les colonies elles-mêmes, c'est aussi, c'est avant tout, servir la France.

Nous avons besoin de coton, non seulement pour alimenter nos métiers mécaniques et tisser nos étoffes, mais pour fabriquer nos explosifs. Au Cambodge, en Annam, au Maroc, en Algérie, à Madagascar, en Afrique occidentale, en Afrique équatoriale, en maintes régions de ce grand empire colonial sur lequel le soleil ne se couche jamais, le climat est propice à la culture du cotonnier. Et, cependant, vous connaissez les chiffres. Avant la guerre, sur les centaines de millions que notre commerce et notre industrie dépensaient annuellement dans l'achat du coton, il n'allait aux colonies françaises qu'une obole de 600.000 francs.

Nous avons besoin de caoutchouc, non seulement pour nos objets de toilette, nos instruments de physique, certains de nos vêtements, mais surtout pour nos automobiles et nos camions. Notre consommation dépasse 100 millions de francs par an et elle ne peut que s'accroître.

Euphorbiacées, artocarpées, apocynées, diverses familles d'arbres qui fournissent, à l'incision, d'excellent caoutchouc, prospèrent dans l'Afrique centrale, en Indo-Chine, à Madagascar. A la veille des hostilités nous ne demandions cependant à nos colonies que pour 22 millions de francs d'une substance que nous étions à même, avec un effort supplémentaire, d'y trouver en totalité.

Nous avons besoin de soie pour nos taffetas, nos serges et nos satins, pour nos velours, nos damas et nos brocatelles, pour tous les magnifiques tissus qui reçoivent l'inimitable empreinte des vieilles traditions lyonnaises et du goût décoratif français. La sériciculture métropolitaine a été cruellement éprouvée. Lorsqu'il est mort, notre grand Mistral n'entendait plus guère autour de lui la douce chanson des magnanarelles et, dans les beaux matins de mai, Mireille n'allait plus que bien rarement à la feuille, deux cerises pendues aux oreilles. Mais le mûrier et le ver à soie sont acclimatés à Madagascar et en Indo-Chine; et alors que, sur 4.367 tonnes de soie que consomme la France, 3.872 y sont importées, nous ne sommes tributaires de nos propres colonies, c'est-à-dire de nous-mêmes, que pour des quantités dérisoires.

Que dire du café, du cacao, du tabac? Que dire du jute, dont se servent tous les jours nos manufactures de textiles et notre télégraphie électrique, et dont nous ne demandons pas un kilogramme à nos colonies, alors que cette plante

peut se développer en Algérie, en Guyane et dans plusieurs autres des pays qui nous appartiennent? Que dire enfin de denrées dont vous avez l'intention de vous occuper également au cours de vos délibérations prochaines : les oléagineux, le riz, le thé, la canne à sucre, les bois, les matières tannifères? De quelque côté que nous tournions nos regards, nous découvrons des richesses secrètes ou inexplorées, prêtes à se révéler sous l'impulsion de la volonté humaine.

C'est donc une leçon de volonté et de persévérance que vous vous proposez, messieurs, de donner aujourd'hui à nos compatriotes. La France montre assez, en ce moment, qu'elle est capable de comprendre et d'appliquer de telles leçons. Elle entendra votre langage et recueillera vos conseils. Elle a, en effet, à achever maintenant l'œuvre coloniale qu'elle a commencée et qui attend son couronnement. Une superficie territoriale de dix millions de kilomètres carrés, une population blanche, jaune, noire, de quarante millions d'âmes, nous offrent les inépuisables réservoirs de leurs ressources et de leurs forces latentes. C'est à nous, maintenant, de rendre productifs les trésors que nous avons accumulés et qui, pour une trop grande partie, demeurent encore inertes.

Pour hâter l'organisation agricole de nos colonies, nous ne sommes pas obligés de nous mettre à l'école de l'étranger.

Assurément, nous pouvons demander de précieux exemples à certains de nos alliés, comme

l'Angleterre et le Portugal, à des neutres, comme la Hollande, ou même, le cas échéant, à nos ennemis, dont nous ne méconnaissons ni l'esprit d'entreprise, ni l'esprit de méthode, mais c'est en nous-mêmes, c'est dans nos habitudes françaises, que nous chercherons et que nous trouverons nos directions essentielles. Appelez à vous nos savants, nos industriels, nos commerçants, nos agriculteurs, nos marins, nos capitalistes, nos ouvriers. Ils sauront, n'en doutez pas, réaliser le programme que vous leur tracerez.

Depuis un demi-siècle, la France a, sans relâche, recomposé son empire colonial. De nos vieilles possessions d'outre-mer, il ne nous restait que de glorieux lambeaux, épars sur les océans. Nous avions vu nous échapper le Canada, les Indes, la Louisiane. Nous avions trouvé dans la conquête de l'Algérie une première compensation à ces pertes anciennes. Mais l'Algérie demeurait pressée, sur ses deux flancs, par des peuplades hostiles et elle était menacée, à l'arrière, par tout un monde inconnu. Les franges seules du continent noir portaient la marque de la civilisation européenne. Hormis quelques audacieux voyageurs, personne ne s'aventurait dans des profondeurs mystérieuses qui inspiraient encore plus d'effroi que de curiosité. La France a pris une large part dans la découverte de ces terres nouvelles. De valeureux soldats, dont plusieurs — modèles des plus belles vertus militaires — combattent aujourd'hui, avec le même éclat, contre l'armée allemande, ont

pénétré au cœur de l'Afrique et ont soumis à notre autorité des provinces qui ont fait l'objet des convoitises germaniques; la Tunisie et le Maroc se sont aisément rangés sous nos lois; l'Annam et le Tonkin se sont complètement pacifiés sous la protection du drapeau tricolore; la grande île malgache est devenue une nouvelle île de France, infiniment plus vaste que l'ancienne et aussi riche de promesses.

Cette reconstitution ininterrompue de notre domaine colonial fait grand honneur à la France et à la République. Qu'après les cruelles blessures que nous avait laissées la guerre de 1870, après la lourde et inique indemnité qui nous avait été imposée après l'enlèvement d'un morceau vivant de notre chair, nous ayons donné au monde l'exemple d'une nation résolue à tout faire pour maintenir la paix en Europe et que nous ayons entièrement consacré le trop plein de notre énergie à ce long travail de restauration coloniale, c'est un effort auquel l'histoire ne rendra jamais une justice trop éclatante. Mais aujourd'hui qu'il nous appartient d'administrer ce bel empire, ce serait une grave erreur de croire que, pour le mettre en valeur, il suffit d'en exploiter les richesses naturelles et les produits spontanés. Non! Nulle part, la terre n'offre d'elle-même le meilleur de ce qu'elle recèle. Ce qu'elle se laisse prendre vaut toujours mieux que ce qu'elle donne.

Il faut, pour la féconder, utiliser scientifiquement les ressources locales, lumière, chaleur,

humidité. Il faut connaître le climat, le régime des eaux, les caprices du ciel; il faut étudier le sol, l'adapter à la culture, en maintenir constamment la fertilité, par l'emploi d'engrais convenables et de machines agricoles propres aux desouchements et aux labours profonds. Il faut enfin savoir combiner, dans les plantations, le personnel européen et la main-d'œuvre indigène, choisir celui-là avec un soin scrupuleux et traiter partout celle-ci avec bienveillance et avec équité.

Comment la France pourrait-elle oublier, après la victoire de ses armes, que toutes ses colonies ont fourni des hommes pour la défendre à l'heure du danger? Ils sont venus de partout, soldats et travailleurs; ils sont venus par centaines de mille de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, du Sénégal, du Soudan, du Congo, de Madagascar, de l'Indo-Chine. Ces jours-ci encore, je visitais des régiments coloniaux et des régiments de tirailleurs qui s'étaient héroïquement conduits dans les récentes batailles et qui venaient de reprendre avec une bonne humeur inaltérable leur place aux premières lignes; et lorsque j'épinglais la fourragère aux drapeaux déployés, tous ces braves étaient émus comme des fils de la vieille métropole, et un sourire illuminait leurs faces bronzées. Les mêmes périls courus, les mêmes combats livrés pour le triomphe de la même cause, le sang versé en commun dans nos plaines de Champagne ou de Picardie, ce sont là, n'est-il pas vrai, des souvenirs qui ne sauraient s'effacer. Je suis sûr

de répondre à vos sentiments en adressant à tous les enfants de nos colonies les félicitations qu'ils ont si bien méritées. La France, fidèle à son idéal de justice et de bonté, se rappellera avec gratitude tous ceux qui l'ont servie et, sous quels cieux qu'ils soient nés, elle leur gardera une place dans son cœur maternel.

Télégramme pour l'anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie (1).

Paris, le 23 mai 1918, 18 h. 45.

Sa Majesté le Roi d'Italie, G. Q. G. italien.

Voici trois ans que l'Italie, choisissant sa voie glorieuse, s'est jetée dans l'immense conflit où se joue le sort de l'Europe et du monde. Elle a pris résolument parti pour les peuples opprimés contre les ennemis du droit et de la liberté. Depuis lors, les liens qui l'unissaient à la France se sont de plus en plus resserrés et les deux pays ont entendu, au fond de leurs cœurs, l'irrésistible appel de la fraternité. Aujourd'hui, des troupes françaises combattent sur le front italien ; de magnifiques troupes italiennes sont venues, sur le front français, prendre leur part de péril et d'honneur.

---

(1) La réponse du roi Victor-Emmanuel III, parvenue à Paris le lendemain 24, est insérée à la suite dans le *Journal officiel* du 26 mai, p. 465.

(1) Voir dans l'*Officiel* du 26 mai, immédiatement après ce télégramme, celui qu'adressa le lendemain Sa Majesté le roi George V.

Symboliques échanges qui attestent l'unité de notre action et font apparaître, sous une forme concrète, la force indestructible de notre alliance. Je prie Votre Majesté de recevoir, en cet émouvant anniversaire, l'expression de mon cordial et fidèle attachement.

Télégramme à l'occasion de l'Empire Day (1).

Paris, 23 mai 1918, 17 heures 45.

Sa Majesté George V, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, empereur des Indes, Londres.

La France tout entière va s'associer à la célébration de l'empire Day. Demain, dans toutes les grandes villes, auront lieu des réunions où sera mis en lumière le magnifique effort accompli dans la guerre par la Grande-Bretagne, par ses colonies et ses dominions. Cœurs français et cœurs britanniques battront partout à l'unisson. Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Majesté l'assurance de ma fidèle et profonde amitié. Quatre ans auront bientôt passé depuis que le mégalomanie impérialiste de nos ennemis a déchaîné sur le monde un cataclysme sans précédent. Grande-Bretagne et France étroitement unies n'ont cessé depuis lors, de combattre pour leur indépendance menacée et pour leur idéal de justice. Les sacrifices supportés en commun, les

(1) Voir plus haut, p. 200.

mêmes espérances partagées, les actes de courage accomplis côte à côte, le sang mêlé sur les champs de bataille, les morts dormant les uns auprès des autres, tant de traits d'héroïsme et tant de deuils glorieux rapprochent à jamais, dans une inaltérable intimité, les âmes de nos deux nations.

Télégrammes pour l'anniversaire de l'arrivée en France des premières troupes américaines (1).

14 juin 1918.

A Son Excellence le Président Wilson.

Monsieur le Président,

Je ne veux pas laisser passer l'anniversaire du jour où le général Pershing est arrivé en France avec les premiers échelons de l'armée américaine sans vous exprimer mon admiration pour le magnifique effort accompli depuis lors par la grande République sœur et mes vives félicitations pour les belles troupes qui commencent à donner sur les champs de bataille des exemples quotidiens de leur bravoure. Les Alliés, qui ont à contenir, en ce moment, des forces considérablement accrues par la capitulation russe, vivent les heures les plus difficiles de la guerre. Mais la formation rapide de nouvelles unités américaines et l'augmentation incessante des transports maritimes

(1) La réponse du Président des Etats-Unis a été publiée le 16 juin au *Journal Officiel*, p. 5232.

nous acheminent avec certitude vers le jour où l'équilibre sera enfin rétabli. Lorsqu'il sera rompu en notre faveur, les armées alliées, fraternellement unies, prendront sur l'ennemi une revanche décisive et fonderont, par leur victoire commune, une paix qui répondra aux principes solennellement posés par vous et qui assurera, avec les garanties nécessaires, le règne du droit et la liberté des nations.

Au général Pershing, commandant en chef de l'armée américaine (1).

L'anniversaire de votre arrivée en France me fournit une heureuse occasion de vous adresser mes chaleureuses félicitations à vous et aux vaillantes troupes que vous commandez et qui se sont si admirablement comportées dans les dernières batailles. Je vous prie de recevoir tous les vœux que je forme pour la continuation de leur succès.

Discours prononcé le 23 juin 1918 à la cérémonie de la remise des drapeaux à l'armée polonaise

Messieurs,

Au nom de la France, je salue les drapeaux qu'ont offerts à l'armée polonaise, sous les auspices du Comité national, les villes de Paris, de

(1) On lit, immédiatement après ce télégramme, la réponse du général Pershing (*Journal Officiel*, 14 juin, p. 5160).

Belfort et de Verdun : Paris, qui, depuis près d'un siècle et demi, a toujours accueilli avec un empressement ému les fils de la Pologne martyre; Paris, où Kosciuszko vécut les heures lumineuses de sa jeunesse et les heures sombres de son déclin; Paris, d'où il partit pour aller au delà des mers, aide de camp de Washington et frère d'armes de La Fayette, défendre la jeune République américaine; Paris, qui applaudit avec enthousiasme les sublimes poésies de Mickiewicz, lui ouvrit joyeusement les portes du Collège de France et le pleura comme un de ses enfants, lorsque, mort à Constantinople il fut ramené à Cracovie et y dormit son dernier sommeil à côté de Sobieski, de Kosciuszko et d'un maréchal de Napoléon, Joseph-Antoine Poniatowski; — Nancy, qui fidèle interprète de la Lorraine reconnaissante, a élevé une statue à « Stanislas le Bienfaisant » sur la délicieuse place Royale décorée par le génie des Héré, des Guibal et des Jean Lamour; Nancy, qui, dans la chapelle de Bon-Secours, construite à l'image des sanctuaires polonais, conserve pieusement le tombeau de Catherine Opalinska, le mausolée de Stanislas et le cœur de Marie Leczynska ; Nancy, dont les obus et les bombes insultent, tous les jours, la grâce souveraine et qui protège jalousement contre les atteintes de l'ennemi, ses palais, ses fontaines et ses portiques, inappréciables trésors laissés par le bon roi de Pologne à la vieille capitale lorraine; — Belfort, sentinelle vigilante, que l'Allemagne a

vainement essayé, dans l'autre guerre, de surprendre et d'abattre et que, dans celle-ci, elle n'a encore osé défier que de loin; Belfort, dont le regard attentif parcourt la plaine d'Alsace et qui, demeuré, pendant près d'un demi-siècle, le douloureux témoin des souffrances endurées, sous le joug étranger, par des provinces françaises, ne pouvait pas ne pas compatir aux longues tortures de la Pologne; — Verdun, dont le nom à jamais illustre résonnera éternellement comme un chant de victoire et de délivrance aux oreilles de l'humanité; Verdun, retranchement du droit et citadelle de la liberté; Verdun, qui, en se sacrifiant pour la France, s'est sacrifié, en même temps, pour tous les peuples opprimés et a mérité la gratitude du monde. Donnés par de telles cités, les drapeaux polonais sont dignes du noble pays dont ils annoncent la renaissance et des belles troupes qui vont les conduire au feu.

Saints emblèmes, qui êtes semblables, dans votre fraîche nouveauté, aux glorieux étendards des Piast et des Jagellon et qui ressuscitez les temps héroïques où, sur les oriflammes de velours rouge, l'aigle blanc déployait fièrement ses ailes, quels essaims de souvenirs n'éveillez-vous pas dans la mémoire de la Pologne et de la France! Quelle éclatante signification ne prenez-vous pas aux yeux de toutes les nations alliées!

A la France, vous rappelez par une image sensible l'indignation qu'ont, dès l'origine, soulevée chez elle le supplice d'un peuple et le morcelle-

ment d'une patrie; la longue amitié jadis trop souvent impuissante, que nous avons gardée à l'infortune; l'accueil fraternel fait à tant d'exilés; le continuel mélange du sang français et du sang polonais; les combats livrés en commun dans les rangs de la Grande Armée : plus près de nous, les mêmes épreuves supportées côte à côte dans l'hiver de 1870, et plus près encore, pendant les rudes années de la guerre actuelle, tant d'actions d'éclat accomplies par des Polonais engagés volontaires, tant de protestations apportées dans nos lignes par des paysans de Posnanie, las de leur enrôlement forcé dans les troupes prussiennes.

Pour les braves soldats que voici et pour toute la Pologne, vous avez, drapeaux! une force de symbole bien plus puissante et plus sacrée. Vous êtes la patrie vivante ; vous êtes le passé qui se renouvelle dans le présent; vous êtes l'aurore après la nuit, la liberté après la servitude. Ce n'est plus désormais sous les enseignes de l'étranger que combattront les fils de la Pologne; ils auront leurs propres couleurs; venus en si grand nombre du continent américain, ils formeront une armée distincte qui luttera, aux côtés des Alliés, non plus seulement pour l'idéal commun, mais pour un idéal national. Jours de fièvre salutaire, jours d'espérance et de résurrection. Un peuple qui, en dépit de la violence et de l'oppression, a conservé intactes sa personnalité et sa langue, qui est resté passionnément fidèle à ses traditions, qui n'a jamais laissé étouffer sa voix

ou prescrire ses revendications, et dont l'âme immortelle s'est épanouie dans une magnifique floraison d'art et de littérature, se lève pour une croisade nouvelle. Drapeaux, soyez pour lui la représentation de la justice immanente; soyez le signe précurseur de son unité reconstituée et de sa souveraineté rétablie. Faites revivre au cœur de ses enfants les cruels enseignements de l'exil et les amères leçons d'une histoire inexorable. Exhortez-les aux énergies réparatrices. Enflammez-les pour les suprêmes efforts.

Le monde entier a les yeux fixés sur vous. Comment le sort de la Pologne le laisserait-il indifférent? L'Allemagne elle-même a feint de ne pas s'y montrer insensible : il fallait bien qu'elle essayât de tromper l'opinion universelle. Mais après la Belgique, la Pologne sait aujourd'hui ce que valent les promesses germaniques. L'ambition d'un roi de Prusse est à la source de ses malheurs. Son territoire deviendrait définitivement la proie des empires centraux, si c'était à eux que devaient être confiées ses destinées. Ceux qui ont violé le droit en Alsace-Lorraine et en Belgique peuvent avoir sans cesse à la bouche les mots de justice et de liberté. Personne ne les croira. Toutes les nationalités captives, Polonais, Tchèques, Yougo-slaves, Italiens, mettent, au contraire, leur pleine confiance dans le succès de nos armes. Le jour même où M. le Président Wilson est intervenu aux côtés des Alliés, il a déclaré que l'unité restaurée d'une Pologne indépendante était une con-

dition essentielle du futur équilibre européen. Les chefs des Gouvernements Anglais, italien et français, récemment réunis à Versailles, viennent, en reprenant la même pensée, de préciser que, pour respirer librement, le peuple polonais doit avoir un accès à la mer. Déclarations solennelles que ces fiers soldats veulent aider les alliés à traduire en réalités prochaines. Tout l'avenir d'un peuple est enveloppé dans les plis de ces drapeaux. Qui de vous, Polonais, qui de nous, Français, pourrait douter de demain? Ce n'est pas pour abandonner le droit ou pour trahir les volontés des nations sœurs que, depuis bientôt quatre ans, la France combat pied à pied sur sa terre ensanglantée. Ce n'est pas pour laisser l'Europe et le monde exposés à la menace perpétuelle de l'impérialisme allemand et au renouvellement des agressions et des coups de force, que la généreuse Amérique débarque tous les jours sur nos côtes des milliers de robustes jeunes hommes, impatients de rejoindre sur le front les vaillantes divisions du général Pershing et de se mesurer, à leur tour, avec les ennemis du genre humain, L'aigle blanc peut, de nouveau, déployer ses ailes. Il planera bientôt dans la clarté du ciel rasséréné et dans le rayonnement de la victoire (1).

---

(1) Le *Journal des Débats* du 30 juin 1918 publie le texte du télégramme du roi Alexandre de Grèce en réponse à celui « que le Président de la République lui avait envoyé à l'occasion de l'anniversaire de l'entrée en guerre de son pays ».

Discours prononcé à la cérémonie de la remise d'un drapeau à l'armée tchéco-slovaque, le 30 juin 1918.

Messieurs,

Lorsque le Gouvernement de la République a constitué l'armée tchéco-slovaque et reconnu, d'accord avec nos Alliés, l'autorité du comité national, il a voulu, tout à la fois, témoigner sa gratitude à de vaillants soldats dont beaucoup s'étaient engagés, dès le début de la guerre, sous le drapeau français, et consacrer les légitimes revendications d'un peuple qui n'a jamais fléchi sous le fardeau de l'infortune et qui ne s'est point résigné à la domination de l'étranger.

Le jour où l'Autriche, fidèle servante des ambitions germaniques, a jeté à la face de la Serbie un ultimatum outrageant et, non contente d'humilier de parti pris une voisine sans défense, s'est jetée sur elle tout d'un coup, pour procurer à l'Allemagne l'occasion, si longtemps cherchée, d'une double déclaration de guerre à la Russie et à la France, il ne nous est pas venu à l'esprit de traiter en ennemis les Tchèques qui résidaient sur notre territoire et, en particulier, les jeunes étudiants qui fréquentaient nos universités. Nous connaissions leurs sentiments et leurs vœux. Nous avons fait confiance à leur amitié. La plupart d'entre eux, loin de se réfugier dans l'indifférence et la neutralité, ont immédiatement réclamé l'honneur

de combattre à nos côtés, et, depuis près de quatre ans, ils se sont signalés par leur bravoure dans les Flandres, en Picardie, en Champagne, partout où les a envoyés le commandement français; ils ont obtenu les plus belles citations et mérité les plus glorieuses récompenses; ils ont retrouvé après tant de siècles d'oppression et d'étouffement, l'ardeur guerrière de Jean Ziska, de Procope le Grand, de Georges de Podiebrad.

Ce petit noyau de volontaires a rapidement grossi. Des Tchèques incorporés de force dans les armées austro-hongroises et parvenus, par des prodiges de volonté, à se débarrasser de leurs chaînes, d'autres Tchèques accourus de tous les points du monde à l'appel de leurs frères, se sont peu à peu groupés sous les auspices du comité et ont fini par former des troupes assez nombreuses et assez homogènes pour être réunies en armée distincte et recevoir un drapeau national.

Jeune armée qui se développe chaque jour et que viennent rejoindre sans cesse des recrues enthousiastes. Puisse-t-elle bientôt s'augmenter des héroïques légions tchèques qui, après avoir accompli de merveilleux faits d'armes dans les plaines ukrainiennes, se sont frayé un chemin à travers la Sibérie et ont maintenu, au milieu de toutes les embûches et par-dessus tous les obstacles, leur indépendance militaire et leur puissance d'action, offrant aux Xénophons de l'avenir un sujet plus grandiose que l'Anabase et plus émouvant que la retraite des Dix-Mille, proposant aux

générations futures un incomparable exemple de force morale, de persévérance et de foi patriotique.

Officiers et soldats tchéco-slovaques, le drapeau que je vous remets aujourd'hui est pour vous désormais un signe de ralliement et un emblème d'espérance. En voyant flotter librement à la brise de France les deux couleurs de la Bohême, en reconnaissant ici le vieux lion de vos ancêtres et l'image des trois montagnes slovaques, transportez-vous par la pensée dans les vallées de l'Elbe et de la Moldau, songez aux longues souffrances de votre pays natal, écoutez les voix familières qui vous conjurent de délivrer, à la pointe de l'épée, vos foyers asservis.

L'histoire de la Bohême est celle d'une longue résistance à la pénétration germanique. Ni la violence, ni la ruse n'ont troublé votre volonté nationale. Vous n'avez jamais connu de découragement. Vos pères vous ont transmis la flamme qui ne s'éteint pas et vous avez poursuivi, avec une confiance croissante, leur tâche libératrice. Lorsque vous avez vu les empires du Centre se ruer sur la malheureuse Serbie, vous avez mieux compris que personne, vos compatriotes et vous, que le sort de votre race était menacé par cette rage d'agression et vous avez aussitôt refusé de vous associer à une guerre qui heurtait vos traditions les plus chères et révoltait vos âmes. Au sein même de l'Autriche-Hongrie, combien de fois les Tchèques n'ont-ils pas fait entendre leurs pro-

testations indignées contre la politique impérialiste de Vienne, de Buda-Pest et de Berlin !

Le 30 mai 1917, au Reichsrat, les députés tchèques proclament la résolution de leur nation, y compris les Slovaques de Hongrie, de se réunir en un État indépendant. Le 6 janvier 1918, les mêmes députés, assemblés à Prague avec les représentants des Diètes de Bohême, de Moravie et de Silésie, revendiquent solennellement les droits historiques des pays tchèques et déclarent qu'une paix qui n'apporterait pas la justice à leur peuple opprimé marquerait le recommencement d'une lutte opiniâtre. Le 13 avril suivant — journée plus mémorable encore — les députés de la nation tchéco-slovaque et ceux de la nation yougo-slave, ces derniers parlant au nom des Croates, des Slovènes et des Serbes, se rencontrent dans votre charmante capitale et, tous ensemble, ils s'engagent, par un serment digne d'être gravé sur l'airain, à souffrir et à lutter sans faiblesse pour libérer leurs peuples du joug étranger et pour faire tomber en poussière la vieille Europe impérialiste, couverte, disent-ils, des malédictions de l'humanité. Plus près de nous encore, le 16 mai dernier, on célèbre à Prague le cinquantenaire du jour où a été posée la première pierre du Théâtre national; et voici que, de nouveau, arrivent deux cents délégués yougo-slaves, les maires de Zagreb et de Ljubljana, les chefs socialistes slovènes et croates, des Polonais, des Italiens de Trente, des Roumains de Transylvanie: et tous à l'envi, en

dépit des brutalités policières, ils jurent de donner leurs biens et leurs vies pour assurer à leurs nations respectives l'unité d'État, et tous à l'envi, malgré les emprisonnements et les relégations arbitraires, ils acclament les puissances de l'Entente et, devant les impériaux stupéfaits, entonnent *la Marseillaise*.

Comment la France demeurerait-elle sourde aux cris de ces captifs et insensible aux gémissements de ces victimes ? Non, elle n'a pas perdu la mémoire du cœur et elle se rappelle, elle se rappellera toujours, que le 8 décembre 1870, dans le lourd silence de l'Europe endormie, une parole retentit, une seule, et qui venait de la Diète de Bohême ; et cette parole, spontanément prononcée par les députés tchèques, était prophétique ; et le souvenir m'en vient tout naturellement aujourd'hui, devant le drapeau de la Bohême, à si courte distance des jolies villes alsaciennes de Thann et de Massevaux. « Si l'Allemagne, disaient vos pères, si l'Allemagne arrachait à la France une partie de son territoire, dont les habitants se sentent Français et veulent rester tels, elle commettrait un attentat contre la liberté des peuples et mettrait la force à la place du droit. » Et ils ajoutaient avec une juste fierté : « Le peuple tchèque est un petit peuple, mais son âme n'est pas petite. » Mots d'une simplicité et d'une grandeur antiques, qui n'ont pas frappé en vain des oreilles françaises. Depuis lors, la Bohême est restée toute proche de notre cœur ; la ville de Paris, qui vous

offre votre premier drapeau, a gardé avec la municipalité de Prague des relations fréquentes et amicales; nos fédérations de gymnastes se sont fixé des rendez-vous périodiques; nos littérateurs et nos artistes se sont connus et compris: nos pays ont senti qu'ils étaient faits pour s'aimer.

Mais ce ne sont pas seulement ces affinités qui nous inclinent à suivre avec sympathie le mouvement tchéco-slovaque. La France a, pour l'encourager, des raisons plus hautes encore et plus désintéressées. Dans la suite des manifestations imposantes qui se sont récemment déroulées en Bohème, elle voit apparaître, en une lumière éclatante, la conscience irréductible d'une nation qui ne veut pas mourir. Pour la France, messieurs, ai-je besoin de le dire? une conscience nationale est, comme une conscience individuelle, chose inviolable et sacrée : toute atteinte qui y est portée par la force est, à ses yeux, une entreprise malfaisante, un défi au droit, une injure à la liberté.

Ah! messieurs, je sais que, depuis quatre ans et en ces derniers temps surtout, nos ennemis, travaillés par l'inquiétude, sinon par le remords, déploient toutes les ressources de leur éloquence civile et militaire pour donner le change sur leurs intentions passées, présentes et futures, pour obscurcir les origines du conflit qu'ils ont déchaîné et pour dénaturer l'évidente signification de cette guerre universelle.

Laissons-les dire. Plus ils parlent, plus ils s'accusent. Ils ne se soustrairont pas, quoi qu'ils

fassent, aux effroyables responsabilités qui pèsent sur eux et sur eux seuls. De plus en plus, ils s'embarrassent dans leurs mensonges et se débattent dans leurs contradictions. Tantôt ils confessent qu'ils ont formé le rêve insensé d'imposer au monde l'hégémonie des empires germaniques; tantôt ils chargent des interprètes moins aventureux de rétracter des aveux imprudents. Un jour, ils s'en prennent aux Anglo-Saxons, dont ils sont incapables de comprendre le génie libéral et les mœurs démocratiques; un autre jour, ils imputent cyniquement à la Russie, qu'ils tiennent à la gorge, leurs intrigues et leurs forfaits. Ils s'imaginent, sans doute, qu'à force de camoufler la vérité, ils la dérobent à des observateurs inattentifs. Fol espoir! Ces incohérentes tentatives de falsification historique se brisent à un fait brutal, que rien ne supprimera. L'Angleterre, la France, la Russie ont, jusqu'à la dernière heure, poursuivi, en plein accord, d'actives négociations pour maintenir la paix. C'est l'Autriche et l'Allemagne qui ont successivement créé l'irréparable, l'Autriche en déclarant la guerre à la Serbie et en bombardant Belgrade; l'Allemagne en déclarant la guerre à la Russie et à la France, après avoir, sans provocation, violé nos frontières. Il n'y a point d'imposture qui puisse détruire cette réalité.

Si les empires du Centre ne portaient pas seuls, devant l'humanité, la sanglante responsabilité de la guerre, verrions-nous, auprès du drapeau fran-

çais, flotter tant d'étendards alliés? Tant de nations se seraient-elles, par hasard, levées pour venir au secours de la haine et de l'injustice? Est-ce l'esprit de domination qui a fait à notre cause tant de prosélytes à travers le monde? Est-ce chez nos ennemis que souffle l'esprit de liberté?

Rien de plus significatif et de plus éloquent, messieurs, que la longue série des peuples qui se sont volontairement rangés à nos côtés, depuis l'attentat perpétré contre la France et contre la Belgique au grand cœur. En 1914, Angleterre, Monténégro, Japon; en 1915, Italie; en 1916, Portugal et Roumanie; en 1917, États-Unis, Cuba, Grèce, Siam, Libéria, Chine, Brésil; en 1918, Guatemala, Costa-Rica; et je ne parle même pas des puissances qui, sans aller jusqu'à entrer en guerre, ont cependant rompu toutes relations diplomatiques avec l'Allemagne: la République de Panama, la Bolivie, le Honduras, le Nicaragua, Haïti, le Pérou, l'Uruguay, l'Equateur; et je ne parle pas davantage des quelques pays restés neutres, d'où nous arrivent tous les jours d'émouvants témoignages de sympathie. Ajoutez à cette liste impressionnante les nations opprimées qui aspirent à l'indépendance, les Polonais, les Yougo-Slaves, et vous aussi, vaillants Tchéco-Slovaques, qui retrouvez aujourd'hui, sous le ciel de France, vos couleurs et vos droits.

En face de cette immense ligue des nations, sortie tout armée des événements, et qui ne fait la guerre que pour assurer la paix au genre

humain, quels États nos ennemis ont-ils donc réunis autour de leurs aigles? Ils ont traîné derrière eux la Bulgarie et la Turquie, qu'ils traitent comme des parents pauvres; le reste du monde a répondu à leur propagande diabolique par un rire d'incrédulité.

Dans lequel des deux camps le faisceau des drapeaux alliés représente-t-il les sentiments élevés, la noblesse morale et la vraie grandeur? Dans lequel des deux camps la force est-elle mise au service du droit? De quel côté sont ces impondérables qui pèsent plus encore sur les destinées des peuples que les plus légitimes intérêts matériels? De quel côté se trouvent l'honneur et la loyauté? De quel côté les traités, jetés en tas comme des chiffons, sont-ils foulés au pied, devant les nations jugulées, Roumanie après Belgique, Pologne après Ukraine? Vous n'avez pas hésité, messieurs, dans votre choix. Vous aviez à opter entre le droit et la violence, entre la vérité et le mensonge, entre la lumière et la nuit. Vous vous êtes jetés dans les bras de la France.

Non loin d'ici, messieurs, une vieille province française, qui nous a été arrachée comme un lambeau de nous-mêmes, attend, elle aussi, de la victoire de nos armes, la récompense de sa fidélité et le couronnement de ses espérances. Le jour qui se lèvera sur une Alsace-Lorraine délivrée éclairera d'un rayon nouveau toutes les nations martyres. Allez au combat, messieurs, et vous verrez bientôt à l'horizon les premiers feux de cette aurore.

Télégramme au Président des États-Unis pour l' « Independance-Day ».

4 juillet 1918 (1).

Le Gouvernement de la République, d'accord avec l'unanimité de la représentation nationale et du pays, a voulu que demain la fête de l'Indépendance des États-Unis devînt également une fête française. Paris va donner votre nom glorieux à une de ses plus belles avenues et couvrir d'acclamations le défilé des vaillants soldats américains.

Dans tous les départements, petites et grandes villes feront écho à ces manifestations de fraternité. Deux peuples entiers communieront dans le souvenir des anciennes luttes qui ont valu à l'Amérique sa liberté et dans l'espérance des victoires prochaines qui récompenseront enfin les longs et rudes efforts des armées alliées et qui assureront au monde une paix juste et féconde, appuyée sur le droit des nations et fortifiée par l'approbation de la conscience humaine. Laissez-moi, monsieur le Président, vous adresser cordialement, à la veille de ce grand jour d'union et de confiance, les vœux et les félicitations de la France pour les États-Unis et pour vous-même.

---

(1) La réponse de M. Woodrow Wilson figure au *Journal officiel* du 10 juillet, p. 5958.

Traduction d'un message aux combattants américains (1).

14 juillet.

Le peuple américain a organisé, en l'honneur de la fête nationale française, de grandes manifestations de sympathie dans les villes principales des États-Unis et fait parvenir en France des témoignages d'amitié nombreux et émouvants. Je ne veux pas manquer l'occasion d'adresser aux forces du corps expéditionnaire américain un message d'espérance et d'admiration. Pendant les quatre années écoulées, les courageuses armées britanniques, belges et françaises ont combattu pour le droit et la liberté sur le sol dévasté de la Belgique et de la France, repoussant les assauts furieux et répétés de nos ennemis. La splendide armée américaine est venue à son tour et assumera une grande part dans cette lutte gigantesque.

Je salue et j'applaudis les braves soldats que le général Pershing commande avec une telle autorité. Ils peuvent être sûrs de recevoir de tous les habitants et de tous leurs camarades un fraternel accueil. Nous avons tous les mêmes buts et formons les mêmes résolutions ; poursuivre la guerre de toutes nos forces jusqu'à la victoire commune pour délivrer le monde de la domination alle-

(1) Publié par le *Stars and Stripes*, journal officiel du corps expéditionnaire américain en France (*Journal des Débats*, 15 juillet 1918).

mande et fonder la paix sur la justice. Unis et déterminés, nous réaliserons notre but et bientôt célébrerons ensemble la délivrance des nations et la réparation des droits transgressés.

Vive la grande République américaine!

Vive le Président Wilson!

Réponses aux télégrammes à l'occasion du 14 Juillet (1).

Paris, le 15 juillet 1918, midi.

Sa Majesté George V, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, empereur des Indes, Londres.

Je prie Votre Majesté de recevoir l'expression de la reconnaissance française pour l'unanimité avec laquelle le peuple britannique s'est associé à la fête du 14 Juillet. Paris a couvert d'applaudissements enthousiastes le défilé des belles troupes anglaises, irlandaises, écossaises, canadiennes, australiennes, néo-zélandaises et sud-africaines.

Le nom de Votre Majesté a été donné à l'une des avenues de la ville. Mais comment remercier

---

(1) L'*Officiel* du 16 juillet publie (pp. 6158-6159) les télégrammes de M. Wilson, du roi d'Italie, du roi des Belges, du roi de Grèce, du roi de Serbie Pierre Ier et de son fils le prince régent Alexandre, de M. Sidonio Paes, président de la République portugaise, de MM. M.-G. Menocal, président de la République de Cuba, José Sardo, président du Pérou, Chamorro, président du Guatemala, et du maréchal Sir Douglas Haig.

les innombrables cités, bourgs, paroisses, comtés, districts ruraux, universités, écoles, associations diverses, qui m'ont envoyé des adresses conçues dans les termes les plus émouvants? Ne pouvant leur envoyer à tous l'assurance personnelle de ma gratitude, je serais très obligé à Votre Majesté si elle voulait bien transmettre à la nation britannique l'hommage de mes sentiments et les amitiés de la France.

A Son Excellence Monsieur W. Wilson, Président de la République des États-Unis, Washington.

La fête nationale française, succédant à la fête de l'Indépendance américaine, a fourni aux deux peuples une nouvelle occasion de confondre leurs sentiments et leurs espérances. Le message que vous avez bien voulu m'envoyer en l'honneur du 14 Juillet est allé au cœur de la France. Une fois encore, Paris a acclamé les magnifiques troupes du général Pershing, qui déjà donnent, tous les jours, sur les champs de bataille, des preuves si éclatantes de leurs belles qualités militaires.

Les grands souvenirs qui unissaient nos deux pays reçoivent de la guerre que nous soutenons ensemble une force et une fraîcheur que rien n'altère. Le droit et la liberté ont supprimé l'espace et l'océan pour rapprocher plus étroitement encore nos deux nations amies, dans la clarté d'un même idéal.

A Sa Majesté le roi Victor-Emmanuel III, roi d'Italie, G. Q. G. italien.

Le cordial message de Votre Majesté, les émouvantes adresses du peuple romain, l'éloquent discours de M. Gallenga (1), le magnifique défilé du détachement italien au milieu des ovations de la population parisienne, tout a contribué à associer l'Italie et la France dans la célébration de la fête du 14 Juillet.

J'ai été très heureux de signer à l'Hôtel de Ville, en présence des ambassadeurs alliés, le décret approuvant la délibération qui a donné le nom de Votre Majesté à une des avenues de la capitale.

Paris, en applaudissant les braves soldats italiens, a acclamé, en même temps, les vainqueurs du Piave et envoyé ses vœux ardents à la nation sœur.

A Sa Majesté Albert Ier, roi des Belges, G. Q. G. belge.

Je remercie Votre Majesté d'avoir bien voulu, cette année encore, associer la noble Belgique à la fête nationale française. A l'heure où nos ennemis, après avoir violé, vis-à-vis de votre peuple, les engagements les plus solennels, ont l'inconscience de prétendre garder comme un objet d'échange et un moyen de marchandage

(1) Voir plus bas, p. 263.

un territoire dont ils avaient garanti l'indépendance, je me plais à vous répéter que la France, d'accord avec ses alliés, considère comme sacrés et comme imprescriptibles les droits de la Belgique au rétablissement de sa pleine souveraineté et à la réparation des torts qu'elle a subis.

En voyant aujourd'hui défiler, dans les rues de Paris, avec les troupes françaises et alliées, le détachement belge, qui a fait l'admiration de toute la population, personne ne pouvait douter de la victoire qui couronnera l'héroïsme de nos armées.

A Sa Majesté le roi de Grèce, Athènes.

Très touché des vœux de Votre Majesté, je la prie de croire que la France, en célébrant sa fête nationale, enveloppe dans sa pensée toutes les nations alliées et se rappelle, en particulier, les immortelles traditions qui la rattachent à la Grèce moderne comme à la Grèce antique. Elle a été très heureuse des magnifiques succès récemment remportés par les troupes helléniques qui combattent auprès des armées françaises et elle y voit, avec une pleine confiance, le présage des victoires décisives.

A Sa Majesté le roi Pierre Ier de Serbie, Salonique.

Je suis très reconnaissant à Votre Majesté de son affectueux message et je lui envoie mes vœux les plus chaleureux pour elle et pour l'héroïque

Serbie. En donnant le nom de Votre Majesté à l'une de ses rues, Paris s'est fait l'interprète de la France entière et s'est rappelé avec quelle spontanéité vous étiez venu, en 1870, combattre sous le drapeau tricolore.

A Son Altesse royale le prince Alexandre de Serbie, G. Q. G. serbe, par Salonique.

Très touché de l'aimable souvenir de Votre Altesse royale, j'ai grand plaisir à vous exprimer l'admiration qu'ont inspirée au peuple de Paris les vaillants soldats serbes qui ont pris part à la revue du 14 Juillet. Je me suis également félicité du vote par lequel le conseil municipal, dans cet Hôtel de Ville où il a eu l'honneur de vous recevoir, a donné à une rue de la capitale le nom vénéré du roi Pierre Ier, ancien combattant de 1870. Je vous prie de croire à ma fidèle amitié.

A Sa Majesté le roi Nicolas de Montenegro, Pau.

Je remercie Votre Majesté de ses vœux et lui adresse tous les miens pour elle, pour Sa Majesté la reine et pour le Montenegro.

A Son Excellence Monsieur Wenceslas Braz, Président de la République brésilienne, Rio-de-Janeiro.

J'ai été très sensible, Monsieur le Président, aux félicitations et aux vœux que vous m'avez

transmis au nom de la nation brésilienne, amie et alliée de la France. Les combats que nous livrons en ce moment pour la défense de notre territoire intéressent, en même temps, comme vous voulez bien le dire, tous les peuples libres et nous poursuivons la lutte avec la conscience de soutenir avec vous la cause du droit éternel. Je profite de l'occasion pour remercier la République du Brésil de la précieuse collaboration navale qu'elle a prêtée aux nations alliées.

A Son Excellence le Président de la République portugaise, Lisbonne.

Je vous remercie, Monsieur le Président, de votre télégramme et de vos vœux. L'amitié du Portugal est très chère à la France. Les braves soldats de votre République ont été acclamés par le peuple de Paris, le nom des Portugais a été donné à une rue de la ville, et je suis l'interprète du pays entier en vous exprimant, pour le vôtre, les souhaits les plus cordiaux.

A Son Excellence Monsieur le Président de la République du Pérou, Lima.

Je vous prie, Monsieur le Président, de recevoir, vous et le Gouvernement du Pérou, mes meilleurs remerciements pour les vœux amicaux que vous adressez à la France, et je vous exprime tous mes souhaits de bonheur et de prospérité pour le peuple péruvien.

A Son Excellence Monsieur le Président de la République de Nicaragua, à Managua.

La France remercie le peuple de Nicaragua d'avoir adopté la fête nationale du 14 Juillet et de s'être associé à elle dans la célébration de cette solennité. Elle lui envoie tous ses souhaits amicaux.

A Son Excellence Monsieur M. G. Menocal, Président de la République, Cuba.

La France a été très heureuse et très fière d'apprendre que la République de Cuba avait, dans un sentiment de solidarité, choisi le 14 Juillet pour le jour de sa propre fête nationale. La cordialité de votre message ajoute encore à cette manifestation d'amitié. Je vous prie de recevoir tous mes souhaits pour vous et pour le peuple cubain, ainsi que mes meilleurs remerciements pour les savants médecins qui ont consacré tant de dévouement aux soins de nos blessés.

Au maréchal sir Douglas Haig, G. Q. G. anglais.

Je vous remercie des vœux que vous avez bien voulu m'adresser au nom de la vaillante armée britannique et je vous prie de transmettre à vos excellents officiers et à vos braves soldats toutes mes félicitations et celles de leurs camarades français.

Réponse au discours de M. Gallenga, ministre d'Italie, remettant solennellement, le dimanche 14 juillet, l'adresse du peuple romain à l'armée et au peuple français.

Monsieur le Ministre,

Au nom de la France, je remercie la ville de Rome et l'Italie, dont vous êtes ici l'éloquent et fidèle interprète. Soyez sûr qu'il ne se trouvera pas un soldat dans nos armées, un ouvrier dans nos usines, une femme ou un vieillard dans nos campagnes, qui ne soit profondément touché du témoignage d'amitié donné au peuple français par le peuple italien. Si le message de vos compatriotes s'adresse, tout à la fois, à nos combattants et à nos populations civiles, notre reconnaissance ne distingue pas davantage entre les vaillantes troupes qui viennent de remporter, dans la vallée du Piave, des succès si éclatants et les familles qui, dans votre pays comme dans le nôtre, font au salut commun tant de douloureux sacrifices. C'est toute l'Italie qui offre son cœur à la France ; c'est toute la France qui accueille l'Italie comme une sœur glorieuse et bien-aimée.

Qu'en ces heures sanglantes, de telles forces d'amour jaillissent spontanément de l'âme populaire, c'est la preuve que la guerre où sont engagées nos nations met en jeu toutes leurs énergies intimes et qu'elles se sentent unies, jusqu'au fond d'elles-mêmes, par la communauté de la souffrance, de l'effort et de l'espoir.

Nous avions, vous et nous, le même berceau latin, la même culture méditerranéenne, la même passion de la justice et de la liberté. Voici notre parenté dorénavant resserrée par la continuité de cette longue lutte, héroïquement soutenue côte à côte pour la défense de notre idéal menacé. Jamais rien ne nous séparera plus.

Et rien, non plus, ne nous séparera des valeureux alliés dont les drapeaux flottent, auprès des nôtres, sur les champs de bataille où se forgent les destinées du monde. Une ère nouvelle va s'ouvrir pour l'humanité. Les armées qui voisinent sur notre front sont des peuples qui apprennent à se mieux connaître et qui façonnent ensemble un meilleur avenir. Comment cette sublime collaboration à l'œuvre de délivrance universelle pourrait-elle jamais s'effacer de leur mémoire ?

Pour consacrer cette indissoluble union, le gouvernement italien a choisi le jour de la fête nationale française. Villes de Grande-Bretagne, villes des dominions, villes d'Amérique, m'ont, à la même occasion, envoyé par milliers des télégrammes de félicitations et de souhaits, qui formeront, pour la France, un magnifique livre d'or, digne de celui que vous nous apportez au nom de l'Italie. Qui pourrait être insensible à ces manifestations émouvantes ?

Le grand patriote qu'est M. le président du Conseil, tous les membres du Gouvernement de la République, nos chefs militaires et nos soldats puiseront dans les sympathies qui nous sont expri-

mées aujourd'hui et dans l'unanimité des encouragements qui nous sont adressés, un surcroît de forces pour accomplir leur grande tâche et de nouvelles raisons de confiance en la victoire du droit.

Lettre à M. Georges Clemenceau,
Président du Conseil.

Paris, le 14 juillet 1918.

Mon cher Président,

Paris a vu, ce matin, au milieu d'acclamations enthousiastes, ce qu'aucune ville du monde n'avait encore vu dans toute l'histoire de l'humanité : l'image vivante des nations armées, fraternellement unies pour la défense de leurs libertés.

Dans le splendide défilé des troupes alliées, c'étaient toutes les aspirations des peuples qui s'incarnaient à nos yeux; c'était la victoire et l'avenir qui déjà passaient glorieusement devant nous.

Parmi tous ces braves, qui sont venus hier du front et qui vont y retourner, l'âme illuminée par ce spectacle, les bataillons français se sont montrés, comme toujours, admirables de tenue et hautement dignes des belles unités alliées.

Je vous serais reconnaissant de transmettre au gouverneur militaire de Paris, aux officiers et aux hommes l'expression émue de mes félicitations.

Croyez, mon cher Président, à mes sentiments dévoués.

Réponse à des télégrammes de félicitations sur les victoires françaises.

21 juillet 1918.

Sa Majesté Albert Ier, roi des Belges, G. Q. G. belge (1).

Je remercie Votre Majesté des félicitations qu'elle veut bien adresser au commandement français et aux vaillantes troupes qui, après avoir brisé l'offensive de l'ennemi, l'ont, à leur tour, attaqué avec tant de mordant. Ces succès sont d'un favorable présage pour un prochain avenir. Je suis heureux qu'ils coïncident avec la fête nationale belge et qu'elle puisse être ainsi célébrée dans la sérénité d'une pleine confiance. Votre Majesté sait que la cause de la Belgique reste, plus que jamais, sacrée pour la France. Sur la Marne comme sur l'Yser, c'est toujours la liberté des peuples que défendent les armées alliées. Je vous prie de recevoir, avec tous mes vœux pour la Belgique, la nouvelle assurance de mon inaltérable amitié.

Sa Majesté le roi d'Italie, G. Q. G. italien.

Je remercie Votre Majesté de ses félicitations dont l'armée française sera fière et auxquelles sera très sensible la nation tout entière. Le double

(1) Le télégramme du roi des Belges précède immédiatement cette réponse dans le *Journal officiel* du 21 juillet, p. 6298.

échec que vient d'essuyer l'ennemi, d'abord dans son offensive avortée, puis dans notre heureuse contre-offensive, est, pour tous les pays alliés, une nouvelle garantie de victoire définitive. La France a remarqué avec joie la part brillante que les troupes italiennes ont prise à ces rudes combats, aux côtés des divisions françaises, américaines et britanniques.

Paris, 24 juillet 1918.

A Sa Majesté le roi de Siam, Bangkok.

Je saisis l'occasion que m'offre l'anniversaire de l'entrée en guerre du Siam pour envoyer à Votre Majesté et à son peuple les félicitations et les vœux de la France. Nous sommes très touchés de l'empressement qu'ont mis les volontaires siamois à constituer une escadrille d'aviation, une formation sanitaire et une unité spéciale de conducteurs automobiles. Nous serons très heureux de les avoir à nos côtés dans la lutte que nous soutenons ensemble pour la liberté du monde.

Analyse de l'allocution prononcée au Poste de Commandement du général Fayolle (1)

25 juillet 1918.

En remettant au général Fayolle le cordon de grand'croix, le Président de la République lui a

---

1 *Front français*, le 25 juillet. — Le Président de la République a tenu à venir lui-même, cet après-midi, remettre au

dit qu'il aurait désiré que la cérémonie eût lieu à Château-Thierry, que les troupes du général viennent de reconquérir, mais qu'il s'était fait un scrupule de lui imposer ce dérangement au cours des opérations actuelles.

M. Poincaré a associé l'état-major du groupe d'armées au juste hommage qu'il vient de rendre à son chef.

Paris, 28 juillet 1918.

Sa Majesté l'empereur du Japon, Tokio (1).

Les félicitations de Votre Majesté causeront une grande joie aux armées françaises qui, en coopération avec les armées alliées, viennent de remporter, sur notre ennemi commun, des succès si éclatants. J'ai été heureux que la mission militaire japonaise, que j'ai reçue ces jours derniers, ait pu être témoin de ces glorieuses batailles.

---

général Fayolle, commandant en chef du groupe des armées de réserves, le cordon de grand'croix de la Légion d'honneur.

La cérémonie, qui a eu lieu au poste de commandement du général, au milieu des officiers de son état-major, a été empreinte d'une simplicité émouvante. Le général Pétain, commandant en chef des armées françaises, y assistait.

Le poste de commandement se trouve au milieu des bois. Les officiers se tenaient placés sur un rang, face à l'habitation, sur une ancienne pelouse, aujourd'hui remplacée par un champ de pommes de terre.

(1) Les félicitations de S. M. l'empereur du Japon, Yoshi Hito, sont publiées au *Journal officiel* du 29 juillet, p. 6593, immédiatement avant cette réponse et celle du Président de la République du Brésil, M. Wenceslas Braz, le 14 août.

Lettre à M. Georges Leygues, ministre de la Marine, à la suite du voyage à Brest.

17 août 1918.

Mon cher Ministre,

La visite que je viens de faire avec vous à Brest, à Camaret, à Toulbrech et à Saint-Mathieu m'a fourni une nouvelle occasion d'admirer les magnifiques efforts accomplis pendant la guerre par la marine française.

Une fois de plus, j'ai trouvé chez les officiers et chez les hommes, avec une inlassable énergie patriotique, le plus pur esprit d'abnégation et de sacrifice.

Dans les continuelles améliorations du port, dans l'incessant labeur de l'arsenal, dans l'organisation des convois, dans la recherche et la poursuite des sous-marins ennemis, dans le développement des écoles d'écoute, dans l'utilisation des ballons captifs et des hydravions, dans l'emploi de nos avisos et de nos torpilleurs, partout j'ai eu le plaisir de constater la même activité méthodique et la même ardeur de tous à servir le pays.

Je souhaite que mes félicitations, si hautement méritées par ceux que j'ai vus, atteignent au loin ceux que je n'ai pu voir et qui, sur toutes les mers, se dévouent silencieusement à la France. La France ne les oublie pas. Elle sait qu'en assurant, pendant la longue durée des hostilités, nos communications maritimes avec nos alliés, ils auront.

eux aussi, comme leurs camarades de l'armée de terre, héroïquement contribué à la victoire.

Croyez, Mon cher Ministre, à mes sentiments dévoués.

Réponse au télégramme envoyé par le roi George V au Président de la République pour l'anniversaire de sa naissance.

20 août 1918.

Je remercie Votre Majesté de ses aimables vœux. Je suis, comme elle, très heureux que les précisions que le maréchal Haig nous avaient exposés à nous deux avec tant de clairvoyance la veille de sa dernière offensive se soient aussi complètement réalisées et que l'étroit accord des armées alliées leur ait assuré, aux uns et aux autres, les beaux succès qui sont le présage certain de la victoire finale.

Allocution prononcée, le 23 août 1918, au poste de commandement du maréchal Foch en lui remettant le bâton de maréchal en vertu du décret signé le 6 août.

Monsieur le Maréchal,

Je suis heureux de vous remettre aujourd'hui, en présence de M. le Président du Conseil, de M. le Ministre de la Marine, de M. le Ministre de l'Armement, du général en chef des armées françaises et de vos excellents collaborateurs, les insignes traditionnels de la haute dignité que le

Gouvernement de la République vous a conférée aux applaudissements de la France et des pays alliés.

Depuis le début de la guerre, dans les postes divers où vous avez été placé, vous avez justifié, avec un éclat grandissant, toutes les espérances que, dès le temps de paix, l'armée avait mises en vous.

Fécondée au contact des faits, la forte doctrine que vous exposiez jadis à vos élèves a enfanté déjà toute une suite de victoires. Tout en sachant assouplir aux nouvelles nécessités de la bataille les idées que vous aviez professées, vous êtes resté fidèle à ce qui était l'âme de votre enseignement. Au mois de septembre dernier, lorsque, auprès du château de Mondement, vous nous retraciez magistralement les phases du combat livré en 1914 dans les marais de Saint-Gond, je voyais vos principes familiers prendre devant moi la forme et le mouvement de la vie et je me rappelais vos définitions favorites : « La guerre : département de la force morale ; la bataille : lutte de deux volontés ; la victoire : supériorité morale chez le vainqueur, dépression morale chez le vaincu. »

Cette supériorité morale, vous l'avez entretenue comme une flamme sacrée. Combien de fois, en des heures graves, sur l'Yser et sur la Somme, n'ai-je pas été témoin de votre énergie et de votre ténacité.

Vous avez fait preuve des mêmes vertus mili-

taires, lorsque vous êtes devenu, comme chef d'état-major général, le conseil technique du Gouvernement et aussi lorsque vous êtes allé, au delà des Alpes, vous concerter avec le commandement allié pour la défense de la Piave, cette Marne de l'Italie.

Mais c'est surtout dans les journées tragiques des 24, 25 et 26 mars dernier que vous avez donné la mesure de votre caractère et que votre liberté d'esprit, votre clairvoyance, votre sang-froid ont eu raison du péril. M. le Président du Conseil et moi, nous savons à Doullens, devant la mairie, une allée de jardin où il fut aisé d'entrevoir votre bâton de maréchal.

Dès que, grâce à la généreuse adhésion des Gouvernements britannique et américain, vous vous êtes trouvé investi du commandement en chef des armées alliées, vous vous êtes employé à réaliser l'unité d'action stratégique, si nécessaire devant la puissante organisation de la discipline allemande et, à peine les premières vagues du formidable afflux américain avaient-elles déferlé sur le front, que, par de savantes opérations successives et combinées, vous avez surpris et battu l'ennemi, d'abord sur la Marne et sur l'Aisne, puis sur l'Avre, sur la Somme et sur l'Oise; vous avez brisé son offensive, déconcerté ses plans, épuisé ses meilleures réserves, capturé en masse ses hommes, ses canons, ses mitrailleuses et ses munitions. Gloire à vous, Monsieur le Maréchal, et à toutes les armées que vous commandez!

Certes, vous n'êtes pas de ceux qui se laissent abattre par le danger, vous n'êtes pas non plus de ceux qu'éblouit la victoire. Vous ne croyez pas que nous soyons dès maintenant au bout de nos efforts et de nos sacrifices; vous vous gardez de l'optimisme autant que du découragement; votre confiance raisonnée nous demande de continuer à armer notre patience et à tendre notre volonté, pour agir sans lassitude et pour lasser l'action de l'ennemi. Soyez sûr que votre appel sera écouté du Gouvernement de la République et de tous les Gouvernements associés. Vos magnifiques armées sont dignes de leur chef. La France et les pays alliés resteront dignes de leurs armées. Nous voulons vaincre. Nous vaincrons.

Allocution prononcée le même jour en remettant la médaille militaire au général Pétain, commandant en chef des armées françaises.

Mon cher Général,

Il y a un an, presque jour pour jour, nous nous rendions ensemble dans les ruines fumantes de Verdun, et là, devant un détachement de troupes qui, sous votre commandement, avaient sauvé cette glorieuse cité, je vous remettais la grand'-croix de la Légion d'honneur et vous exprimais, avec les félicitations du Gouvernement de la République, la reconnaissance émue du pays.

Vous n'avez cessé, depuis lors, d'ajouter de nouveaux titres de gloire à ceux que vous aviez

déjà gagnés en défendant, avec les vieilles murailles de la ville lorraine, le lumineux symbole du droit et de la liberté.

Toujours animé du plus vif sentiment du devoir, vous avez maintenu, dans les armées françaises, une discipline réfléchie, une fermeté d'âme, une calme confiance qui sont les plus sûrs garants de la victoire.

Dans toutes les opérations que vous avez dirigées, votre claire vision des difficultés, votre esprit de méthode, votre prévoyance attentive ont écarté les mauvaises chances et multiplié les bonnes. Le hasard lui-même sait que vous ne lui abandonnez rien et que vous l'assujettissez à la force de vos calculs.

Cet art des préparations savantes, à la faveur duquel vous ménagez si heureusement le sang des hommes, s'est, du reste, adapté, dès qu'il l'a fallu, aux exigences de la manœuvre rapide, et dans les derniers succès remportés par les armées alliées, la large part de l'armée française est due tout à la fois à la maîtrise personnelle du chef, à la valeur des officiers et à la bravoure des soldats.

En vous décernant la médaille militaire, le Gouvernement de la République a voulu vous honorer de la distinction dont il a pensé que vous seriez le plus heureux, de celle que peuvent seuls recevoir, en témoignage exceptionnel d'admiration, les commandants en chef, les sous-officiers et les hommes de troupe. L'auguste et touchante image du général et du simple combattant rapprochés et

confondus dans l'honneur comme dans le danger est bien faite pour rehausser à vos yeux le prix de cette récompense nationale. Vous qui aimez le soldat et qui en êtes aimé, vous porterez avec une juste fierté ces insignes des braves (1).

Message à l'Amérique pour l'anniversaire de la naissance de La Fayette et de la victoire de la Marne.

7 septembre 1918.

Le peuple français, qui se sent tous les jours plus étroitement uni au peuple américain, est très touché et très reconnaissant du chaleureux empressement que, cette année encore, les citoyens des États-Unis mettent à honorer le double souvenir de la naissance de La Fayette et de la victoire de la Marne.

La célébration simultanée de ces deux commémorations a maintenant la grandeur et l'éclat d'un symbole historique.

Sur la Marne, la France a défendu non seulement sa propre liberté menacée, mais les droits méconnus de l'humanité tout entière. Elle a été l'avant-garde des nations que l'impérialisme ennemi avait rêvé d'asservir. Elle a donné au monde le temps de se préparer lui-même à la lutte nécessaire et elle l'a, par là, sauvé de l'esclavage.

---

(1) La réception du nouvel ambassadeur d'Espagne, S. E. M. Quinones de Léon, le 29 août 1918, est mentionnée dans les journaux, mais sans citation du texte des allocutions.

C'est également pour la liberté qu'avait combattu La Fayette aux côtés de Washington. Les noms de ces deux frères d'armes sont inséparables, comme sont à jamais inséparables le cœur de l'Amérique et celui de la France.

Si l'Amérique n'a pas oublié La Fayette, si elle n'a pas oublié Rochambeau, de Grasse, La Luzerne, et tant de Français qui eurent la joie et la fierté de se battre pour elle à l'aurore de son indépendance, comment la France pourrait-elle oublier le merveilleux concours que lui apportent aujourd'hui tant de vaillants soldats américains?

Tous les jours, je suis témoin de leur magnifique entrain, de leur courage et de leur enthousiasme pour notre cause commune.

Au nom de la France, j'envoie à l'Amérique un message de fidèle gratitude et d'affectueuse admiration (1).

Télégramme de félicitations sur la première étape des victoires américaines (2).

14 septembre 1918.

S. E. le Président des États-Unis.

Je ne veux pas attendre la fin des opérations engagées par l'armée américaine pour vous féli-

---

(1) Le remerciement du Comité national américain et du Comité de New-York pour la célébration de l'anniversaire de La Fayette à ce message du 7 septembre, a été publié par le *Journal officiel* du 16.

(2) Sur le voyage de M. et Mme Poincaré à Saint-Mihiel (du 13 au 16 septembre) voir le compte rendu officiel *Journal des Débats* du 17 septembre.

citer, Monsieur le Président, d'une victoire dont la *première étape* est déjà si brillamment franchie.

Les magnifiques divisions du général Pershing, fraternellement secondées par les troupes françaises, viennent de libérer, avec un admirable entrain, les villes et les villages lorrains qui gémissaient depuis quatre ans sous le joug de l'ennemi.

J'exprime au peuple des États-Unis les vifs remerciements de la France.

Laissez-moi y ajouter l'expression de ma profonde émotion personnelle.

J'ai représenté pendant un quart de siècle, dans les Chambres françaises, les régions aujourd'hui délivrées. Je sais mieux que personne combien leurs populations sont patriotes, combien elles sont attachées au Droit et à la Liberté, combien aussi leur cœur est fidèle. La grande République sœur peut être assurée de leur éternelle gratitude (1).

Télégramme de félicitations pour les succès des Serbes.

18 septembre 1918 (2).

S. A. R. le prince Alexandre régent de Serbie.

Je prie votre Altesse Royale de recevoir mes plus vives félicitations pour le magnifique succès

(1) La réponse de M. Wilson est au *Journal des Débats* du 20 septembre.

2) Un télégramme des Polonais des États-Unis et du Canada,

que viennent de remporter, en liaison avec leurs frères d'armes français, les vaillantes troupes qu'Elle commande. La victoire couronne en même temps à l'est et à l'ouest les efforts combinés des Alliés. La France est heureuse des exploits de l'armée serbe et adresse à votre noble patrie ses souhaits les plus ardents (1).

Réponse au télégramme de condoléances du roi d'Espagne sur la mort de M. Joseph Thierry, notre ambassadeur à Madrid (2).

Paris, 26 septembre 1918.

Sa Majesté Alphonse XIII, roi d'Espagne, Saint-Sébastien.

Je remercie Votre Majesté et Sa Majesté la reine des sympathies qu'elles veulent bien m'exprimer à l'occasion de la mort du très regretté M. Thierry. Il a fidèlement rempli la mission qu'il avait reçu et que recevra tout ambassadeur de la République en Espagne, de maintenir les plus

---

daté de Detroit (Michigan) et signé John F. Smulski, a été publié dans le *Journal des Débats* du 18 septembre.

(1) Sur le voyage du 20 septembre au milieu des cantonnements de nos troupes dans les régions libérées, voir le *Journal des Débats* du 24 septembre. L'audience officielle de M. Montes, plénipotentiaire de Bolivie, remettant à l'Elysée ses lettres de créance est mentionnée au 22 septembre. Voir, au 25 septembre, la visite de la Somme et du Pas-de-Calais.

(2) Mort à Madrid le 22 septembre; un service fut célébré à Saint-Sébastien, le 25, en présence du roi; les obsèques se firent à Marseille, le 28 (*Journal des Débats* du 30 septembre).

cordiales relations entre le Gouvernement royal et la France (1).

Télégramme de félicitations pour la victoire de l'armée belge.

29 septembre 1918.

S. M. le roi des Belges.

Au moment où s'allument, sur tous les points du front de grands foyers d'activité et où les troupes alliées rivalisent d'ardeur dans l'offensive, l'armée belge, fidèle à la cause commune, a tenu à honneur de prendre sa large part de la bataille engagée. Elle a, en quelques heures, remporté d'éclatants succès et libéré toute une zone du territoire national. Votre Majesté qui, aux heures sombres, n'a jamais désespéré de la justice et qui a donné à tous l'exemple de la constance et de la fermeté, peut voir maintenant l'aurore de la victoire éclairer le sol indivisible des Flandres belges et de la Wallonie.

Je vous prie de recevoir, Sa Majesté la reine et Vous, mes vives félicitations et mes souhaits les plus chaleureux.

---

(1) Le télégramme du roi d'Espagne se lit au *Journal officiel* du 23.

Télégramme de félicitations au roi Pierre Ier.

2 octobre 1918.

S. M. le roi de Serbie.

Au moment où la défaite bulgare et l'armistice qu'elle a entraîné assurent à la vaillante Serbie la libération de son territoire et la réparation des injustices subies, je me reporte par la pensée aux heures lugubres de l'invasion et de votre départ en exil. J'ai promis alors à Votre Majesté, au nom du Gouvernement de la République, que jamais la France n'abandonnerait votre peuple martyrisé. Le concours militaire qu'en exécution de cet engagement, nous avons apporté à la Serbie, d'accord avec nos Alliés, a établi entre nos nations une fraternité dont les effets bienfaisants se continueront dans la paix victorieuse. Je suis heureux de saisir l'occasion que m'offrent les communs succès de nos armées pour renouveler à Votre Majesté l'assurance de ma fidèle amitié.

Au roi de Grèce Alexandre Ier.

Les victoires remportées, sous le commandement du général Franchet d'Esperey, par les troupes grecques et alliées et la capitulation bulgare ont rempli de joie le cœur de la France. Elles vont permettre à la Grèce de recouvrer les provinces qui lui avaient été ravies par la collu-

sion, l'intrigue et la trahison, plutôt qu'arrachées par la valeur de l'ennemi. Le peuple grec, que l'Allemagne avait essayé d'asservir hypocritement, a retrouvé, dès qu'il est redevenu maître de ses destinées, ses traditions, sa force et sa grandeur. Je prie Votre Majesté d'agréer, pour Elle et pour son noble pays, mes plus vives félicitations.

Au roi du Hedjaz Hussein pour ses félicitations sur la capitulation de la Bulgarie et la prise de Damas.

5 octobre 1918.

J'ai été extrêmement sensible aux félicitations que Votre Majesté a bien voulu m'adresser à l'occasion de la capitulation de la Bulgarie. Vous avez raison de voir dans cette défection d'un de nos ennemis un nouveau signe de triomphe définitif de la grande cause du droit et de la civilisation pour laquelle combattent tous les Alliés. La prise de Damas à laquelle les troupes de Votre Majesté ont pris une part si brillante, est une manifestation non moins éclatante de la supériorité de nos armes et il m'est particulièrement agréable de féliciter Votre Majesté de la valeur dont ses soldats ont fait preuve aux côtés des troupes françaises et anglaises.

Texte des lignes autographes adressées au Directeur des *Annales* en l'honneur de la Jeunesse française pour le défilé de la classe 20 (20 octobre 1918).

Paris, le 9 octobre 1918.

Saluons ces jeunes gens. La classe 20, ce sera la classe de la victoire et de la paix.

La guerre les a vus passer de l'adolescence à l'âge d'homme. Leurs cerveaux et leurs cœurs se sont formés au bruit du canon. Si quelques-uns d'entre eux viennent, par malheur, à tomber, eux aussi, sur les champs de bataille et à grossir le chiffre de nos morts, les survivants célébreront leur mémoire dans une France plus belle, plus grande, plus fière de ses enfants, aimée et admirée de tout le monde civilisé.

Visite à Laon, Saint-Quentin et Rohain.

Le mercredi 16 octobre 1918, le Président de la République était à Laon :

Là, l'un des adjoints, M. Michaud, lui adressa une touchante allocution, en exprimant le vif regret que le maire, M. Ermant, sénateur, enlevé par les Allemands deux jours avant la libération, ne fût plus là pour traduire les sentiments de la population.

M. Ermant avait laissé, le 11 octobre, à ses collègues du Conseil municipal, la lettre suivante :

« Mes chers amis, après de si longues épreuves, je suis enlevé de Laon, que je quitte avec une indicible émotion.

« Adieu du plus profond de mon cœur et, j'espère,

« Au revoir.

« Ermant. »

Le président de la République, en réponse à l'allocution

de l'adjoint, a flétri l'enlèvement de M. Ermant, nouveau crime qui s'ajoute à tant d'autres, et il a adressé à la municipalité et à la population des paroles de sympathie, d'espoir et de confiance. Il a dit combien la France avait pensé aux malheureuses villes dont elle était restée si longtemps séparée; il a dit que, tout récemment encore, il était venu au fort de Condé voir de loin les tours de la cathédrale de Laon.

Il a dit les succès de nos armes et la certitude de la victoire totale, puis il est monté avec le Conseil municipal dans la grande salle de la mairie que les Allemands ont vidée de ses meubles, comme ils ont fait à la Préfecture et dans beaucoup de maisons privées.

Télégramme à S. M. le roi des Belges.

18 octobre 1918.

Ai-je besoin de dire à Votre Majesté et à Sa Majesté la reine combien je suis heureux de leur entrée triomphale à Ostende? Voici venir les jours de victoire et de joie dont nous avons si souvent parlé, avec une foi commune, dans nos conversations des longues heures sombres et tragiques. Je prie Votre Majesté de recevoir, avec mes chaleureuses félicitations, la nouvelle assurance de ma fidèle amitié.

A Lille.

21 octobre 1918.

Lorsque le Président mit pied à terre, boulevard de la Liberté, devant la maison où se réunit la municipalité depuis la destruction de l'hôtel de ville, ce fut à peine s'il put se frayer un passage au milieu de la foule qui se précipitait vers lui. Ayant enfin pénétré dans le vestibule, il y trouva rassemblés, pour le recevoir, le Conseil municipal,

M. Delory, député de Lille, resté en pays envahi, le recteur, l'évêque, les fonctionnaires, les magistrats, etc.

M. Delesalle, maire, adressa alors au Président une allocution profondément émouvante, où il rappela les longues souffrances et le magnifique courage de ses administrés, et où il remercia le chef de l'État d'être venu aussi rapidement leur donner un témoignage de sympathie et leur apporter les vœux du pays.

Le Président, profondément ému de l'accueil qui venait d'être fait, en sa personne, au représentant de la France, répondit à peu près en ces termes :

Mon cher Maire, mes chers Compatriotes,

Excusez-moi si la poignante émotion que je ressens à me trouver enfin parmi vous me laisse à peine la liberté de vous exprimer mes sentiments, ceux de MM. les présidents du Sénat et de la Chambre, ceux de MM. les ministres de l'armement et des régions libérées, ceux des sénateurs et des députés qui ont tenu à venir, comme moi, saluer les vaillantes populations dont nous avons été si longtemps et si cruellement séparés.

Dès avant-hier, M. le président du Conseil vous a apporté les félicitations et les souhaits du Gouvernement de la République. Je veux vous dire, à mon tour, la joie dont a tressailli la France lorsque la forte main des armées alliées a, d'un geste triomphant, déchiré le voile impénétrable qui avait, pendant plus de quatre ans, dérobé à nos yeux mouillés de larmes votre grande cité martyrisée.

A nos yeux, mais non pas à nos cœurs. Pas un instant notre pensée douloureuse ne nous a

délaissés. Pendant que, dans votre foi indomptable, vous faisiez obstinément confiance à la patrie, dont la voix maternelle ne vous parvenait plus, et aux admirables soldats qui ont, durant de si longs mois, versé leur sang pour vous rendre la liberté, nous, de notre côté, nous songions tristement aux tortures que vous subissiez, et nous étions sûrs que vous gardiez au fond de vos âmes la flamme inextinguible, et nous savions que, sans vous voir, sans vous entendre, nous vivions, vous et nous, dans la même volonté de vaincre et dans la même espérance de justice.

L'espérance, désormais, est devenue certitude. Qu'il faille encore plus ou moins de temps à la victoire pour achever son œuvre réparatrice, ni obstacles ni embûches ne retarderont maintenant la marche du destin. Ceux qui ont assumé l'effroyable responsabilité de déchaîner sur le monde cette guerre monstrueuse ont attiré sur eux les malédictions de l'humanité révoltée. Ils avaient rêvé d'appuyer leur hégémonie sur la force ; la force s'est mise au service des nations libres et s'est retournée contre eux. Avant longtemps l'heure sonnera la défaite totale de nos ennemis et la revanche définitive du droit restauré.

Vive la France éternelle ! Vivent nos Alliés ! Vive la ville de Lille, à jamais ressuscitée ! (1)

---

(1) Il n'est pas déplacé de rapporter ici la réponse collective de la ville telle que le Conseil municipal de Lille l'a votée dans l'ordre du jour suivant, au cours de la première réunion tenue après la libération de la ville :

A Roubaix et à Tourcoing.

(Même date.)

M. Lebas, l'adjoint, le président de la Chambre de commerce, l'archiprêtre prononcèrent à tour de rôle des discours de bienvenue. L'adjoint rappela que, peu de jours avant leur retraite, les Allemands, continuant leur méthode d'intimidation, avaient voulu arracher à la municipalité et aux habitants une pétition contre les bombardements éventuels des Alliés. Personne n'avait consenti à signer. M. Lebas dit en termes énergiques la certitude de la victoire des nations libres.

Le Président remercia la municipalité et la population, qu'il salua du haut du balcon et qui, toute frémissante de joie, répondit par de longs vivats, et s'adressant à M. Lebas, il ajouta :

Mon cher Monsieur Lebas,

Il y a quelques jours, ignorant encore la délivrance de votre chère ville de Roubaix, vous publiiez dans *La France libre* un émouvant mes-

---

« Le Conseil municipal, réuni pour la première fois depuis le départ d'un ennemi exécré, salue avec une émotion profonde et une gratitude infinie les admirables soldats qui ont payé de leurs sacrifices leur noble adhésion à l'œuvre collective.

Il s'incline devant M. Raymond Poincaré qui a présidé avec tant d'éclat, en des heures tragiques, aux destinées de la nation.

Devant M. Georges Clemenceau qui sut opérer la mobilisation des énergies, la concentration des dévouements, et qui mérite le titre d'organisateur de la victoire.

Devant les chefs glorieux de notre armée, devant le maréchal Foch, stratège génial, qui utilisa avec tant d'opportunité et de bonheur l'esprit offensif de nos héroïques soldats.

Il adresse à tous ceux, grands et petits, militaires ou civils, qui se sont employés au salut de la patrie et à la victoire de nos armes, l'expression de son enthousiaste reconnaissance. »

sage à l'adresse de vos concitoyens. Vous rappeliez comment vous aviez été incarcéré par les Allemands et retenu pendant une longue année dans une geôle malsaine pour avoir résisté aux brutales exigences de l'envahisseur. Vous évoquiez les lugubres souvenirs de l'oppression si courageusement subie par cette grande cité ouvrière et vous annonciez, avec une confiance sereine, le prochain avènement de la justice libératrice.

Aujourd'hui vous voici revenu, après combien d'épreuves, au milieu des braves gens que vous avez l'honneur de représenter. Il savent déjà avec quelle patriotique fermeté vous avez défendu partout, pendant le temps où vous avez été séparé d'eux, la cause indivisible de la France et de l'humanité.

Je n'ai pas oublié le jour déjà lointain où, dans les ruines d'Armentières, j'ai saisi une première occasion de vous exprimer les remerciements et les félicitations du pays. Je suis heureux de vous en renouveler aujourd'hui le témoignage, dans votre ville enfin libérée du joug de l'étranger, et d'offrir le joyeux salut de la France victorieuse à cette admirable population qui a tant souffert et qui renaît enfin à la liberté.

Le cauchemar de l'occupation est maintenant évanoui. Mais jusqu'à la dernière heure l'ennemi a tenu à vous donner de tristes exemples de brutalité et d'hypocrisie. Il a voulu, dites-vous, vous arracher des pétitions contre le bombardement. Eh bien! savez-vous ce qu'au même moment il

nous faisait dire par une nation neutre? Il nous faisait dire que les populations de Lille, de Roubaix, de Tourcoing, effrayées par la menace du bombardement, fuyaient en masse vers la Belgique. *(Protestations indignées de toute l'assistance.)* Nous ne l'avons pas cru un seul instant, Messieurs. Pas une minute nous n'avons douté de vous, pas une minute nous ne vous avons fait l'injure de prendre cette calomnie au sérieux. N'ayant jamais désespéré, nous savions que vous-mêmes vous ne désespériez pas. *(Applaudissements unanimes.)*

Puis, comme tous les orateurs avaient parlé de l'union sacrée qui avait régné à Roubaix pendant l'occupation, le Président de la République reprit :

Monsieur le maire, Messieurs, il n'y a point de paroles humaines qui puissent traduire les diverses émotions dont sont pleines ces heures fugitives. On voudrait arrêter le cours du temps pour prolonger les serrements de mains et les étreintes, pour échanger les impressions et les souvenirs, pour goûter éternellement l'heureuse intimité de la famille qui se retrouve, se rassemble et se reconstitue.

Rappelons-nous toujours, les uns et les autres, ces élans du cœur et ces communions fraternelles! Quelles que puissent être dans l'avenir nos luttes d'opinions, n'oublions jamais qu'il y a entre les enfants d'une même patrie des liens plus forts que la mort, et que nous en avons tous senti, en ce

jour de félicité, la puissance indestructible et la douceur infinie.

A la sortie de l'hôtel de ville, le président de la Société des Alsaciens-Lorrains de Roubaix s'avança vers le Président et lui exprima, en termes émus, les aspirations et les vœux de l'Alsace-Lorraine.

Ces vœux, répondit le Président, sont ceux du Gouvernement de la République et de la France entière. C'est l'Allemagne qui, par une agression sans excuse, a déchiré elle-même, de ses propres mains, le traité de Francfort. Il ne saurait y avoir de victoire pour la France ni, d'ailleurs, de paix durable pour l'humanité sans la réparation du droit violé et sans la restitution de l'Alsace et la Lorraine à la France.

Le Président se rendit ensuite, avec MM. Dubost, Deschanel, Loucheur, Lebrun, etc., dans la ville de Tourcoing, où il fut accueilli avec le même enthousiasme et où il se rendit également à l'hôtel de ville.

En un discours éloquent, l'adjoint exprima le regret que M. le Dr Dron, enlevé et emprisonné par les Allemands, ne pût recevoir lui-même le Président et assister à cette fête de la délivrance. S'adressant plus particulièrement à M. Poincaré, fils de la Lorraine, il fit un émouvant parallèle entre l'esprit flamand et l'esprit lorrain et montra comment ces deux petites patries, voisines de la frontière et élevées à l'école du danger, avaient toutes deux contribué à la grandeur de la France.

Le Président répondit en rendant, à son tour, un hommage ému à M. le Dr Dron, en félicitant la Flandre française de son patriotisme et de son courage et en saluant, avec elle, l'aube de la victoire.

Il a dit ce qu'avaient fait pour libérer les provinces

envahies le Gouvernement, l'armée, le Parlement et il a adressé aux populations libérées les vœux chaleureux de toutes les petites patries qui composent la grande.

5 novembre 1918.

A Sa Majesté le roi d'Italie.

Aux félicitations que je lui ai adressées, il y a trois jours, pour les magnifiques succès de ses armées, Votre Majesté me permettra d'ajouter aujourd'hui l'expression de la grande joie que la signature de l'armistice avec l'Autriche-Hongrie et la délivrance des terres captives cause à tous les amis de l'Italie.

Nul doute maintenant que son unité nationale, jadis commencée par l'illustre maison de Savoie, ne s'achève glorieusement sous les auspices de Votre Majesté. A cette éclatante victoire de l'idée latine, la France tout entière tressaille d'une fraternelle émotion.

5 novembre 1918.

A Sa Majesté le roi de Serbie, à Salonique.

Au moment où la vaillante armée serbe rentre victorieusement dans votre capitale reconquise, je ne puis me rappeler sans une profonde émotion les années d'épreuve que viennent de vivre Votre Majesté et son peuple : d'abord, les sombres journées de juillet et d'août 1914, où, après avoir essayé d'humilier la Serbie par un ultimatum arrogant, les puissances centrales se sont jetées sur

elle sans l'apparence d'un prétexte et ont déchaîné par cette agression la guerre universelle; puis, après une longue et heureuse résistance, marquée de brillants succès, l'écrasement fatal sous le poids du nombre, les affres de la retraite et les douleurs de l'exil; la reconstitution de l'armée serbe sauvée avec le concours de la France, l'occupation de Salonique, la formation et le maintien de cette armée interalliée d'Orient qui a, aujourd'hui, si largement contribué aux défaites successives de la Bulgarie, de la Turquie et de l'Autriche-Hongrie. La victoire est enfin venue récompenser la persévérance de Votre Majesté, la patriotique patience de son peuple et la bravoure de ses troupes. Au nom de la France, j'adresse à Votre Majesté et à la Serbie mes ardentes félicitations.

A Sa Majesté le prince héritier Alexandre de Serbie, à Belgrade.

Voici que sont arrivées pour la Serbie les heures de joie et de fierté nationale que Votre Altesse royale a si longuement attendues dans la sérénité de la confiance et dans l'énergie de l'action.

Votre valeureuse armée est enfin payée de ses efforts, de son courage et de ses sacrifices. Vous avez vous-même la haute satisfaction de pouvoir vous dire que vous êtes de ceux qui n'ont jamais fléchi, jamais désespéré, et qui ont donné tout leur cœur pour assurer la revanche du droit. Je prie

Votre Altesse royale de recevoir mes vives félicitations pour Elle et pour ses troupes victorieuses.

Lettre à M. Clemenceau, ministre de la Guerre.

11 novembre 1918, 8 h. matin.

Mon cher Président,

Au moment où s'achève par la capitulation de l'ennemi la longue série de victoires auxquelles votre patriotique énergie a si largement contribué, laissez-moi vous adresser à vous-même et vous prier aussi de transmettre au maréchal Foch, commandant en chef des armées alliées, au général Pétain, commandant en chef de l'armée française, à tous les généraux, officiers, sous-officiers et soldats, l'expression de ma reconnaissance et de mon admiration.

Depuis le 15 juillet, la France a suivi avec une émotion haletante les éclatants succès quotidiens qu'ont remportés les troupes alliées et qui ont précipité la retraite de l'armée allemande. Les populations captives ont été rendues à la liberté. L'ennemi déconcerté a laissé derrière lui une quantité énorme d'hommes et de matériel, et les bilans des prisonniers dépassent les chiffres les plus élevés qu'ait jamais connus l'histoire.

Ce matin, vient d'être signé un armistice qui délivre l'Alsace-Lorraine et qui permet aux armées alliées d'occuper, en garantie des droits à exercer, une vaste zone de territoire allemand.

En ces heures de joie et de fierté nationale, ma

pensée se reporte successivement vers les héros qui, dans l'enthousiasme du départ, sont tombés sur les champs de bataille de Namur et de Charleroi, vers ceux qui, sur les deux rives de la Marne, ont victorieusement arrêté et refoulé l'invasion, vers ceux qui, dans les lentes et dures journées de la guerre de tranchées, ont montré une si confiante opiniâtreté, vers les intrépides défenseurs de Verdun, vers les soldats de l'Yser, de la Somme, de l'Aisne, de la Champagne, des Vosges, vers ceux qui ont donné leur vie à la patrie, vers ceux que leurs blessures ont rendus invalides, vers tous ceux qui, aujourd'hui encore sous les armes, sont maintenant récompensés de leurs infatigables efforts et de leur bravoure indomptée.

Ils ont tous été les ouvriers des victoires finales. Ils ont tous apporté leur pierre aux magnifiques arcs de triomphe sous lesquels passeront bientôt les vainqueurs. Rien ne s'est perdu de ce qu'a accompli leur courage, rien n'a été stérile du dévouement qu'ils ont mis au service du pays. La gloire de la France est faite de leur ardeur prolongée, de leur abnégation, de leurs souffrances et de leur sang.

J'envoie aux morts un souvenir respectueux et attendri. Je vous prie de vouloir bien communiquer aux vivants les félicitations qu'au nom de la France je leur adresse du fond du cœur.

Croyez, mon cher Président, à mes sentiments dévoués.

Réponse aux félicitations du roi d'Angleterre.

12 novembre 1918.

Sa Majesté George V, roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, empereur des Indes, Londres.

Je remercie vivement Votre Majesté de son cordial message, qui sera lu avec une grande reconnaissance par la France et par son armée.

Les vaillantes armées britanniques, qui ont pris une part si brillante à la victoire commune, ont noué avec leurs frères d'armes français des liens que la paix viendra encore resserrer.

Elles ont montré dans leurs rapports avec les populations civiles des prévenances amicales dont j'étais encore hier le témoin dans les régions libérées du Nord et que toutes les municipalités m'ont signalées en termes d'une chaleureuse gratitude.

Nos deux pays, qui ont souffert ensemble, peuvent maintenant se réjouir à la pensée que leurs sacrifices n'ont pas été vains et qu'ils ont bien servi l'un et l'autre la cause de l'humanité. Je prie Votre Majesté de vouloir bien être auprès du peuple, de l'armée et de la marine britanniques l'interprète de mon admiration.

Lettre à M. Georges Leygues, ministre de la Marine.

Paris, le 12 novembre 1918.

Mon cher Ministre,

Pendant plus de cinquante longs mois, la marine française vient de donner l'exemple constant du dévouement héroïque et silencieux au devoir et à la patrie.

Avec le concours des marines alliées, elle a procuré au pays le moyen de se ravitailler en blé, en charbon, en acier, elle lui a permis de vivre et de s'armer ; elle a protégé les arrivées en France des troupes américaines et de nos contingents coloniaux, algériens, tunisiens, marocains, sénégalais, soudanais ; elle a transporté, outillé, nourri cette vaillante armée d'Orient dont les succès ont tant contribué à la déroute générale de nos ennemis.

Pour remplir cette grande tâche, elle a bravé des dangers de tous les instants et accompli des prodiges de valeur et de désintéressement.

A l'heure où la victoire illumine et couronne le front de la France libérée, la marine a droit à une large part de la reconnaissance nationale.

Je vous prie, mon cher Ministre, de vouloir bien transmettre mes affectueuses salutations aux amiraux, aux officiers et aux équipages de tous les bâtiments français.

Croyez à mes sentiments dévoués.

Réponses aux télégrammes de félicitations du Président de la République chinoise S. E. M. Hsu Shihchang.

14 novembre 1918.

Son Excellence Monsieur le Président de la République chinoise, Pékin.

Je prie Votre Excellence de recevoir tous mes remerciements pour les félicitations qu'elle adresse au peuple français et je ne doute pas que, dans la paix comme dans la guerre, une étroite amitié ne subsiste entre nos deux pays (1).

A S. M. Yoshi-Hito, empereur du Japon.

Sa Majesté l'empereur du Japon, Tokio.

« La France est très reconnaissante à Votre Majesté et au vaillant peuple japonais de leurs amicales félicitations. Nos deux pays, qui célè-

---

(1) On lisait au *Journal des Débats* du 15 novembre, où est citée la réponse du roi d'Italie en date du 14 novembre :

« M. Poincaré a reçu hier les félicitations de M. Sidonio Paes, Président de la République portugaise ; de M. José Pardo, Président du Pérou ; de M. Menocal, Président de la République cubaine ; du khédive d'Egypte, de M. Pelesario Porras, Président de la République du Panama.

Le Président de la République a reçu hier une délégation du bureau de l'Alliance républicaine démocratique, qui lui a été présentée par MM. A. Carnot, Louis Barthou, ancien président du Conseil ; C. Pallu de la Barrière et Edouard Delpeuch. Ces délégués sont venus apporter à M. Raymond Poincaré l'expression de la gratitude républicaine et patriotique de l'Association pour les éminents services qu'il a rendus pendant la guerre à la défense nationale. »

brent aujourd'hui ensemble la grande victoire remportée sur l'ennemi, garderont, dans une cordiale intimité, le souvenir de leurs efforts communs.

Au roi Alexandre de Grèce.

Sa Majesté le roi de Grèce, Athènes.

Je remercie Votre Majesté des chaleureuses félicitations qu'elle a bien voulu adresser à la France et à son armée. La victoire, qui est venue couronner nos longs efforts et ceux de nos vaillants alliés, est aussi celle de la Grèce et, après la collaboration militaire de ces derniers mois, nos deux pays sont assurés de rester unis, dans la paix, par des liens indestructibles.

Au général Lyautey.

Je vous remercie, mon cher Résident général, de vos cordiales félicitations.

La France gardera un reconnaissant souvenir du concours si constant et si précieux que sous votre heureuse direction le Maroc nous aura prêté pendant cette guerre pour la défense de notre sol et de notre liberté.

Au roi Victor-Emmanuel III
en réponse à son télégramme du 16 novembre.

Sa Majesté le roi d'Italie, Rome.

Le peuple français et son armée reçoivent avec

joie les félicitations que Votre Majesté veut bien leur adresser et je suis heureux de pouvoir enfin lui adresser mes remerciements dans cette ville de Rome, où elle vient de rentrer, au milieu d'acclamations enthousiastes, après tant de longs mois de présence au front. La victoire qui sourit maintenant à nos deux pays leur permettra, après de si lourds sacrifices, de retrouver dans la paix une prospérité grandissante. L'Italie et la France, qui ont combattu côte à côte, travailleront côte à côte à leur progrès national et au bien de l'humanité (1).

---

(1) Le *Journal des Débats* du 17 novembre publiait cette note : « Le Président de la République a reçu les ambassadeurs des Etats-Unis, de Grande-Bretagne, d'Italie et du Japon, ainsi que les ministres de Belgique, du Brésil, de Chine, de Cuba, de Grèce, d'Haïti, de Portugal, de Serbie, du Siam, les représentants des Gouvernements polonais et tchéco-slovaque et les chargés d'affaires du Guatemala et du Montenegro qui sont venus lui apporter leurs félicitations pour l'heureuse issue de la guerre. »

Discours prononcé sur la place de la Concorde le dimanche 17 novembre 1918.

MESSIEURS,

Les milliers de Français qui ont préparé cette manifestation grandiose n'avaient eu, d'abord, que la pieuse pensée de déposer aux pieds de la statue de Strasbourg l'offrande de leurs vœux et de leur fidélité. La victoire est venue enrichir leur programme d'un complément magnifique et leur permettre de glorifier, dans le triomphe de la France, le retour de la Lorraine et de l'Alsace au foyer maternel.

Si jamais notre cœur a senti le regret de ne pouvoir ralentir le cours du temps, pour goûter à loisir les joies les plus nobles qui soient offertes à l'âme humaine, n'est-ce pas en ces heures de concorde et de fierté nationales, où la patrie, si longtemps mutilée, se relève et se reconstitue? Puisque nous ne sommes pas maîtres d'arrêter et de fixer ces minutes divines, promettons-nous, du moins, d'en garder le souvenir immaculé et de le léguer, comme un inestimable trésor, à la France éternelle.

Pendant quarante-huit ans, notre douleur inconsolée a décoré de couronnes et de crêpes funèbres cette statue de la tristesse et de la captivité. Nous ne pouvions, les uns et les autres, passer sous les yeux immobiles de cette chère figure muette et voilée sans y voir le symbole de la fermeté dans

la servitude et sans ressentir au fond de nous-mêmes une secrète humiliation de notre défaite et comme un remords persistant de notre inaction.

Aucun de nous cependant, j'en atteste le pays tout entier, aucun de nous n'aurait voulu, même pour laver le passé et venger le droit opprimé, prendre la responsabilité d'un geste ou d'une parole qui eût risqué d'allumer, dans le monde, les premiers feux d'une guerre meurtrière.

Nous attendions dans le silence et la résignation le réveil de la justice endormie. C'est l'Allemagne elle-même qui, la croyant mourante et rêvant de la poignarder, l'a involontairement arrachée à son long sommeil. C'est l'Allemagne qui a, de ses propres mains, déchiré le traité monstrueux qu'elle nous avait imposé par la violence et qui soumettait à la domination de l'étranger une partie inaliénable de la France indivisible.

La guerre qui nous a été déclarée et qui a clos une si odieuse série de provocations et de défis nous a finalement libérés de la contrainte à laquelle nous assujettissaient notre amour de la paix et notre horreur du sang versé. Du jour où les voleurs de nos provinces entreprenaient sur nous une agression sans excuses, nous avions le droit et le devoir de revendiquer la totalité du patrimoine national que la force avait morcelé.

Dans la mémorable séance du 4 août 1914, les Chambres françaises, patriotiquement groupées autour du Gouvernement de la République, ont pris l'engagement solennel de ne pas déposer les

armes avant que l'Alsace et la Lorraine eussent été restituées á la mère patrie. Elles ont tenu parole. Pendant plus de quatre ans, l'armée et le pays ont vécu dans la continuité de la lutte et de la souffrance; pendant plus de quatre ans, ils ont connu les plus pénibles alternatives d'espoir et de déception; pendant plus de quatre ans, la nation, résolue à vaincre, a vu, sans plaintes et sans découragement, la fleur de sa jeunesse cueillie par la mort; rien n'a détendu son effort, rien n'a brisé sa volonté.

Cette persévérante énergie est enfin récompensée. L'Alsace et la Lorraine sont redevenues françaises. L'Allemagne est si bien forcée d'en prendre définitivement son parti qu'avant la signature de la paix, elle fait elle-même appel à nous pour protéger son armée en retraite contre l'hostilité des habitants. Oui, la voilà réduite à s'infliger ce cruel démenti. Avant-hier, elle proclamait que les populations alsaciennes, dociles à la conquête germanique, n'entendaient pas être séparées de ce qui s'appelait encore l'Empire; hier, dans un cri de franchise et de détresse, elle nous suppliait de sauver ses troupes. « L'Alsace me chasse, disait-elle, l'Alsace veut me battre. Tenez-lui les mains! »

L'Alsace et la Lorraine sont redevenues françaises. Qu'ils sont doux à répéter ces mots de rêve qui sont maintenant des mots de réalité!

Bientôt, la France ira offrir à la Lorraine et à l'Alsace délivrées ses félicitations enthousiastes. Quelle émotion pour tous ceux d'entre nous qui,

depuis près de cinquante ans, attendent, meurtris par les souvenirs de l'autre guerre, ce jour de gloire et de résurrection! Quelle émotion pour M. le Président du Conseil qui a travaillé, avec tant d'ardeur et de clairvoyance, avec tant de foi et tant de succès, à la libération de nos provinces captives!

L'Alsace et la Lorraine sont redevenues françaises! Le plus grand nombre des héros qui viennent de mourir pour elles ne les avaient pas connues. Ils n'étaient pas, comme certains d'entre nous, de leurs voisins ou de leurs familiers; ils n'avaient pas eu l'enfance bercée par leurs douces chansons; ils n'avaient pas gardé dans les yeux la vision ineffacée de leurs montagnes bleues et de leurs larges plaines. Et pourtant, ils se sont sacrifiés pour délivrer les deux provinces prisonnières et pour les rendre à la France qui ne les oubliait pas. Ils ont compris qu'elles étaient nécessaires à l'équilibre national et que, depuis le jour où elles nous avaient été enlevées, il avait manqué à la patrie un morceau de sa chair et une étincelle de son âme.

L'Alsace et la Lorraine sont redevenues françaises! Elles le sont redevenues de plein droit — de par la géographie qui les a placées toutes deux en deçà des confins de la vieille Gaule — de par l'histoire qui, sous l'ancienne monarchie, les a fondues avec la France, de par l'histoire, qui a consacré cette fusion volontaire, le 14 juillet 1790, aux fêtes de la Fédération, et qui a grandi la

gloire française de toute la gloire gagnée, aux siècles passés, par les savants et les soldats d'Alsace et de Lorraine.

Elles le sont redevenues de plein droit, de par l'éclatante protestation qu'ont lue leurs mandataires à l'Assemblée nationale de Bordeaux; de par la réélection unanime des députés protestataires, après le rapt et l'annexion; de par la courageuse déclaration qu'ont portée au Reichstag, en 1874, les représentants d'Alsace-Lorraine; de par la volonté de ceux des enfants du pays qui ont eu la tristesse de quitter leurs foyers envahis; de par la volonté de ceux qui sont restés là-bas pour y protéger, dans le secret des familles, les traditions françaises et y entretenir jalousement la sainte flamme du souvenir.

Pour justifier le retour de la Lorraine et de l'Alsace à la France, il n'est que de rappeler ces siècles de gloire commune, suivis de ces lourdes années de douleur partagée. Un plébiscite n'ajouterait rien à l'éloquence des faits. Un plébiscite serait un leurre puisqu'il ne pourrait appeler à se prononcer tous ceux des Alsaciens et des Lorrains que le traité de Francfort a dispersés. Un plébiscite serait un déni de justice, puisqu'il subordonnerait iniquement à une consultation nouvelle des libertés que les populations possédaient, de longue date, avant la violence dont elles ont été victimes et des droits que l'ennemi a bien pu leur ravir pour un temps, mais qui étaient et sont restés imprescriptibles.

Restitution pure et simple, voilà ce qu'exige la réparation du passé, voilà ce que réclame la conscience universelle, voilà ce qu'en dehors des restaurations et des garanties nécessaires, nous assure irrévocablement la victoire de nos armes.

En ce jour où il est enfin donné à la famille française de célébrer son infrangible unité, rendons hommage à tous ceux qui ont travaillé à relever de ses ruines l'aile effondrée de notre maison paternelle.

Honneur à nos armées de terre et de mer, qui, après avoir défendu et sauvé la France, ont réduit l'ennemi déconcerté à solliciter l'armistice et la paix; à cette brillante pléiade de chefs militaires qui, en se faisant aimer de leurs hommes, ont obtenu d'eux tant de prodiges; à nos soldats et, puisque ce terme a joyeusement pénétré dans la langue, à nos poilus, à cette glorieuse personnification des plus belles vertus héréditaires de la race française, à cette multitude de héros anonymes qui, si longtemps, sous le soleil et sous la pluie, dans la poussière et dans la boue, ont opposé aux furieux assauts de l'ennemi leur vigueur inflexible et leur inlassable ténacité.

Honneur aux nations et aux armées alliées qui toutes ont rivalisé avec les nôtres d'endurance et de bravoure et qui toutes ont mérité d'être à la joie, après avoir été, elles aussi, à la peine!

Honneur à ces innombrables légions de vainqueurs, à jamais unis par des liens fraternels; à ces peuples armés qui ont combattu côte à côte

pour un idéal commun et qui demain cueilleront ensemble dans la paix le fruit de cette camaraderie prolongée.

Nous les verrons bientôt, ces incomparables soldats de la grande guerre, suivre dans Paris la voie même que vient de parcourir aujourd'hui le long cortège des manifestants. Nous les verrons passer, dans une lumière d'apothéose, sous la voûte triomphale et descendre de l'Étoile pour effacer, sous leurs pas cadencés, la souillure laissée jadis à nos Champs-Élysées par l'arrogant défilé des bataillons ennemis.

Honneur au Parlement français, qui, en des sessions laborieuses et presque permanentes, a efficacement secondé le gouvernement de la République dans l'organisation progressive de la défense nationale.

Honneur à Paris qui, dans les nuits où gémissait la sirène, dans les journées sombres où les obus assassins venaient brusquement surprendre les enfants dans leurs jeux, les femmes dans leur travail ou dans leurs prières, les vieillards dans le repos des asiles, a conservé son calme, sa confiance et sa sérénité. Combien de fois n'ai-je pas eu alors le douloureux devoir de saluer ses morts et de visiter ses blessés! J'ai senti, de tout près, battre son cœur; le mouvement n'en était ni activé ni ralenti, le rythme n'en était pas troublé.

Honneur au peuple de France tout entier, qui a répondu avec tant d'empressement à l'appel d'union que je lui ai adressé le premier jour de

la guerre; aux vieux paysans, aux femmes, aux jeunes gens, qui ont su ajouter aux miracles d'énergie des miracles de patience, qui ont labouré, semé, récolté, pour alimenter les combattants: aux ouvriers qui ont fondu des canons, chargé des obus, armé des avions, créé, développé, amélioré pendant quatre années cet outillage formidable qui a été l'instrument nécessaire de la victoire; aux fonctionnaires de la République, aux maires, aux municipalités, qui ont assuré la bonne administration, la tranquillité et le ravitaillement du pays, aux maîtres qui ont mis sous les yeux de l'enfance les impérissables leçons de désintéressement et de patriotisme offertes par la guerre à l'éternelle admiration de l'esprit humain; aux aux prélats, aux prêtres et aux pasteurs de toutes religions, qui se sont étroitement rapprochés autour de l'autel de la patrie et qui ont invoqué un seul Dieu pour le salut de la France et pour le repos de ses morts!

Honneur à nos colonies qui ont rivalisé de dévouement à la métropole et qui, de toutes les parties du monde, ont envoyé, par milliers, des travailleurs à nos usines et des soldats à nos armées!

Honneur aux mères qui n'embrasseront plus leurs fils, aux femmes qui cherchent sur les champs de bataille la tombe de leurs maris, aux orphelins qui deviennent les enfants adoptifs de la France. Mais, par-dessus tout, Messieurs, honneur à ceux qui ne sont plus, à ceux qui sont

tombés l'espoir au cœur, dans les sillons ensanglantés, dans les tranchées bouleversées, dans la profondeur des mers, et dont les yeux clos n'auront pas vu poindre l'aurore de la victoire et la lumière de la paix.

Honneur aux plus modestes, aux plus obscurs, aux plus inconnus d'entre eux. Il n'en est pas un seul dont la mort n'ait aidé à la résurrection de la France et à l'affranchissement de l'humanité. Leurs corps déchirés par les projectiles gisent dans les régions dévastées où s'est décidé le sort du monde; mais leur image sacrée demeurera intacte au fond de nos cœurs. C'est elle qui sera désormais notre inspiratrice; c'est elle qui nous rappellera demain, dans notre labeur pacifique, quelle moisson de gloire et bientôt de force et de prospérité nationales a pu faire lever, en quelques années, sous le soleil de France, l'esprit de sacrifice et d'abnégation.

Honneur aux morts, immortels conseillers des vivants!

TABLE DES MATIÈRES

(1914)

Lettre au roi George V. Paris, 31 juillet 1914. 1
Proclamation du Président de la République. Paris, 1er août. 4
Lettre à Mme Jaurès, 2 août. 5
Message du Président de la République, 4 août 6
Télégramme à S. M. Albert Ier, roi des Belges, 7 août. . . 9
Lettre à M. René Viviani, président du Conseil, 10 août. 9
Télégramme au roi d'Angleterre, 22 août. 10
Protestation du Gouvernement français contre les infractions aux Conventions de La Haye. 10
Proclamation du Gouvernement, 2 septembre. 12
Réponse à l'ambassadeur d'Espagne, Bordeaux, 6 septembre. 14
Télégramme au Président des États-Unis « contre le mensonge allemand », Bordeaux, 11 septembre. 15
Lettre au ministre de la Guerre (M. Millerand), Bordeaux, 11 septembre. 16
Télégrammes en réponse aux félicitations pour la victoire de la Marne :
A S. M. le roi Albert Ier, Bordeaux, 15 septembre. . 17
Au tsar de Russie, l'empereur Nicolas II, Bordeaux, 15 septembre. 18
A S. A. R. le prince Alexandre, régent de Serbie, Bordeaux, 15 septembre. 18
Télégrammes au préfet de la Meuse et au maire de Commercy, 20 septembre. 19
Télégramme de condoléance sur la mort du comte de Mun à Mme la comtesse de Mun, 6 octobre. 19
Lettre à M. Millerand, ministre de la Guerre, 5 octobre. 20
Télégramme à S. M. le roi George V, 5 octobre. 21
Au ministre de la Guerre, 7 octobre. 22
Réponse à S. E. M. Charles de Broqueville, président du Conseil de Belgique, Bordeaux, 13 octobre. 22
Télégramme de réponse aux remerciements du Gouvernement belge, 16 octobre. 23
Télégramme de condoléance à Mme Émile Reymond. . . 24

Télégrammes de condoléances sur la mort du prince Maurice de Battenberg :
A S. M. le roi Georges V. 24
A S. A. R. la princesse Béatrice de Battenberg. . . 24
A S. M. le roi Alphonse XIII. 25
Lettre au ministre de la Guerre, M. Millerand, Paris, 6 novembre. 25
Télégramme au tsar Nicolas II (20e anniversaire d'avènement). 27
Télégramme pour la fête du roi Albert Ier, 15 novembre. 27
Discours prononcé au G. Q. G. le 27 novembre, en remettant la médaille militaire au généralissime. 29
Réponse au discours de M. William G. Sharp, ambassadeur des États-Unis, 4 décembre. 33
Télégramme au général Ricciotti Garibaldi, sur la mort de son fils Bruno, tué en Argonne. 34

Télégrammes en réponse aux vœux de nouvelle année :
A S. M. Albert Ier, 31 décembre 1914. 35
A S. M. le roi Pierre Ier, à Nich. 36
A S. A. R. le roi Alexandre de Serbie. 36
A S. M. le roi d'Angleterre, 1er janvier. 36
Réponse aux vœux du Corps diplomatique, adressés par S. E. sir Francis Bertie, ambassadeur d'Angleterre, 1er janvier 37
Réponse à un télégramme du tsar Nicolas II, 2 janvier. . 37
Condoléances sur la mort de Constantin Garibaldi, 6 janvier. 38
Allocution pour le drapeau remis aux fusiliers marins, le 11 janvier, à Dunkerque. 39
Télégramme au roi Victor-Emmanuel III, 14 janvier. . . 40
Télégramme à S. M. Albert Ier, 22 janvier. 41
Voyage dans les Vosges et allocution en Alsace reconquise. 41
Allocution pour la remise de drapeaux, 25 avril. 42
Réponse à l'Adresse de la délégation irlandaise, 30 avril. 44
Article écrit pour l'*Écho des Tranchées*, paru le 15 mai. . 45
Télégramme à S. M. Victor-Emmanuel III, sur l'entrée en guerre de l'Italie, Paris, 26 mai. 47
A S. M. Georges V, Paris, 2 juin. 48
Allocution pour l'inauguration de l'Hôpital musulman de Neuilly, 9 juillet. 48
Réponse à l'allocution de S. E. M. Tittoni, ambassadeur d'Italie. 50
Discours sur le transfert des restes de Rouget de l'Isle aux Invalides, 14 juillet. 51
Lettre au maire de Dunkerque, M. Terquem, 15 juillet. . 59
Allocutions sur le front des troupes, dimanche 1er août :
Pour le drapeau du 4e régiment mixte de tirailleurs et zouaves. 60
Au 3e régiment *bis* de zouaves. 60
Au 3e régiment mixte de tirailleurs et zouaves et 2e régiment *bis* de zouaves. 61
Au régiment de marche d'infanterie du Maroc. . . 62
Message du Président de la République, 4 août 63
Remise de drapeaux, au front, 23 août. 67
A la 3e brigade du Maroc. 68
Télégramme au roi des Belges, 27 août. 70
Télégramme au tsar Nicolas II, Paris, 7 septembre. . . . 71
Allocution pour la remise de drapeaux à de nouveaux régiments de la division marocaine, Belfort, 13 septembre. 73

Allocution sur l'Esplanade des Invalides, pour les drapeaux des 230e et 237e d'infanterie territoriale, 17 septembre. 75
Lettres au chef de bataillon du 11e alpins, ancien régiment du Président, 27 septembre 76
Réponse au télégramme du tsar Nicolas II, Paris, 26 septembre. 77
Lettre au ministre de la Guerre (M. Millerand). 77
Réponse aux félicitations de S. M. George V, 30 septembre. 78
Allocution sur les drapeaux remis à Gonesse aux 232e et 285e régiments d'infanterie territoriale, 8 octobre. . . . 79
Allocution sur les drapeaux remis aux aviateurs et aérostatiers, près de Pont-à-Mousson, le 15 novembre 80
Réponse à un télégramme du tsar Nicolas II, 23 décembre. 82
Lettre au général Galliéni, ministre de la Guerre, 23 décembre. 83

1916

Réponses aux télégrammes de nouvelle année :
A S. M. Albert Ier, Paris, 31 décembre 1915. 85
A S. M. Victor-Emmanuel III, 31 décembre 1915 . . 85
A S. M. Pierre Ier, 31 décembre 1915. 86
A S. M. le tsar Nicolas II, 1er janvier. 86
A S. M. George V, 1er janvier. 86
Lettre à l'armée française, 1er janvier. 87
Réponse à l'allocution du marquis del Muni, ambassadeur d'Espagne, 26 janvier 91
Réponse au télégramme de S. M. Nicolas de Montenegro, 27 janvier 92
Discours prononcé au Trocadero, à la Fête des Croix de guerre, 1er février 93
Réponse à un télégramme du tsar Nicolas II, 16 février. 99
Réponse à la délégation anglaise du Comité interparlementaire franco-anglais, à l'Elysée, 21 février. 100
Réponse à S. E. M. Kusiro, ambassadeur du Japon, 25 février. 101
Allocution au prince Alexandre de Serbie, 21 mars . . . 102
Lettre au même, 25 mars 103
Lettre au ministre de la Guerre, 25 mars. 104
Condoléances à Mme Driant, sur la mort devenue certaine du colonel, 3 avril. 104
Télégramme de réponse au prince Alexandre de Serbie, 15 avril 105
Discours aux membres de la Conférence interparlementaire du commerce reçus à l'Elysée le 27 avril. 107
Réponse aux félicitations de la Chambre des Communes et de la Douma, Paris, 11 mai. 110
Discours à l'inauguration du monument des Auteurs et Compositeurs dramatiques, le 11 mai 111
Discours prononcé à Nancy, le dimanche 14 mai, en décorant MM. Simon et Jambois 118
Allocution aux réfugiés lorrains, à la caserne Molitor, 11 mai. 121
Allocution aux membres du Conseil de l'Empire de Russie et de la Douma reçus à l'Elysée le 22 mai . . . 123
Condoléances à S. M. George V sur la mort de Lord Kitchener, 6 juin 127
Félicitations au tsar Nicolas II sur la victoire russe. . . 127
Télégramme à S. M. George V sur la victoire du Jutland. 128
Discours sur la remise des diplômes d'honneur remis aux familles des soldats tombés pour la patrie, 14 juillet 129

Réponses aux félicitations pour le 14 juillet :
A S. M. Pierre Ier 137
A S. A. R. le prince Alexandre de Serbie 137
Au général Douglas Haig, commandant en chef de l'armée britannique 137
A S. M. le tsar Nicolas II 138
A S. M. Nicolas de Montenegro, à Vichy 138
A S. M. Albert Ier 139
Au général Roques, ministre de la Guerre 139
Télégramme de félicitations au tsar Nicolas II, 28 juillet. 140
Allocution aux membres parlementaires des Dominions britanniques 140
Lettre aux armées, 4 août 143
Télégramme de félicitations sur Goritzia à S. M. Victor-Emmanuel III, d'Alsace, le 11 août 152
Réponse à un télégramme de S. M. George V, Paris, 20 août 153
A S M. Ferdinand de Roumanie sur l'entrée en guerre de son pays, Paris, 28 août 153
A S M. Victor-Emmanuel III, Paris, 28 août 153
Discours prononcé le 14 septembre en remettant à Verdun les décorations des Alliés 155
Télégramme à S. M. George V, 14 septembre 159
Réponse à l'allocution de M. le baron Gaiffier d'Hestroy, remettant ses lettres de créance comme représentant de la Belgique, à l'Elysée, le 27 septembre 160
Télégramme de félicitations à S. A. R. Alexandre de Serbie, 5 octobre 162
Discours à la cérémonie confraternelle en l'honneur des membres du Barreau de Paris, tués à l'ennemi, 28 octobre 163
Télégramme de réponse aux félicitations de S. A. R. de Serbie, 4 novembre 177
Réponse au nouvel ambassadeur d'Italie, marquis Salvago Raggi, 4 novembre 177
Félicitations pour la reprise de Monastir, 20 novembre. 179
Réponse aux félicitations de S. M. George V, 17 décembre 179

(1917)

Réponses aux télégrammes de nouvelle année :
A S. M. Albert Ier, 31 décembre 1916 181
A S. M. Victor-Emmanuel III, 31 décembre 1916 . . 182
A M. le duc de Davonshire, gouverneur du Canada, 31 décembre 1916 182
A S. M. le tsar Nicolas II, 1er janvier. 182
A S. M. George V, 1er janvier 183
A S. M. Pierre Ier, 1er janvier. 184
A S. A. R. Alexandre de Serbie, 1er janvier. . . . 184
A S. M. Ferdinand de Roumanie, 2 janvier . . . 185
Au général Emiliano Chamarro, Président de la République de Nicaragua. 185
A S. E. M. Bernardino Machado, Président de la République portugaise, 6 janvier 185
Interview du vendredi 12 janvier à M. Edward Marshall 186
Félicitations pour Kut-el-Amara, à S. M. George V, 29 février. 190
Discours à l'inauguration du Congrès du Livre, à la Sorbonne, 11 mars 191
Télégramme à S. E. M. Wilson sur l'entrée en guerre des Etats-Unis d'Amérique, 6 avril. 199
Télégramme de remerciement à S. M. George V, pour son message à l'armée française, 23 avril 200
Au même, pour l'Empire-Day. 200
Réponse au télégramme de remerciement de S. E. M. Wenceslao Braz, Président de la République du Brésil, 26 mai. 201
Lettre au ministre de la Guerre, M. Painlevé, après la revue du 14 juillet 201
Réponses aux télégrammes du 14 juillet :
A S. M. Alexandre de Grèce, 13 juillet 202
A S. E. M. Bernardino Machado, Président de la République portugaise. 203
A S. M. Albert Ier. 203
A S. A. R. Alexandre de Serbie, 14 juillet. 204
A S. E. M. W. Wilson, Président de la République des Etats-Unis d'Amérique, 16 juillet. 204
A S. M. Ferdinand de Roumanie, 28 juillet. . . . 205
Réponse à un télégramme de S. M. George V, 3 août. . 206
Télégramme à S. M. Victor-Emmanuel au retour du voyage d'Italie, 19 août 207
Télégramme de remerciement à S. M. George V, 22 août. 208
Félicitations pour les succès italiens à S. M. Victor-Emmanuel III. 208

Allocution pour la remise au général Pétain de la Grand' Croix de la Légion d'honneur, Verdun, 29 août 209
Réponse à un télégramme de S. M. Ferdinand de Roumanie, 29 août 212
Au G. Q. G. américain, 6 septembre. 213
A S. M. Albert Ier, Paris, 23 septembre. 213
Réponse à un télégramme de S. M. Victor-Emmanuel III, 30 septembre. 214
Allocution pour les marins du Kléber, à Lorient, 3 octobre 215
Réponse au télégramme de S. E. Bernardino Machado, Président de la République portugaise, 13 octobre . . 218
Allocution pour la remise des lettres de créance de S. E. M. Antonesco, ministre et représentant de la Roumanie, 29 octobre. 218

(1918)

Réponses aux télégrammes de nouvelle année :
A S. M. Victor-Emmanuel III, 31 décembre 1917. . 221
A S. M. Albert Ier, 31 décembre 1917. 221
A S. M. George V, 3 janvier 222
A S. M. Pierre Ier, 3 janvier 222
A S. A. R. le prince Alexandre de Serbie. 223
A S. M. Alexandre de Grèce. 223
Réponse à un télégramme de félicitations de S. M. Victor-Emmanuel III, 5 avril. 223
Télégramme à S. E. M. W. Wilson, pour l'anniversaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis, 7 avril. 224
Réponse au télégramme de félicitations de S. M. l'empereur du Japon, 7 avril 225
Allocution en réponse au comte de Derby, succédant à sir Bertie of Thame, comme ambassadeur d'Angleterre, 1er mai. 226
Discours pour l'ouverture du Congrès d'agriculture coloniale, Paris, 21 mai. 228
Télégramme à S. M. Victor-Emmanuel, anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie il y a trois ans, 23 mai. . 236
Télégramme à S. M. George V, pour l'Empire Day, 23 mai. 237
Télégramme à S. E. M. W. Wilson, pour l'anniversaire de l'arrivée en France des premières troupes américaines, 14 juin. 238
Télégramme au général Pershing (même objet) 239
Discours pour la remise des drapeaux de l'armée polonaise, 23 juin. 239
Discours sur le drapeau de l'armée tchéco-slovaque, 30 juin. 245
Télégramme à S. E. M. W. Wilson, pour l' « Indépendance-Day », 4 juillet. 254
Traduction d'un Message aux combattants américains, 14 juillet 255
Réponses aux télégrammes du 14 juillet :
A S. M. George V, 15 juillet 256
A S. E. M. W. Wilson, Président de la République des Etats-Unis. 257
A S. M. Victor-Emmanuel III. 258
A S. M. Albert Ier 258
A S. M. Alexandre de Grèce. 259
A S. M. Pierre Ier. 259
A S. A. R. Alexandre de Serbie. 260
A S. M. Nicolas de Monténégro 260
A S. E. M. Wenceslao Braz, Président de la République brésilienne 260

Réponses aux télégrammes du 14 juillet :
A S. E. le Président de la République portugaise. 261
A S. E. le Président de la République du Pérou . 261
A S. E. le Président de la République de Nicaragua 262
A S. E. M. G. Menocal, Président de la République de Cuba. 262
Au maréchal sir Douglas Haig. 262
Réponse au discours de M. Gallenga, ministre d'Italie, 14 juillet 263
Lettre au ministre de la Guerre, M. Georges Clemenceau, Président du Conseil des ministres. 265
Réponses à des télégrammes de félicitations sur les victoires françaises :
A S. M. Albert Ier, 21 juillet. 266
A S. M. Victor-Emmanuel III, 21 juillet. 266
A S. M. le roi de Siam, 24 juillet 267
Analyse de l'allocution prononcée au P. C. du général Fayolle, 25 juillet. 267
A S. M. l'empereur du Japon, 28 juillet. 268
Lettre à M. Georges Leygues, ministre de la Marine à la suite du voyage de Brest, 17 août. 269
Réponse au télégramme de S. M. George V. 270
Allocution prononcée le 23 août au poste de commandement du généralissime pour lui remettre le bâton de maréchal. 270
Allocution au général Pétain, en lui remettant la médaille militaire (même date) 271
Message à l'Amérique pour l'anniversaire de la naissance de La Fayette et de la victoire de la Marne. . . 275
Télégramme à S. E. M. W. Wilson, sur les premières victoires américaines, 14 septembre 276
A S. A. R. Alexandre de Serbie, pour le succès de ses armes, 18 septembre 277
Télégramme à S. M. Alphonse XIII, en remerciement de ses condoléances sur la mort de M. Joseph Thierry, ambassadeur de France à Madrid, Paris, le 26 septembre 278
A S. M. Albert Ier, félicitations sur le succès de l'armée belge, 29 septembre 279
A S. M. Pierre Ier sur les succès serbes, 2 octobre. . . . 280
A S. M. Alexandre de Grèce, 2 octobre. 280
A S. M. Husssein, roi du Hedjaz, en réponse à ses félicitations, 5 octobre. 281
Pour les *Annales* à l'occasion de la fête du 20 octobre (lettre écrite le 9) 282
Visite à Laon, Saint-Quentin et Roham (récit officiel), 16 octobre. 282
A S. M. Albert Ier, pour son entrée à Ostende, 18 octobre 283

Visite et discours à Lille, Roubaix et Tourcoing (récit officiel et analyses), 21 octobre 283
A S. M. Victor-Emmanuel III, sur l'armistice avec l'Autriche-Hongrie, 5 novembre 290
A S. M. Pierre Ier, sur la victoire de Serbie, 5 novembre. 290
A S. A. R. Alexandre de Serbie (même objet) 291
Lettre à M. Clemenceau, après la capitulation allemande. 292
A S. M. George V (remerciement pour ses félicitations). 294
Lettre au ministre de la Marine (M. Georges Leygues), sur les services rendus par la flotte française pendant la guerre, 12 novembre. 295
Réponses aux télégrammes de félicitations :
A S. E. M. le Président de la République chinoise, 14 novembre 296
A S. M. l'empereur du Japon 296
A S. M. Alexandre de Grèce. 297
Au général Lyautey, résident Général au Maroc . 297
A S. M. Victor-Emmanuel III, 16 novembre. . . . 297
Discours prononcé sur la place de la Concorde, le dimanche 17 novembre. 299

Paris. — Imp. Paul Dupont (Cl.). 21.2.19.

BINDING LIST JUL 1 19[illegible]

D
621
F8P6
t.1

Poincaré, Raymond, Pres of France
Messages, discours, allocutions

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 14 25 05 07 014 9